



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXIV^e Année

Tome II N^{os} 2-3 - Août-Septembre 1989

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Modification de deux tableaux de la partie « Statistiques » du *Bulletin*.
- 17 Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux dans la partie « Statistiques » du *Bulletin*.
- 21 Les « Cahiers » de la Banque Nationale.
- 23 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats des mois de juin et juillet 1989.
- 1 Statistiques.
- 169 Législation économique.
- 199 Liste des « Cahiers » parus.
- 201 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

MODIFICATION
DE DEUX TABLEAUX
DE LA PARTIE « STATISTIQUES »
DU BULLETIN

I. TABLEAU VII-2 — REMPLACEMENT DE L'INDICE DES PRIX DE GROS PAR L'INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION

1. Introduction

Au lendemain de la guerre, les services du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes ont élaboré un indice des prix de gros en s'appuyant sur les résultats du recensement général du commerce et de l'industrie de 1937 : la moyenne des prix qui avaient été relevés au cours de la période 1936-1938 fut alors choisie comme base. Depuis lors, cet indice a été publié chaque mois par l'Institut National de Statistique (I.N.S.) et il paraissait également (en base 1975 = 100) au tableau VII-2 du *Bulletin*.

Si la stabilité d'un indice représente un atout pour l'étude historique, il n'en va pas de même pour l'analyse économique, qui nécessite des instruments de mesure adaptés à la réalité contemporaine. Ce n'est plus le cas de l'indice des prix de gros, qui présente, depuis longtemps déjà, des lacunes importantes. A titre de comparaison, l'indice des prix à la consommation a été révisé cinq fois depuis la même époque¹.

Il est vrai que la notion de prix à la consommation est assez claire et concerne directement l'ensemble de la population, tandis que celle de prix de gros est plus vague et ne concerne qu'un nombre plus restreint de personnes, ce qui explique sans doute le record de longévité de cet indice.

Plutôt que d'essayer de perfectionner l'indice existant, il a été décidé de le remplacer par un nouvel indice qui correspond mieux aux pratiques commerciales actuelles. En effet, la dénomination « prix de gros » fait référence au commerce

¹ En 1953, 1966, 1971, 1974-1975 et en 1981.

de gros. Les grossistes et négociants qui auparavant étaient les intermédiaires habituels entre les détaillants d'une part, et les producteurs nationaux ou les exportateurs étrangers d'autre part, existent encore, mais les mutations intervenues dans le commerce et dans la distribution rendent de plus en plus malaisée la distinction entre les différents agents du marché. C'est pour cette raison que le nouvel indice intitulé « indice des prix à la production et à l'importation » ne prend en compte que les prix pratiqués, en Belgique, au premier stade de la commercialisation, sans se préoccuper du mode de distribution.

L'ancien indice des prix de gros n'est plus calculé depuis la fin de l'année 1988.

2. Composition du nouvel indice

Les produits couverts par le nouvel indice sont ceux correspondant aux activités définies par la classification NACE aux divisions 0 à 4¹. Comme le but est de suivre l'évolution de l'ensemble des prix lors de la première phase de commercialisation en Belgique, il est nécessaire de tenir compte non seulement des prix départ-usine pratiqués par les producteurs nationaux, mais également des prix des produits importés qui, dans une économie largement ouverte comme celle de la Belgique, représentent une part très importante du marché intérieur. Pour ce qui est des produits nationaux, on distinguera deux groupes différents : les produits agricoles (division NACE 0) et les produits industriels (division NACE 1 à 4).

Tout comme l'indice des prix de gros, le nouvel indice est une moyenne pondérée² d'indices partiels : deux indices pour la production nationale, celui des produits agricoles et celui des produits industriels, ainsi qu'un indice pour les produits importés. Le coefficient de pondération de chaque indice représente la part des transactions concernées par cet indice dans le total des livraisons intérieures. Par livraisons intérieures, on entend à la fois les livraisons à la consommation intermédiaire (c'est-à-dire aux secteurs productifs nationaux) et les ventes finales intérieures (consommation et investissements). On ne tient pas compte des exportations car l'indice se rapporte aux prix en Belgique ; les prix sur les marchés extérieurs sont d'ailleurs parfois différents des prix intérieurs. On ne tient pas compte non plus des variations de stock car il ne s'agit pas réellement de transactions. Les tableaux entrées-sorties permettent de calculer ces livraisons et de les ventiler en produits nationaux ou importés et de distinguer dans la production nationale la part des produits agricoles (branche 01 du tableau) de celle des produits industriels (branches 03.1 à 51.0).

¹ La classification des activités économiques établie par la CEE, communément appelée NACE, dresse la nomenclature de tous les types d'activités regroupées en 10 divisions (code NACE à 1 chiffre). Pour ce qui est de la production de biens, les activités sont définies par référence à la nomenclature des produits industriels NIPRO : une branche d'activités (code NACE à 5 chiffres) produit tous les biens (code NIPRO à 8 chiffres) qui lui sont liés et rien que ceux-ci. La correspondance entre les biens et les activités est assurée grâce au fait que les 5 premiers chiffres du code NIPRO reprennent le code NACE de la branche d'activité en question.

² A la différence de l'indice des prix de gros, qui utilisait une moyenne géométrique, il s'agit ici d'une moyenne arithmétique.

En se basant sur le tableau de 1980, on obtient les coefficients de pondération suivants, arrondis en p.c. :

Produits importés	55
Produits nationaux agricoles	5
Produits nationaux industriels	40
	<hr/>
Total ...	100

3. *Choix des indices partiels*

Pour les produits agricoles, on a retenu l'indice des prix des produits agricoles et horticoles, qui a été mis sur pied par le Ministère de l'Agriculture, il y a une dizaine d'années, et qui est publié mensuellement.

En ce qui concerne la production industrielle, un indice des prix des produits industriels a été élaboré par le Ministère des Affaires économiques en tenant compte des relevés mensuels de prix, depuis 1980, de plusieurs centaines de produits élémentaires. Ces produits ont été sélectionnés avec l'aide des fédérations professionnelles qui veilleront, au sein d'une commission créée à cet effet, à ce que l'échantillonnage des produits soit représentatif de la production industrielle nationale. La moyenne arithmétique pondérée des indices des prix des produits élémentaires donne l'indice des prix des produits industriels ; les pondérations sont aussi tirées des données ayant servi à l'établissement des tableaux entrées-sorties de 1980¹.

Dans le cas des produits importés, il n'existe pas à l'heure actuelle de véritable indice de prix, mais il a été décidé d'utiliser, à défaut, les indices disponibles de valeurs unitaires. Par rapport aux indices de prix, les indices de valeurs unitaires présentent une différence importante. Dans les indices de prix, ceux-ci sont mesurés directement, tandis que les valeurs unitaires sont obtenues par le rapport entre la valeur et la quantité, cette dernière étant mesurée par le poids des marchandises. Comme les produits rangés sous une même rubrique ne sont pas tous identiques ou homogènes, il s'ensuit qu'à même valeur globale, une variation de poids d'un produit donné entraîne, ipso facto, une variation de la valeur unitaire, même si les prix demeurent inchangés.

Deux indices de valeurs unitaires, basés sur les statistiques du commerce extérieur, étaient disponibles, celui de l'I.N.S. et celui de la Banque. Ces indices diffèrent notamment par la composition de leur échantillon. Sans revenir sur les diverses différences dans la sélection, on notera que la Banque, contrairement à l'I.N.S., éliminait le diamant. Pour cette raison, l'indice de la Banque a été préféré à celui de l'I.N.S.

¹ Le lecteur intéressé trouvera des informations détaillées dans la publication originale « L'indice des prix à la production industrielle » (base 1980) — Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce, Service de l'indice — Bruxelles 1988.

En effet, il a été indiqué plus haut que les seules livraisons à prendre en compte sont celles destinées au marché intérieur. Les importations directement réexportées sont donc à rejeter. D'après le tableau entrées-sorties, le panier des importations sans les réexportations est fort semblable au panier des importations totales, si l'on excepte la branche comprenant le diamant. La plus grande partie des importations de diamants est, en effet, destinée à l'exportation immédiate. Il est donc préférable de ne pas tenir compte du diamant dans l'indice relatif aux produits importés, ceci d'autant plus qu'il s'agit d'une marchandise dont les prix et, a fortiori, les valeurs unitaires sont très instables.

Une autre réserve à l'utilisation des statistiques du commerce extérieur réside dans le champ d'observation. Celui-ci s'étend à l'U.E.B.L., alors que l'objectif poursuivi est de mesurer l'évolution des prix en Belgique. Toutefois, il n'existe pas d'indice limité aux importations belges et les indices dérivés du commerce extérieur ont été jugés acceptables, car le panier des importations de la Belgique ne diffère pas beaucoup de celui de l'U.E.B.L.

Le choix de l'indice établi par la Banque présentait cependant un inconvénient, car, jusqu'en 1987, cet indice n'était calculé que trimestriellement. Pour y remédier, on a extrapolé un indice mensuel à partir de l'indice trimestriel en tenant compte à l'intérieur de chaque trimestre des variations de l'indice mensuel de l'I.N.S. Le résultat de cette opération apparaît au graphique 1.

A partir de 1988, grâce à la collaboration entre la Banque et l'I.N.S., les calculs sont devenus mensuels et donnent lieu à un indice commun¹.

4. Résultats

Le graphique 2 et le tableau 1 présentent l'évolution depuis 1980 de l'indice des prix à la production et à l'importation et de ses trois composantes. Par le jeu des pondérations, ce nouvel indice évolue entre l'indice des produits importés et celui des produits industriels ; l'indice des produits agricoles, dont on remarque le profil saisonnier plus accentué, n'intervient que faiblement.

Dès 1980, l'indice des produits importés est supérieur à celui des produits industriels et en conséquence (compte tenu de la remarque qui précède) supérieur à l'indice général. L'écart entre ces deux indices partiels a augmenté jusqu'en 1985 et s'est réduit par la suite. Cette évolution différente reflète en grande partie celle du taux de change effectif du franc belge, qui s'est déprécié au début de la décennie, pour se redresser par après. L'indice des produits agricoles a, d'une façon générale sur la période considérée, toujours été inférieur aux deux autres indices, à l'exception de quelques pointes saisonnières.

¹ Cet indice est calculé selon la formule de Fisher. Contrairement à la Banque, l'I.N.S. ne calculait pas dans le passé ce type d'indice. Le choix de l'indice Fisher de la Banque permet ainsi d'assurer une meilleure continuité avec les années antérieures.

Le graphique 3 fournit une comparaison entre le nouvel indice calculé et l'ancien indice des prix de gros. Si l'allure¹ des indices est semblable, il n'en va pas de même en ce qui concerne le niveau et l'ampleur des mouvements.

Dès la fin de l'année 1980, l'indice des prix de gros a évolué à un niveau inférieur à celui du nouvel indice. Le rythme de la hausse et de la baisse des prix y est nettement moindre. Ceci s'explique notamment par le trop grand poids (20 p.c.) accordé dans cet indice aux produits agricoles, qui évoluent moins vite que la moyenne, et par le poids trop faible (20 p.c.) attribué aux importations, qui évoluent plus rapidement au début de la période.

Le nouvel indice, dont les pondérations sont plus réalistes et dont certaines composantes sont plus détaillées, apporte une amélioration certaine. Afin de lui éviter le sort de l'indice des prix de gros, il a été décidé d'en actualiser les pondérations lors de chaque mise à jour des tableaux entrées-sorties.

Désormais, le tableau VII-2a du *Bulletin* se présentera comme le tableau 1 de cet article. Le graphique VII-2 est supprimé et est remplacé par un nouveau tableau VII-2b, qui donne la décomposition de l'indice des prix à la production industrielle d'une part selon le type de produit², d'autre part selon leur utilisation (cf. tableau 2 ci-après).

II. TABLEAU VIII-1 — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Le tableau général reprend les chiffres du commerce extérieur en valeur et les indices de valeurs unitaires, de volume et des termes de l'échange. Auparavant, la Banque calculait trimestriellement, à partir des chiffres provisoires de l'I.N.S., des indices de différents types (Paasche, Laspeyres, Fisher) sur des échantillons incluant ou n'incluant pas la rubrique « diamant ». Les indices qui apparaissaient au tableau VIII-1 étaient les indices de type Paasche sur un échantillon n'incluant pas la rubrique « diamant ».

Le 1^{er} janvier 1988 est entrée en vigueur une nouvelle nomenclature douanière, qui diffère fondamentalement de la précédente. Afin de garder une certaine continuité entre les séries, des coefficients de conversion ont été calculés, qui assurent la meilleure transition possible de l'ancienne à la nouvelle série. En raison de ce problème de transition, seul le tableau général a été calculé pour le moment, les tableaux plus détaillés seront présentés dans un article ultérieur. Ce changement de nomenclature a aussi fourni l'occasion de revoir le mode de calcul et la sélection des indices publiés.

Les indices de valeurs unitaires publiés désormais sont de type Fisher. Ce choix repose entre autres sur le fait que ces indices suivent une évolution plus

¹ Par allure, on entend la succession des phases d'accélération et de décélération.

² Les catégories de produits correspondent aux divisions de la classification NACE (code NACE à 1 chiffre).

stable ; ils sont en outre utilisés pour la déflation des données du commerce extérieur dans les comptes nationaux.

L'indice de volume est calculé en divisant l'évolution en valeur par l'indice de valeur unitaire : il ne s'agit donc pas d'un indice établi en pondérant des volumes observés.

Les indices se rapportent à l'ensemble du commerce extérieur, y compris donc la rubrique « diamant ». L'objectif est ici de présenter des indices qui expliquent l'évolution de tous les échanges commerciaux de l'U.E.B.L.¹. Ces indices fournissent des indications utiles sur les mouvements en prix et en volume des opérations commerciales de la Belgique avec le reste du monde dans les comptes nationaux.

A partir des observations se rapportant au mois de janvier 1988, les indices sont calculés mensuellement. Ces indices mensuels apparaîtront au nouveau tableau VIII-1, qui se présentera comme le tableau 3 ci-après².

Les observations des douze derniers mois ont cependant un caractère provisoire, car les données de l'I.N.S. font l'objet de révision mensuelle durant un an. Cependant, dès que l'I.N.S. aura donné les chiffres définitifs, les indices adaptés seront publiés.

Les indices mensuels et annuels sont calculés par la comparaison des valeurs et des volumes du mois en question avec les valeurs unitaires et les volumes moyens de l'année précédente. Il faut toutefois observer que, aussi longtemps que l'on utilise des chiffres provisoires, la moyenne des indices mensuels respectifs ne correspond pas au chiffre annuel.

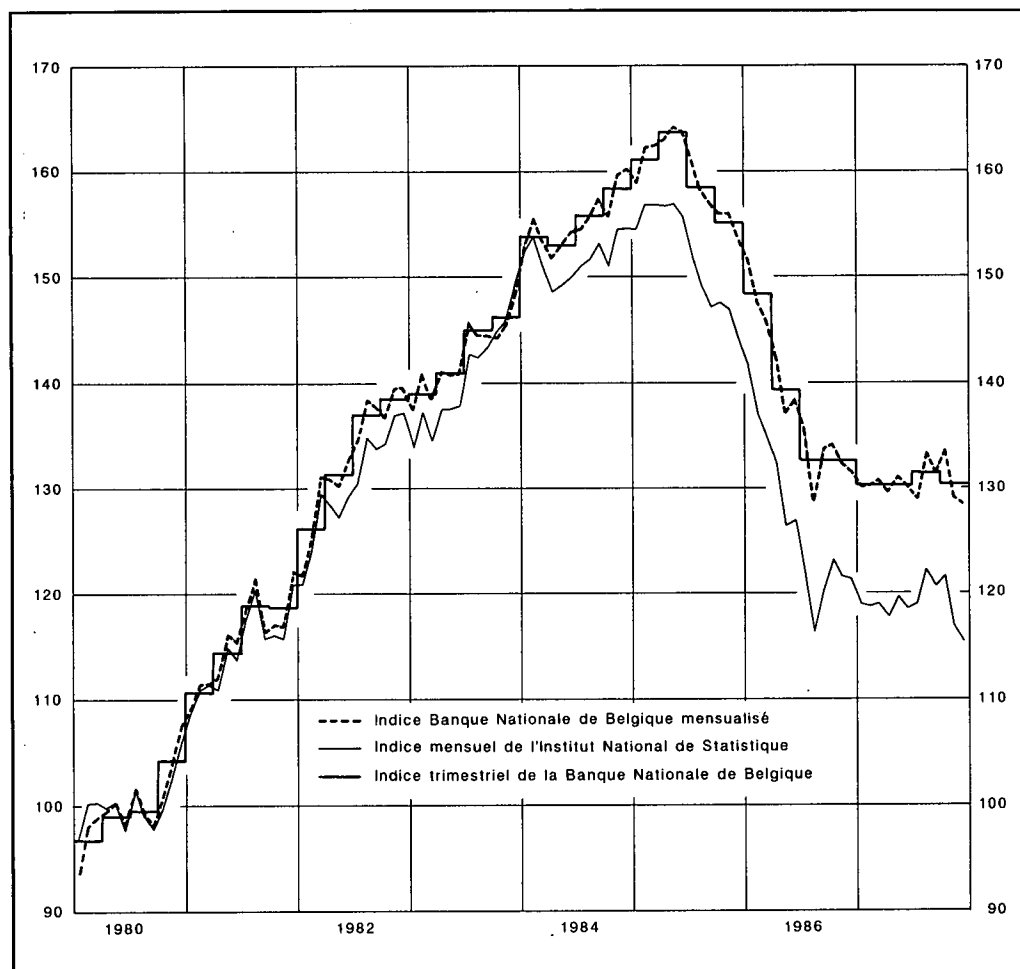
Les indices trimestriels à partir de 1988 sont, quant à eux, des simples moyennes arithmétiques des indices mensuels.

¹ Contrairement au tableau VII-2, décrit plus haut, où l'on ne s'intéressait qu'aux produits destinés au marché intérieur.

² Le tableau 3 comprend des chiffres rétrospectifs depuis 1981. Les indices calculés par la Banque sont toutefois établis au départ de chiffres provisoires et n'incluent donc pas de corrections ultérieures. Au cas où, l'I.N.S. procéderait à un nouveau calcul sur la base de ses chiffres définitifs, la série serait adaptée.

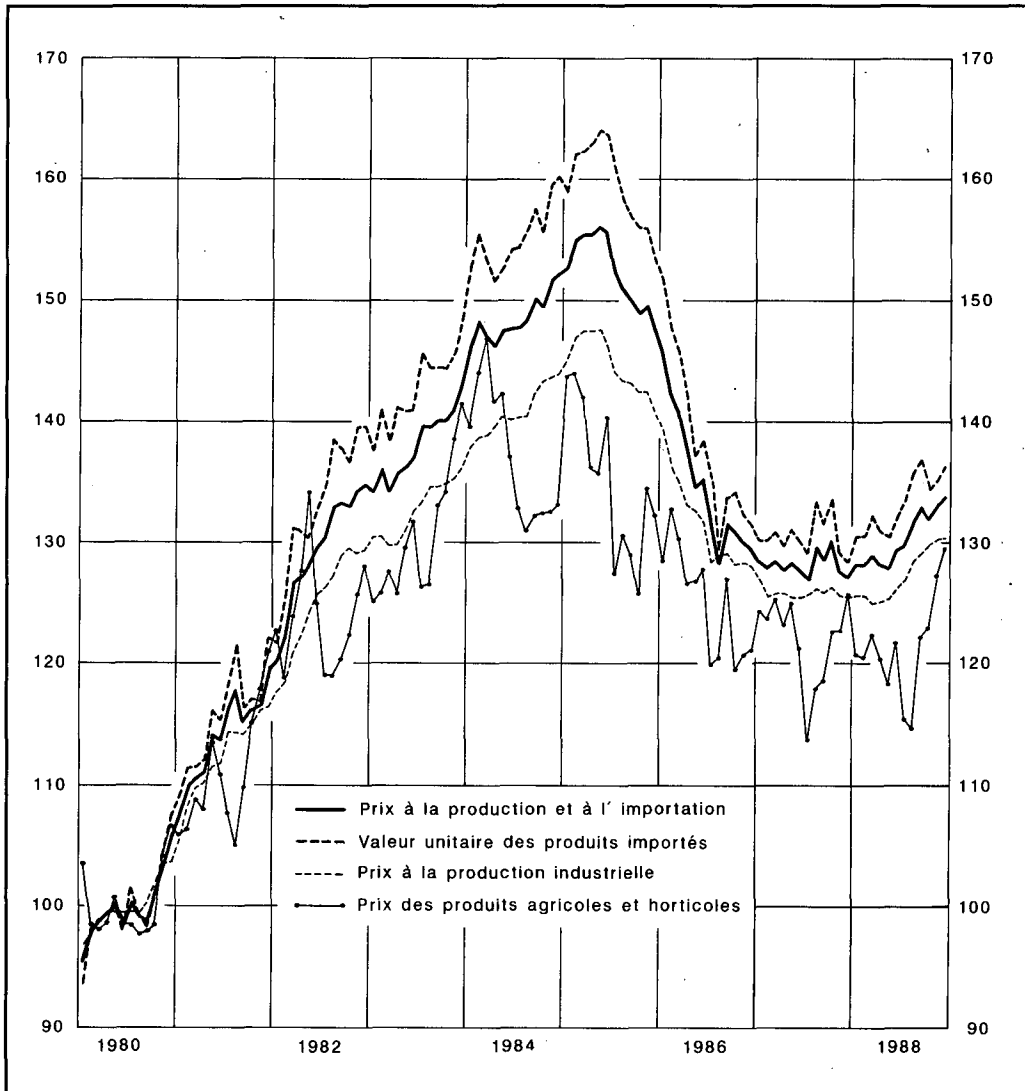
Graphique 1

INDICES DES VALEURS UNITAIRES DES PRODUITS IMPORTES



Graphique 2

**INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION
ET SES COMPOSANTES**



Graphique 3

INDICE DES PRIX DE GROS ET INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION

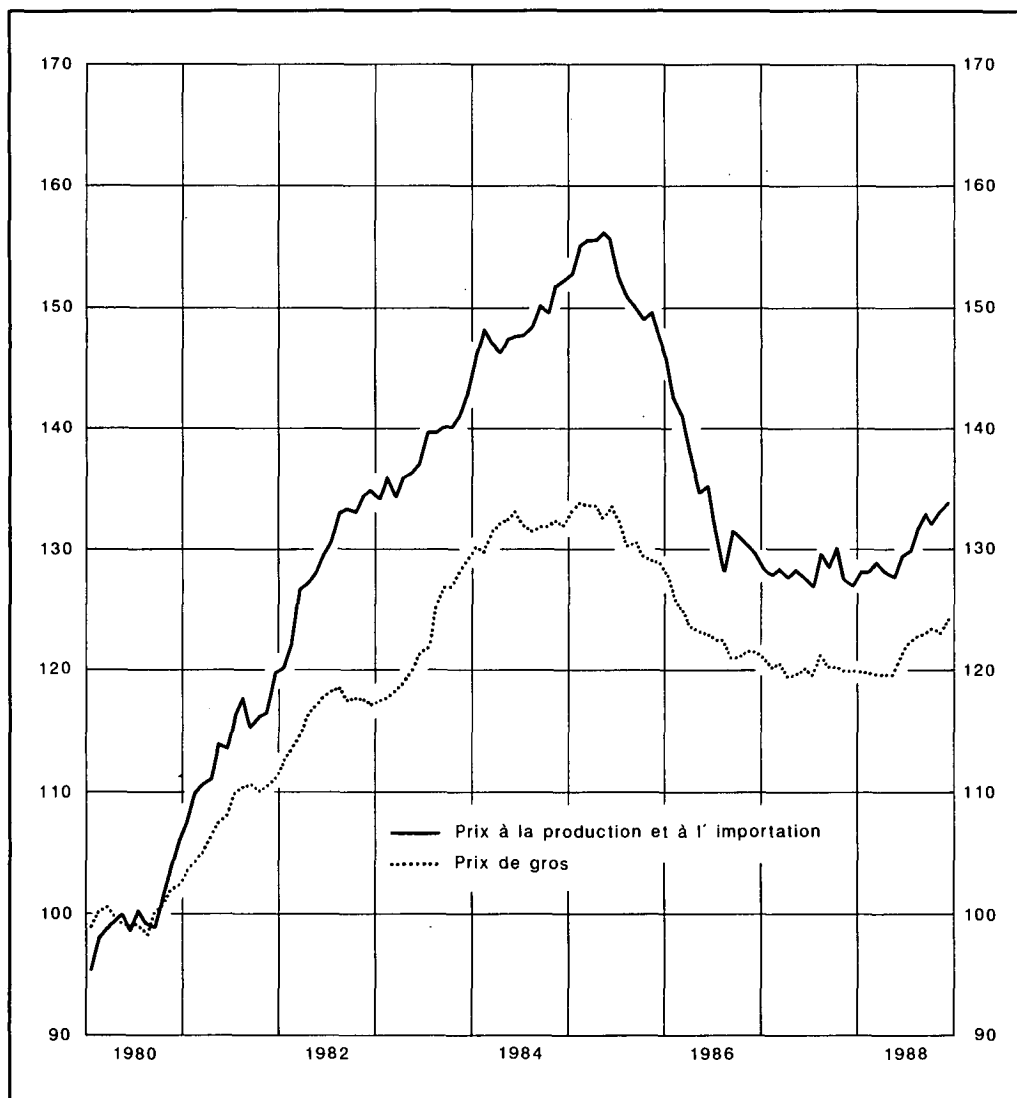


Tableau 1

**INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION
ET SES COMPOSANTES**

(1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1980 Janvier	103,6	96,7	93,5	95,3
Février	98,4	97,9	98,1	98,0
Mars	98,0	99,0	98,9	98,9
Avril	98,6	99,4	99,4	99,4
Mai	100,8	99,6	100,2	100,0
Juin	98,6	99,4	98,2	98,7
Juillet	98,5	99,5	101,4	100,5
Août	97,6	99,4	99,3	99,3
Septembre	97,9	100,3	98,2	99,0
Octobre	98,5	101,7	101,2	101,3
Novembre	104,2	103,5	104,1	103,9
Décembre	106,7	103,8	107,5	106,0
1981 Janvier	105,9	105,4	109,2	107,5
Février	106,5	108,4	111,4	110,0
Mars	108,8	109,8	111,5	110,7
Avril	108,0	110,1	112,1	111,1
Mai	113,5	111,5	116,1	114,1
Juin	110,9	111,8	115,3	113,7
Juillet	107,8	114,4	118,7	116,4
Août	105,0	114,3	121,5	117,8
Septembre	109,9	114,2	116,5	115,3
Octobre	115,2	115,0	117,1	116,2
Novembre	117,9	116,1	116,9	116,6
Décembre	120,9	116,4	122,1	119,8
1982 Janvier	122,7	117,6	121,7	120,1
Février	118,7	118,4	125,4	122,3
Mars	123,9	120,8	131,2	126,7
Avril	127,5	122,3	130,8	127,2
Mai	134,2	124,3	130,3	128,1
Juin	124,8	125,7	132,8	129,6
Juillet	119,0	126,3	134,7	130,6
Août	118,8	127,1	138,6	133,0
Septembre	120,2	128,8	137,7	133,3
Octobre	122,4	129,5	136,7	133,1
Novembre	125,6	129,1	139,5	134,6
Décembre	128,0	129,3	139,6	134,9
1983 Janvier	125,1	130,5	137,5	134,1
Février	125,8	130,5	141,0	136,0
Mars	127,4	129,7	138,5	134,4
Avril	125,8	129,8	141,2	135,9
Mai	129,6	130,9	140,8	136,3
Juin	131,8	132,6	140,9	137,1
Juillet	126,2	133,3	145,8	139,8
Août	126,6	134,7	144,6	139,7
Septembre	133,1	134,7	144,6	140,1
Octobre	134,2	134,8	144,5	140,1
Novembre	138,6	135,3	145,6	141,1
Décembre	141,5	136,1	148,5	143,2

1984	Janvier	139,6	137,9	153,0	146,3
	Février	144,0	138,7	155,4	148,2
	Mars	147,0	138,8	153,3	147,2
	Avril	141,5	139,6	151,8	146,4
	Mai	142,3	140,5	152,8	147,4
	Juin	137,2	140,1	154,2	147,7
	Juillet	132,8	140,3	154,6	147,8
	Août	130,9	140,5	155,6	148,3
	Septembre	132,2	142,3	157,6	150,2
	Octobre	132,5	143,3	155,8	149,6
	Novembre	132,6	143,7	159,6	151,9
	Décembre	133,1	144,0	160,1	152,3
1985	Janvier	143,8	145,1	159,0	152,7
	Février	144,0	146,9	162,2	155,2
	Mars	142,0	147,4	162,5	155,4
	Avril	136,1	147,4	163,1	155,5
	Mai	135,8	147,5	164,2	156,1
	Juin	140,5	146,3	163,8	155,6
	Juillet	127,3	144,0	160,8	152,4
	Août	130,6	143,3	158,1	150,8
	Septembre	129,1	143,2	156,9	150,0
	Octobre	125,8	142,5	156,0	149,1
	Novembre	134,6	142,6	156,0	149,6
	Décembre	132,2	140,8	153,5	147,4
1986	Janvier	128,3	139,3	151,8	145,6
	Février	132,8	136,6	147,7	142,5
	Mars	130,3	135,0	145,9	140,8
	Avril	126,6	133,1	142,4	137,9
	Mai	126,8	132,7	137,2	134,9
	Juin	127,8	131,8	138,6	135,3
	Juillet	119,8	128,3	135,4	131,8
	Août	120,5	128,7	128,8	128,3
	Septembre	127,0	129,2	133,8	131,6
	Octobre	119,4	128,2	134,2	131,1
	Novembre	120,7	128,3	132,4	130,2
	Décembre	121,1	128,0	131,5	129,6
1987	Janvier	124,3	126,8	130,1	128,5
	Février	123,8	125,5	130,2	128,0
	Mars	125,3	125,8	130,9	128,6
	Avril	123,2	125,8	129,7	127,8
	Mai	124,9	125,4	131,1	128,5
	Juin	120,9	125,4	130,1	127,8
	Juillet	113,7	125,7	129,2	127,0
	Août	117,9	126,1	133,4	129,7
	Septembre	118,6	125,9	131,6	128,7
	Octobre	122,7	126,3	133,7	130,2
	Novembre	122,7	125,6	129,1	127,4
	Décembre	125,7	125,4	128,5	127,1
1988	Janvier	120,8	125,7	130,7	128,2
	Février	120,7	125,6	130,7	128,2
	Mars	122,5	125,0	132,5	129,0
	Avril	120,2	125,2	130,9	128,1
	Mai	118,0	125,3	130,6	127,9
	Juin	121,8	126,1	132,4	129,4
	Juillet	114,9	126,8	133,5	129,9
	Août	113,9	128,4	135,9	131,8
	Septembre	121,7	129,1	136,9	133,0
	Octobre	122,3	129,9	134,4	132,0
	Novembre	127,4	130,4	135,0	133,3
	Décembre	129,5	130,8	136,3	133,8

Tableau 2

INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET SES COMPOSANTES

(1980 = 100)

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits inter-médiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1980 Janvier	96,7	91,4	98,8	97,0	100,1	95,2	99,3	97,2
Février	97,9	94,5	99,5	98,9	100,0	97,0	99,2	99,3
Mars	99,0	98,5	99,8	98,9	199,6	99,1	98,7	99,3
Avril	99,4	99,3	100,3	98,9	99,3	99,7	98,8	99,3
Mai	99,6	100,2	99,5	99,9	98,9	99,8	99,1	99,8
Juin	99,4	99,5	99,3	99,9	98,8	99,4	99,3	99,8
Juillet	99,5	98,8	99,9	99,9	99,4	99,2	100,0	99,8
Août	99,4	97,3	100,1	100,9	99,5	98,7	100,4	100,8
Septembre	100,3	99,2	100,5	100,9	100,3	99,8	100,9	100,8
Octobre	101,7	103,9	100,6	100,9	100,5	102,1	101,1	100,8
Novembre	103,5	108,5	101,0	102,0	101,6	104,8	101,6	101,7
Décembre	103,8	108,9	100,9	102,0	102,0	105,2	101,7	101,7
1981 Janvier	105,4	114,1	100,0	102,0	102,4	107,8	102,2	101,7
Février	108,4	122,4	101,3	104,4	103,1	112,3	102,6	104,5
Mars	109,8	125,7	103,1	104,4	103,4	114,3	103,1	104,5
Avril	110,1	124,9	104,9	104,4	103,9	114,5	103,6	104,5
Mai	111,5	126,6	105,8	108,3	105,0	115,5	104,9	108,9
Juin	111,8	126,3	107,8	108,3	104,9	115,8	105,1	108,9
Juillet	114,4	130,7	111,6	108,3	106,7	119,2	107,2	108,9
Août	114,3	129,1	113,1	107,7	107,4	118,9	108,1	107,8
Septembre	114,2	125,7	114,6	107,8	109,8	117,6	110,0	107,8
Octobre	115,0	127,1	115,9	107,8	110,3	118,8	110,3	107,8
Novembre	116,1	127,8	116,5	111,1	111,4	119,5	111,2	111,2
Décembre	116,4	128,0	116,8	111,1	112,3	119,8	111,8	111,2
1982 Janvier	117,6	126,7	122,4	111,1	113,1	121,5	112,4	111,2
Février	118,4	126,9	123,5	114,6	112,8	122,4	112,3	114,8
Mars	120,8	133,7	125,3	114,6	113,3	126,2	112,6	114,8
Avril	122,3	134,8	129,8	114,6	114,2	128,1	113,7	114,8
Mai	124,3	137,7	130,5	120,0	115,1	130,0	115,2	119,6
Juin	125,7	140,8	131,2	120,0	116,6	131,6	116,4	119,6
Juillet	126,3	140,1	134,1	120,0	117,9	132,2	117,6	119,6
Août	127,1	140,6	133,7	123,8	118,2	132,3	118,2	124,0
Septembre	128,8	145,2	133,6	123,8	120,1	134,5	119,7	124,0
Octobre	129,5	147,5	131,8	123,8	121,0	135,2	120,6	124,0
Novembre	129,1	145,2	131,4	123,0	122,5	134,2	121,6	122,9
Décembre	129,3	144,2	132,6	123,0	123,0	134,2	122,2	122,9
1983 Janvier	130,5	147,9	133,0	123,0	123,0	136,1	122,6	122,9
Février	130,5	146,7	132,8	124,7	122,8	135,6	122,7	124,8
Mars	129,7	143,9	132,8	124,7	122,5	134,4	122,5	124,8
Avril	129,8	144,3	133,0	124,7	121,9	134,8	122,1	124,8
Mai	130,9	146,2	135,3	125,9	121,5	136,7	121,5	126,2
Juin	132,6	150,4	136,4	125,9	122,6	139,3	122,2	126,2
Juillet	133,3	150,6	137,9	125,9	123,7	139,7	123,4	126,2
Août	134,7	152,4	138,9	127,0	125,8	141,1	124,9	127,5
Septembre	134,7	150,1	139,9	127,0	127,6	140,8	125,8	127,5
Octobre	134,8	149,2	139,5	129,1	127,9	140,3	126,1	130,1
Novembre	135,3	151,4	139,8	127,4	127,9	141,4	126,2	127,9
Décembre	136,1	153,4	140,4	127,4	127,9	142,5	126,8	127,9

1984	Janvier	137,9	157,2	141,6	127,4	128,9	144,9	127,9	127,9
	Février	138,7	157,5	143,9	129,2	129,2	145,6	128,7	129,9
	Mars	138,8	156,9	143,5	129,2	129,6	145,4	129,3	129,9
	Avril	139,6	157,7	146,4	129,2	129,5	146,7	129,4	129,9
	Mai	140,5	158,4	147,4	130,1	131,0	147,4	130,9	130,1
	Juin	140,1	156,0	147,7	130,1	131,3	146,6	131,3	130,1
	Juillet	140,3	155,8	148,4	130,2	131,2	146,7	131,5	130,2
	Août	140,5	155,5	148,6	131,6	131,3	146,6	132,3	131,2
	Septembre	142,3	161,0	147,9	131,6	132,6	148,9	133,5	131,2
	Octobre	143,3	163,1	148,7	131,6	133,3	150,7	133,8	131,2
	Novembre	143,7	162,0	148,9	133,1	134,0	150,7	134,2	132,5
	Décembre	144,0	162,1	149,2	133,1	134,7	151,1	134,4	132,5
1985	Janvier	145,1	163,8	149,5	133,1	135,8	152,4	135,6	132,5
	Février	146,9	169,4	150,0	134,3	135,9	155,2	135,8	133,7
	Mars	147,4	170,4	150,8	134,3	135,7	156,0	135,9	133,7
	Avril	147,4	169,9	150,3	134,4	136,2	155,5	136,6	133,7
	Mai	147,5	169,4	150,9	135,6	136,1	155,5	136,7	135,0
	Juin	146,3	164,9	151,0	135,6	136,4	153,4	137,0	135,0
	Juillet	144,0	155,4	150,5	135,6	137,5	148,5	138,5	135,0
	Août	143,3	152,8	150,6	136,6	136,7	147,1	138,5	136,4
	Septembre	143,2	153,4	149,2	136,6	136,8	146,8	138,8	136,4
	Octobre	142,5	150,0	148,8	136,6	137,5	145,5	138,9	136,5
	Novembre	142,6	151,1	146,5	138,0	138,0	145,4	139,2	137,6
	Décembre	140,8	144,5	146,9	138,0	137,7	142,4	138,9	137,6
1986	Janvier	139,3	138,9	146,9	138,0	137,2	139,9	138,9	137,6
	Février	136,6	129,5	146,0	138,6	137,0	135,2	138,7	138,7
	Mars	135,0	125,2	144,6	138,6	136,2	132,7	138,3	138,7
	Avril	133,1	119,0	142,9	138,6	136,1	129,1	138,6	138,7
	Mai	132,7	117,4	142,5	138,8	136,2	128,4	138,7	138,7
	Juin	131,8	113,9	142,9	138,8	136,3	126,9	138,6	138,7
	Juillet	128,3	102,7	140,8	138,8	136,0	121,0	138,4	138,7
	Août	128,7	105,9	139,9	138,3	135,2	121,9	138,3	138,1
	Septembre	129,2	108,0	140,0	138,3	135,0	122,8	138,4	138,2
	Octobre	128,2	106,1	138,2	138,3	134,5	121,2	138,0	138,2
	Novembre	128,3	107,8	137,8	138,4	133,4	121,8	137,1	138,4
	Décembre	128,0	107,1	138,0	138,4	132,7	121,4	136,9	138,4
1987	Janvier	126,8	105,1	134,8	138,4	132,5	119,5	136,7	138,4
	Février	125,5	101,7	133,8	138,4	132,2	117,6	136,1	138,7
	Mars	125,8	103,9	132,5	138,4	131,6	118,2	135,6	138,7
	Avril	125,8	104,1	133,4	138,4	130,9	118,5	135,2	138,7
	Mai	125,4	103,2	133,5	138,4	130,1	118,0	134,6	139,1
	Juin	125,4	102,5	134,4	138,4	130,1	118,0	134,6	139,1
	Juillet	125,7	104,5	134,0	138,4	132,2	118,9	134,1	139,1
	Août	126,1	104,4	135,9	138,4	132,3	119,4	134,2	138,8
	Septembre	125,9	103,3	136,0	138,4	132,6	119,0	134,7	138,8
	Octobre	126,3	105,4	134,9	138,4	132,6	119,6	134,8	138,8
	Novembre	125,6	102,4	135,2	138,4	132,8	118,3	135,0	138,8
	Décembre	125,4	100,2	135,9	138,4	133,2	117,6	135,1	139,8
1988	Janvier	125,7	101,2	135,5	139,1	133,4	118,0	135,2	139,8
	Février	125,6	100,2	136,3	139,2	133,4	117,9	135,0	140,4
	Mars	125,0	97,6	136,5	139,2	133,6	116,7	135,3	140,4
	Avril	125,2	97,6	138,0	139,2	133,5	117,2	135,0	140,4
	Mai	125,3	96,3	139,6	139,4	133,9	117,1	135,6	140,6
	Juin	126,1	97,2	141,0	139,3	134,8	118,1	136,2	140,6
	Juillet	126,8	97,2	142,9	139,3	135,6	118,9	137,0	140,6
	Août	128,4	100,4	144,1	140,8	136,3	121,2	137,6	141,6
	Septembre	129,1	101,1	145,6	140,8	136,8	121,8	138,5	141,6
	Octobre	129,9	100,9	150,6	140,8	136,7	123,0	138,8	141,6
	Novembre	130,4	100,7	151,7	142,2	137,2	123,3	139,4	143,3
	Décembre	130,8	101,0	152,4	142,1	137,6	123,6	140,0	143,2

Tableau 3

COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

	Valeur (milliards de francs)			Rapport expor- tation importa- tion (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				
	Importation	Exportation	Balance commerciale		Volume ¹		Valeurs unitaires		Termes de l'échan- ge ²
					importa- tion	expor- tation	à l'importa- tion	à l'expor- tation	
1981	2.309,8	2.062,3	- 247,5	89	93,8	88,4	74,2	73,6	99,2
1982	2.653,4	2.393,2	- 260,2	90	94,3	89,9	84,9	84,0	98,9
1983	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.386,5	3.381,1	- 5,4	100	122,6	118,7	83,3	89,9	107,9
1981 1 ^{er} trimestre	572,2	476,7	- 95,5	83	96,2	85,4	71,7	70,5	98,3
2 ^e trimestre	566,6	514,9	- 51,7	91	92,8	89,8	73,6	72,4	98,4
3 ^e trimestre	567,9	496,9	- 71,0	87	90,0	83,3	76,1	75,3	98,9
4 ^e trimestre	603,1	573,8	- 29,3	95	95,7	94,8	76,0	76,5	100,7
1982 1 ^{er} trimestre	663,1	556,4	- 106,7	84	98,6	88,1	81,0	79,8	98,5
2 ^e trimestre	689,8	606,6	- 83,2	88	99,3	90,5	83,8	84,6	101,0
3 ^e trimestre	617,0	571,3	- 45,7	93	85,1	85,0	87,4	84,8	97,0
4 ^e trimestre	683,5	658,9	- 24,6	96	92,9	95,7	88,7	86,9	98,0
1983 1 ^{er} trimestre	719,3	648,5	- 70,8	90	98,1	92,6	88,4	88,4	100,0
2 ^e trimestre	690,5	659,7	- 30,8	96	92,4	93,8	90,0	88,8	98,7
3 ^e trimestre	642,5	603,2	- 39,3	94	83,9	84,2	92,4	90,5	97,9
4 ^e trimestre	768,6	739,9	- 28,7	96	99,0	100,0	93,6	93,4	99,8
1984 1 ^{er} trimestre	831,1	762,4	- 68,7	92	101,7	99,8	98,5	96,5	98,0
2 ^e trimestre	797,0	744,4	- 52,6	93	99,1	96,7	97,0	97,2	100,2
3 ^e trimestre	725,0	679,6	- 45,4	94	88,5	87,4	98,8	98,2	99,4
4 ^e trimestre	842,7	805,7	- 37,0	96	100,8	102,9	100,8	98,8	98,0
1985 1 ^{er} trimestre	872,7	789,2	- 83,5	90	103,0	99,0	102,1	100,7	98,6
2 ^e trimestre	830,7	811,7	- 19,0	98	97,0	101,1	103,3	101,4	98,2
3 ^e trimestre	766,3	734,8	- 31,5	96	93,4	92,5	98,9	100,3	101,4
4 ^e trimestre	848,1	832,0	- 16,1	98	105,1	107,2	97,2	98,0	100,8
1986 1 ^{er} trimestre	819,4	786,0	- 33,4	96	107,0	102,5	92,3	96,9	105,0
2 ^e trimestre	797,6	785,0	- 12,6	98	110,2	105,0	87,3	94,4	108,1
3 ^e trimestre	695,2	686,3	- 8,9	99	101,7	95,6	82,4	90,7	110,1
4 ^e trimestre	753,0	813,0	+ 60,0	108	109,3	114,2	83,1	89,9	108,2
1987 1 ^{er} trimestre	771,1	746,0	- 25,1	97	114,4	106,1	81,3	88,8	109,2
2 ^e trimestre	771,0	796,4	+ 25,4	103	114,7	114,6	81,1	87,8	108,3
3 ^e trimestre	722,1	709,6	- 12,5	98	106,7	102,6	81,6	87,3	107,0
4 ^e trimestre	845,9	848,1	+ 2,2	100	125,0	122,0	81,6	87,8	107,6
1988 1 ^{er} trimestre .. *	828,1	806,5	- 21,6	97	121,5	115,6	82,0	88,0	107,3
2 ^e trimestre .. *	852,6	856,3	+ 3,7	100	124,4	121,4	82,5	89,1	108,0
3 ^e trimestre .. *	818,2	796,1	- 22,1	97	115,3	110,8	85,4	90,7	106,2
4 ^e trimestre .. *	887,6	922,2	+ 34,6	104	125,2	125,0	85,5	93,2	109,0
1988 Janvier	233,0	213,5	- 19,5	92	104,6	92,7	80,6	87,3	108,3
Février	277,4	275,2	- 2,2	99	123,5	118,5	81,2	88,0	108,4
Mars	317,7	317,8	+ 0,1	100	136,3	135,7	84,3	88,7	105,2
Avril	267,7	279,4	+ 11,7	104	118,3	118,7	81,8	89,1	108,9
Mai	277,9	272,0	- 5,9	98	122,1	116,9	82,3	88,2	107,2
Juin	307,0	304,9	- 2,1	99	132,9	128,5	83,5	89,9	107,7
Juillet	245,8	266,5	+ 20,7	108	105,8	111,1	84,0	90,9	108,2
Août	259,7	220,5	- 39,2	85	110,1	93,2	85,3	89,6	105,0
Septembre	312,7	309,1	- 3,6	99	130,1	128,0	86,9	91,5	105,3
Octobre	298,5	323,6	+ 25,1	108	127,1	132,8	85,0	92,3	108,6
Novembre	302,6	295,9	- 6,7	98	126,3	119,0	86,7	94,2	108,7
Décembre	286,5	302,7	+ 16,2	106	122,3	123,1	84,7	93,2	110,0

N.B. Les données de l'I.N.S. sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la B.N.B. sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la B.N.B. sur la base des données définitives de l'I.N.S.

¹ Indice de volume = $\frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100$.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100$.

MODIFICATIONS
DE L'ENREGISTREMENT DES EXPORTATIONS
SUR LA BASE DE CAISSE ET DU TRAITEMENT
DES EFFETS COMMERCIAUX
DANS LA PARTIE « STATISTIQUES »
DU BULLETIN

A partir de la présente livraison du *Bulletin*, une double modification est apportée à certains tableaux de la partie « Statistiques » :

— les exportations qui ont donné lieu à des créances commerciales mobilisées auprès des banques résidentes ne sont plus recensées dans les données de la balance des paiements sur la base de caisse, lesquelles ne comprennent plus dès lors que les transactions payées au cours de la période considérée ;

— les effets commerciaux ne sont plus traités comme des instruments de placement, faisant l'objet de l'enregistrement d'une créance de leur détenteur sur le débiteur final — c'est-à-dire l'acheteur —, mais, conformément aux principes du Système européen de Comptes économiques intégrés (« SEC »), comme des instruments de financement, donnant lieu à l'enregistrement d'une nouvelle créance (du cessionnaire sur le cédant) lors de leur mobilisation.

Auparavant, l'inclusion, dans la balance des paiements sur la base de caisse, des exportations qui ont donné lieu à des créances commerciales mobilisées auprès des banques résidentes, visait à rapprocher cette balance de celle sur la base des transactions, dans laquelle apparaissent toutes les opérations donnant lieu à des créances commerciales, mobilisées ou non. Il est toutefois apparu ces derniers temps que les créances mobilisées ne reflétaient plus l'évolution de l'ensemble des créances commerciales. Ainsi, la diminution observée depuis 1984 des crédits mobilisés a été compensée globalement chaque année par une augmentation d'importance quasi égale des crédits non mobilisés. Cette diminution est liée au recul structurel des crédits d'escompte et d'acceptation accordés par les banques résidentes au profit notamment des crédits de caisse et des avances à terme fixe. Les données sur la base de caisse dans lesquelles étaient recensés les crédits mobilisés ne constituaient donc pas nécessairement une meilleure préfiguration des données sur la base des transactions que celles établies uniquement sur la base des opérations payées.

C'est pourquoi la balance des paiements sur la base de caisse ne comprend plus désormais que les exportations effectivement réglées ; pas conséquent, les

créances commerciales mobilisées auprès des banques résidentes n'y apparaissent plus dans les opérations en capital. L'intégration dans les opérations courantes des transactions ayant donné lieu à des créances commerciales — mobilisées et non mobilisées — se fait désormais en une fois, à savoir lors de l'établissement de la balance des paiements sur la base des transactions.

A cette occasion, il a été décidé d'appliquer plus uniformément les principes de comptabilisation des effets commerciaux préconisés par le « SEC »¹ : les lettres de change et billets à ordre, qui présentent des caractéristiques à la fois d'instruments de financement (concernant un créancier et un débiteur bien déterminé) et d'instruments de placement (destinés à circuler), doivent être traités comme des instruments de financement, c'est-à-dire que leur mobilisation ne doit pas donner lieu à une diminution des créances du cédant mais à l'enregistrement d'une nouvelle créance du cessionnaire sur le cédant.

Ces principes étaient déjà d'application dans certains tableaux de la partie « Statistiques » du *Bulletin*, lorsqu'il s'agissait de mobilisations d'effets commerciaux entre intermédiaires financiers. Ainsi la notion de « crédits accordés à l'origine », utilisée notamment dans les tableaux XIII-3 et XVII-6, suppose que l'on inclue dans les crédits d'un établissement à sa clientèle les effets commerciaux qu'il a mobilisés et qu'on n'y inclue pas ceux qu'il a acquis par réescompte auprès d'autres établissements de crédit.

Mais ces principes n'étaient pas appliqués uniformément. Ainsi la notion d'« avoirs extérieurs nets », utilisée notamment dans les tableaux IX-1 à 4, englobait les effets commerciaux représentatifs d'exportations logés dans le portefeuille des établissements concernés, qui auraient dû plutôt être considérés comme des créances sur le cédant — un autre établissement de crédit ou l'exportateur, selon le cas —, l'exportateur conservant sa créance initiale sur l'étranger.

Les principes de comptabilisation des effets commerciaux préconisés par le « SEC » sont désormais appliqués aux chapitres IX, XV et XVII de la partie « Statistiques » du *Bulletin*. L'adaptation des chapitres XII et XIII interviendra prochainement.

*
**

La double modification exposée ci-dessus a été apportée aux données à partir de la fin de 1979. Les tableaux suivants sont concernés :

A. Tableaux IX-1 à 3 : Balance générale des paiements sur la base des transactions

Conformément aux principes du « SEC », les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques résidentes sont comptabilisés à la fois comme des créances des exportateurs sur l'étranger et comme des créances des banques résidentes sur

¹ Eurostat, *Système européen de Comptes économiques intégrés SEC*, 2^e édition, 1979, § 720.

les exportateurs. Seules les variations des premières sont enregistrées dans la balance générale des paiements, puisque les variations des secondes proviennent d'opérations entre résidents.

Par conséquent, les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques résidentes, qui figuraient aux rubriques 7.1, 7.211, 7.221 et 7.231 « sous la ligne », sont repris désormais « au-dessus de la ligne » et précédés du signe opposé, sous la rubrique 4.1 « Crédits commerciaux », qui jusqu'à présent ne recensait que les crédits commerciaux non mobilisés. Désormais, la rubrique 4.1 comprend donc tous les crédits commerciaux, mobilisés ou non.

B. Tableau IX-4 : Balance générale des paiements sur la base de caisse

La rubrique 1.11 « Exportations et importations » ne recense plus désormais que les transactions effectivement payées au cours de la période considérée et ne comprend plus, comme autrefois, les transactions ayant donné lieu à des créances commerciales mobilisées auprès des banques résidentes. Les rubriques 7.1, 7.211, 7.221 et 7.231, dans lesquelles les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques résidentes étaient recensés jusqu'à présent, sont supprimées, étant donné que leur équivalent « au-dessus de la ligne » n'est plus compris dans la rubrique 1.11.

C. Tableau IX-5 : Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme

Ce tableau qui est un réaménagement des données recensées aux tableaux IX-1 à IX-4, en vue de faciliter l'analyse économique, sera donc forcément influencé aussi par les modifications décrites plus haut.

La modification de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » du tableau IX-4 fait subir un changement de même nature à la rubrique 1bis « Opérations courantes sur la base de caisse », qui est la somme des rubriques 1 et 2 du tableau IX-4.

La rubrique 2.1 « Créances commerciales nettes sur l'étranger », qui comprend tant les crédits commerciaux mobilisés que non mobilisés, sera intitulée désormais « Crédits commerciaux » par analogie avec la nouvelle rubrique 4.1 « Crédits commerciaux » des tableaux IX-1 à IX-3, dont le contenu est identique. La rubrique correspond à la différence entre les opérations courantes sur la base des transactions (rubrique 1) et les opérations courantes sur la base de caisse (rubrique 1bis). Il n'est plus fait de distinction entre créances mobilisées et non mobilisées, de sorte que les rubriques 2.11 « Créances non mobilisées auprès des banques résidentes » et 2.12 « Autres créances » (laquelle d'ailleurs était égale à la somme des rubriques supprimées 7.1, 7.211, 7.221 et 7.231 des tableaux IX-1 à IX-4) n'apparaissent plus au tableau IX-5.

La rubrique 2.6bis qui autrefois représentait le « Total, à l'exclusion des créances commerciales non mobilisées auprès des banques », correspondra dorénavant aux opérations en capital du secteur privé non financier, à l'exclusion de l'ensemble des créances commerciales (mobilisées ou non).

La modification de ce tableau est en outre mise à profit pour fournir plus de détails sur la rubrique 2.4 « Valeurs mobilières » et sur la rubrique 2.5 « Investissements directs et opérations en capital apparentées ». Nous rappelons que le solde de ces rubriques, ainsi que les entrées et sorties de capitaux, diffèrent des montants correspondants des tableaux IX-1 à IX-4 pour les raisons exposées dans l'article « Modifications apportées au tableau IX-5 « Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme » de la partie « Statistiques » du *Bulletin* », publié dans le numéro d'octobre 1988 du *Bulletin*.

Grâce à la présentation des opérations en capital commentée dans cet article, le tableau IX-5 convient mieux à une analyse judicieuse des opérations de l'U.E.B.L. avec l'étranger que les tableaux XI-1 à IX-4.

D. Tableaux XV-1 et 3 : Actifs financiers

Les crédits commerciaux à l'exportation mobilisés auprès des banques, qui n'étaient pas comptabilisés comme des actifs financiers des entreprises mais comme des avoirs extérieurs des intermédiaires financiers, font désormais partie des actifs financiers au même titre que les créances non mobilisées. Leur variation est donc incorporée dans la colonne (8) du tableau XV-3 « Actifs financiers détenus par les sociétés et les particuliers », ainsi que dans les divers totaux qui en découlent : colonnes (12) et (13) du même tableau XV-3 et colonnes (7) et (8) du tableau XV-1.

E. Tableau XVII-6 : Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges

Les crédits commerciaux à l'exportation mobilisés auprès des banques, qui n'étaient pas comptabilisés comme des crédits des banques aux entreprises exportatrices mais à l'étranger, font désormais partie des engagements contractés à l'origine par les entreprises envers les banques. Il sont donc incorporés dans la colonne (3) du tableau XVII-6 et dans les totaux qui en découlent : colonnes (4) et (11) du même tableau.

LES CAHIERS DE LA BANQUE NATIONALE

Certains travaux d'analyse et de recherche effectués à la Banque Nationale ne sont pas publiés dans le Bulletin mensuel ou dans les Rapports annuels mais sont cependant d'un intérêt général suffisant pour être lus par un public assez large. C'est pourquoi la Banque a créé sous l'intitulé « Cahiers » un organe de diffusion de ces études dont un résumé très succinct paraît dans le Bulletin. On trouvera ci-après celui de la troisième contribution parue à ce jour.

Ces études, le plus souvent collectives, ne mentionnent, dans l'ordre alphabétique, que le nom des principaux auteurs. Les opinions qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de la Banque.

Les « Cahiers » permettent aussi de valoriser et commenter certaines données que la Banque n'établit pas dans le cadre de ses activités de banque centrale mais pour lesquelles elle sert de centre de diffusion.

Enfin, les « Cahiers » pourront accueillir des études entreprises à titre individuel par des membres du personnel de la Banque.

On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

Une liste des « Cahiers » parus figure dans chaque livraison du Bulletin.

Cahier n° 3 :

LA LOI SPECIALE DU 16 JANVIER 1989
RELATIVE AU FINANCEMENT
DES COMMUNAUTES ET DES REGIONS

par J. Claeys et H. Famerée.

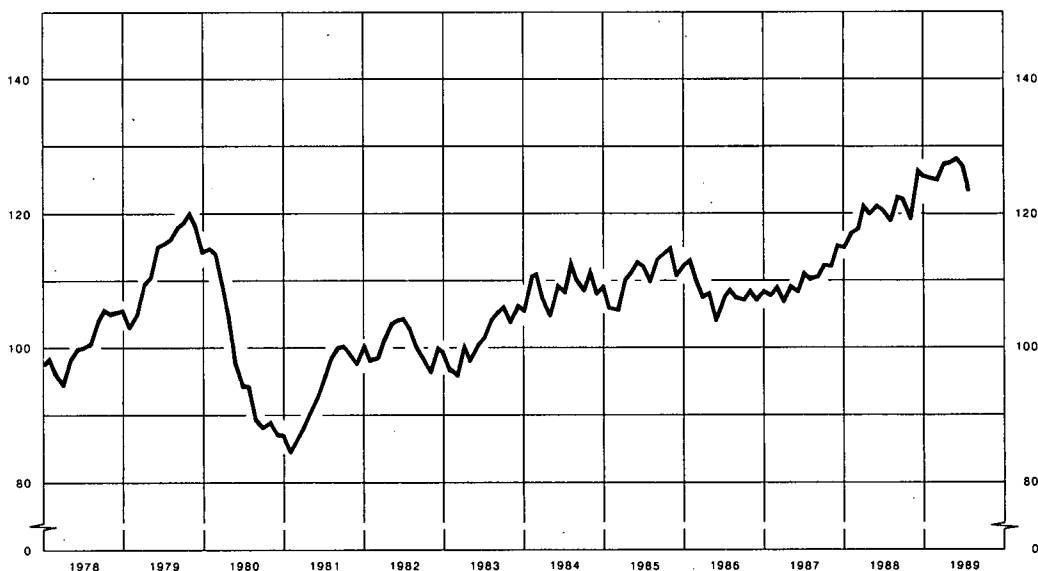
L'article analyse les principales incidences macro-économiques de cette loi, plus connue sous le nom de Loi de financement.

Il décrit d'abord les caractéristiques les plus marquantes du nouveau système de transferts aux Communautés et aux Régions, en mettant l'accent sur l'évolution des montants de base octroyés, le glissement progressif vers une répartition en fonction des recettes de l'impôt et la participation aux charges de la dette publique. Il examine ensuite les implications d'un financement par l'emprunt des Communautés et des Régions, ainsi que la possibilité d'imposer des additionnels ou d'accorder des remises à l'impôt des personnes physiques.

A l'aide d'un jeu de scénarios, il tente enfin de cerner les conséquences de la réforme de l'Etat sur les finances publiques dans les années à venir.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES MOIS DE JUIN ET JUILLET 1989
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire de l'évolution du mois de juin 1989 :

En juin, la valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque a baissé de 1,33 point, s'établissant ainsi à 127,06 points. Elle se maintient toutefois autour du niveau exceptionnellement élevé observé ces derniers mois.

Ce recul résulte du tassement conjoncturel observé dans le commerce, dans l'industrie manufacturière et, dans une très faible mesure, dans l'industrie de la construction.

Commentaire de l'évolution du mois de juillet 1989 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque a baissé en juillet de 4 points et s'établit dès lors à 123,06 points.

Le climat conjoncturel s'est nettement dégradé dans l'industrie manufacturière, où les indicateurs relatifs à l'activité et aux commandes intérieures, notam-

ment, ont sensiblement diminué. On a également observé une légère détérioration dans le commerce. En revanche, dans l'industrie de la construction, la plupart des indicateurs ont été orientés à la hausse.

Ces résultats doivent toutefois être considérés avec une grande prudence. Comme chaque année, les vacances du mois de juillet perturbent les enquêtes de la Banque et les rendent plus délicates à analyser : de nombreuses entreprises n'y participent pas pour cause de fermeture, ou éprouvent certaines difficultés à apprécier l'évolution fondamentale, en raison de la faiblesse de leur activité.

Dans ce contexte, le recul sensible de la courbe synthétique de la Banque en juillet demande à être confirmé au cours des prochains mois, avant d'être interprété avec certitude comme le signal d'un ralentissement conjoncturel.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Affectation du produit national :		3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
a) Estimations à prix courants	I - 3a	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	b) Volume	VIII - 4b
4. Enquêtes sur la conjoncture :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Industrie manufacturière :		1-2-3. Balance sur base des transactions :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	— Chiffres annuels	IX - 1
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	— Soldes trimestriels	IX - 2
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— résultats bruts par région	I - 4b.4	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
c) Industrie de la construction :		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	X. — Marché des changes.	
d) Commerce :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	a) Chiffres annuels	X - 1a
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
II. — Population, emploi, chômage		2. Droit de tirage spécial	X - 2
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	4. Système Monétaire Européen :	
III. — Agriculture et pêche.		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
1. Agriculture	III - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.		5. Cours de change effectifs	X - 5
1. Production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5
V. — Services.		6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6
1. Transports :		7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8
b) Navigation maritime	V - 1b	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
c) Navigation intérieure	V - 1c	1. Encours :	
2. Tourisme: — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	a) au 31 décembre 1986	XII - 1a
3. Commerce intérieur :		b) au 31 décembre 1987	XII - 1b
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	2. Mouvements en 1987	XII - 2
b) Ventes à tempérament	V - 3b	3. Encours (totaux sectoriels) :	
4. Chambres de compensation :		a) au 31 décembre 1986	XII - 3a
a) Nombre d'opérations	V - 4a	b) au 31 décembre 1987	XII - 3b
b) Montant des opérations	V - 4b	4. Mouvements en 1987 (totaux sectoriels)	XII - 4
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans :	
VII. — Indices de prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Matières premières	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
3. Prix à la consommation en Belgique :		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a		
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b		

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4	4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a	5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b	6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :		7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
— Destination économique apparente	XIII - 6	8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
— Forme et localisation	XIII - 7	9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8	a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	XVIII. — Marché monétaire.	
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11	1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
12. Situation globale des banques	XIII - 12	2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
		4. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4
XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4	XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a	a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b	b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c	2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6	3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :		4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a	5. Taux de dépôts en franc belge dans les banques	XIX - 5
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b	6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c	7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9		
XV. — Actifs financiers.		XX. — Banques d'émission étrangères.	
1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1	1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Stock monétaire	XV - 2	2. Banque de France	XX - 2
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3	3. Bank of England	XX - 3
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :		4. Federal Reserve Banks	XX - 4
a) Variations	XV - 4a	5. Nederlandsche Bank	XX - 5
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b	6. Banca d'Italia	XX - 6
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :		8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
a) Variations	XV - 6a	9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
b) Encours	XV - 6b		
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.		GRAPHIQUES.	
1. Emissions en franc belge à plus d'un an	XVI - 1	P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2	Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
3. Dettes en franc belge à plus d'un an du secteur public :		Production industrielle	IV - 1
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 3a	Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 3b	Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
		Prix à la consommation en Belgique	VII - 3a
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.		Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1	Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2	CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
		Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
	T.V.A.	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.330,4	1.372,7	1.381,2	1.386,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	53,9	55,8	59,0	61,0	63,2	66,2	68,2	69,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	286,2	289,1	292,2	316,4	364,2	424,4	442,2	483,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	513,4	563,3	603,5	619,6	657,5	689,1	748,2	745,5
5. Corrections et compléments	74,4	79,2	94,1	109,0	118,3	128,4	153,1	165,8
Ajustement statistique	6,1	- 23,1	- 5,2	26,3	17,3	- 1,8	22,9	- 5,2
<i>Total ...</i>	<i>2.079,0</i>	<i>2.155,3</i>	<i>2.285,6</i>	<i>2.397,7</i>	<i>2.550,9</i>	<i>2.679,0</i>	<i>2.815,8</i>	<i>2.846,2</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	48,8	56,8	64,2	73,6	72,5	69,8	70,6	64,2
2. Professions libérales ¹	104,2	112,8	118,4	127,6	138,7	155,6	167,6	179,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	228,1	228,9	233,7	236,6	256,6	266,8	282,2	301,6
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,8	41,5	47,9
Ajustement statistique	1,1	- 4,4	- 1,0	5,1	3,4	- 0,3	4,6	- 1,1
<i>Total ...</i>	<i>397,1</i>	<i>408,3</i>	<i>432,6</i>	<i>463,7</i>	<i>496,7</i>	<i>523,7</i>	<i>566,5</i>	<i>592,5</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	285,3	325,0	372,1	403,2	461,7	502,0	533,6	545,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	85,0	98,9	109,2	126,1	143,7	157,9	171,0	188,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	64,3	94,9	122,5	131,5	138,0	170,7	178,8	196,2
<i>Total ...</i>	<i>434,6</i>	<i>518,8</i>	<i>603,8</i>	<i>660,8</i>	<i>743,4</i>	<i>830,6</i>	<i>883,4</i>	<i>930,3</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	24,4	13,2	34,7	52,4	88,5	139,3	213,3	245,0
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	89,7	87,5	112,9	115,0	133,1	148,4	157,1	164,4
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	42,4
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 7,3	- 1,6	13,3	- 8,0	- 1,2	3,2	- 7,3	- 8,2
<i>Total ...</i>	<i>20,4</i>	<i>28,3</i>	<i>43,6</i>	<i>23,5</i>	<i>32,0</i>	<i>39,2</i>	<i>32,0</i>	<i>34,2</i>
G. Intérêts de la dette publique	- 211,5	- 285,2	- 363,3	- 392,3	- 443,0	- 511,3	- 567,4	- 561,3
Revenu national net au coût des facteurs	2.833,7	2.926,2	3.149,9	3.320,8	3.601,6	3.848,9	4.100,7	4.251,3
H. Amortissements	312,1	332,1	367,2	402,9	427,8	460,0	470,6	480,7
Revenu national brut au coût des facteurs	3.145,8	3.258,3	3.517,1	3.723,7	4.029,4	4.308,9	4.571,3	4.732,0
I. Impôts indirects	412,1	436,3	477,1	511,5	533,4	558,7	575,6	616,5
J. Subventions	- 50,3	- 55,3	- 53,4	- 59,3	- 68,0	- 71,1	- 75,0	- 55,7
Produit national brut aux prix du marché	3.507,6	3.639,3	3.940,8	4.175,9	4.494,8	4.796,5	5.071,9	5.292,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

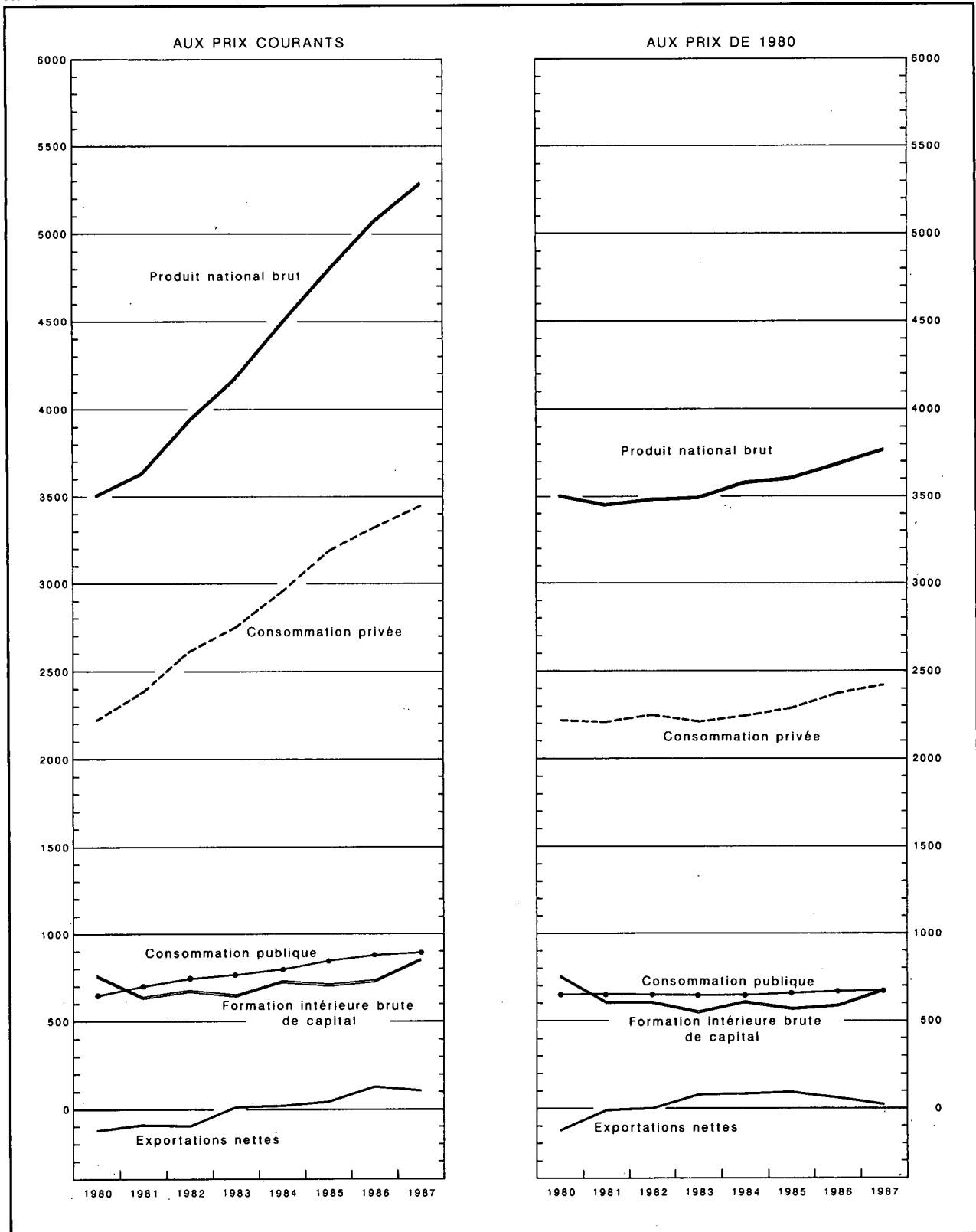
Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
1. Agriculture, sylviculture et pêche	79,4	88,2	97,8	109,7	112,3	112,4	115,7	110,6
2. Industries extractives	18,6	20,1	25,1	24,8	24,3	23,9	24,1	20,4
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	157,2	163,6	188,2	198,7	208,6	223,2	234,6	232,0
b) Textiles	40,5	39,2	41,9	45,8	47,4	52,3	51,5	51,3
c) Vêtements et chaussures	22,7	22,9	25,7	24,0	24,7	26,4	29,0	27,4
d) Bois et meubles	41,1	39,9	41,2	39,2	41,6	43,2	48,6	54,1
e) Papier, impression, édition	45,0	44,3	50,4	52,2	54,6	59,5	62,6	65,0
f) Industrie chimique et activités connexes	100,0	90,0	112,1	113,0	134,6	146,4	142,0	145,5
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	39,1	33,4	36,3	37,6	40,8	40,0	44,0	46,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	54,8	54,4	58,5	64,1	68,4	70,4	69,3	59,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	238,6	220,8	245,8	254,8	252,1	288,3	324,0	313,0
j) Industries non dénommées ailleurs ...	122,6	121,6	133,2	145,8	158,2	167,3	175,6	180,8
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	861,6	830,1	933,3	975,2	1.031,0	1.117,0	1.181,2	1.175,5
4. Construction	276,7	240,2	247,0	242,0	242,6	253,7	263,2	279,8
5. Electricité, gaz et eau	109,6	120,7	121,2	143,6	162,5	174,7	169,0	166,8
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	654,0	681,3	760,9	836,2	868,4	951,1	1.052,1	1.136,6
b) Services financiers et assurances	160,7	194,5	221,3	213,4	249,6	271,6	314,6	337,4
c) Immeubles d'habitation	168,4	193,3	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,7
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	983,1	1.069,1	1.194,7	1.283,8	1.375,9	1.500,5	1.661,4	1.788,7
7. Transports et communications	279,6	285,1	304,1	318,7	363,5	392,8	389,0	414,9
8. Services	1.004,4	1.085,7	1.172,3	1.245,6	1.344,9	1.424,3	1.509,8	1.555,0
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,9
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 45,1	- 53,3	- 61,7	- 62,7	- 72,2	- 78,3	- 92,3	- 96,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 47,2	- 53,6	- 66,7	- 69,5	- 77,7	- 85,5	- 94,2	- 102,8
Ajustement statistique	0,1	20,8	7,5	1,9	21,1	1,1	- 18,6	2,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.525,9	3.657,9	3.980,1	4.218,6	4.534,3	4.843,4	5.115,4	5.323,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	- 18,3	- 18,6	- 39,3	- 42,7	- 39,5	- 46,9	- 43,5	- 30,2
Produit national brut aux prix du marché ..	3.507,6	3.639,3	3.940,8	4.175,9	4.494,8	4.796,5	5.071,9	5.292,8

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	403,9	415,2	471,4	519,8	560,6	590,5	609,4	611,1
2. Boissons	97,6	103,4	114,0	121,4	123,8	128,6	132,9	139,8
3. Tabac	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6
4. Vêtements et effets personnels	184,8	187,2	213,6	216,7	224,2	237,7	258,5	262,5
5. Loyers, taxes, eau	228,0	258,8	285,3	313,5	341,1	366,0	387,1	411,5
6. Chauffage et éclairage	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	229,1	194,2	179,1
7. Articles ménagers durables	218,1	221,3	229,8	232,5	242,2	256,9	288,8	308,4
8. Entretien de la maison	92,7	98,1	105,7	112,9	119,9	125,5	132,5	136,4
9. Soins personnels et hygiène	229,7	252,0	278,4	305,0	324,8	347,2	368,8	386,5
10. Transports	256,1	275,8	302,2	328,4	351,6	372,5	372,7	389,2
11. Communications : P.T.T.	18,6	20,0	22,0	23,9	26,6	28,7	30,5	33,5
12. Loisirs	195,7	209,1	231,8	251,4	272,7	292,2	305,7	321,7
13. Enseignement et recherches	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9
14. Services financiers	87,1	103,3	118,3	115,8	136,8	148,0	172,4	184,6
15. Services divers	19,3	20,3	21,4	22,7	25,1	27,9	30,0	33,8
16. Dépenses personnelles à l'étranger	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7	108,9	119,1
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 127,6	- 136,3
Ajustement statistique	- 5,5	5,2	- 1,1	- 26,9	- 33,5	0,9	- 7,3	2,7
<i>Total ...</i>	2.224,9	2.392,1	2.617,7	2.753,0	2.951,0	3.189,1	3.320,6	3.446,1
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	471,3	514,3	547,2	561,3	587,8	623,0	647,6	641,3
2. Achats courants de biens et services	129,2	139,8	146,0	154,9	160,1	174,5	175,5	184,8
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	42,4
4. Loyer payé	4,9	4,6	5,2	5,5	5,8	6,8	6,3	6,4
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1	10,9
6. Amortissement mobilier et matériel	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0
<i>Total ...</i>	643,6	699,9	740,3	765,3	799,7	854,0	883,5	890,8
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,0	19,6	21,1
2. Industries extractives	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	3,6
3. Industries manufacturières	109,2	100,9	122,4	126,7	139,4	157,5	178,4	193,3
4. Construction	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	16,1
5. Electricité, gaz et eau	39,6	39,0	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	44,3
6. Commerce, banques, assurances	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	148,1
7. Immeubles d'habitation	224,7	139,0	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	182,7
8. Transports et communications	86,4	101,2	103,1	96,6	101,8	94,5	89,2	90,9
9. Pouvoirs publics et enseignement	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,6	86,4	84,6
10. Autres services	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8
11. Variations de stocks	29,2	- 6,3	7,5	- 21,1	25,7	- 34,7	- 46,0	3,4
Ajustement statistique	- 1,9	1,4	- 0,3	- 6,3	- 8,3	0,2	- 1,6	0,7
<i>Total ...</i>	755,7	639,2	678,6	642,6	727,0	708,7	734,2	851,6
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	211,9	456,1	538,7	504,8	600,8	715,8	628,5	601,7
2. Exportations de biens et services	2.026,4	2.283,9	2.637,3	2.920,2	3.332,1	3.466,7	3.362,9	3.444,1
Exportations totales ...	2.238,3	2.740,0	3.176,0	3.425,0	3.932,9	4.182,5	3.991,4	4.045,8
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	230,2	474,7	578,0	547,5	640,3	762,7	672,0	631,9
4. Importations de biens et services	2.124,7	2.357,2	2.693,8	2.862,5	3.275,5	3.375,1	3.185,8	3.309,6
Importations totales ...	2.354,9	2.831,9	3.271,8	3.410,0	3.915,8	4.137,8	3.857,8	3.941,5
Exportations nettes ...	- 116,6	- 91,9	- 95,8	15,0	17,1	44,7	133,6	104,3
Produit national brut aux prix du marché	3.507,6	3.639,3	3.940,8	4.175,9	4.494,8	4.796,5	5.071,9	5.292,8

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

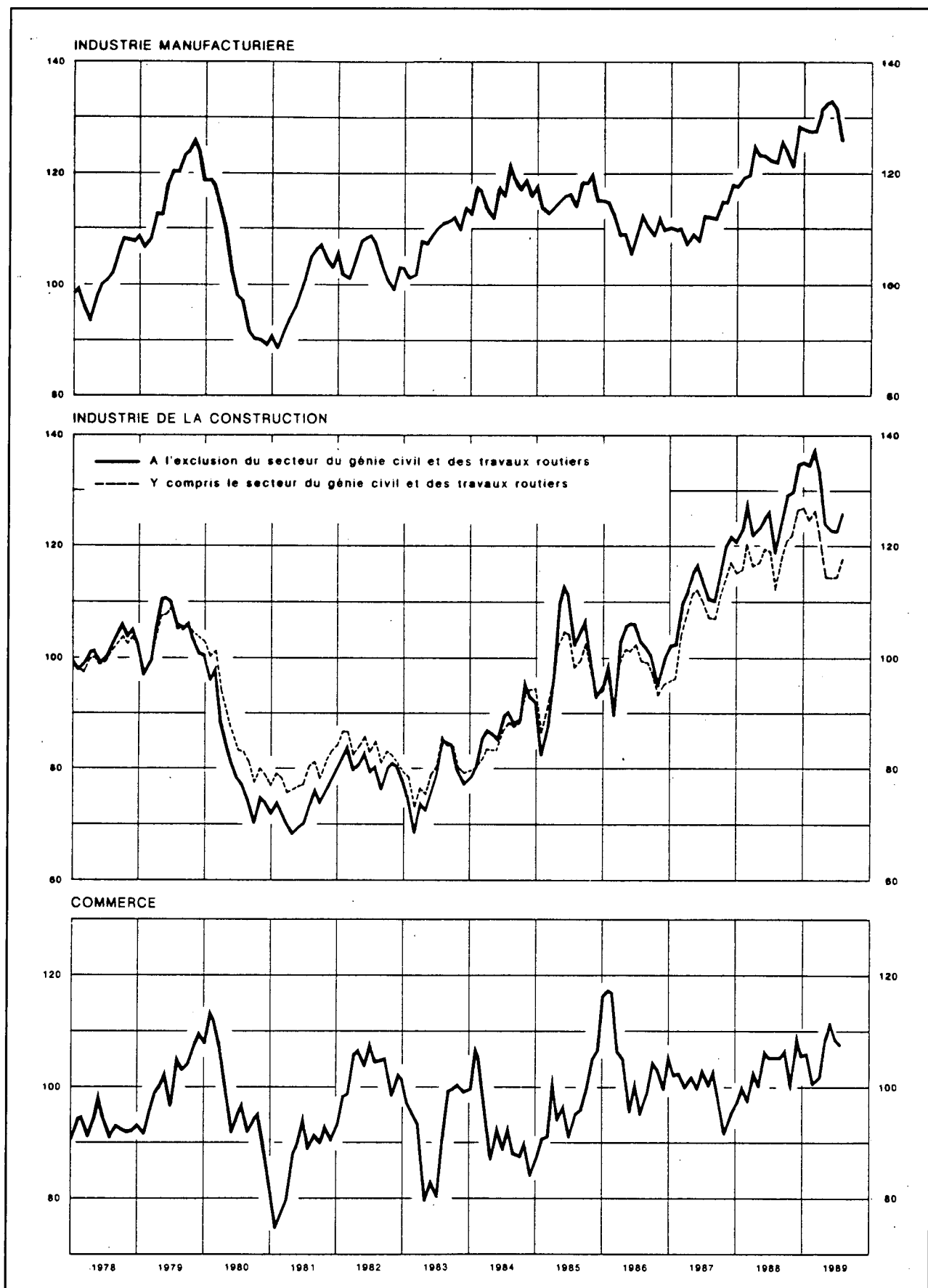
Source : I.N.S.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	100	98	101	102	103	105	107	107
2. Boissons	100	96	98	96	95	95	95	100
3. Tabac	100	98	105	102	103	97	93	87
4. Vêtements et effets personnels	100	98	105	100	98	97	99	95
5. Loyers, taxes, eau	100	104	106	108	110	113	115	117
6. Chauffage et éclairage	100	97	95	92	95	103	106	108
7. Articles ménagers durables	100	99	99	93	93	95	104	108
8. Entretien de la maison	100	100	102	101	101	101	101	102
9. Soins personnels et hygiène	100	104	106	108	108	110	111	113
10. Transports	100	98	98	98	100	101	104	107
11. Communications : P.T.T.	100	107	107	108	110	115	118	129
12. Loisirs	100	101	107	107	108	109	109	112
13. Enseignement et recherches	100	102	104	106	108	111	113	115
14. Services financiers	100	110	115	108	115	118	131	143
15. Services divers	100	99	97	96	101	107	109	119
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	105	93	92	93	94	97	103
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	100	116	139	164	169	164	160	166
<i>Total ...</i>	100	99	101	100	101	103	107	109
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	100	101	101	102	102	104	105	104
2. Achats courants de biens et services	100	101	98	97	95	100	100	105
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	100	97	92	89	88	91	94	96
<i>Total ...</i>	100	101	100	100	100	102	103	104
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	88	90	89	92	92	99	107
2. Industries extractives	100	93	101	136	140	110	97	98
3. Industries manufacturières	100	90	103	102	109	120	133	145
4. Construction	100	110	84	62	77	83	98	104
5. Electricité, gaz et eau	100	93	94	89	95	95	82	88
6. Commerce, banques, assurances	100	89	94	97	106	114	128	147
7. Immeubles d'habitation	100	59	55	54	53	56	58	62
8. Transports et communications	100	111	104	93	95	86	80	82
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	100	88	80	69	63	53	51	54
10. Enseignement	100	98	90	88	74	69	56	49
11. Autres services	100	94	87	88	94	95	113	128
<i>Total ...</i>	100	80	80	73	80	75	78	88
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	100	205	226	199	225	254	215	203
2. Exportations de biens et services	100	103	105	109	115	116	123	131
Exportations totales ...	100	113	117	117	125	129	132	138
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	100	196	223	199	221	249	211	196
4. Importations de biens et services	100	98	99	98	104	105	113	122
Importations totales ...	100	107	111	108	115	119	122	129
Produit national brut aux prix du marché	100	99	100	100	102	103	105	108

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1986 Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25
Juillet	112,55	111,03	100,86	110,57	107,67
Août	112,24	110,58	103,26	110,64	107,17
Septembre	115,27	115,75	97,15	112,62	111,12
Octobre	115,10	120,47	92,18	112,47	114,52
Novembre	118,48	122,18	95,20	115,54	117,04
Décembre	118,03	121,09	96,59	115,27	115,05
1988 Janvier	119,33	123,06	100,47	117,06	115,82
Février	119,88	128,51	97,77	117,86	120,84
Mars	125,56	122,25	103,02	121,68	116,72
Avril	123,81	123,39	100,06	120,18	117,04
Mai	123,51	125,79	106,68	121,33	119,75
Juin	122,86	126,86	105,45	120,85	119,14
Juillet	122,22	119,78	105,44	119,34	112,82
Août	126,10	124,40	105,42	122,74	117,41
Septembre	124,31	129,16	106,97	122,44	121,00
Octobre	121,86	129,92	101,26	119,98	122,06
Novembre	128,69	134,97	109,72	126,79	126,50
Décembre	128,07	135,26	105,95	125,83	126,93
1989 Janvier	127,56	134,75	106,07	125,42	124,74
Février	127,60	137,93	100,65	125,11	126,28
Mars	131,49	133,37	101,89	127,33	121,89
Avril	132,73	124,02	108,69	127,82	114,51
Mai	133,16	122,95	111,56	128,39	114,39
Juin	131,95	122,74	108,54	127,06	114,42
Juillet	125,74	126,00	107,63	123,06	117,63

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1986 Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71
Juillet	106,94	113,45	117,72	115,09	126,74	104,76	115,19	112,55
Août	107,22	105,87	119,54	123,47	127,84	104,04	113,02	112,24
Septembre	108,51	110,76	114,75	130,63	130,67	107,22	122,81	115,27
Octobre	108,09	110,83	111,53	127,88	130,60	109,08	125,39	115,10
Novembre	110,41	115,47	115,35	131,61	136,53	109,89	130,40	118,48
Décembre	108,99	119,65	121,05	132,34	139,01	109,79	115,15	118,03
1988 Janvier	112,07	119,52	116,56	144,58	147,38	104,01	119,22	119,33
Février	113,08	121,50	113,35	146,17	148,50	107,03	116,79	119,88
Mars	114,31	127,24	118,40	155,18	158,90	111,73	126,59	125,56
Avril	111,62	120,09	111,73	153,57	157,47	118,64	125,62	123,81
Mai	112,17	116,95	115,74	152,94	152,38	110,92	136,88	123,51
Juin	108,93	117,93	110,66	149,85	164,89	109,34	138,55	122,86
Juillet	105,72	112,72	116,45	150,14	155,43	114,32	137,03	122,22
Août	104,64	123,28	121,52	150,09	154,42	123,42	138,59	126,10
Septembre	109,86	121,36	116,09	143,16	155,74	119,31	134,53	124,31
Octobre	110,46	119,09	114,11	148,48	156,38	110,68	126,92	121,86
Novembre	115,71	125,63	117,69	164,02	172,38	116,45	129,29	128,69
Décembre	114,88	126,31	119,06	156,65	161,56	120,28	130,58	128,07
1989 Janvier	116,52	126,75	114,45	155,49	149,55	120,84	136,69	127,56
Février	117,46	119,70	117,54	161,73	166,37	116,54	130,48	127,60
Mars	115,13	124,17	121,81	170,72	173,17	124,77	131,57	131,49
Avril	119,17	122,09	125,64	170,91	178,05	122,76	132,11	132,73
Mai	113,11	126,80	123,10	168,80	176,33	124,31	144,06	133,16
Juin	116,39	126,27	118,80	169,26	174,91	125,22	133,49	131,95
Juillet	109,65	117,02	117,05	158,21	163,25	120,44	131,94	125,74

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1988		1989			1988		1989			1988		1989		
	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet
Ensemble des industries	- 12	- 12	- 2	- 1	- 8	- 11	- 15	- 6	- 6	- 11	+ 10	+ 2	+ 2	+ 2	- 2
I. Biens de consommation	- 26	- 24	- 10	- 5	- 9	- 10	- 13	- 6	- 3	- 5	+ 15	+ 1	+ 5	+ 10	+ 10
II. Biens d'investissement	- 11	- 17	+ 2	+ 1	- 8	- 18	- 29	- 14	- 14	- 14	- 3	- 6	0	- 3	- 2
III. Biens intermédiaires	- 14	- 11	- 6	- 5	- 16	- 19	- 17	- 9	- 10	- 25	+ 13	+ 12	+ 1	- 1	- 7
Industrie textile	- 32	- 31	- 24	- 18	- 24	- 28	- 30	- 26	- 23	- 25	+ 27	+ 17	+ 17	+ 15	+ 20
dont : Laine	- 54	- 42	- 47	- 39	- 52	- 59	- 40	- 62	- 47	- 63	+ 13	+ 10	+ 10	+ 1	+ 2
Coton	- 27	- 31	- 17	- 11	- 17	- 34	- 40	- 16	- 14	- 9	+ 41	+ 34	+ 27	+ 31	+ 32
Bonneterie	- 43	- 41	- 40	- 35	- 35	- 40	- 30	- 39	- 44	- 43	+ 26	+ 4	+ 20	+ 26	+ 44
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 36	- 34	- 11	- 4	- 7	- 19	- 24	- 17	- 12	- 14	+ 5	- 4	+ 9	+ 12	+ 8
dont : Chaussures	- 63	- 56	- 17	- 9	- 9	- 96	- 95	- 77	- 80	- 82	- 30	- 32	+ 15	+ 10	+ 34
Habillement	- 30	- 30	- 10	- 3	- 7	- 13	- 19	- 12	- 7	- 9	+ 12	+ 2	+ 7	+ 12	+ 2
Industrie du bois et du meuble en bois	- 12	- 14	+ 7	+ 10	- 6	- 19	- 17	- 6	- 15	- 26	+ 17	+ 19	+ 1	+ 6	+ 3
dont : Bois	+ 27	+ 15	+ 26	+ 36	+ 1	+ 27	+ 20	+ 17	+ 15	- 12	- 6	- 5	- 14	- 11	- 8
Meubles en bois	- 41	- 35	- 7	- 10	- 12	- 46	- 39	- 19	- 33	- 33	+ 34	+ 36	+ 12	+ 18	+ 12
Papiers et cartons	+ 23	+ 2	- 9	- 9	- 15	+ 14	+ 6	- 32	- 48	- 53	+ 20	+ 22	+ 17	+ 21	+ 3
dont : Production de papier et carton	+ 25	+ 2	- 32	- 49	- 44	+ 15	+ 9	- 44	- 68	- 72	+ 21	+ 15	+ 31	+ 45	+ 9
Transformation de papier et carton	+ 23	+ 1	+ 11	+ 23	+ 9	+ 11	- 3	- 1	+ 1	- 5	+ 21	+ 27	+ 7	+ 4	- 2
Industrie du cuir	- 61	- 54	- 48	- 30	- 31	- 71	- 71	- 36	- 24	- 24	+ 50	+ 49	- 8	- 13	0
Transformation de matières plastiques	+ 11	+ 18	+ 29	+ 41	+ 14	+ 10	+ 7	+ 46	+ 47	+ 2	+ 50	+ 56	- 1	+ 12	- 16
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Production et première transformation des métaux	- 29	- 24	- 25	- 28	- 37	- 35	- 27	- 19	- 20	- 37	- 3	- 1	- 4	- 8	- 8
dont : Métaux ferreux	- 29	- 25	- 37	- 42	- 51	- 38	- 32	- 30	- 32	- 51	- 8	+ 1	+ 2	- 5	0
Métaux non ferreux	- 29	- 20	+ 23	+ 29	+ 36	- 18	0	+ 19	+ 29	+ 32	+ 10	- 6	- 20	- 17	- 31
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 20	+ 5	+ 11	+ 9	+ 5	+ 22	- 2	- 1	+ 1	+ 1	- 17	- 15	- 14	- 15	- 9
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 18	+ 3	+ 8	+ 4	+ 4	+ 20	- 7	- 7	- 8	- 7	- 25	- 18	- 14	- 13	- 4
Industrie chimique	+ 14	+ 21	+ 20	+ 19	+ 19	+ 32	+ 18	+ 18	+ 16	+ 16	+ 5	- 7	- 6	0	- 11
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 94	0	+ 9	- 27	+ 27	- 18	0	+ 18	+ 18	+ 19	+ 94	+ 65	- 50	- 95	- 27
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 27	- 39	- 3	- 5	- 11	- 16	- 22	- 12	- 7	- 2	- 7	- 25	+ 3	0	- 7
Construction de machines et de matériel mécanique	- 11	- 4	+ 13	+ 16	+ 7	- 22	- 17	+ 2	+ 4	+ 3	- 1	- 28	+ 4	- 5	- 6
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 50	+ 1	+ 50	+ 50	+ 50	- 51	- 1	+ 49	+ 50	+ 51	0	0	+ 32	0	0
Machines-outils	+ 79	+ 79	+ 92	+ 100	+ 100	0	0	+ 16	+ 24	+ 24	- 100	- 100	- 100	- 100	- 100
Machines textiles	- 23	- 26	- 14	0	- 20	- 27	- 26	- 8	0	- 10	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 27	- 15	+ 7	+ 3	- 5	- 14	- 24	0	- 1	- 7	- 7	- 32	+ 23	0	0
Construction électrique et électronique	- 42	- 47	- 29	- 21	- 49	- 53	- 62	- 46	- 39	- 62	+ 24	+ 26	+ 11	+ 13	+ 10
dont : Construction électrique d'équipement	- 24	- 35	- 10	- 8	- 33	- 34	- 54	- 27	- 30	- 49	+ 34	+ 36	+ 11	+ 14	+ 10
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 90	- 91	- 78	- 52	- 92	- 91	- 92	- 78	- 50	- 93	+ 10	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 34	+ 34	+ 40	+ 38	+ 38	+ 34	+ 34	+ 39	+ 36	+ 37	+ 17	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 75	- 78	- 60	- 46	- 39	- 83	- 79	- 59	- 55	- 38	+ 33	+ 9	+ 24	+ 36	+ 36
dont : Construction navale	- 93	- 93	- 91	- 93	- 93	- 97	- 98	- 99	- 98	- 98	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	0	- 9	+ 1	+ 19	+ 55	0	+ 44	+ 41	+ 56	+ 44	+ 33	+ 9	+ 24	+ 36	+ 36

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1988		1989			1988			1989		1988			1989		1988			1989	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Ensemble des industries	27	28	27	34	35	63	57	53	47	46	3	5	5	5	7	3	3	4	5	4
I. Biens de consommation	27	31	30	38	34	67	55	54	47	50	6	6	4	7	7	0	2	4	3	2
II. Biens d'investissement	35	36	35	45	42	53	46	44	35	35	3	8	6	5	10	4	3	5	7	6
III. Biens intermédiaires	28	24	22	29	38	61	59	53	51	46	2	4	3	4	6	2	3	3	3	5
Industrie textile	19	26	16	27	31	74	60	63	50	51	5	5	5	5	9	1	6	7	6	4
dont : Laine	17	30	17	41	57	76	61	69	44	37	2	4	5	3	4	0	3	4	9	2
Coton	11	7	11	27	23	86	79	77	57	64	3	1	2	4	5	1	8	1	1	4
Bonneterie	8	2	8	5	6	82	83	61	62	62	7	7	8	12	19	2	8	14	11	2
Industrie des chaussures et de l'habillement	26	26	23	28	42	63	51	55	56	37	12	9	6	10	3	0	0	2	0	0
dont : Chaussures	65	55	56	71	58	35	33	31	29	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	18	19	16	20	39	69	55	60	60	37	15	11	8	12	3	0	0	2	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	23	28	28	41	34	68	51	49	34	36	11	11	10	15	20	2	3	3	4	2
dont : Bois	32	30	24	41	35	60	57	55	35	40	9	0	5	8	15	3	4	2	6	1
Meubles en bois	16	26	32	40	34	74	47	45	32	34	12	17	15	21	24	0	2	4	3	2
Papiers et cartons	36	39	33	32	36	47	45	47	49	46	3	2	2	2	2	4	2	5	4	2
dont : Production de papier et carton	59	61	67	40	50	36	30	27	47	39	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0
Transformation de papier et carton	19	22	9	26	25	55	55	61	51	51	5	4	4	4	4	7	4	8	3	4
Industrie du cuir	24	25	25	1	0	76	65	65	88	84	0	0	0	0	0	11	10	10	11	11
Transformation de matières plastiques	31	61	63	47	72	66	34	27	19	24	0	1	0	7	0	3	3	3	0	1
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	37	21	21	30	49	45	56	37	49	38	0	6	1	2	5	1	0	1	1	0
dont : Métaux ferreux	39	21	20	24	51	45	58	35	56	40	1	7	1	2	1	0	0	1	1	0
Métaux non ferreux	25	25	29	56	35	48	47	47	24	34	0	0	0	0	20	5	2	2	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	66	61	49	47	60	19	17	21	21	18	2	4	2	4	6	8	10	9	19	13
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	70	68	51	52	63	16	12	23	20	15	2	5	2	4	7	6	8	7	15	11
Industrie chimique	0	0	0	0	0	95	96	94	94	95	0	0	0	0	1	3	2	4	3	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	95	94	90	95	0	5	6	6	5	5	0	0	0	0	0	0	0	4	0	95
Fabrication d'ouvrages en métaux	23	16	23	37	30	66	58	58	34	49	2	7	9	10	6	7	5	5	6	7
Construction de machines et de matériel mécanique	25	32	40	50	43	61	48	34	28	27	6	17	11	8	13	3	1	7	8	8
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	2	0	0	0	100	98	99	100	100	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	79	79	78	77	77	0	0	0	0	0	21	21	22	23	12	0	0	0	0	12
Machines textiles	73	75	76	71	80	27	25	24	22	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	10	29	22	36	27	63	41	47	29	32	2	29	0	4	17	5	1	16	17	12
Construction électrique et électronique	23	27	23	40	32	74	70	70	54	57	0	0	4	2	6	1	0	0	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	29	36	28	49	43	66	60	62	42	41	0	0	6	4	8	1	0	0	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	1	1	11	0	100	99	99	89	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	81	81	81	82	82	19	19	19	18	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	2	6	7	37	5	98	94	83	63	72	0	0	0	0	21	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	18	0	100	100	88	82	85	0	0	0	0	15	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	12	36	36	55	13	88	64	45	45	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1988			1989		1988			1989		1988			1989	
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet
Ensemble des industries	+ 23	+ 22	+ 21	+ 15	+ 12	79,2	79,7	78,9 ³	80,2 ³	81,7 ³	3,21	3,2	3,8	4,0	4,1
I. Biens de consommation	+ 24	+ 25	+ 30	+ 23	+ 22	82,9	82,3	81,6	81,2	82,6	2,53	2,4	2,6	2,6	2,5
II. Biens d'investissement	+ 28	+ 25	+ 21	+ 17	+ 10	74,7	76,9	76,1	77,1	79,8	4,18	4,1	5,7	6,1	6,5
III. Biens intermédiaires	+ 25	+ 23	+ 28	+ 19	+ 12	78,4	79,1	76,6	80,2	80,6	2,33 ²	2,4 ²	2,4	2,4	2,4
Industrie textile	+ 39	+ 49	+ 39	+ 29	+ 30	74,4	74,4	72,1	75,2	75,4	1,83	1,9	2,1	2,1	2,1
dont : Laine	+ 56	+ 63	+ 33	+ 35	+ 33	73,8	79,2	74,0	75,6	76,2	1,61	1,7	1,8	1,8	1,8
Coton	+ 52	+ 59	+ 47	+ 34	+ 41	70,1	66,4	66,6	73,5	73,4	1,86	1,9	2,2	2,2	2,2
Bonneterie	+ 30	+ 77	+ 65	+ 47	+ 50	70,5	66,6	66,5	67,9	68,9	2,06	2,1	2,0	2,0	2,0
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 44	+ 40	+ 53	+ 39	+ 31	78,3	81,1	74,9	78,5	78,3	1,74	1,6	2,2	2,1	1,9
dont : Chaussures	+ 66	+ 72	+ 80	+ 57	+ 56	82,2	82,9	79,3	78,6	78,9	1,64	1,4	2,0	2,0	1,7
Habillement	+ 39	+ 33	+ 47	+ 35	+ 25	77,5	80,8	73,9	78,5	78,2	1,76	1,7	2,2	2,1	2,0
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 19	+ 21	+ 12	+ 7	+ 15	84,1	84,9	86,9	87,2	87,5	1,85	1,8	1,9	1,8	1,8
dont : Bois	0	+ 5	0	- 5	+ 22	84,2	85,1	85,0	85,8	87,2	2,24	2,2	2,2	2,1	2,0
Meubles en bois	+ 31	+ 32	+ 22	+ 15	+ 10	84,0	84,8	88,2	88,2	87,8	1,57	1,5	1,6	1,6	1,7
Papiers et cartons	+ 16	+ 17	+ 12	+ 28	+ 31	86,7	86,6	86,1	85,0	82,7	1,67	1,5	1,4	1,4	1,4
dont : Production de papier et carton	+ 17	+ 10	+ 6	+ 42	+ 51	91,0	92,0	92,5	91,0	84,4	1,73	1,6	1,5	1,4	1,4
Transformation de papier et carton	+ 15	+ 20	+ 16	+ 17	+ 15	83,5	82,4	81,2	80,5	81,5	1,63	1,4	1,4	1,4	1,4
Industrie du cuir	+ 64	+ 64	+ 56	+ 24	+ 17	75,1	75,6	81,7	75,0	81,8	2,10	2,2	2,3	2,6	2,1
Transformation de matières plastiques	- 3	+ 16	+ 18	- 29	- 37	83,2	82,9	84,1	84,3	86,1	3,36	3,4	3,6	3,9	3,2
Production et première transformation des métaux	+ 36	+ 26	0	+ 40	+ 18	74,6	77,1	70,6	77,0	77,1	2,27	2,5	2,2	2,2	2,2
dont : Métaux ferreux	+ 37	+ 25	+ 48	+ 47	+ 25	73,3	76,5	68,3	74,2	75,4	2,22	2,5	2,1	2,1	2,1
Métaux non ferreux	+ 26	+ 29	+ 51	+ 8	- 16	80,4	79,9	82,1	91,1	85,3	2,50	2,4	2,5	2,7	2,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 5	- 7	+ 35	- 7	- 15	86,4	85,9	84,0	86,1	87,3	2,06	2,0	2,4	2,3	2,3
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 12	- 7	+ 3	- 4	- 10	86,4	85,2	83,3	85,1	86,4	2,07	2,0	2,4	2,3	2,3
Industrie chimique	0	+ 14	+ 7	- 6	- 4	82,6	79,7	82,3	84,0	84,3	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 94	0	- 65	- 95	98,8	98,8	98,9	98,9	98,9	2,12	2,0	2,4	1,8	2,7
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 39	+ 44	- 91	+ 30	+ 9	74,2	75,1	73,1	70,2	77,9	4,08	4,1	5,4	6,4	6,2
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 22	+ 11	+ 35	+ 6	+ 2	76,9	80,1	79,8	82,2	82,8	4,78	4,8	5,6	6,0	5,7
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 100	+ 50	+ 7	+ 50	+ 50	66,4	64,5	76,7	76,2	82,1	6,95	7,0	7,5	7,5	7,0
Machines-outils	- 79	- 79	+ 51	- 77	-	97,9	97,9	97,8	97,8	98,9	6,25	6,3	9,0	10,9	9,5
Machines textiles	+ 27	+ 25	- 78	+ 15	+ 20	91,1	92,9	92,7	88,5	89,0	5,69	5,7	5,7	6,0	5,6
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 32	+ 31	+ 24	+ 2	+ 20	69,4	83,7	74,6	75,0	75,1	4,06	4,0	5,1	5,2	5,1
Construction électrique et électronique	+ 53	+ 44	+ 17	+ 43	+ 34	74,9	77,1	78,5	75,5	80,8	5,68	5,6	6,8	6,5	6,0
dont : Construction électrique d'équipement	+ 61	+ 47	+ 49	+ 27	+ 13	71,6	76,3	77,9	75,2	81,6	5,24	5,3	6,7	6,5	6,2
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 44	+ 44	+ 35	+ 89	+ 89	79,9	77,2	78,6	75,9	78,6	7,02	6,7	7,4	7,1	5,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 34	- 35	+ 81	- 37	0	98,9	99,7	102,5	100,7	99,5	3,32	3,0	2,8	2,8	3,1
Construction d'autre matériel de transport	+ 88	+ 90	- 35	+ 88	+ 86	49,5	45,5	44,7	48,2	50,5	3,81	3,4	8,9	9,4	15,9
dont : Construction navale	+ 95	+ 100	+ 85	+ 100	+ 96	45,8	39,9	37,8	41,6	47,0	0,48	0,3	6,7	5,9	15,0
Construction de cycles et motocycles	+ 45	+ 45	+ 100	+ 32	+ 32	80,3	80,7	82,9	85,2	83,1	2,45	2,4	2,3	2,3	2,7

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains Bulletins de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1988		1989			1988		1989			1988		1989		
	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet
Ensemble des industries	+ 6	+ 8	+ 5	+ 3	+ 5	- 9	- 2	+ 4	+ 4	+ 3	+ 20	+ 18	+ 15	+ 11	+ 9
I. Biens de consommation	+ 1	- 1	- 6	- 2	- 3	- 15	- 1	- 8	- 7	- 9	+ 3	+ 8	+ 13	+ 8	+ 8
II. Biens d'investissement	+ 6	+ 10	+ 19	+ 18	+ 12	- 9	- 2	+ 16	+ 18	+ 13	+ 9	+ 1	+ 15	+ 12	+ 7
III. Biens intermédiaires	+ 9	+ 21	0	- 5	+ 4	- 7	- 6	- 1	- 2	- 1	+ 44	+ 43	+ 15	+ 10	+ 7
Industrie textile	- 18	- 6	+ 3	+ 8	+ 3	- 27	- 19	+ 4	+ 6	- 3	+ 5	+ 6	+ 17	+ 17	+ 14
dont : Laine	- 22	- 10	- 13	+ 2	+ 4	- 46	- 44	0	+ 7	+ 7	- 9	+ 19	+ 1	- 4	+ 2
Coton	- 25	- 10	+ 21	+ 21	+ 14	- 36	- 16	+ 3	- 2	0	+ 4	- 4	+ 31	+ 28	+ 27
Bonneterie	- 41	- 36	- 14	+ 9	- 6	- 25	- 23	- 1	+ 2	- 17	+ 6	+ 5	+ 14	+ 23	+ 17
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 33	- 25	- 11	+ 1	+ 8	- 20	- 10	+ 4	+ 12	+ 7	- 4	- 1	+ 13	+ 14	+ 8
dont : Chaussures	- 34	- 12	- 19	+ 1	+ 11	- 15	- 22	+ 4	+ 16	+ 2	+ 3	+ 3	+ 15	+ 22	+ 13
Habillement	- 33	- 28	- 9	+ 1	+ 7	- 21	- 7	+ 4	+ 12	+ 7	- 5	- 1	+ 13	+ 12	+ 8
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 10	+ 7	+ 5	- 1	+ 8	+ 15	+ 3	+ 12	+ 9	+ 9	+ 14	+ 21	+ 16	+ 18	+ 17
dont : Bois	0	- 2	+ 9	+ 3	+ 13	+ 26	+ 2	+ 26	+ 19	+ 21	+ 22	+ 36	+ 25	+ 31	+ 32
Meubles en bois	+ 17	+ 14	+ 2	- 2	+ 4	+ 6	+ 4	+ 2	0	- 1	+ 8	+ 9	+ 10	+ 8	+ 7
Papiers et cartons	+ 16	+ 8	- 2	+ 4	+ 20	+ 6	+ 9	- 7	- 3	+ 2	+ 48	+ 55	+ 36	+ 39	+ 24
dont : Production de papier et carton	+ 11	+ 23	- 23	- 8	+ 28	- 9	+ 23	- 23	- 21	0	+ 44	+ 51	+ 31	+ 29	+ 13
Transformation de papier et carton	+ 20	- 3	+ 14	+ 12	+ 14	+ 19	- 2	+ 5	+ 9	+ 3	+ 51	+ 59	+ 40	+ 46	+ 33
Industrie du cuir	- 46	+ 8	- 11	- 22	- 9	- 54	- 54	- 9	+ 6	0	- 3	0	+ 4	+ 6	0
Transformation de matières plastiques	- 22	+ 8	- 3	0	+ 3	0	+ 22	+ 4	+ 4	+ 7	+ 32	+ 12	+ 9	+ 3	- 8
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	+ 31	+ 57	- 6	- 19	+ 3	- 12	- 9	- 8	- 13	- 9	+ 79	+ 76	+ 9	- 6	- 6
dont : Métaux ferreux	+ 36	+ 66	- 6	- 17	+ 7	- 13	- 11	- 7	- 15	- 11	+ 82	+ 81	+ 18	+ 5	- 5
Métaux non ferreux	+ 7	+ 10	- 7	- 25	- 17	- 3	0	- 13	- 5	0	+ 67	+ 47	- 26	- 46	- 11
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 12	+ 20	+ 18	+ 11	+ 8	+ 5	+ 4	+ 4	+ 4	+ 5	+ 1	0	+ 7	+ 6	0
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 13	+ 18	+ 15	+ 9	+ 2	+ 6	+ 7	+ 5	+ 5	+ 5	+ 4	+ 2	+ 6	+ 5	- 1
Industrie chimique	0	- 9	+ 7	- 4	- 1	+ 1	0	0	+ 1	0	+ 9	+ 15	+ 9	+ 10	+ 8
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 18	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 67	+ 47	+ 77	+ 95	+ 29
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 2	+ 20	- 1	+ 11	+ 5	- 17	+ 17	+ 1	- 2	- 5	+ 8	+ 26	+ 9	+ 2	+ 6
Construction de machines et de matériel mécanique	0	+ 6	+ 23	+ 22	+ 22	+ 2	+ 20	+ 17	+ 23	+ 21	+ 15	+ 12	+ 17	+ 16	+ 8
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 50	+ 50	+ 50	+ 50	+ 50	- 51	+ 50	+ 32	0	0	0	+ 49	+ 33	0	0
Machines-outils	0	0	+ 15	+ 23	0	+ 21	+ 21	+ 41	+ 100	+ 23	+ 100	0	+ 15	0	0
Machines textiles	0	- 48	- 11	- 11	- 29	- 4	0	- 14	0	0	0	0	+ 4	+ 11	0
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 9	+ 6	+ 36	+ 23	+ 44	+ 2	+ 22	+ 29	+ 22	+ 37	+ 5	+ 1	+ 13	+ 26	+ 16
Construction électrique et électronique	+ 21	+ 15	+ 6	- 7	+ 8	- 38	- 34	- 15	- 16	- 15	+ 13	- 16	+ 16	+ 8	+ 10
dont : Construction électrique d'équipement	+ 27	+ 17	+ 18	+ 3	+ 7	- 32	- 35	+ 1	+ 3	- 14	+ 14	- 23	+ 22	+ 8	+ 10
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	- 31	- 39	0	- 68	- 44	- 65	- 71	- 30	+ 11	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 51	0	0	0	- 38	+ 17	+ 17	0	0	0	0	0	+ 27	0	+ 16
Construction d'autre matériel de transport	- 42	- 44	+ 42	+ 67	+ 19	- 36	- 40	+ 62	+ 72	+ 75	- 2	- 6	+ 36	+ 43	+ 1
dont : Construction navale	- 19	- 19	+ 65	+ 93	+ 9	- 19	- 14	+ 93	+ 92	+ 97	- 14	- 14	+ 53	+ 82	+ 2
Construction de cycles et motocycles	- 33	- 45	- 6	0	+ 81	+ 3	- 33	- 12	+ 36	+ 36	+ 36	+ 12	+ 12	0	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carner de commandes total	carner de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1986 Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44
Juillet	101,41	116,59	111,79	120,23	110,85	98,08	116,14	108,77
Août	102,97	101,20	110,36	125,42	120,87	103,12	119,40	109,85
Septembre	108,47	106,47	109,51	141,85	119,59	104,69	127,72	114,69
Octobre	105,79	117,39	106,13	130,02	118,13	103,56	129,47	113,47
Novembre	106,36	113,91	109,33	134,25	124,73	102,67	126,87	114,26
Décembre	107,51	114,43	109,03	137,43	124,76	107,17	125,13	115,53
1988 Janvier	108,99	121,98	107,97	140,79	127,53	97,73	117,96	114,89
Février	112,44	131,12	108,24	143,60	127,71	99,85	124,90	118,40
Mars	111,12	120,10	107,70	147,71	136,89	112,38	127,69	120,49
Avril	110,33	115,54	108,67	158,00	141,70	118,64	129,89	122,83
Mai	108,97	116,49	110,80	150,15	141,29	115,16	136,61	122,10
Juin	100,67	112,75	110,46	150,71	139,83	110,86	137,75	118,83
Juillet	100,86	108,00	110,71	151,98	141,82	113,23	134,93	118,76
Août	99,15	119,54	116,12	153,40	143,55	123,21	132,80	122,33
Septembre	106,36	120,69	108,80	150,86	143,01	121,36	142,37	123,69
Octobre	110,64	118,87	105,68	148,33	144,12	106,03	119,46	118,69
Novembre	110,24	118,58	109,92	153,40	140,94	112,80	126,84	121,39
Décembre	110,74	129,79	109,19	147,04	142,75	122,24	132,99	124,61
1989 Janvier	113,84	133,68	111,58	148,48	135,83	123,01	139,30	126,51
Février	113,19	120,08	114,40	154,78	147,23	112,63	126,99	123,65
Mars	115,00	120,58	118,38	173,95	154,51	133,65	140,01	132,69
Avril	116,28	116,71	123,00	184,37	163,37	126,97	138,86	133,87
Mai	114,69	117,72	117,93	172,00	161,36	129,00	142,99	132,16
Juin	113,64	121,93	118,07	185,50	160,13	135,60	149,71	135,76
Juillet	114,59	125,59	117,97	167,90	152,68	126,13	132,04	130,09

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1986 Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70
Juillet	103,26	112,66	114,68	109,53	104,26	116,42	122,05	111,19
Août	103,85	105,21	113,53	111,22	100,04	110,89	132,42	109,73
Septembre	103,02	120,71	106,67	114,77	107,88	112,35	139,07	113,08
Octobre	107,49	104,13	99,88	119,13	95,70	127,91	137,72	112,72
Novembre	109,70	115,68	111,97	122,32	100,66	127,90	146,38	118,16
Décembre	110,24	131,99	121,51	116,68	109,98	121,76	116,57	118,33
1988 Janvier	112,55	114,60	110,16	124,58	117,59	112,67	129,96	116,13
Février	107,59	97,20	103,52	131,16	120,16	114,18	120,68	112,18
Mars	105,86	125,78	116,98	128,13	132,59	115,84	143,56	121,19
Avril	106,44	103,30	105,92	120,26	110,60	113,55	149,22	113,33
Mai	109,31	116,37	118,26	117,85	113,88	115,64	157,73	118,72
Juin	122,82	105,39	110,69	123,76	112,42	109,53	163,33	118,91
Juillet	113,23	106,27	111,06	113,45	110,21	118,77	166,68	117,68
Août	115,19	128,89	110,20	136,48	120,62	123,77	164,36	125,79
Septembre	120,00	123,35	106,51	131,05	117,38	127,69	153,74	124,30
Octobre	113,49	107,98	115,48	137,07	131,20	128,98	156,25	124,62
Novembre	130,60	113,75	127,67	174,56	173,46	125,54	159,80	139,47
Décembre	118,91	118,86	128,37	166,22	139,79	133,64	164,50	134,99
1989 Janvier	128,21	134,46	119,73	152,24	104,70	132,77	161,32	132,03
Février	119,33	119,74	104,52	160,28	116,08	124,63	147,20	125,38
Mars	119,94	141,27	115,72	155,28	142,46	123,39	151,98	132,71
Avril	129,04	125,03	111,72	159,17	135,62	135,39	148,35	133,41
Mai	108,98	112,65	118,01	161,36	138,59	128,50	148,56	127,47
Juin	109,08	110,94	108,24	147,69	138,91	127,92	120,52	121,71
Juillet	92,42	100,68	110,36	123,80	128,36	131,86	152,08	116,73

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1988		1989			1988		1989		
	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 6	- 3	+ 12	+ 16	+ 7	+ 19	+ 12	0	+ 3	+ 2
I. Biens de consommation	- 13	- 7	+ 7	+ 31	+ 18	+ 19	+ 7	+ 8	+ 9	+ 18
II. Biens d'investissement	- 9	- 19	+ 6	+ 8	- 11	+ 15	+ 15	- 2	- 8	- 7
III. Biens intermédiaires	+ 7	+ 12	+ 8	+ 11	+ 13	+ 24	+ 11	- 2	+ 6	- 8
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 32	- 27	- 14	- 12	- 6	+ 19	+ 14	+ 13	+ 15	+ 7
Industrie de la transformation du bois	- 22	- 18	+ 1	- 1	- 7	+ 24	+ 27	+ 7	+ 13	+ 9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 24	- 4	+ 4	+ 10	+ 11	+ 26	+ 27	+ 17	+ 15	+ 7
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 11	+ 21	+ 26	+ 35	+ 19	+ 54	+ 6	- 4	+ 10	- 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 39	+ 27	+ 4	- 2	- 10	- 13	- 17	0	+ 2	- 13
Industrie des fabrications métalliques	- 3	- 12	+ 27	+ 31	+ 10	+ 19	+ 14	0	- 5	+ 5
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 30	- 33	- 16	- 20	- 31	- 3	0	0	- 8	- 3
I. Biens de consommation	- 1	- 29	- 11	- 17	- 23	+ 22	- 2	- 31	- 28	- 16
II. Biens d'investissement	- 16	- 21	+ 5	+ 1	- 8	- 18	- 8	- 4	- 9	+ 8
III. Biens intermédiaires	- 42	- 40	- 31	- 37	- 50	+ 5	+ 5	+ 9	- 6	- 14
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 64	- 64	- 41	- 54	- 73	+ 13	+ 14	+ 9	+ 4	0
Industrie de la transformation du bois	- 11	- 83	- 8	+ 22	- 1	+ 37	+ 18	- 8	- 26	- 26
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 9	- 32	- 19	- 31	- 46	+ 24	- 9	+ 28	+ 35	- 20
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 26	+ 15	- 22	- 66	+ 4	0	- 4	+ 7	0	- 25
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 27	+ 4	+ 11	+ 18	- 10	- 18	- 9	- 15	- 25	- 13
Industrie des fabrications métalliques	- 33	- 32	- 12	- 21	- 22	0	+ 2	+ 5	+ 1	+ 11
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1988			1989		1988			1989		1988		1989		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 20	+ 21	+ 18	+ 9	+ 9	81,6	83,1	82,9	84,0	85,4	3,5	3,4	3,6	3,6	3,9
I. Biens de consommation	+ 7	- 9	+ 10	- 5	+ 10	87,3	87,5	88,0	89,3	88,4	3,1	2,9	2,4	2,4	2,5
II. Biens d'investissement	+ 33	+ 34	+ 23	+ 30	+ 13	73,6	76,9	76,8	76,6	81,0	4,8	4,8	5,9	5,8	6,6
III. Biens intermédiaires	+ 8	+ 15	+ 9	0	+ 4	83,6	82,9	84,0	85,4	87,8	2,7 ⁴	2,7 ⁴	2,8	2,9 ⁴	2,8 ⁴
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 38	+ 36	+ 32	+ 22	+ 20	76,7	78,0	75,4	77,7	79,3	1,9	1,9	2,3	2,2	2,3
Industrie de la transformation du bois	+ 24	+ 26	+ 16	+ 10	+ 12	84,4	85,2	88,2	87,8	88,1	1,9	1,8	1,9	2,0	1,9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 13	+ 21	+ 13	+ 19	+ 22	83,0	84,1	85,9	84,1	85,5	2,0	1,8	1,8	1,6	1,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 4	- 13	- 8	- 9	- 19	85,7	91,3	87,1	84,6	89,1	3,0	3,0	3,5	3,4	3,3
Industrie des fabrications métalliques	+ 17	+ 19	+ 16	+ 10	+ 11	81,4	83,1	83,1	84,3	85,6	4,7	4,6	4,9	4,8	5,5
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 41	+ 28	+ 35	+ 34	+ 25	71,8	75,0	72,3	75,0	75,5	2,8	2,8	3,5	3,7	3,4
I. Biens de consommation	+ 32	+ 7	+ 20	+ 12	+ 21	80,8	74,8	76,0	78,5	85,1	1,7	1,4	1,7	1,6	1,3
II. Biens d'investissement	+ 31	+ 18	+ 12	+ 11	+ 5	73,7	78,5	79,0	80,1	81,0	3,9	3,9	5,3	5,3	5,4
III. Biens intermédiaires	+ 37	+ 34	+ 47	+ 46	+ 41	72,9	74,6	68,7	72,6	69,5	1,9	2,0	2,1	2,3	1,8
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 49	+ 50	+ 36	+ 33	+ 23	60,8	68,2	72,1	75,9	68,7	1,3	1,4	1,5	1,3	1,2
Industrie de la transformation du bois	+ 32	+ 28	+ 43	+ 39	+ 27	71,5	69,2	69,2	69,6	82,1	1,6	1,3	2,0	1,0	1,2
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 29	+ 18	+ 15	+ 36	+ 53	82,8	84,8	80,0	81,0	70,7	1,3	1,1	1,2	1,4	1,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 8	- 18	- 4	- 5	- 8	83,8	84,9	83,0	86,2	85,7	1,7	1,6	1,7	1,8	1,6
Industrie des fabrications métalliques	+ 45	+ 32	+ 22	+ 20	+ 17	69,5	74,7	75,4	76,1	77,1	4,1	4,2	5,7	5,7	5,7
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

⁴ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1988		1989			1988		1989			1988		1989		
	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet	Juin	Juillet	2 ^e trim.	Juin	Juillet
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	+ 2	+ 2	+ 9	+ 12	0	- 7	- 5	+ 10	+ 13	+ 6	+ 17	+ 15	+ 19	+ 19	+ 11
I. Biens de consommation	+ 20	- 4	+ 2	+ 4	- 8	- 9	- 3	+ 2	+ 6	+ 2	+ 3	+ 5	+ 18	+ 7	+ 10
II. Biens d'investissement	0	+ 9	+ 22	+ 26	+ 10	- 11	- 11	+ 27	+ 28	+ 15	+ 15	+ 13	+ 22	+ 24	+ 14
III. Biens intermédiaires	- 12	- 1	+ 6	+ 6	- 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 5	+ 38	+ 27	+ 18	+ 28	+ 10
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 24	- 14	+ 5	+ 19	+ 10	- 24	- 16	+ 7	+ 14	+ 4	+ 6	+ 6	+ 17	+ 24	+ 16
Industrie de la transformation du bois	+ 11	+ 15	+ 3	- 2	+ 5	+ 11	+ 3	+ 8	+ 5	+ 5	+ 11	+ 17	+ 15	+ 19	+ 15
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 4	- 14	+ 13	+ 13	+ 31	+ 6	- 8	+ 2	- 1	+ 4	+ 46	+ 47	+ 40	+ 54	+ 33
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 30	- 8	+ 5	- 1	- 6	0	+ 5	+ 2	+ 5	+ 1	+ 38	+ 11	+ 7	+ 1	+ 7
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 25	+ 14	+ 2	- 8	+ 7	- 8	+ 9	0	- 4	+ 8	+ 8	+ 9	+ 9	- 3
Industrie des fabrications métalliques	+ 14	+ 1	+ 14	+ 17	- 3	- 9	- 7	+ 17	+ 18	+ 13	+ 15	+ 14	+ 25	+ 17	+ 18
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	+ 21	+ 26	+ 3	- 13	+ 12	- 14	- 7	0	- 3	+ 1	+ 30	+ 27	+ 17	+ 5	+ 9
I. Biens de consommation	+ 13	+ 4	- 2	- 6	0	- 7	- 6	- 4	- 7	- 7	+ 2	- 2	+ 8	0	+ 1
II. Biens d'investissement	+ 12	+ 8	+ 21	+ 16	+ 14	- 12	- 6	+ 9	+ 7	+ 12	- 2	- 9	+ 11	+ 1	+ 11
III. Biens intermédiaires	+ 40	+ 50	- 6	- 27	+ 16	- 14	- 6	- 5	- 8	- 7	+ 72	+ 67	+ 25	+ 15	+ 9
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 31	- 27	- 30	- 54	- 31	- 39	- 31	0	- 15	- 10	- 16	+ 1	+ 2	- 13	+ 1
Industrie de la transformation du bois	- 14	- 16	+ 17	+ 30	+ 18	- 12	- 14	+ 12	- 3	+ 17	+ 8	+ 4	+ 24	+ 1	+ 8
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 29	+ 35	- 5	+ 41	+ 27	- 34	+ 30	- 16	+ 35	0	+ 34	+ 45	+ 43	+ 50	+ 35
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 100	+ 3	+ 13	0	+ 10	0	0	0	0	0	+ 74	+ 35	+ 33	+ 66	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 13	+ 7	+ 14	+ 10	+ 15	+ 8	- 4	+ 4	0	+ 11	- 2	- 9	+ 9	+ 7	- 2
Industrie des fabrications métalliques	+ 8	+ 4	+ 16	+ 9	+ 16	- 16	- 7	+ 7	+ 7	+ 8	+ 5	- 5	+ 12	- 3	+ 15
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1986 Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25
Juillet	112,70	116,28	113,51	115,14	108,49	100,28	111,03	96,59	122,43	100,34	70,49	99,82	107,67
Août	117,25	104,33	122,35	124,10	106,14	97,33	110,58	96,62	118,27	100,77	71,86	99,21	107,17
Septembre	126,98	106,67	128,28	118,47	111,03	106,46	115,75	98,60	119,03	101,15	73,61	100,32	111,12
Octobre	115,69	120,37	138,56	122,41	114,97	115,38	120,47	96,76	117,80	101,62	79,44	100,64	114,52
Novembre	114,33	122,02	142,03	115,09	120,18	122,06	122,18	96,98	123,11	108,49	84,12	105,05	117,04
Décembre	109,35	111,88	140,47	142,90	114,95	123,50	121,09	97,12	108,77	103,97	89,18	100,95	115,05
1988 Janvier	128,57	115,91	135,55	130,37	116,37	116,80	123,06	100,20	102,16	97,99	94,16	98,94	115,82
Février	128,43	131,49	136,80	146,26	118,75	115,64	128,51	109,05	106,09	100,42	93,65	102,95	120,84
Mars	119,67	120,79	141,15	146,79	110,39	107,43	122,25	100,24	111,36	106,50	92,80	103,83	116,72
Avril	113,90	125,78	147,16	143,36	120,06	104,76	123,39	101,09	110,33	102,68	91,09	102,23	117,04
Mai	116,16	132,40	141,16	150,71	119,44	107,69	125,79	104,45	116,43	105,93	91,10	105,66	119,75
Juin	124,01	130,24	141,18	145,18	114,04	114,01	126,86	97,75	111,18	101,69	90,57	101,13	119,14
Juillet	124,12	116,72	128,35	126,88	115,22	111,38	119,78	94,18	102,05	96,24	93,23	96,59	112,82
Août	124,23	107,40	129,10	153,53	134,78	118,25	124,40	99,13	106,65	101,26	95,68	101,09	117,41
Septembre	121,79	119,23	137,36	163,38	132,72	121,89	129,16	97,25	104,60	106,10	96,87	101,96	121,00
Octobre	124,22	125,73	138,81	149,94	127,54	125,37	129,92	99,36	107,28	107,43	97,69	103,73	122,06
Novembre	135,23	123,67	143,03	159,65	143,27	122,78	134,97	112,69	106,89	106,89	96,41	106,74	126,50
Décembre	133,54	124,79	148,88	163,84	138,68	121,41	135,26	117,09	108,53	104,60	96,29	107,48	126,93
1989 Janvier	139,16	119,20	150,12	171,28	134,97	116,58	134,75	112,14	97,44	96,92	99,00	101,37	124,74
Février	148,92	129,69	142,08	178,73	127,69	116,52	137,93	111,38	96,29	92,96	96,11	99,08	126,28
Mars	132,75	124,40	141,61	176,49	132,07	115,54	133,37	105,65	92,04	87,49	98,59	95,09	121,89
Avril	115,75	111,93	135,52	168,18	125,73	113,70	124,02	91,53	92,65	89,62	98,97	92,32	114,51
Mai	110,58	108,01	136,49	169,07	126,35	117,04	122,95	95,93	92,42	92,73	98,61	94,43	114,39
Juin	116,55	108,84	135,74	161,85	122,85	115,14	122,74	100,94	87,68	93,25	99,83	95,00	114,42
Juillet	119,84	119,91	134,44	146,77	132,58	117,92	126,00	97,65	94,32	98,19	104,23	98,10	117,63

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1988		1989		
	Juin	Juillet	2 ^e trimestre	Juin	Juillet
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 24	- 19	+ 20	+ 25	- 24
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 23	- 19	+ 19	+ 27	- 24
Bâtiments non-résidentiels	+ 25	- 19	+ 20	+ 19	- 22
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	+ 7	- 36	+ 21	+ 30	- 44
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	+ 3	- 10	+ 12	+ 11	+ 2
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 9	- 9	+ 13	+ 11	- 2
Bâtiments non-résidentiels	- 10	- 9	+ 8	+ 9	+ 11
Génie civil et travaux routiers	- 44	- 47	- 41	- 44	- 50
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 7	+ 3	+ 15	+ 14	+ 17
dont :					
Bâtiments résidentiels	0	- 1	+ 13	+ 10	+ 17
Bâtiments non-résidentiels	+ 23	+ 12	+ 20	+ 21	+ 15
Génie civil et travaux routiers	- 8	- 9	+ 4	+ 3	+ 2
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 32	+ 27	+ 41	+ 44	+ 45
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 36	+ 29	+ 42	+ 45	+ 47
Bâtiments non-résidentiels	+ 24	+ 20	+ 40	+ 42	+ 40
Génie civil et travaux routiers	- 2	+ 1	+ 2	+ 1	+ 7

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1986 Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34
Juillet	101,56	109,24	91,75	104,34	100,86
Août	104,88	108,01	94,93	107,92	103,26
Septembre	100,44	102,78	89,10	99,25	97,15
Octobre	87,15	94,38	87,77	100,27	92,18
Novembre	96,03	100,07	88,59	98,42	95,20
Décembre	92,54	94,76	93,27	105,80	96,59
1988 Janvier	96,15	100,73	96,54	108,93	100,47
Février	91,02	103,39	93,83	104,04	97,77
Mars	96,59	110,39	98,27	108,53	103,02
Avril	89,71	99,35	99,86	110,30	100,06
Mai	100,63	106,94	105,59	113,30	106,68
Juin	102,58	107,58	99,25	113,80	105,45
Juillet	99,53	112,81	100,17	111,12	105,44
Août	104,89	114,11	98,12	107,58	105,42
Septembre	102,11	114,32	105,16	107,54	106,97
Octobre	96,77	101,54	105,69	99,78	101,26
Novembre	110,15	110,32	110,34	108,07	109,72
Décembre	98,58	105,12	108,88	109,80	105,95
1989 Janvier	95,93	110,45	105,80	112,02	106,07
Février	86,94	111,24	100,08	105,11	100,65
Mars	93,06	112,39	96,16	108,19	101,89
Avril	105,71	116,17	98,52	117,53	108,69
Mai	109,81	118,81	106,26	113,60	111,56
Juin	102,75	114,02	105,37	113,12	108,54
Juillet	98,05	113,33	109,24	109,70	107,63

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8		
1989	+ 19,9	+ 22,3				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988 *
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	
population active ²	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202	4.212	4.217	4.222
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12	+ 10	+ 5	+ 5
Hommes	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30	- 17	- 13	- 9
Femmes	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18	+ 27	+ 18	+ 14
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 12	+ 23	+ 19	+ 13	+ 10	+ 7	+ 4	
Hommes	+ 14	+ 22	+ 19	+ 13	+ 9	+ 5	+ 3	
Femmes	- 1	+ 1	0	- 1	+ 1	+ 2	+ 1	
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 5	+ 1	- 3	- 12	- 22	+ 3	+ 1	
Hommes	- 25	- 28	- 28	- 31	- 39	- 22	- 16	
Femmes	+ 30	+ 29	+ 25	+ 20	+ 17	+ 24	+ 17	
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 76	- 50	- 39	0	+ 28	+ 37	+ 17	+ 47
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 78	- 55	- 33	- 6	+ 21	+ 17	+ 30	+ 50
— industrie ⁵	- 3	- 3	- 1	0	- 1	- 2	- 3	- 2
— construction	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13	- 13	- 19	- 10
— services	- 30	- 23	- 19	- 14	0	+ 2	+ 1	+ 11
— services	+ 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 36	+ 29	+ 51	+ 51
2.2 les services non-marchands ⁶								
	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7	+ 19	- 16	- 4
2.3 l'étranger ⁷								
	- 1	- 1	0	- 1	0	+ 2	+ 3	+ 1
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³										
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obliga- toirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total						Notifi- cations reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹							
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite																	
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus																		
	milliers d'unités									milliers d'unités										
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)											
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4										
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0										
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2										
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0										
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,2	—	13,0	18,4										
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1												
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,3	58,6	13,8	17,7										
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	11,9	66,0	14,8	14,7										
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	10,9	70,9	16,0	21,6										
1987 2 ^e trimestre	116,4	285,2	31,3	27,5	12,5	472,9	12,0	65,4	17,3	14,2										
3 ^e trimestre	109,6	288,5	31,9	73,2	12,9	516,1	11,8	66,8	14,7	16,5										
4 ^e trimestre	102,4	286,5	31,8	69,5	12,8	503,0	11,6	67,5	13,8	15,5										
1988 1 ^{er} trimestre	109,4	284,8	32,2	38,2	11,6	476,2	11,3	69,2	16,5	18,6										
2 ^e trimestre	93,6	270,7	31,6	26,4	10,2	432,5	11,0	70,2	17,2	21,9										
3 ^e trimestre	89,4	272,0	31,4	72,1	10,6	475,5	10,8	71,5	15,2	23,7										
4 ^e trimestre	81,8	263,6	31,0	66,9	10,3	453,6	10,4	72,7	15,2	22,0										
1989 1 ^{er} trimestre	90,7	262,4	31,6	36,8	9,9	431,4	10,2	72,4	17,3	24,4										
2 ^e trimestre	76,3	249,9	31,5	24,4	8,9	391,0	10,1	72,7	18,3	25,0										
1988 Août	89,8	273,5	31,5	76,1	9,7	480,6	10,8	71,5	16,6	24,9										
Septembre	84,9	265,6	31,0	78,1	10,2	469,8	10,6	72,0	17,5	23,8										
Octobre	82,7	263,5	30,9	72,3	10,4	459,8	10,4	72,6	18,0	22,5										
Novembre	80,5	262,0	31,0	66,9	10,6	451,0	10,4	72,8	14,3	22,2										
Décembre	82,3	265,2	31,3	61,5	9,8	450,1	10,3	72,6	13,2	21,4										
1989 Janvier	93,2	265,0	31,5	44,9	9,8	444,4	10,2	72,5	16,6	22,7										
Février	91,0	261,8	31,6	34,5	9,9	428,8	10,2	72,3	17,1	24,6										
Mars	87,8	260,6	31,8	30,9	9,9	421,0	10,3	72,3	18,0	23,5										
Avril	81,6	253,2	31,6	24,0	9,4	399,8	10,1	72,7	19,1	24,3										
Mai	76,2	250,1	31,5	22,4	8,8	389,0	10,1	72,7	17,7	24,8										
Juin	71,0	246,3	31,3	26,7	8,7	384,0	10,0	72,8	18,1	25,9										
Juillet	77,9	257,5	32,1	54,4	10,0	431,9	9,9	72,8	10,0	24,2										
Août	77,9	259,7	32,2	67,0	9,0	445,8	10,0	72,9	13,6	25,0										

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f) + colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	166	170	187	177	180	181	185	186
Autres céréales panifiables	15	14	16	16	16	17	20	18
Céréales non panifiables	191	177	170	168	149	152	146	145
Betteraves sucrières	130	124	109	117	118	113	106	109
Autres plantes industrielles	9	12	14	17	16	13	16	16
Pommes de terre	34	37	34	36	41	40	45	41
Autres plantes et racines tuberculifères	16	17	15	15	15	14	14	12
Prés et prairies	697	691	686	678	669	661	652	647
Cultures maraîchères	23	28	25	25	27	23	27	29
Cultures fruitières	11	11	11	11	11	11	11	12
Divers	117	123	133	136	148	158	155	154
Total ...	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252
Avoine	109	153	80	92	94	59	60	70
Orge	752	745	670	873	685	793	678	738
Autres céréales	120	138	123	155	137	148	136	148
Betteraves sucrières	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109
Pommes de terre	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	969	968	984	994	973	947	922	892
Autres bovidés	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179
Porcs	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	974	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

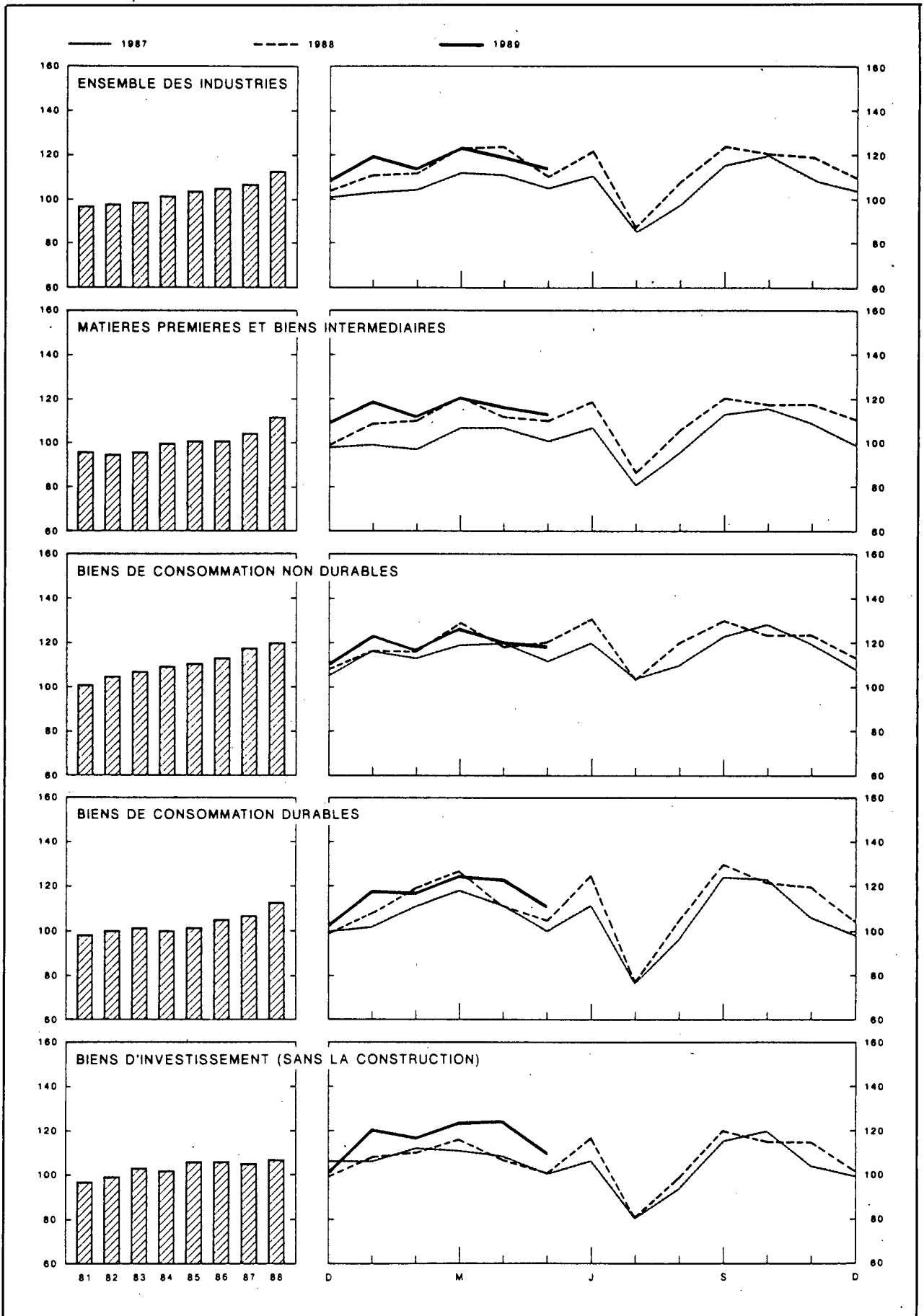
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Poissons de fond	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1
Poissons pélagiques	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1
Crustacés et mollusques	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2
Total ...	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'investis- sement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	75	101	113	105	106	91	100
1987	107	109	65	104	118	107	105	93	103
1988	113	115	56	112	120	111	109	99	108
1987 1 ^{er} trimestre	107	109	59	103	118	110	109	87	99
2 ^e trimestre	109	110	74	107	120	108	105	98	107
3 ^e trimestre	101	102	64	98	115	100	96	89	95
4 ^e trimestre	111	113	62	110	118	111	108	97	110
1988 1 ^{er} trimestre	115	117	53	113	120	117	111	98	108
2 ^e trimestre	115	117	64	113	123	111	113	103	111
3 ^e trimestre	106	108	53	105	118	101	100	93	99
4 ^e trimestre	116	118	56	116	120	113	111	101	114
1989 1 ^{er} trimestre	120	123	49	119	123	124	122	104	.
1988 Mai	111	113	59	110	120	103	108	99	106
Juin	119	122	72	118	131	119	116	110	119
Juillet	86	88	29	86	103	72	80	69	77
Août	108	110	62	107	121	103	101	99	102
Septembre	123	125	68	121	130	127	118	111	117
Octobre	119	121	60	119	124	119	115	107	117
Novembre	119	120	60	118	124	115	114	105	115
Décembre	110	112	47	112	113	104	103	93	110
1989 Janvier	121	123	45	119	125	119	121	100	.
Février	115	118	46	113	117	119	117	101	.
Mars	125	127	54	124	127	134	128	110	.
Avril	119	122	50	117	121	123	124	105	.
Mai	114	116	50	113	118	112	111	101	.

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988 et 1989 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	93	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	76	105	100	97	115	108	73
1987	106	130	83	88	101	122	118	79	105	110	91	126	109	75
1988	111	144	94	94	111	125	121	89	107	114	87	138	109	79
1987 1 ^{er} trimestre	110	131	76	96	101	116	125	63	109	102	103	125	110	76
2 ^e trimestre	106	133	88	88	105	124	108	91	109	114	84	132	109	69
3 ^e trimestre	100	122	79	78	92	125	107	83	89	99	92	120	109	74
4 ^e trimestre	110	132	88	87	106	124	130	81	112	124	87	126	109	80
1988 1 ^{er} trimestre	116	143	94	97	113	120	127	85	116	116	101	140	107	73
2 ^e trimestre	114	145	96	90	112	128	112	94	111	122	79	140	112	76
3 ^e trimestre	102	133	89	92	104	126	113	85	89	98	86	135	111	81
4 ^e trimestre	112	142	98	95	114	126	132	91	111	122	80	138	107	87
1989 1 ^{er} trimestre	122	154	90	.	123	127	129	95	118	127 ^a	106	136	110	83
1988 Mai	108	142	98	84	106	122	112	91	105	110	70	129	111	81
Juin	117	151	95	92	122	142	108	101	122	136	88	155	112	74
Juillet	81	118	76	71	82	105	104	69	55	63	55	108	109	73
Août	104	133	92	98	109	131	114	87	90	98	95	141	110	86
Septembre	120	148	99	107	126	141	121	99	122	133	109	156	115	86
Octobre	117	145	100	102	117	133	127	96	118	122	90	144	109	86
Novembre	115	144	95	100	119	131	134	92	117	125	80	141	107	80
Décembre	104	139	99	83	106	114	136	85	99	119	71	128	107	94
1989 Janvier	119	153	104	97	120	127	139	90	116	120	98	133	110	89
Février	117	148	79	91	116	120	122	90	115	126	101	136	105	75
Mars	128	162	89	.	132	133	126	105	122	134	120	139	116	85
Avril	121	150	86	.	125	125	124	100	115	135	105	134	108	85
Mai	110	140	93	.	123	126	117	98	109	123	86	129	121	85

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,2 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production	Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :								
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel							
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500.	523	511	1.255	4.015
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159
1987 1 ^{er} trimestre	2.024	1.394	217	823	205	1.114	418	366	408	913	5.329
2 ^e trimestre	1.898	1.236	238	650	170	636	429	415	398	1.095	4.605
3 ^e trimestre	1.970	1.138	241	573	135	493	440	415	333	915	4.548
4 ^e trimestre	2.124	1.367	250	747	217	859	456	426	313	1.214	5.518
1988 1 ^{er} trimestre	1.838	1.441	232	850	207	.	455	447	242	1.154	5.416
2 ^e trimestre	1.911	1.190	252	584	176	.	462	464	233	1.070	4.774
3 ^e trimestre	2.016	1.109	257	524	154	.	472	451	169	1.328	4.820
4 ^e trimestre	2.130	1.486	238	847	235	.	460	457	186	1.017	5.627
1989 1 ^{er} trimestre	1.965	1.357	233	713	216	.	* 457	* 445	* 208	* 1.199	5.494
1988 Mai	2.025	1.014	250	463	163	.	471	459	215	903	4.775
Juin	1.796	1.191	251	572	179	.	458	497	249	1.328	4.595
Juillet	1.960	1.019	244	468	150	.	474	433	92	1.377	4.436
Août	2.060	1.085	250	504	141	.	482	443	191	935	4.860
Septembre	2.029	1.223	277	599	171	.	461	477	224	1.672	5.165
Octobre	2.060	1.327	271	703	188	.	466	437	204	858	5.411
Novembre	2.002	1.612	241	931	259	.	456	458	192	1.075	5.705
Décembre	2.329	1.520	202	908	257	.	458	476	161	1.118	5.765
1989 Janvier	2.005	1.200	214	690	175	.	* 471	* 461	* 218	* 1.110	5.903
Février	1.842	1.269	204	747	190	.	* 425	* 414	* 200	* 1.145	5.204
Mars	2.049	1.601	280	701	283	.	* 474	* 475	* 207	* 1.341	5.376
Avril	2.131	1.184	253	850	100	.	* 458	* 395	* 176	* 1.072	5.289
Mai .....	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	4.983

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburateur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburateur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Siderurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1981	1,024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	* 23,6	* 70,7	* 94,3	* 93,7
1987 1 ^{er} trimestre	733	580	21,3	65,3	86,6	85,4
2 ^e trimestre	856	662	21,2	68,0	89,2	92,8
3 ^e trimestre	791	572	18,9	55,3	74,2	75,0
4 ^e trimestre	882	659	25,5	70,7	96,2	94,0
1988 1 ^{er} trimestre	932	717	* 25,5	* 73,7	* 99,3	* 94,9
2 ^e trimestre	950	755	* 22,7	* 73,1	* 95,8	* 98,1
3 ^e trimestre	880	688	* 20,6	* 58,3	* 79,2	* 79,2
4 ^e trimestre	978	764	* 25,7	* 77,2	* 102,9	* 102,4
1989 1 ^{er} trimestre	913	734	* 26,7	* 79,3	* 106,1	* 102,2
1988 Avril	947	713	* 22,9	* 70,0	* 92,9	* 94,2
Mai	963	730	* 21,0	* 69,8	* 90,8	* 89,7
Juin	941	821	* 24,2	* 79,4	* 103,6	* 110,4
Juillet	745	617	* 13,6	* 42,1	* 55,7	* 56,6
Août	908	674	* 23,5	* 56,6	* 81,1	* 77,2
Septembre	987	773	* 24,6	* 76,1	* 100,7	* 103,7
Octobre	1.002	804	* 24,4	* 76,7	* 101,1	* 103,6
Novembre	947	774	* 23,8	* 79,2	* 102,9	* 100,7
Décembre	986	715	* 28,9	* 75,7	* 104,6	* 103,0
1989 Janvier	1.040	741	* 28,0	* 77,9	* 105,9	* 96,1
Février	804	659	* 25,7	* 74,5	* 100,2	* 96,1
Mars	896	802	* 26,5	* 85,6	* 112,1	* 114,5
Avril	874	766				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	54
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	55
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	54
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	* 60
1987 1 ^{er} trimestre	2,9	1.807	2,0	1.201	.	0,6	2.386	0,5	1.922	—
2 ^e trimestre	3,3	2.037	2,5	1.562	.	0,7	2.783	0,4	1.465	—
3 ^e trimestre	3,2	1.943	3,1	1.976	.	0,7	2.694	0,6	2.337	—
4 ^e trimestre	3,0	1.829	2,2	1.330	.	0,7	3.291	0,5	1.917	—
1988 1 ^{er} trimestre	3,5	2.145	2,5	1.465	.	0,6	2.891	0,5	2.368	—
2 ^e trimestre	3,9	2.429	3,3	2.102	.	0,8	3.934	0,6	3.035	—
3 ^e trimestre	3,7	2.280	3,2	2.005	.	0,8	3.514	0,7	3.177	—
4 ^e trimestre	3,9	2.315	2,8	1.696	.	0,7	3.192	0,6	3.026	—
1989 1 ^{er} trimestre	3,8	2.376	3,4	2.156	.	0,6	3.350	0,8	3.400	—
1988 Mars	4,1	2.471	3,0	1.893	.	0,7	4.271	0,6	2.575	57
Avril	3,8	2.287	3,9	2.448	.	0,6	2.519	0,7	3.081	* 58
Mai	3,9	2.413	2,9	1.810	.	0,8	3.456	0,5	2.104	* 58
Juin	4,1	2.588	3,2	2.048	.	1,0	5.827	0,6	3.920	* 58
Juillet	3,2	2.004	1,9	1.218	.	0,7	3.070	0,4	2.168	* 58
Août	3,7	2.346	3,8	2.438	.	0,9	4.006	0,9	3.844	* 58
Septembre	4,1	2.489	3,9	2.360	.	0,8	3.466	0,8	3.519	* 58
Octobre	3,7	2.162	3,5	2.077	.	0,7	3.380	0,8	3.206	* 58
Novembre	3,9	2.292	2,8	1.677	.	0,7	3.174	0,6	2.171	* 59
Décembre	4,2	2.490	2,2	1.334	.	0,7	3.022	0,5	2.701	* 60
1989 Janvier	3,7	2.244	3,2	2.103	.	0,6	3.544	0,9	4.673	* 59
Février	3,7	2.382	3,1	1.912	.	0,6	3.426	0,6	2.256	* 60
Mars	3,9	2.502	3,9	2.453	.	0,6	3.081	0,8	3.261	* 61

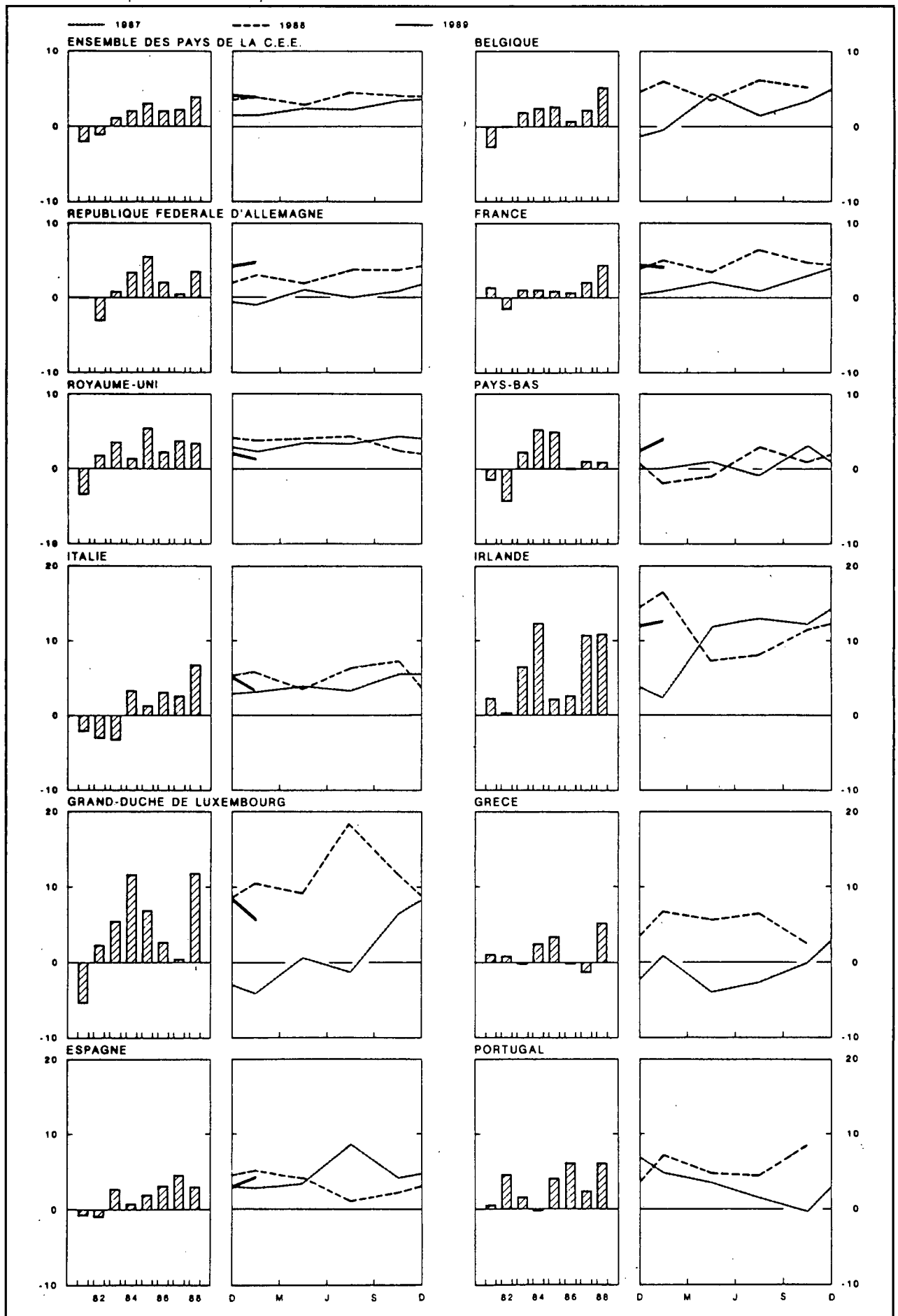
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1985 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1981	95	93	96	99	95	92	101	80	78	94	96	90
1982	94	93	93	97	96	89	98	82	79	95	95	95
1983	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	103	100	103	106
1987	104	103	102	103	106	101	107	114	103	98	108	109
1988	109	108	106	108	110	102	114	126	115	104	111	115
1987 1 ^{er} trimestre	103	101	101	101	104	101	107	106	100	99	105	106
2 ^e trimestre	104	104	103	103	105	100	108	113	104	98	107	109
3 ^e trimestre	105	104	103	103	106	100	107	116	101	98	111	110
4 ^e trimestre	106	103	104	104	108	103	109	118	107	99	109	109
1988 1 ^{er} trimestre	107	107	104	104	108	99	113	123	111	105	110	114
2 ^e trimestre	108	108	105	105	109	99	112	121	113	103	112	115
3 ^e trimestre	110	106	107	107	111	103	114	126	119	104	112	115
4 ^e trimestre	110	108	108	108	111	104	117	132	120	101	111	118
1989 1 ^{er} trimestre	111	113	109	110	109	103	117	139	117	.	115	.
1988 Mai	107	107	105	106	109	98	111	119	114	104	112	118
Juin	109	107	107	108	110	100	113	128	114	105	111	113
Juillet	109	116	105	109	111	105	116	124	116	104	111	115
Août	110	107	109	109	111	101	114	126	129	106	113	119
Septembre	110	94	108	110	111	104	112	127	113	103	113	111
Octobre	109	109	108	106	110	106	115	133	118	102	106	118
Novembre	111	105	107	111	111	105	117	129	119	102	115	118
Décembre	111	109	109	110	110	102	119	135	122	100	113	118
1989 Janvier	112	118	109	111	109	103	116	145	121	108	118	116
Février	111	112	109	110	109	103	118	135	111	103	114	114
Mars	111	108	109	110	109	101	117	136	119	.	113	.
Avril	113	115	112	113	110	107	115	133	.	.	119	.
Mai .....	.	.	107	111	.	103	.	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1987 2 ^e trimestre	522	637	5.488	1.425	1.099	514	90
3 ^e trimestre	507	561	4.941	1.173	959	603	100
4 ^e trimestre	546	613	5.883	1.466	1.076	474	95
1988 1 ^{er} trimestre	526	633	5.463	1.346	1.000	447	91
2 ^e trimestre	540	609	5.433	1.229	1.044	543	107
3 ^e trimestre	497	640	5.278	1.110	1.116	670	116
4 ^e trimestre	553	683	5.754	1.186	1.165	517	107
1989 1 ^{er} trimestre	515	654	5.498	1.147	1.110	489	101
2 ^e trimestre	* 542	683	5.649	1.162	1.216		
1988 Juin	550	639	5.618	1.300	1.033	587	110
Juillet	475	537	4.670	935	910	691	119
Août	493	696	5.444	1.254	1.172	684	115
Septembre	523	686	5.719	1.142	1.266	636	115
Octobre	576	670	5.681	1.228	1.194	592	114
Novembre	524	685	5.807	1.125	1.140	468	100
Décembre	558	694	5.775	1.204	1.160	490	107
1989 Janvier	492	576	5.212	1.145	1.003	505	99
Février	511	715	5.644	1.078	1.204	437	96
Mars	543	672	5.639	1.217	1.123	525	108
Avril	533	648	5.089	1.213	1.109	522	106
Mai	* 533	676	5.411	1.063	1.259		
Juin	* 561	725	6.447	1.210	1.281		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	7.943	434
1987	10.849	4.357	2.950	1.697	1.598	415	3.866	604	321	7.865	427
1988	11.278			1.789			14.086			8.263	453
1987 1 ^{er} trimestre ..	10.671	4.464	2.890	1.658	1.686	572	3.353	444	304	6.999	369
2 ^e trimestre ..	11.132	4.205	2.854	1.671	1.485	382	3.579	472	348	8.163	445
3 ^e trimestre ..	10.511	4.025	2.554	1.709	1.630	336	4.251	660	300	7.857	422
4 ^e trimestre ..	11.082	4.733	3.501	1.749	1.591	371	4.282	838	331	8.441	471
1988 1 ^{er} trimestre ..	10.962	4.415	3.035	1.878	1.654	441	3.652	617	274	7.653	434
2 ^e trimestre ..	11.312			1.802			3.206			8.699	469
3 ^e trimestre ..	11.327			1.688			4.605			8.157	441
4 ^e trimestre ..	11.512			1.787			15.047			8.544	469
1989 1 ^{er} trimestre ..	10.550			1.686			5.060			* 7.945	* 432
1988 Mars	12.065	5.477	3.799	1.987	1.760	531	3.398	743	340	8.176	482
Avril	10.995	4.122	2.989	1.754	1.350	357	2.520	428	273	8.309	457
Mai	11.655			1.941			3.387			8.567	454
Juin	11.286			1.710			3.711			9.221	495
Juillet	11.012			1.602			4.753			7.073	367
Août	11.519			1.839			4.743			8.588	471
Septembre	11.451			1.624			4.318			8.811	486
Octobre	11.365			1.741			15.356			9.216	490
Novembre	11.930			1.797			4.937			8.397	475
Décembre	11.240			1.824			4.848			8.019	441
1989 Janvier	10.045			1.492			4.947			7.552	425
Février	10.381			1.786			5.405			8.111	429
Mars	11.225			1.779			4.829			* 8.172	* 442

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.326	1.514	67	330	75	119	47
1987 1 ^{er} trimestre	730	328	43	112	44	43	49
2 ^e trimestre	2.560	1.689	109	231	114	158	71
3 ^e trimestre	5.837	4.340	121	652	142	237	77
4 ^e trimestre	1.134	550	51	203	60	82	47
1988 1 ^{er} trimestre	818	344	42	172	42	66	36
2 ^e trimestre	2.457	1.579	80	316	85	151	58
3 ^e trimestre	4.870	3.571	92	626	108	177	55
4 ^e trimestre	1.161	563	55	204	65	82	41
1989 1 ^{er} trimestre	1.047	495	52	184	55	89	32
1988 Avril	2.301	1.567	75	235	77	112	47
Mai	2.616	1.636	94	403	89	157	63
Juin	2.453	1.534	70	311	90	183	63
Juillet	6.702	5.147	95	858	99	211	56
Août	5.871	4.394	118	725	116	189	52
Septembre	2.038	1.173	63	294	108	130	58
Octobre	1.425	649	65	258	91	121	55
Novembre	1.102	550	57	168	63	68	39
Décembre	955	489	42	187	42	57	28
1989 Janvier	730	274	42	165	38	66	28
Février	829	350	49	180	46	63	29
Mars	1.583	862	66	207	81	138	38
Avril	1.936	1.192	87	202	89	131	39

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : *Statistiques du commerce.*

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	* 141	150	122	23	* 148	* 163	* 161	* 127	* 146	* 102
1987 1 ^{er} trimestre	134	135	118	22	139	146	143	127	137	97
2 ^e trimestre	146	144	122	23	147	171	157	134	148	104
3 ^e trimestre	137	138	122	23	143	150	162	118	140	98
4 ^e trimestre	154	160	129	21	155	182	189	134	158	111
1988 1 ^{er} trimestre	* 133	142	118	19	* 141	* 147	* 144	* 126	* 138	* 97
2 ^e trimestre	* 144	150	122	24	* 149	* 167	* 161	* 132	* 149	* 104
3 ^e trimestre	* 133	143	122	25	* 143	* 155	* 152	* 116	* 138	* 96
4 ^e trimestre	* 153	165	127	26	* 159	* 182	* 186	* 132	* 160	* 110
1989 1 ^{er} trimestre	* 141	149	119	24	* 147	* 166	* 154	* 133	* 146	* 100
1988 Avril	* 143	154	125	23	* 147	* 191	* 150	* 130	* 149	* 104
Mai	* 141	146	120	25	* 149	* 165	* 156	* 127	* 146	* 102
Juin	* 147	149	121	23	* 152	* 146	* 176	* 140	* 151	* 106
Juillet	* 127	146	124	25	* 139	* 157	* 147	* 109	* 134	* 93
Août	* 128	138	121	25	* 143	* 133	* 141	* 117	* 133	* 93
Septembre	* 144	144	120	24	* 148	* 174	* 169	* 121	* 147	* 102
Octobre	* 144	152	123	27	* 150	* 189	* 158	* 123	* 149	* 103
Novembre	* 136	149	114	23	* 145	* 158	* 156	* 121	* 142	* 98
Décembre	* 180	194	143	29	* 183	* 200	* 243	* 152	* 186	* 129
1989 Janvier	* 135	147	116	24	* 142	* 172	* 148	* 121	* 141	* 97
Février	* 130	139	113	22	* 138	* 135	* 145	* 127	* 135	* 92
Mars	* 159	161	127	27	* 160	* 190	* 168	* 150	* 163	* 111
Avril	* 150	157	125	22	* 151	* 195	* 159	* 138	* 155	* 105

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6
2 ^e semestre	1.576	762	459	355	111,7	6,3	62,7	42,7	36,2	3,8	18,4	14,0
1987 1 ^{er} semestre	1.721	861	488	372	124,7	6,7	70,0	48,0	45,4	3,7	23,0	18,7
2 ^e semestre	1.756	875	504	377	130,4	7,0	73,1	50,3	40,2	3,5	20,6	16,1
1988 1 ^{er} semestre	1.769	836	528	405	143,8	7,3	79,4	57,1	52,4	3,7	25,6	23,1
2 ^e semestre	1.791	807	549	435	147,5	7,7	80,7	59,1	42,2	3,5	20,8	17,9

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4
2 ^e semestre	67	54	7	6	1,1	0,2	0,5	0,4
1987 1 ^{er} semestre	62	49	8	5	1,2	0,1	0,6	0,5
2 ^e semestre	63	50	8	5	1,2	0,2	0,5	0,5
1988 1 ^{er} semestre	61	49	8	4	1,1	0,1	0,6	0,4
2 ^e semestre	64	51	8	5	1,3	0,2	0,6	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
2 ^e semestre	781	3	1	0	76	22	5	200	108	8	337	21
1987 1 ^{er} semestre	825	4	2	0	103	24	5	218	112	9	325	23
2 ^e semestre	799	4	2	0	82	23	5	200	114	7	338	24
1988 1 ^{er} semestre	796	4	2	0	109	27	6	188	115	8	303	34
2 ^e semestre	795	4	1	0	79	24	4	232	115	7	299	30
Crédits accordés (milliards de francs)												
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3
2 ^e semestre	36,2	2,4	0,5	0,2	19,7	3,2	0,2	0,4	0,9	2,6	4,6	1,5
1987 1 ^{er} semestre	45,4	3,4	0,5	0,2	27,1	3,7	0,3	0,3	0,9	2,9	4,3	1,8
2 ^e semestre	40,2	2,8	0,6	0,2	22,8	3,7	0,2	0,3	0,8	2,5	4,6	1,7
1988 1 ^{er} semestre	52,4	3,2	0,7	0,2	30,9	4,5	0,3	0,3	0,9	2,9	4,2	4,3
2 ^e semestre	42,2	2,6	0,6	0,2	23,7	4,1	0,2	0,3	0,8	2,8	4,6	2,3

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1987	2	303	7	19.125	20.861	3	40.301	885	41.186
1988	2	272	8	21.227	22.107	2	43.618	833	44.451
1987 2 ^e trimestre	2	300	8	19.113	20.514	2	39.939	915	40.854
3 ^e trimestre	2	305	6	19.412	20.062	2	39.789	844	40.633
4 ^e trimestre	2	284	7	20.620	22.294	1	43.208	865	44.073
1988 1 ^{er} trimestre	2	299	7	19.905	22.333	1	42.547	860	43.407
2 ^e trimestre	2	281	8	21.455	21.967	2	43.715	876	44.591
3 ^e trimestre	2	262	8	21.393	20.451	2	42.118	794	42.912
4 ^e trimestre	2	247	7	22.154	23.677	3	46.090	803	46.893
1989 1 ^{er} trimestre	2	267	7	22.152	23.885	2	46.315	796	47.111
2 ^e trimestre	2	283	7	24.324	24.059	2	48.677	826	49.503
1988 Juillet	2	293	7	20.356	21.192	2	41.852	824	42.676
Août	2	252	8	21.291	19.781	1	41.335	800	42.135
Septembre	2	240	8	22.533	20.381	2	43.166	759	43.925
Octobre	2	267	8	21.234	22.156	3	43.670	804	44.474
Novembre	2	234	6	22.083	22.085	3	44.413	747	45.160
Décembre	2	241	7	23.146	26.789	2	50.187	859	51.046
1989 Janvier	2	290	7	23.274	24.357	2	47.932	832	48.764
Février	2	239	7	19.940	22.199	2	42.389	717	43.106
Mars	2	272	7	23.241	25.100	2	48.624	839	49.463
Avril	2	269	6	22.387	23.067	2	45.733	784	46.517
Mai	1	278	7	26.076	23.984	2	50.348	830	51.178
Juin	2	301	8	24.509	25.126	3	49.949	864	50.813
Juillet	1	294	7	23.699	21.699	4	45.704	803	46.507

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1987	288	5	1.216	837	7.191	1.035	10.572	672	11.244
1988	238	5	1.272	965	7.575	1.082	11.137	744	11.881
1987 2 ^e trimestre	280	6	1.128	855	7.194	1.139	10.602	688	11.290
3 ^e trimestre	280	5	1.146	783	7.280	968	10.462	624	11.086
4 ^e trimestre	295	4	1.272	881	7.301	978	10.731	707	11.438
1988 1 ^{er} trimestre	270	4	1.294	974	7.626	1.054	11.222	755	11.977
2 ^e trimestre	223	7	1.213	1.010	7.415	1.114	10.982	751	11.733
3 ^e trimestre	248	5	1.314	890	7.664	1.116	11.237	733	11.970
4 ^e trimestre	212	4	1.266	984	7.594	1.045	11.105	737	11.842
1989 1 ^{er} trimestre	272	4	1.355	1.135	8.603	1.186	12.555	829	13.384
2 ^e trimestre	271	7	1.516	1.162	9.005	1.935	13.896	752	14.648
1988 Juillet	259	5	1.310	868	7.780	1.183	11.405	752	12.157
Août	264	4	1.314	811	7.621	1.033	11.047	704	11.751
Septembre	222	5	1.319	990	7.590	1.132	11.258	744	12.002
Octobre	198	5	1.317	884	7.351	1.060	10.815	749	11.564
Novembre	182	3	1.156	854	6.944	797	9.936	668	10.604
Décembre	256	4	1.325	1.213	8.487	1.280	12.565	794	13.359
1989 Janvier	270	4	1.254	1.118	8.253	1.094	11.993	859	12.852
Février	291	4	1.439	1.132	8.553	1.090	12.509	779	13.288
Mars	254	5	1.371	1.156	9.005	1.373	13.164	849	14.013
Avril	209	5	1.265	1.125	8.116	1.979	12.700	709	13.409
Mai	261	7	1.377	1.190	8.588	1.717	13.140	735	13.875
Juin	342	9	1.905	1.171	10.311	2.109	15.847	814	16.661
Juillet	259	5	1.211	1.155	8.772	2.078	13.480	673	14.153

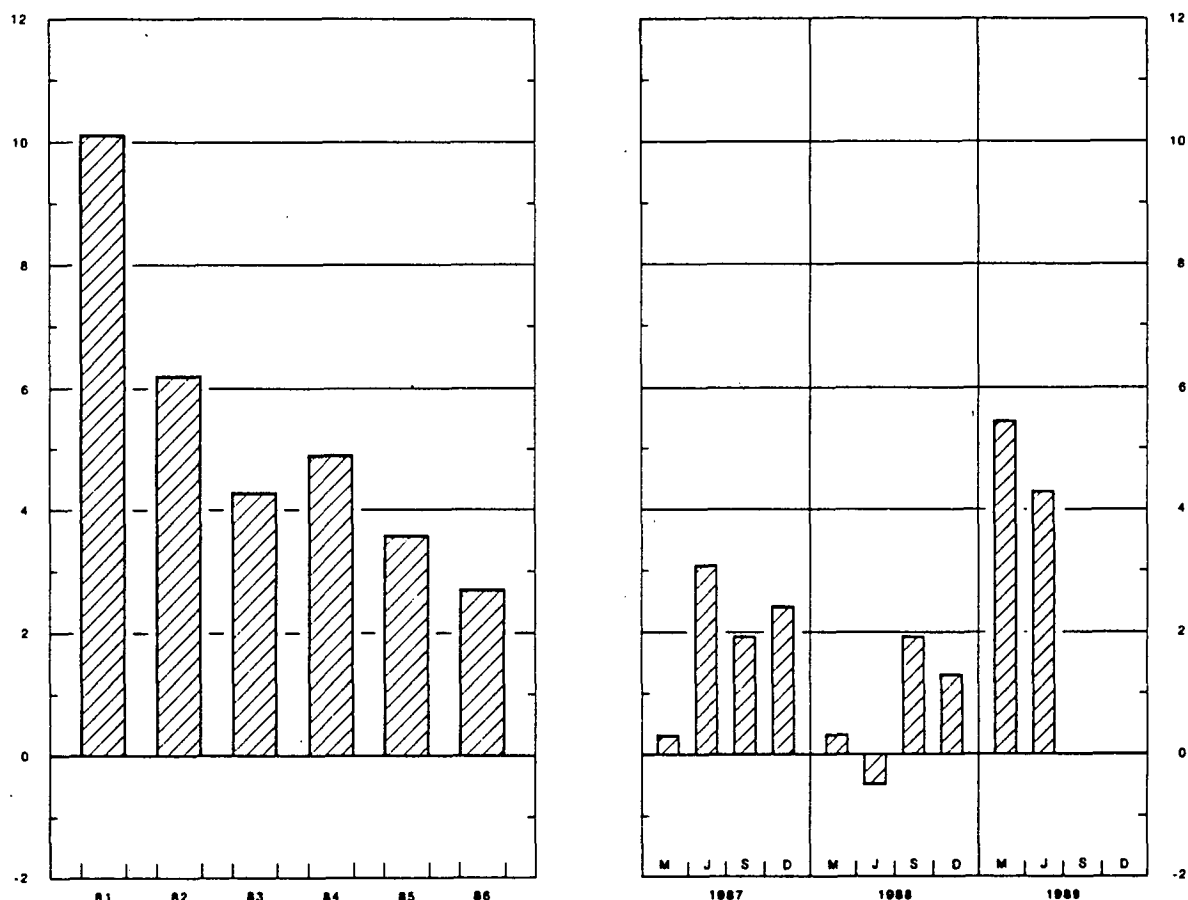
¹ Nombre de chambres en activité : jusqu'avril 1985 : 22; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Gain moyen brut par heure prestée des ouvriers dans l'industrie¹ (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente² ou au mois correspondant de l'année précédente)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			

Indices 1975 = 100

1981	168,0	164,0	168,0	165,0	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179,0	175,0	180,0	171,0	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5

Indices 1987 = 100

1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1987 Décembre	102,7	100,5	100,4	102,4	100,6	100,5	100,5	100,6
1988 Mars	98,7	100,8	101,4	98,0	101,8	102,2	101,2	102,8
Juin	99,7	101,2	101,9	99,1	101,8	102,4	101,2	102,8
Septembre	100,8	102,3	102,7	100,2	102,8	103,5	102,6	104,3
Décembre	104,0	102,7	103,3	103,5	103,4	104,1	102,9	104,3
1989 Mars	* 104,0	* 103,7	* 104,7	* 103,3	! 104,4	! 105,2	104,1	105,1
Juin	* 104,0	* 104,8	* 105,9		106,2	106,9	105,8	107,1

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1986	1986	1987	1987	1988	1986	1986	1987	1987	1988
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	297	296	302	303	307	73,1	73,1	73,8	74,0	75,4
<i>Industrie extractive</i>	333	333	334	337	341	69,1	70,1	67,1	67,1	67,4
<i>Bâtiment et génie civil</i>	291	290	293	296	301	68,5	68,5	69,2	67,6	70,0
<i>Industrie manufacturière</i>	296	295	301	302	306	73,7	73,7	74,5	75,0	76,3
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	299	300	306	305	305	70,7	70,9	71,4	71,3	72,3
Construction de machines et de matériel mécanique	309	310	314	316	321	74,1	75,1	75,6	77,2	78,3
Construction électrique et électronique	296	294	302	303	307	75,9	75,9	76,5	78,5	79,0
Construction d'automobiles et pièces détachées	308	310	323	321	326	72,8	73,1	74,5	76,1	77,9
Construction d'autre matériel de transport .	313	313	318	314	315	76,1	77,1	78,2	78,2	79,6
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	281	275	288	288	289	70,6	70,2	70,6	70,3	71,7
Métallurgie de base	362	361	370	367	376	87,8	87,8	88,6	89,1	89,4
Industrie chimique	347	347	353	359	370	83,6	83,2	84,2	85,6	88,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	280	281	286	288	291	68,4	68,7	69,5	70,0	71,2
Industrie textile	252	251	256	257	261	65,8	65,6	66,8	67,1	68,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	308	309	317	317	320	75,0	74,7	75,1	75,6	77,3
Industrie du bois	269	268	271	272	273	59,4	59,8	59,2	58,4	60,4
Industrie des chaussures et de l'habillement .	223	221	224	230	232	52,7	52,9	53,2	52,6	53,8
Industrie du papier, imprimerie et édition .	321	322	329	334	338	71,3	70,4	71,4	72,1	73,6
Raffineries de pétrole	485	481	478	477	486	111,6	110,2	110,8	110,4	114,8
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	89,0	88,6	90,7	91,3	91,4

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1987 2 ^e trimestre	148,4	121,1	91,1	68,8	92,7	103,1	144,0	166,3	138,3	103,3	164,3	150,5	165,6
3 ^e trimestre	149,1	123,2	87,6	64,6	90,9	99,3	150,2	172,2	152,0	100,7	164,3	150,3	165,6
4 ^e trimestre	153,2	135,0	95,5	71,1	97,7	108,5	165,1	178,0	183,4	113,8	163,8	162,7	163,9
1988 1 ^{er} trimestre	147,8	142,7	101,6	76,3	107,4	113,6	174,1	187,6	196,1	116,4	150,7	166,2	149,2
2 ^e trimestre	150,3	152,1	107,0	85,3	127,1	112,0	186,4	199,1	219,3	116,0	149,2	165,1	147,7
3 ^e trimestre	138,9	150,1	114,4	103,8	140,5	111,2	177,2	189,8	206,2	112,1	132,4	154,9	130,3
4 ^e trimestre	136,8	155,8	111,4	102,7	127,1	110,8	189,6	190,0	243,8	117,7	125,6	162,1	122,1
1989 1 ^{er} trimestre	156,1	159,0	113,2	103,9	123,1	114,9	193,9	191,3	251,5	124,4	154,4	158,2	154,1
2 ^e trimestre	160,7	153,1	110,2	100,0	119,6	112,6	185,8	188,5	225,0	128,7	165,2	155,0	166,1
1988 Juillet	142,7	153,5	119,8	106,2	147,0	117,8	179,1	194,3	205,6	111,8	136,4	156,2	134,5
Août	140,4	149,5	112,0	102,2	137,1	108,6	178,1	192,4	205,3	111,7	135,2	153,7	133,4
Septembre	133,6	147,2	111,5	103,0	137,4	107,1	174,4	182,6	207,8	112,8	125,7	154,9	122,9
Octobre	130,5	150,7	110,6	104,6	129,7	107,2	181,2	185,0	226,5	113,7	118,7	157,6	115,0
Novembre	133,9	156,1	110,0	101,0	125,1	109,7	191,1	190,7	246,8	119,1	120,9	164,5	116,7
Décembre	145,9	160,6	113,6	102,4	126,4	115,4	196,4	194,3	258,2	120,2	137,3	164,2	134,7
1989 Janvier	154,5	160,4	114,6	105,6	124,5	116,1	195,3	192,7	258,6	118,2	151,1	159,3	150,4
Février	152,4	157,1	111,9	102,6	121,1	113,9	191,5	190,1	245,3	124,3	149,6	158,0	148,8
Mars	161,4	159,6	113,2	103,6	123,8	114,8	194,9	191,0	250,6	130,7	162,5	157,3	163,0
Avril	166,9	157,5	111,5	100,3	119,5	115,0	192,6	192,2	240,8	130,3	172,4	159,6	173,6
Mai	159,3	153,3	111,1	101,4	121,2	113,0	185,4	187,8	225,0	128,1	162,9	153,6	163,8
Juin	155,9	148,6	108,0	98,4	118,2	109,7	179,5	185,5	209,3	127,8	160,2	151,9	161,0
Juillet	156,3	147,2	102,7	96,5	114,1	102,1	181,1	189,8	205,6	130,4	161,6	155,6	162,1

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION
ET SES COMPOSANTES

(Indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1981	110,9	112,3	115,7	114,1
1982	123,8	124,9	133,3	129,5
1983	130,5	132,7	142,8	138,2
1984	137,1	140,8	155,3	148,6
1985	135,2	144,8	159,7	152,5
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,1	127,4	133,4	130,4
1987 1 ^{er} trimestre	124,5	126,0	130,4	128,4
2 ^e trimestre	123,0	125,5	130,3	128,0
3 ^e trimestre	116,7	125,9	131,4	128,5
4 ^e trimestre	123,7	125,8	130,4	128,2
1988 1 ^{er} trimestre	121,3	125,4	131,3	128,5
2 ^e trimestre	119,9	125,5	131,3	128,4
3 ^e trimestre	116,8	128,1	135,4	131,6
4 ^e trimestre	126,4	130,4	135,5	133,0
1989 1 ^{er} trimestre	129,0	132,6	141,7	137,5
2 ^e trimestre	133,0	134,4	.	.
1988 Juin	121,7	126,1	132,4	129,3
Juillet	114,9	126,8	133,5	129,9
Août	113,9	128,4	135,9	131,8
Septembre	121,7	129,1	136,9	133,0
Octobre	122,3	129,9	134,4	132,0
Novembre	127,4	130,4	135,9	133,3
Décembre	129,5	130,8	136,3	133,8
1989 Janvier	128,5	132,0	140,1	136,3
Février	130,3	132,8	142,9	138,2
Mars	128,2	133,1	142,2	137,9
Avril	128,3	134,2	.	.
Mai	135,3	134,6	.	.
Juin	135,5	134,3	.	.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

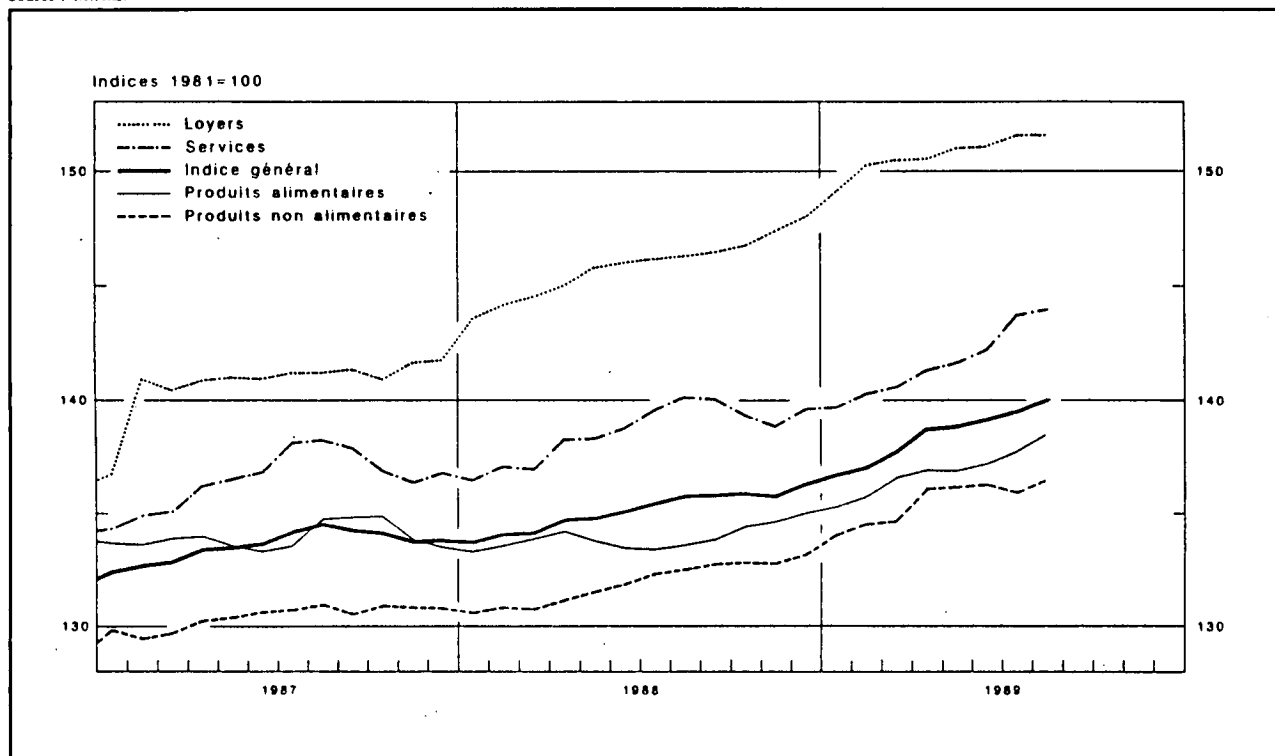
(Indices 1980 = 100)

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1981	112,3	125,7	109,3	107,1	106,1	116,2	106,7	107,3
1982	124,9	138,6	130,0	119,4	115,4	130,2	116,9	119,3
1983	132,7	148,9	136,6	126,1	122,4	138,6	123,9	126,4
1984	140,8	158,6	146,8	130,6	129,6	147,6	131,4	130,6
1985	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	131,9	118,6	135,1	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1987 2 ^e trimestre	125,5	103,3	133,8	138,4	130,4	118,2	134,8	139,0
3 ^e trimestre	125,9	104,1	135,3	138,4	132,4	119,1	134,3	138,9
4 ^e trimestre	125,8	102,7	135,3	138,4	132,9	118,5	135,0	139,1
1988 1 ^{er} trimestre	125,4	99,7	136,1	139,2	133,5	117,5	135,2	140,2
2 ^e trimestre	125,5	97,0	139,5	139,3	134,1	117,5	135,6	140,5
3 ^e trimestre	128,1	99,6	144,2	140,3	136,2	120,6	137,7	140,6
4 ^e trimestre	130,4	100,9	151,6	141,7	137,2	123,3	139,4	142,4
1989 1 ^{er} trimestre	132,6	102,6	156,6	143,2	138,9	126,1	141,0	144,3
2 ^e trimestre	134,4	106,7	157,1	144,8	139,6	128,6	141,4	145,3
1988 Juin	126,1	97,2	141,0	139,3	134,8	118,1	136,2	140,6
Juillet	126,8	97,2	142,9	139,3	135,6	118,9	137,0	140,6
Août	128,4	100,4	144,1	140,8	136,3	121,2	137,6	141,6
Septembre	129,1	101,1	145,6	140,8	136,8	121,8	138,5	141,6
Octobre	129,9	100,9	150,6	140,8	136,7	123,0	138,8	141,6
Novembre	130,4	100,7	151,7	142,2	137,2	123,3	139,4	143,3
Décembre	130,8	101,0	152,4	142,1	137,6	123,6	140,0	143,2
1989 Janvier	132,0	102,3	154,6	142,1	138,9	125,3	141,0	143,2
Février	132,8	102,4	157,3	143,8	138,9	126,2	141,1	144,9
Mars	133,1	103,2	157,8	143,7	138,9	126,8	140,9	144,8
Avril	134,2	108,1	156,0	143,7	139,2	128,8	140,9	144,8
Mai	134,6	106,8	158,3	145,3	139,4	129,2	140,9	145,6
Juin	134,3	105,1	157,0	145,3	140,3	127,9	142,3	145,6

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100 ¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1988 1 ^{er} trimestre	133,95	133,52	130,75	136,80	144,08
2 ^e trimestre	134,87	133,74	131,49	138,41	145,58
3 ^e trimestre	135,72	133,58	132,47	139,89	146,29
4 ^e trimestre	136,06	134,69	132,93	139,27	147,43
1989 1 ^{er} trimestre	137,39	135,93	134,38	140,21	150,00
2 ^e trimestre	138,91	136,99	136,23	141,73	150,89
1988 Août	135,77	133,56	132,44	140,11	146,29
Septembre	135,92	133,84	132,68	140,02	146,40
Octobre	135,96	134,43	132,86	139,35	146,86
Novembre	135,87	134,60	132,80	138,87	147,40
Décembre	136,36	135,05	133,13	139,59	148,02
1989 Janvier	136,88	135,28	134,02	139,64	149,14
Février	137,49	135,91	134,45	140,38	150,36
Mars	137,81	136,60	134,66	140,61	150,51
Avril	138,74	136,94	136,15	141,35	150,59
Mai	138,87	136,86	136,23	141,65	150,99
Juin	139,13	137,18	136,30	142,20	151,08
Juillet	139,58	137,71	135,98	143,73	151,58
Août	140,05	138,48	136,50	143,99	151,59

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1987 4 ^e trimestre	133,90	135,55	145,50	122,07	135,90	138,06	127,54	141,20	142,40
1988 1 ^{er} trimestre	133,95	135,07	146,71	122,30	136,48	138,87	126,91	141,37	142,54
2 ^e trimestre	134,87	135,28	148,30	122,42	136,98	139,24	127,94	142,12	146,26
3 ^e trimestre	135,72	135,13	149,09	123,02	137,49	139,91	129,29	143,21	149,04
4 ^e trimestre	136,06	136,19	151,12	123,11	138,27	140,68	129,60	143,74	146,60
1989 1 ^{er} trimestre	137,39	137,62	151,98	125,22	139,12	141,72	131,69	143,99	147,01
2 ^e trimestre	138,91	138,81	152,90	126,27	139,82	142,41	134,95	144,02	150,07
1988 Août	135,77	135,11	148,77	123,07	137,45	140,14	129,30	143,15	149,61
Septembre	135,92	135,37	149,79	123,05	137,67	140,18	129,46	143,46	149,00
Octobre	135,96	135,94	150,53	122,93	137,97	140,37	129,66	143,96	147,07
Novembre	135,87	136,10	151,26	122,85	138,29	140,72	129,47	143,72	145,64
Décembre	136,36	136,54	151,58	123,54	138,56	140,96	129,67	143,55	147,10
1989 Janvier	136,88	136,79	151,70	124,87	138,76	141,70	131,15	144,08	145,99
Février	137,49	137,66	151,94	125,30	139,17	141,71	131,80	144,11	147,37
Mars	137,81	138,40	152,29	125,49	139,43	141,75	132,12	143,78	147,67
Avril	138,74	138,75	152,43	126,37	139,52	141,83	135,02	143,85	149,35
Mai	138,87	138,69	152,97	126,10	139,79	142,63	135,33	143,64	149,87
Juin	139,13	139,00	153,30	126,34	140,15	142,77	134,49	144,57	150,99
Juillet	139,58	139,51	153,40	126,54	140,29	143,42	134,06	144,65	153,55
Août	140,05	140,31	153,61	126,90	140,47	143,66	134,43	145,41	153,97

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

1. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S. ; Calculs : B.N.B.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				Termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		
					importations	exportations	à l'importation	à l'exportation	
1981	2.309,8	2.062,3	- 247,5	89	93,8	88,4	74,2	73,6	99,2
1982	2.653,4	2.393,2	- 260,2	90	94,3	89,9	84,9	84,0	98,9
1983	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.386,5	3.381,1	- 5,4	100	122,6	118,7	83,3	89,9	107,9
1987 1 ^{er} trimestre	771,1	746,0	- 25,1	97	114,4	106,1	81,3	88,8	109,2
2 ^e trimestre	771,0	796,4	+ 25,4	103	114,7	114,6	81,1	87,8	108,3
3 ^e trimestre	722,1	709,6	- 12,5	98	106,7	102,6	81,6	87,3	107,0
4 ^e trimestre	845,9	848,1	+ 2,2	100	125,0	122,0	81,6	87,8	107,6
1988 1 ^{er} trimestre	829,0	806,6	- 22,4	97	121,5	115,5	82,1	88,0	107,2
2 ^e trimestre	853,4	856,3	+ 2,9	100	124,8	121,4	82,4	89,1	108,1
3 ^e trimestre	818,2	796,1	- 22,1	97	115,3	110,8	85,4	90,7	106,2
4 ^e trimestre	887,6	922,2	+ 34,6	104	125,2	125,0	85,5	93,2	109,0
1989 1 ^{er} trimestre	950,3	972,3	+ 22,0	102	129,8	127,8	88,3	96,0	108,7
1988 Mars	318,6	317,9	- 0,7	100	136,5	135,8	84,4	88,7	105,1
Avril	268,5	279,4	+ 10,9	104	119,3	118,7	81,4	89,1	108,5
Mai	277,9	272,0	- 5,9	98	122,1	116,9	82,3	88,2	107,2
Juin	307,0	304,9	- 2,1	99	132,9	128,5	83,5	89,9	107,7
Juillet	245,8	266,5	+ 20,7	108	105,8	111,1	84,0	90,9	108,2
Août	259,7	220,5	- 39,2	85	110,1	93,2	85,3	89,6	105,0
Septembre	312,7	309,1	- 3,6	99	130,1	128,0	86,9	91,5	105,3
Octobre	298,5	323,6	+ 25,1	108	127,1	132,8	85,0	92,3	108,6
Novembre	302,6	295,9	- 6,7	98	126,3	119,0	86,7	94,2	108,7
Décembre	286,5	302,7	+ 16,2	106	122,3	123,1	84,7	93,2	110,0
1989 Janvier	311,0	300,5	- 10,5	97	130,0	121,2	86,5	93,9	108,6
Février	309,0	328,5	+ 19,5	106	125,4	127,8	89,1	97,4	109,3
Mars	330,3	343,3	+ 13,0	104	133,9	134,3	89,2	96,8	108,5

N.B. Les données de l'I.N.S. sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la B.N.B. sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la B.N.B. sur la base des données définitives de l'I.N.S.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chim- iques	Métaux non fer- reux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pé- trolière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caou- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+ 10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	- 11,8	40,7	52,8	+ 12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988	69,1	54,8	- 14,3	43,5	56,3	+ 12,8	50,2	41,4	- 8,8
1987 1 ^{er} trimestre	62,6	50,2	- 12,4	40,5	52,0	+ 11,5	44,0	37,3	- 6,7
2 ^e trimestre	62,8	53,6	- 9,2	40,0	55,3	+ 15,3	44,9	40,1	- 4,8
3 ^e trimestre	58,3	47,2	- 11,1	37,0	46,9	+ 9,9	40,3	35,1	- 5,2
4 ^e trimestre	68,3	53,8	- 14,5	45,1	57,2	+ 12,1	48,5	42,8	- 5,7
1988 1 ^{er} trimestre	68,3	53,0	- 15,3	44,6	54,4	+ 9,8	48,2	39,8	- 8,4
2 ^e trimestre	70,0	56,6	- 13,4	43,7	57,2	+ 13,5	49,7	42,5	- 7,2
3 ^e trimestre	64,5	51,1	- 13,4	39,6	52,1	+ 12,5	49,5	39,0	- 10,5
4 ^e trimestre	73,6	58,5	- 15,1	46,2	61,4	+ 15,2	53,4	44,2	- 9,2
1989 1 ^{er} trimestre	76,6	60,9	- 15,7	48,2	67,0	+ 18,8	55,8	45,5	- 10,3
1988 2 premiers mois	63,2	48,1	- 15,1	41,5	50,6	+ 9,1	43,4	36,7	- 6,7
3 premiers mois	68,3	53,0	- 15,3	44,6	54,4	+ 9,8	48,2	39,8	- 8,4
1989 2 premiers mois	74,8	59,0	- 15,8	47,7	65,6	+ 17,9	53,6	42,4	- 11,2
3 premiers mois	76,6	60,9	- 15,7	48,2	67,0	+ 18,8	55,8	45,5	- 10,3
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1987 1 ^{er} trimestre	11,1	16,8	+ 5,7	22,4	19,2	- 3,2	188,5	185,5	- 3,0
2 ^e trimestre	10,7	18,0	+ 7,3	19,6	22,1	+ 2,5	185,8	200,2	+ 14,4
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	17,6	20,4	+ 2,8	171,4	172,6	+ 1,2
4 ^e trimestre	11,4	17,7	+ 6,3	21,8	25,3	+ 3,5	203,9	209,2	+ 5,3
1988 1 ^{er} trimestre	12,3	17,7	+ 5,4	21,2	23,9	+ 2,7	204,7	200,4	- 4,3
2 ^e trimestre	11,5	17,3	+ 5,8	22,1	25,6	+ 3,5	207,8	212,4	+ 4,6
3 ^e trimestre	12,1	14,8	+ 2,7	21,9	25,5	+ 3,6	196,2	194,2	- 2,0
4 ^e trimestre	12,3	20,4	+ 8,1	21,1	30,2	+ 9,1	216,6	229,4	+ 12,8
1989 1 ^{er} trimestre	13,3	21,3	+ 8,0	25,1	31,7	+ 6,6	229,0	241,7	+ 12,7
1988 2 premiers mois	11,3	16,1	+ 4,8	19,9	21,6	+ 1,7	188,4	184,1	- 4,3
3 premiers mois	12,3	17,7	+ 5,4	21,2	23,9	+ 2,7	204,7	200,4	- 4,3
1989 2 premiers mois	13,0	20,4	+ 7,4	24,7	31,2	+ 6,5	223,9	233,7	+ 9,8
3 premiers mois	13,3	21,3	+ 8,0	25,1	31,7	+ 6,6	229,0	241,7	+ 12,7

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1987 1 ^{er} trimestre	13,5	12,2	- 1,3	6,1	2,1	- 4,0	7,1	4,4	- 2,7
2 ^e trimestre	12,0	12,9	+ 0,9	8,3	2,6	- 5,7	5,4	4,6	- 0,8
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	5,9	2,6	- 3,3	6,8	4,6	- 2,2
4 ^e trimestre	12,7	15,4	+ 2,7	7,4	3,2	- 4,2	7,4	4,9	- 2,5
1988 1 ^{er} trimestre	11,4	13,6	+ 2,2	6,3	3,1	- 3,2	6,5	4,9	- 1,6
2 ^e trimestre	12,2	13,7	+ 1,5	6,8	3,5	- 3,3	6,6	4,8	- 1,8
3 ^e trimestre	11,2	13,8	+ 2,6	5,9	3,3	- 2,6	8,1	4,4	- 3,7
4 ^e trimestre	13,5	15,0	+ 1,5	6,7	3,4	- 3,3	7,5	4,5	- 3,0
1989 1 ^{er} trimestre	14,0	15,5	+ 1,5	7,4	3,7	- 3,7	8,0	5,3	- 2,7
1988 2 premiers mois	10,3	12,4	+ 2,1	6,1	2,6	- 3,5	6,3	4,2	- 2,1
3 premiers mois	11,4	13,6	+ 2,2	6,3	3,1	- 3,2	6,5	4,9	- 1,6
1989 2 premiers mois	14,3	14,7	+ 0,4	7,4	3,3	- 4,1	8,2	5,6	- 2,6
3 premiers mois	14,0	15,5	+ 1,5	7,4	3,7	- 3,7	8,0	5,3	- 2,7
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralément planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement					
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1987 1 ^{er} trimestre	229,4	223,3	- 6,1	21,7	19,7	- 2,0	5,3	4,2	- 1,1
2 ^e trimestre	227,8	240,2	+ 12,4	21,8	19,2	- 2,6	7,0	4,3	- 2,7
3 ^e trimestre	208,9	211,9	+ 3,0	24,3	19,0	- 5,3	6,9	3,8	- 3,1
4 ^e trimestre	248,7	254,3	+ 5,6	24,2	21,3	- 2,9	6,5	4,5	- 2,0
1988 1 ^{er} trimestre	246,5	242,7	- 3,8	23,9	20,4	- 3,5	5,9	4,7	- 1,2
2 ^e trimestre	252,3	256,9	+ 4,6	24,5	21,9	- 2,6	7,3	4,7	- 2,6
3 ^e trimestre	236,5	236,2	- 0,3	29,3	21,9	- 7,4	6,6	4,4	- 2,2
4 ^e trimestre	262,5	277,4	+ 14,9	27,0	23,6	- 3,4	6,2	4,9	- 1,3
1989 1 ^{er} trimestre	279,1	290,3	+ 11,2	30,9	26,2	- 4,7	6,6	5,6	- 1,0
1988 2 premiers mois	226,9	221,8	- 5,1	22,9	17,8	- 5,1	5,3	4,1	- 1,2
3 premiers mois	246,5	242,7	- 3,8	23,9	20,4	- 3,5	5,9	4,7	- 1,2
1989 2 premiers mois	273,5	280,5	+ 7,0	29,8	26,1	- 3,7	6,2	5,6	- 0,6
3 premiers mois	279,1	290,3	+ 11,2	30,9	26,2	- 4,7	6,6	5,6	- 1,0

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE).* *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.).* *Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	2.922,4	2.928,9	- 6,5
1.12 Travail à façon	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	69,3	14,4	+ 54,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	36,0	—	+ 36,0
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	148,8	115,6	+ 33,2
1.3 Autres frais de transport	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	68,0	66,9	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	- 23,0	- 31,7	112,2	147,5	- 35,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	997,5	983,1	+ 14,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	94,4	13,9	+ 80,5
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	26,9	23,7	+ 3,2
1.72 Autres	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	- 18,8	- 17,7	291,7	313,8	- 22,1
Total 1	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	4.767,2	4.607,8	+ 159,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	- 7,4	- 9,6	39,4	43,7	- 4,3
2.2 Transferts publics	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	- 34,4	- 33,9	51,1	102,8	- 51,7
Total 2	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	- 41,8	- 43,5	90,5	146,5	- 56,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	4.857,7	4.754,3	+ 103,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 104,3	+ 137,5	+ 30,8	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	241,7	224,4	+ 17,3
3.12 Avoirs	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	- 5,3	- 6,1	0,1	6,0	- 5,9
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 5,6	+ 7,9	- 0,5	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	3,4	6,2	- 2,8
Total 3	+ 105,5	+ 139,7	+ 23,1	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	245,2	236,6	+ 8,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	- 61,0	- 15,2	- 23,5	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	1,6	—	+ 1,6
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 17,4	+ 13,0	+ 1,5	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	8,7	15,1	- 6,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	27,2	19,1	+ 8,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	- 122,1	- 165,5	—	140,7	- 140,7
4.2312 Investissements directs ..	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	- 13,7	- 72,7	37,2	137,3	- 100,1
4.2313 Immeubles	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 2,4	4,5	7,5	- 3,0
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	—	5,6	- 5,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 0,9	- 0,8	+ 11,4	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	81,3	—	+ 81,3
4.2322 Investissements directs ..	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	137,5	50,2	+ 87,3
4.2323 Immeubles	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	7,4	7,2	+ 0,2
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	67,9	—	+ 67,9
Total 4	- 25,9	- 28,6	- 40,5	- 68,5	- 87,3	- 174,1	373,3	382,7	- 9,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 27,7	- 0,4	- 26,3	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	2,1	—	+ 2,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	10,6	- 10,6
Total 1 à 6	- 103,6	+ 0,5	- 65,8	- 14,1	- 44,6	+ 9,8	5.478,3	5.384,2	+ 94,1
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxem.	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	—	—	- 38,0
7.112 Monnaies étrangères	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	—	—	+ 51,3
7.12 Organismes divers	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	—	—	+ 0,1
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	—	—	+ 80,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GÉNÉRALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1986		1987				* 1988		
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 13,8	+ 0,1	- 16,1	+ 16,0	+ 6,0	- 12,4	- 0,9	+ 28,0	- 3,2
1.12 Travail à façon	+ 19,6	+ 18,9	+ 12,5	+ 17,8	+ 11,0	+ 13,6	+ 14,5	+ 12,9	+ 11,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 5,5	+ 6,3	+ 5,5	+ 12,5	+ 9,4	+ 8,6	+ 6,1	+ 6,3	+ 1,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,4	+ 7,9	+ 7,4	+ 7,2	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,5	+ 10,5	+ 12,5
1.3 Autres frais de transport	- 3,4	- 3,1	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,1	- 0,5	0,0	+ 0,8	- 1,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,3	- 2,6	- 6,7	- 7,1	- 18,6	- 2,9	- 6,8	- 7,4	- 22,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 4,6	+ 3,6	- 1,6	- 5,1	+ 7,2	+ 13,9	+ 6,0	- 1,1	+ 1,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 19,1	+ 18,4	+ 19,6	+ 20,7	+ 19,1	+ 21,1	+ 20,5	+ 20,3	+ 19,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,5	+ 1,9	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,0	+ 0,5
1.72 Autres	- 5,2	- 8,0	- 6,8	- 6,5	- 3,4	- 5,4	- 0,4	- 6,8	- 4,5
Total 1	+ 43,6	+ 43,4	+ 16,3	+ 56,4	+ 41,2	+ 45,5	+ 51,0	+ 64,5	+ 14,2
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 0,5	- 2,8	- 1,7	- 1,1	- 1,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,5
2.2 Transferts publics	- 10,7	- 7,8	- 15,2	- 14,5	- 8,9	- 13,1	- 14,6	- 15,7	- 16,1
Total 2	- 11,2	- 10,6	- 16,9	- 15,6	- 10,3	- 13,2	- 14,5	- 15,9	- 16,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 32,4	+ 32,8	- 0,6	+ 40,8	+ 30,9	+ 32,3	+ 36,5	+ 48,6	- 2,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 9,6	+ 33,1	- 19,1	- 1,1	+ 26,9	+ 10,6	+ 3,8	+ 40,3	+ 55,2
3.12 Avoirs	- 0,8	- 4,4	- 0,7	- 0,5	- 0,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9	0,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 1,5	- 9,0	- 2,3	+ 0,1	+ 1,1	- 1,7	+ 1,3	+ 1,0	- 0,6
Total 3	+ 7,3	+ 19,7	- 22,1	- 1,5	+ 27,6	+ 4,6	+ 4,9	+ 39,4	+ 54,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	+ 21,9	- 0,1	+ 2,1	- 6,1	+ 13,6	- 8,0	+ 1,0	- 20,5	+ 17,6
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 2,8	- 3,9	- 4,0	- 3,2	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,6	- 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 8,5	- 7,1	- 6,1	+ 16,4	+ 15,4	- 17,6	+ 30,2	- 18,4	- 12,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 48,7	- 20,7	- 31,8	- 7,5	- 56,3	- 45,1	- 70,6	- 91,6	- 79,0
4.2312 Investissements directs ..	- 2,3	- 37,2	- 10,5	- 11,5	- 39,4	- 38,7	- 35,8	- 31,7	- 28,4
4.2313 Immeubles	- 0,6	- 0,9	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 3,0	- 0,9
4.2314 Autres	- 3,0	- 5,3	- 15,4	+ 2,4	+ 5,4	+ 2,0	- 3,7	- 6,2	- 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 10,5	+ 11,4	+ 22,3	+ 6,7	+ 33,5	+ 18,8	+ 38,2	+ 41,1	+ 53,0
4.2322 Investissements directs ..	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9	+ 22,3	+ 25,8	+ 27,3	+ 95,4	+ 24,5	- 11,9
4.2323 Immeubles	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0	- 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4
4.2324 Autres	- 1,5	+ 18,6	+ 1,5	+ 11,3	+ 7,2	+ 47,9	- 23,4	- 18,1	- 16,6
Total 4	- 25,6	- 20,7	- 29,4	+ 29,0	+ 5,6	- 14,6	+ 27,7	- 122,6	- 82,8
5. Erreurs et omissions	+ 14,5	- 22,6	+ 5,9	- 17,3	- 0,6	+ 14,1	- 3,6	- 9,9	+ 13,8
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	- 1,1	- 4,3	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	+ 28,6	+ 9,2	- 47,3	+ 46,7	+ 61,8	+ 32,9	+ 65,5	- 44,5	- 16,8
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxem.	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3	- 41,4	- 9,3	+ 23,0	- 19,4	- 39,8	+ 9,4
7.112 Monnaies étrangères	+ 50,4	- 9,1	- 40,7	+ 20,0	+ 47,8	+ 24,2	+ 71,6	- 5,5	- 30,5
7.12 Organismes divers	+ 0,1	0,0	+ 0,2	- 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,1	0,0	0,0
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5	+ 68,7	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 0,8	+ 4,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1988			* 1988		
	2 ^e trimestre			3 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. <i>Transactions sur biens et services :</i>						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	822,2	794,2	+ 28,0	771,7	774,9	- 3,2
1.12 Travail à façon	17,7	4,8	+ 12,9	15,7	3,9	+ 11,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,3	—	+ 6,3	1,3	—	+ 1,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	41,7	31,2	+ 10,5	46,3	33,8	+ 12,5
1.3 Autres frais de transport	21,2	20,4	+ 0,8	21,9	23,7	- 1,8
1.4 Déplacements à l'étranger	32,0	39,4	- 7,4	43,1	66,0	- 22,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	279,6	280,7	- 1,1	286,0	284,5	+ 1,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	24,1	3,8	+ 20,3	23,2	4,2	+ 19,0
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	7,3	6,3	+ 1,0	7,0	6,5	+ 0,5
1.72 Autres	75,0	81,8	- 6,8	77,7	82,2	- 4,5
<i>Total 1</i>	1.327,1	1.262,6	+ 64,5	1.293,9	1.279,7	+ 14,2
2. <i>Transferts :</i>						
2.1 Transferts privés	10,1	10,3	- 0,2	10,6	11,1	- 0,5
2.2 Transferts publics	10,9	26,6	- 15,7	8,7	24,8	- 16,1
<i>Total 2</i>	21,0	36,9	- 15,9	19,3	35,9	- 16,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.348,1	1.299,5	+ 48,6	1.313,2	1.315,6	- 2,4
3. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</i>						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	75,7	35,4	+ 40,3	88,3	33,1	+ 55,2
3.12 Avoirs	0,0	1,9	- 1,9	0,0	0,0	0,0
3.2 Autres pouvoirs publics	4,6	3,6	+ 1,0	0,4	1,0	- 0,6
<i>Total 3</i>	80,3	40,9	+ 39,4	88,7	34,1	+ 54,6
4. <i>Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :</i>						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	—	20,5	- 20,5	17,6	—	+ 17,6
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,8	0,2	+ 0,6	0,0	0,1	- 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	3,1	21,5	- 18,4	4,3	17,2	- 12,9
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	91,6	- 91,6	—	79,0	- 79,0
4.2312 Investissements directs ..	5,7	37,4	- 31,7	5,0	33,4	- 28,4
4.2313 Immeubles	1,2	4,2	- 3,0	1,4	2,3	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	6,2	- 6,2	—	4,0	- 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	41,1	—	+ 41,1	53,0	—	+ 53,0
4.2322 Investissements directs ..	52,8	28,3	+ 24,5	31,8	43,7	- 11,9
4.2323 Immeubles	1,9	1,2	+ 0,7	3,4	3,0	+ 0,4
4.2324 Autres (chiffres nets)	—	18,1	- 18,1	—	16,6	- 16,6
<i>Total 4</i>	106,6	229,2	- 122,6	116,5	199,3	- 82,8
5. <i>Erreurs et omissions (nettes)</i>	—	9,9	- 9,9	13,8	—	+ 13,8
6. <i>Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total 1 à 6</i>	1.535,0	1.579,5	- 44,5	1.532,2	1.549,0	- 16,8
7. <i>Financement du total :</i>						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxem.	—	—	- 39,8	—	—	+ 9,4
7.112 Monnaies étrangères	—	—	- 5,5	—	—	- 30,5
7.12 Organismes divers :	—	—	0,0	—	—	0,0
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	—	—	+ 0,8	—	—	+ 4,3
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(Soldes en milliards de francs)

	1987	* 1988	1987			* 1988				* 1989	
	Année		2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril Mai	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril Mai
1. Transactions sur biens et services :											
1.1 Transactions sur marchandises :											
1.11 Exportations et importations	- 6,5	+ 39,4	+ 12,5	+ 16,3	- 19,2	- 0,6	+ 10,6	+ 12,2	+ 17,2	+ 2,6	- 1,5
1.12 Travail à façon	+ 63,4	+ 53,2	+ 17,7	+ 11,5	+ 14,9	+ 13,6	+ 9,8	+ 13,9	+ 14,0	+ 14,8	+ 9,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 29,1	+ 20,3	+ 10,0	+ 12,2	+ 6,1	+ 7,7	+ 2,0	+ 1,4	+ 6,8	- 0,6	+ 4,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 33,2	+ 44,0	+ 7,2	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,5	+ 6,9	+ 12,5	+ 10,5	+ 11,5	+ 7,8
1.3 Autres frais de transport	+ 1,1	- 1,9	+ 0,3	+ 0,1	- 0,5	0,0	- 0,1	- 1,8	- 0,9	- 3,5	- 2,4
1.4 Déplacements à l'étranger	- 35,3	- 43,4	- 7,1	- 18,6	- 2,9	- 6,8	- 3,7	- 22,9	- 6,3	- 7,6	- 5,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 14,4	+ 15,0	- 5,1	+ 7,2	+ 13,9	+ 6,0	+ 2,4	+ 1,5	+ 8,6	+ 10,4	+ 20,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 80,5	+ 80,4	+ 20,7	+ 19,1	+ 21,1	+ 20,5	+ 11,5	+ 19,0	+ 20,6	+ 18,7	+ 12,9
1.7 Autres :											
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,2	+ 3,1	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,3	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,5
1.72 Autres	- 22,1	- 24,1	- 6,5	- 3,4	- 5,4	- 0,4	- 3,9	- 4,5	- 12,4	+ 1,4	- 4,5
Total 1	+ 161,0	+ 186,0	+ 50,3	+ 54,8	+ 37,5	+ 52,0	+ 36,8	+ 31,8	+ 58,2	+ 48,0	+ 42,3
2. Transferts :											
2.1 Transferts privés	- 4,3	+ 1,7	- 1,1	- 1,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	- 0,5	+ 2,3	+ 1,5	- 1,2
2.2 Transferts publics	- 51,7	- 68,3	- 14,5	- 8,9	- 13,1	- 14,6	- 12,7	- 16,1	- 21,9	- 17,9	- 10,5
Total 2	- 56,0	- 66,6	- 15,6	- 10,3	- 13,2	- 14,5	- 12,7	- 16,6	- 19,6	- 16,4	- 11,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 105,0	+ 119,4	+ 34,7	+ 44,5	+ 24,3	+ 37,5	+ 24,1	+ 15,2	+ 38,6	+ 31,6	+ 30,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :											
3.1 Etat :											
3.11 Engagements	+ 17,3	+ 92,3	- 1,1	+ 26,9	+ 10,6	+ 3,8	+ 20,3	+ 55,2	- 7,0	+ 11,9	+ 0,2
3.12 Avoirs	- 5,9	- 3,6	- 0,5	- 0,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9	0,0	- 1,5	- 4,1	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,8	- 1,2	+ 0,1	+ 1,1	- 1,7	+ 1,3	+ 1,7	- 0,6	- 2,9	- 0,5	- 0,2
Total 3	+ 8,6	+ 87,5	- 1,5	+ 27,6	+ 4,6	+ 4,9	+ 20,1	+ 54,6	- 11,4	+ 7,3	- 0,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :											
4.1 Crédits commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4.2 Autres :											
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 6,4	- 3,2	- 3,2	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,3	- 0,1	- 0,3	- 3,1	- 0,4
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 8,1	+ 30,1	+ 16,4	+ 15,4	- 17,6	+ 30,2	- 16,9	- 12,9	+ 31,2	- 55,4	+ 2,5
4.23 Secteur privé :											
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :											
4.2311 Valeurs mob.	- 140,7	- 376,9	- 7,5	- 56,3	- 45,1	- 70,6	- 40,7	- 79,0	- 135,7	- 149,4	- 45,7
4.2312 Investissements directs	- 100,1	- 132,7	- 11,5	- 39,4	- 38,7	- 35,8	- 17,8	- 28,4	- 36,8	- 47,8	- 51,3
4.2313 Immeubles	- 3,0	- 5,8	- 0,7	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 1,3	- 0,9	- 0,9	- 4,2	- 3,2
4.2314 Autres	- 5,6	+ 14,6	+ 2,4	+ 5,4	+ 2,0	- 3,7	- 4,2	- 4,0	+ 28,5	- 21,0	- 42,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :											
4.2321 Valeurs mob.	+ 81,3	+ 288,1	+ 6,7	+ 33,5	+ 18,8	+ 38,2	+ 23,2	+ 53,0	+ 155,8	+ 96,2	+ 62,1
4.2322 Investissements directs	+ 87,3	+ 183,5	+ 22,3	+ 25,8	+ 27,3	+ 95,4	+ 8,0	- 11,9	+ 75,5	+ 55,3	+ 47,1
4.2323 Immeubles	+ 0,2	+ 2,9	- 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,5
4.2324 Autres	+ 67,9	- 41,0	+ 11,3	+ 7,2	+ 47,9	- 23,4	- 7,6	- 16,6	+ 17,1	+ 8,7	- 9,7
Total 4	- 11,0	- 40,4	+ 35,1	- 8,0	- 6,6	+ 26,7	- 56,6	- 100,4	+ 135,4	- 119,5	- 39,3
4.3 Secteur privé	+ 2,1	- 5,1	- 17,3	- 0,6	+ 14,1	- 3,6	- 4,3	+ 13,8	- 5,4	- 25,4	+ 18,1
5. Erreurs et omissions	+ 2,1	- 5,1	- 17,3	- 0,6	+ 14,1	- 3,6	- 4,3	+ 13,8	- 5,4	- 25,4	+ 18,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 10,6	0,0	- 4,3	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	+ 94,1	+ 161,4	+ 46,7	+ 61,8	+ 32,9	+ 65,5	- 16,7	- 16,8	+ 157,2	- 106,0	+ 9,0
7. Financement du total :											
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :											
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :											
7.111 Francs belge et luxem.	- 38,0	- 49,5	- 41,4	- 9,3	+ 23,0	- 19,4	- 33,2	+ 9,4	+ 0,3	- 20,4	- 6,2
7.112 Monnaies étrangères	+ 51,3	+ 185,9	+ 20,0	+ 47,8	+ 24,2	+ 71,6	+ 15,6	- 30,5	+ 150,3	- 90,6	+ 17,8
7.12 Organismes divers	+ 0,1	- 0,2	+ 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	0,0	- 0,3	+ 0,3	0,0
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes) p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	+ 80,7	+ 25,2	+ 68,7	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 1,0	+ 4,3	+ 6,9	+ 4,7	- 2,6

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1985	1986	1987	* 1988	* 1988		* 1989	
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril Mai
1. Opérations courantes ¹	+ 41,3	+ 138,7	+ 103,4	.	- 2,4	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 23,3	+ 144,2	+ 105,0	+ 119,4	+ 15,2	+ 38,6	+ 31,6	+ 30,6
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								
2.1 Crédits commerciaux	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	.	+ 17,6	.	.	.
2.2 Avoirs nets en francs belge et luxembourgeois des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	- 16,2	- 59,0	+ 53,2	+ 90,7	+ 17,5	- 29,5	+ 1,2	+ 12,2
2.21 Au comptant	+ 15,8	- 32,1	+ 44,9	+ 67,9	- 4,1	+ 6,8	+ 11,0	+ 7,8
2.22 A terme	- 32,0	- 26,9	+ 8,3	+ 22,8	+ 21,6	- 36,3	- 9,8	+ 4,4
2.3 Avoirs nets en monnaies étrangères des entreprises et particuliers résidents	+ 26,2	+ 85,5	+ 18,6	- 71,0	- 26,3	+ 14,8	+ 58,4	- 31,3
2.31 Au comptant	- 4,0	+ 49,1	- 51,3	- 106,5	- 51,0	+ 22,2	- 9,4	- 46,4
2.32 A terme	+ 30,2	+ 36,4	+ 69,9	+ 35,5	+ 24,7	- 7,4	+ 67,8	+ 15,1
2.4 Valeurs mobilières	- 94,5	- 93,5	- 63,1	- 135,2	- 27,9	- 25,0	- 78,9	- 2,0
2.41 Actions	+ 7,6	- 0,8	+ 23,4	+ 37,3	+ 7,6	+ 16,9	- 12,5	+ 1,1
2.411 Avoirs de résidents	- 4,8	- 30,7	- 0,5	+ 18,5	- 0,6	+ 15,7	- 20,6	+ 1,4
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 12,4	+ 29,9	+ 23,9	+ 18,8	+ 8,2	+ 1,2	+ 8,1	- 0,3
2.42 Obligations	- 102,1	- 92,7	- 86,5	- 172,5	- 35,5	- 41,9	- 66,4	- 3,1
2.421 Avoirs de résidents	- 114,0	- 107,2	- 114,3	- 211,0	- 42,6	- 69,6	- 58,8	- 15,2
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 11,9	+ 14,5	+ 27,8	+ 38,5	+ 7,1	+ 27,7	- 7,6	+ 12,1
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	+ 50,4	- 40,7	- 12,1	+ 50,0	- 36,1	+ 40,6	+ 4,1	- 11,3
2.51 Avoirs de résidents	- 18,9	- 80,8	- 108,3	- 138,4	- 28,6	- 38,0	- 59,0	- 55,0
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 69,3	+ 40,1	+ 96,2	+ 188,4	- 7,5	+ 78,6	+ 63,1	+ 43,7
2.6 Total (2.1 à 2.5)	- 52,1	- 102,2	- 1,8	.	- 55,2	.	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5)	- 34,1	- 107,7	- 3,4	- 65,5	- 72,8	+ 0,9	- 15,2	- 32,4
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 31,6	- 70,6	- 45,6	- 29,0	- 32,3	- 3,0	+ 13,0	+ 5,0
3.1 Au comptant	- 33,4	- 61,1	+ 32,6	+ 29,3	+ 14,0	- 46,7	+ 71,0	+ 24,5
3.2 A terme	+ 1,8	- 9,5	- 78,2	- 58,3	- 46,3	+ 43,7	- 58,0	- 19,5
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 1,4	- 12,3	- 3,8	- 16,5	- 0,9	- 2,5	- 1,2	- 5,5
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	+ 0,5	- 6,6	- 6,4	- 3,2	- 0,1	- 0,3	- 3,1	- 0,4
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	- 1,9	- 5,7	+ 2,6	- 13,3	- 0,8	- 2,2	+ 1,9	- 5,1
5. Erreurs et omissions	+ 3,6	- 4,3	+ 4,6	- 1,9	+ 16,1	- 5,0	- 24,0	+ 17,0
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or ...	0,0	0,0	- 10,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	- 40,2	- 50,7	+ 46,2	+ 6,5	- 74,7	+ 29,0	+ 4,2	+ 14,7
Financement du total :								
7.1 Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ³	- 31,8	- 57,9	- 34,5	- 18,7	- 79,0	+ 22,1	- 0,5	+ 17,3
7.2 Mouvement des réserves de change nettes de la Banque Nationale de Belgique ⁴	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	+ 4,3	+ 6,9	+ 4,7	- 2,6

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ; signe - : augmentation.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1987 3 premiers mois	28,7	22,5	11,0	9,4	2,8	2,7	0,9	78,0	16,8	5,2
6 premiers mois	28,8	22,3	11,1	9,4	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
9 premiers mois	28,8	22,2	11,3	9,3	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
1988 3 premiers mois	29,0	22,2	11,3	8,9	3,0	2,5	0,9	77,8	16,6	5,6
6 premiers mois	28,9	22,2	11,6	8,9	3,1	2,6	0,9	78,2	16,5	5,3
9 premiers mois	28,5	22,2	11,4	9,0	3,2	2,6	0,9	77,8	16,9	5,3
1989 3 premiers mois	28,9	22,2	10,8	8,7	3,3	2,6	1,0	77,5	17,3	5,2
Recettes d'exportations										
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1987 3 premiers mois	35,7	18,2	15,4	8,3	4,0	3,2	0,9	85,7	10,8	3,5
6 premiers mois	35,5	18,1	15,4	8,4	4,2	3,1	1,0	85,7	10,8	3,5
9 premiers mois	35,5	17,8	15,6	8,3	4,4	3,0	0,9	85,5	10,9	3,6
1988 3 premiers mois	34,8	17,7	15,8	8,4	5,2	2,8	1,0	85,7	10,7	3,6
6 premiers mois	34,4	18,2	15,7	8,3	5,0	2,9	1,0	85,5	10,8	3,7
9 premiers mois	34,6	17,9	15,4	8,3	5,0	2,9	1,0	85,1	11,2	3,7
1989 3 premiers mois	34,7	17,8	15,7	7,5	5,5	2,9	1,1	85,2	11,3	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIII^e année, tome II, n° 4, octobre 1988 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1986 et 1987 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ²	1 Ecu ³
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	—	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	—	44,91
1986	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	—	43,79
1987	37,34	20,78	25,85	6,21	61,11	2,88	28,17	18,44	5,89	25,06	30,28	5,46	295,41	5,54	8,50	26,49	0,35	55,50	—	43,03
1988	36,81	20,94	28,70	6,17	65,37	2,83	29,95	18,60	6,00	25,14	31,57	5,46	297,76	5,64	8,78	25,52	0,21	55,99	25,94	43,42

¹ Pour les périodes composant les années 1981 à 1987, veuillez consulter les publications antérieures.

² La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ¹	1 Ecu
1987 2 ^e trimestre ...	37,43	20,73	26,25	6,21	61,49	2,88	28,11	18,39	5,94	25,12	29,68	5,51	294,90	5,58	8,52	26,68	0,34	55,46	—	43,04
3 ^e trimestre ...	38,16	20,76	25,98	6,22	61,72	2,87	28,87	18,44	5,93	25,03	30,63	5,43	295,15	5,67	8,57	26,47	0,32	55,55	—	43,06
4 ^e trimestre ...	35,64	20,89	26,30	6,19	62,42	2,85	27,21	18,56	5,82	25,42	31,20	5,42	296,82	5,50	8,54	25,88	0,29	55,67	—	43,17
1988 1 ^{er} trimestre ...	35,06	20,91	27,40	6,18	63,00	2,84	27,69	18,62	5,85	25,49	31,02	5,46	297,55	5,51	8,63	25,54	0,25	55,71	26,18	43,23
2 ^e trimestre ...	35,77	20,91	28,44	6,18	65,69	2,82	29,12	18,63	5,99	25,17	31,61	5,47	297,44	5,71	8,79	25,60	0,21	55,95	26,13	43,44
3 ^e trimestre ...	39,13	20,95	29,25	6,19	66,29	2,82	32,09	18,57	6,09	25,00	31,67	5,48	297,97	5,72	8,85	25,62	0,20	56,25	26,06	43,53
4 ^e trimestre ...	37,20	20,96	29,72	6,14	66,58	2,83	30,87	18,58	6,05	24,88	32,00	5,43	298,06	5,63	8,87	25,30	0,16	56,06	25,38	43,48
1989 1 ^{er} trimestre ...	38,75	20,95	30,19	6,16	67,74	2,86	32,53	18,56	6,13	24,54	33,54	5,39	297,91	5,76	9,06	25,48	0,12	55,96	25,07	43,63
2 ^e trimestre ...	40,55	20,94	29,32	6,18	65,71	2,87	33,97	18,57	6,19	23,90	33,29	5,38	297,50	5,78	9,37	25,25	0,11	55,90	24,53	43,49
1988 Juillet	38,62	20,94	29,01	6,21	65,80	2,83	31,98	18,57	6,09	25,20	31,61	5,51	297,72	5,76	8,81	25,70	0,20	56,25	26,15	43,52
Août	39,56	20,95	29,58	6,19	67,12	2,83	32,37	18,56	6,11	24,98	31,88	5,48	298,07	5,74	8,87	25,75	0,21	56,26	26,13	43,62
Septembre	39,15	20,97	29,13	6,16	65,90	2,81	31,92	18,59	6,08	24,83	31,50	5,46	298,10	5,67	8,86	25,42	0,20	56,23	25,90	43,46
Octobre	38,15	20,96	29,60	6,14	66,24	2,81	31,65	18,59	6,08	24,77	31,74	5,44	298,16	5,66	8,86	25,39	0,19	56,11	25,65	43,45
Novembre	36,63	20,96	29,77	6,14	66,29	2,82	30,12	18,58	6,02	24,98	31,87	5,43	298,03	5,58	8,85	25,21	0,16	56,00	25,30	43,44
Décembre	36,80	20,96	29,78	6,14	67,19	2,84	30,80	18,57	6,05	24,89	32,38	5,43	297,99	5,65	8,90	25,31	0,14	56,06	25,19	43,55
1989 Janvier	38,35	20,95	30,18	6,14	68,13	2,86	32,21	18,56	6,13	24,63	33,44	5,41	297,98	5,75	9,04	25,51	0,13	56,04	25,22	43,65
Février	38,83	20,96	30,41	6,16	68,08	2,86	32,69	18,57	6,14	24,64	33,57	5,39	298,01	5,78	9,04	25,52	0,12	55,93	25,11	43,68
Mars	39,08	20,95	30,00	6,18	67,02	2,85	32,72	18,57	6,12	24,34	33,63	5,37	297,75	5,75	9,10	25,41	0,12	55,92	24,89	43,58
Avril	39,16	20,94	29,66	6,19	66,57	2,85	32,96	18,56	6,15	23,77	33,70	5,38	297,48	5,76	9,34	25,32	0,11	55,85	24,61	43,55
Mai	40,94	20,94	29,55	6,19	66,37	2,88	34,30	18,57	6,20	23,61	33,50	5,38	297,56	5,80	9,40	25,33	0,11	55,97	24,63	43,56
Juin	41,47	20,94	28,81	6,17	64,36	2,89	34,60	18,59	6,20	24,25	32,73	5,38	297,46	5,77	9,37	25,13	0,11	55,89	24,38	43,37
Juillet	39,65	20,94	28,23	6,17	64,31	2,89	33,35	18,57	6,13	24,32	33,33	5,39	297,53	5,70	9,28	25,01	0,10	55,92	24,24	43,34

¹ La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)		
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1987	48,26	37,34	37,57	37,63	- 0,08	- 0,17
1988	49,39	36,81	37,06	37,09	- 1,27	- 1,27
1987 2 ^e trimestre	48,44	37,43	37,59	37,63	- 0,13	- 0,13
3 ^e trimestre	48,73	38,16	38,36	38,35	- 0,65	- 0,66
4 ^e trimestre	47,79	35,64	35,79	35,91	- 1,11	- 1,11
1988 1 ^{er} trimestre	47,96	35,06	35,15	35,19	- 0,68	- 0,68
2 ^e trimestre	48,86	35,77	35,94	35,97	- 1,43	- 1,43
3 ^e trimestre	50,73	39,13	39,57	39,60	- 1,24	- 1,25
4 ^e trimestre	49,98	37,20	37,46	37,52	- 1,75	- 1,74
1989 1 ^{er} trimestre	50,98	38,75	38,92	38,92	- 1,84	- 1,83
2 ^e trimestre	51,33	40,55	40,65	40,69	- 1,41	- 1,41
1988 Août	51,11	39,56	40,06	40,11	- 1,35	- 1,36
Septembre	50,64	39,15	39,64	39,66	- 1,05	- 1,05
Octobre	50,34	38,15	38,52	38,62	- 1,40	- 1,39
Novembre	49,72	36,63	36,93	36,95	- 1,84	- 1,84
Décembre	49,89	36,80	36,94	36,97	- 2,02	- 2,01
1989 Janvier	50,82	38,35	38,55	38,51	- 1,77	- 1,76
Février	51,12	38,83	38,99	39,01	- 1,69	- 1,68
Mars	51,02	39,08	39,24	39,25	- 2,05	- 2,05
Avril	50,90	39,16	39,34	39,33	- 2,01	- 2,01
Mai	51,65	40,94	41,00	41,08	- 1,38	- 1,38
Juin	51,45	41,47	41,53	41,59	- 0,89	- 0,90
Juillet	50,42	39,65	39,71	39,77	- 0,60	- 0,60
Août	50,83	40,28	40,37	40,38	- 0,42	- 0,42

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 12 JANVIER 1987 au 18 JUIN 1989

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15	—	346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54		338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100	—	26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389		26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160	—	76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443		72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 lires italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350	—	0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754		0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0	—	11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6		11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	—
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 19 JUIN 1989**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411	133,804
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges		5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
	—	5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas .	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281	6499,98
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964	6121,70
100 liras italiennes ...	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952	9,57600
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943	9,01899
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,49400
100 francs français ...	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais ..	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1177,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1108,77	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1044,20	4,85950	0,540855	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1987	43,04	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19
1988	43,43	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14
1987 2 ^e trimestre	43,04	+ 0,46	+ 1,81	+ 0,51	+ 0,64	+ 1,01	+ 0,37	+ 39	+ 16	- 45	+ 20	+ 12	- 12	+ 19
3 ^e trimestre	43,07	+ 0,70	+ 0,33	+ 0,64	+ 0,23	+ 1,19	+ 0,54	+ 39	+ 5	+ 21	+ 11	+ 19	- 21	+ 12
4 ^e trimestre	43,19	+ 1,42	+ 0,31	+ 1,29	- 0,30	+ 0,63	+ 0,75	+ 48	- 22	+ 30	- 21	+ 31	+ 19	+ 10
1988 1 ^{er} trimestre	43,24	+ 1,72	+ 0,98	+ 1,40	- 0,88	+ 0,52	+ 0,83	+ 50	- 35	+ 2	- 26	+ 40	+ 27	+ 8
2 ^e trimestre	43,44	+ 1,84	+ 1,20	+ 1,43	- 1,69	+ 0,49	+ 1,28	+ 51	- 38	- 6	- 25	+ 51	+ 31	- 10
3 ^e trimestre	43,54	+ 1,44	+ 1,39	+ 1,58	- 1,37	+ 0,63	+ 1,79	+ 54	- 17	- 14	- 34	+ 49	+ 26	- 31
4 ^e trimestre	43,49	+ 1,52	+ 0,50	+ 1,63	- 1,29	- 0,17	+ 1,45	+ 44	- 31	+ 18	- 50	+ 45	+ 60	- 25
1989 1 ^{er} trimestre	43,64	+ 1,40	- 0,31	+ 1,58	- 0,17	+ 0,18	+ 1,28	+ 46	- 24	+ 57	- 45	+ 29	+ 42	- 16
2 ^e trimestre	43,50	+ 1,46	- 0,52	+ 1,50	+ 0,44	+ 0,55	+ 1,16	+ 50	- 22	+ 71	- 34	+ 20	+ 25	- 7
1988 Août	43,62	+ 1,39	+ 1,36	+ 1,59	- 1,09	+ 0,66	+ 1,80	+ 54	- 15	- 12	- 34	+ 45	+ 24	- 32
Septembre	43,47	+ 1,53	+ 1,00	+ 1,66	- 1,77	+ 0,24	+ 1,80	+ 51	- 24	+ 2	- 43	+ 54	+ 45	- 32
Octobre	43,46	+ 1,57	+ 0,63	+ 1,64	- 1,68	- 0,08	+ 1,53	+ 47	- 31	+ 14	- 48	+ 51	+ 57	- 27
Novembre	43,45	+ 1,52	+ 0,46	+ 1,62	- 1,47	- 0,22	+ 1,36	+ 43	- 32	+ 19	- 51	+ 47	+ 61	- 22
Décembre	43,56	+ 1,46	+ 0,40	+ 1,63	- 0,70	- 0,23	+ 1,46	+ 43	- 29	+ 22	- 52	+ 36	+ 62	- 27
1989 Janvier	43,65	+ 1,36	+ 0,05	+ 1,55	- 0,21	- 0,07	+ 1,41	+ 45	- 23	+ 40	- 45	+ 28	+ 54	- 23
Février	43,68	+ 1,43	- 0,35	+ 1,63	+ 0,06	+ 0,11	+ 1,22	+ 47	- 24	+ 61	- 46	+ 25	+ 47	- 12
Mars	43,59	+ 1,42	- 0,62	+ 1,55	- 0,35	+ 0,49	+ 1,19	+ 45	- 25	+ 72	- 44	+ 32	+ 24	- 12
Avril	43,56	+ 1,38	- 0,49	+ 1,50	- 0,25	+ 0,69	+ 1,08	+ 47	- 21	+ 67	- 37	+ 31	+ 15	- 5
Mai	43,57	+ 1,45	- 0,55	+ 1,50	+ 0,59	+ 0,63	+ 1,28	+ 51	- 21	+ 74	- 33	+ 18	+ 22	- 12
Juin	43,39	+ 1,53	- 0,51	+ 1,51	+ 0,93	+ 0,34	+ 1,13	+ 51	- 25	+ 71	- 33	+ 13	+ 38	- 5
Juillet	43,39	+ 1,43	- 0,35	+ 1,51	+ 1,12	+ 0,38	+ 1,20	+ 53	- 18	+ 66	- 30	+ 11	+ 38	- 6
Août	43,42	+ 1,37	- 0,42	+ 1,43	+ 1,70	+ 0,71	+ 1,05	+ 56	- 11	+ 72	- 20	+ 2	+ 24	+ 4

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe 1).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : *Statistiques financières internationales*.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4
1987 2 ^e trimestre	110,7	107,9	99,7	101,1	146,6	223,0	72,0	72,8	47,4	134,8	68,4	173,4	93,1	79,8
3 ^e trimestre	110,3	107,8	99,3	102,6	146,0	218,3	71,8	72,7	47,0	134,4	67,8	171,8	91,1	80,7
4 ^e trimestre	111,2	108,6	100,4	97,0	149,5	229,1	72,5	74,9	47,4	137,7	68,0	178,3	93,1	79,9
1988 1 ^{er} trimestre	111,3	108,9	100,3	94,2	149,3	240,5	72,3	75,4	47,0	138,0	68,2	178,3	93,6	79,8
2 ^e trimestre	110,6	108,4	99,4	93,5	147,3	245,6	71,3	77,6	46,1	136,4	68,5	173,3	92,1	81,1
3 ^e trimestre	109,1	107,2	97,3	99,1	143,6	239,7	69,3	75,8	44,9	132,2	67,4	166,2	89,1	78,4
4 ^e trimestre	110,3	108,6	98,3	94,8	145,2	250,2	69,5	77,1	45,5	133,8	67,9	167,5	89,5	78,2
1989 1 ^{er} trimestre	109,6	108,3	97,0	97,3	142,8	247,8	68,5	77,1	45,3	131,4	67,5	162,0	87,0	78,6
2 ^e trimestre	109,4	108,2	96,4	101,7	141,8	235,7	68,3	74,4	45,4	130,7	67,4	156,1	86,1	78,2
1988 Août	109,0	106,6	97,0	99,6	142,8	240,9	68,9	76,4	44,8	131,4	67,2	164,9	88,5	78,2
Septembre	109,7	107,2	97,5	99,5	144,0	238,9	69,2	75,5	44,8	132,6	67,4	165,3	89,0	77,8
Octobre	110,1	107,7	97,9	96,9	144,5	246,0	69,2	76,3	45,0	133,3	67,8	165,6	89,1	78,0
Novembre	110,9	108,7	98,6	93,9	145,7	252,8	69,8	77,1	45,6	134,3	67,9	169,0	90,0	77,9
Décembre	110,7	108,6	98,3	93,6	145,3	251,8	69,5	78,0	45,7	133,8	68,0	167,8	89,5	78,6
1989 Janvier	110,0	108,0	97,3	96,5	143,2	248,7	68,4	77,7	45,4	131,7	67,6	163,0	87,6	78,7
Février	109,6	107,8	96,9	97,1	142,5	248,9	68,3	77,3	45,3	131,2	67,4	162,3	86,7	78,6
Mars	109,8	108,0	96,9	98,4	142,7	245,2	68,7	76,2	45,2	131,4	67,4	160,5	86,7	78,4
Avril	109,9	108,1	97,0	98,7	142,7	242,3	69,0	75,8	45,3	131,5	67,7	156,9	86,8	78,6
Mai	109,3	107,7	96,0	102,1	141,4	235,9	68,0	75,0	45,3	130,4	67,2	153,6	85,8	78,0
Juin	109,6	108,0	96,2	104,2	141,4	229,0	67,9	72,5	45,5	130,3	67,4	157,9	85,7	77,9
Juillet	*110,4	*108,9	97,2	101,1	143,4	229,3	68,9	73,5	46,1	131,8	67,7	161,1	87,3	78,3
Août	*110,0	*108,7												

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8	
1981	1.127,5	5,7	608,5	87,4	1.829,1	179,5	204,8	384,3	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1	
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1988 Juillet	2.813,3	51,5	1.568,0	107,3	4.540,1	525,4	529,2	1.054,6	5.594,7	647,9	2,1	650,0	6.244,7	
Août	2.805,2	51,5	1.582,3	111,2	4.550,2	516,6	561,1	1.077,7	5.627,9	645,6	2,1	647,7	6.275,6	
Septembre	2.835,1	51,5	1.598,0	86,7	4.571,3	509,0	593,6	1.102,6	5.673,9	644,2	2,1	646,3	6.320,2	
Octobre	2.830,1	51,5	1.577,8	103,2	4.562,6	526,2	575,4	1.101,6	5.664,2	642,3	2,1	644,4	6.308,6	
Novembre	2.824,6	51,5	1.633,9	91,4	4.601,4	531,2	561,2	1.092,4	5.693,8	640,6	2,1	642,7	6.336,5	
Décembre	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989 Janvier	2.918,4	51,5	1.632,1	120,7	4.722,7	531,6	548,2	1.079,8	5.802,5	637,2	2,1	639,3	6.441,8	
Février	2.940,7	51,5	1.708,5	100,7	4.801,4	536,5	553,8	1.090,3	5.891,7	634,9	2,1	637,0	6.528,7	
Mars	3.032,6	51,5	1.809,1	102,1	4.995,3	530,8	553,6	1.084,4	6.079,7	561,5	2,1	563,6	6.643,3	
Avril	3.024,0	51,5	1.768,9	129,4	4.973,8	526,9	543,6	1.070,5	6.044,3	560,3	2,1	562,4	6.606,7	
Mai	3.018,8	45,5	1.906,9	90,5	5.061,7	546,9	527,8	1.074,7	6.136,4	558,0	2,1	560,1	6.696,5	
Juin	3.138,5	45,5	1.845,9	107,9	5.137,8	547,3	528,0	1.075,3	6.213,1	556,1	2,1	558,2	6.771,3	
Juillet	3.148,3	45,5	1.806,0	99,9	5.099,7	544,6	529,0	1.073,6	6.173,3	554,9	2,1	557,0	6.730,3	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements					Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le F.M.I.	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1980	+ 317,9	+ 17,2	+ 3,9	—	—	+ 21,1	296,8
1981	+ 482,3	+ 6,9	+ 20,5	—	—	+ 27,4	454,9
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1988 7 mois	+ 372,2	+ 0,8	+ 21,8	—	+ 23,1	+ 45,7	326,5
8 mois	+ 403,1	+ 1,4	+ 17,6	—	+ 23,4	+ 42,4	360,7
9 mois	+ 447,7	+ 1,4	+ 19,2	—	+ 35,2	+ 55,8	391,9
10 mois	+ 436,1	+ 1,8	+ 17,0	—	+ 35,2	+ 54,0	382,1
11 mois	+ 464,0	+ 2,2	+ 17,3	—	+ 35,2	+ 54,7	409,3
12 mois	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989 1 mois	+ 79,5	- 0,4	+ 4,5	—	—	+ 4,1	75,4
2 mois	+ 166,4	+ 0,4	+ 4,6	—	+ 0,2	+ 5,2	161,2
3 mois	+ 281,0	+ 1,2	+ 1,7	—	+ 13,9	+ 16,8	264,2
4 mois	+ 244,4	+ 0,3	- 2,1	—	+ 13,9	+ 12,1	232,3
5 mois	+ 334,2	+ 3,6	+ 8,3	—	+ 14,2	+ 26,1	308,1
6 mois	+ 409,0	+ 4,5	+ 6,5	—	+ 32,4	+ 43,4	365,6
7 mois	+ 368,0	+ 5,1	+ 3,2	—	+ 32,4	+ 40,7	327,3

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}						Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions	
	Opérations courantes			Opérations en capital						Solde budgétaire
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1980	1.030,0	1.177,9	- 147,9	12,6	160,5	- 147,9	- 295,8	- 1,0	- 296,8	.
1981	1.080,3	1.345,3	- 265,0	13,9	198,1	- 184,2	- 449,2	- 5,7	- 454,9	.
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1988 6 mois	778,9	1.064,6	- 285,7	8,2	77,5	- 69,3	- 355,0	+ 10,4	- 344,6	(- 9,5)
7 mois	958,7	1.189,7	- 231,0	10,2	88,8	- 78,6	- 309,6	- 16,9	- 326,5	(- 7,0)
8 mois	1.074,9	1.326,8	- 251,9	11,4	103,6	- 92,2	- 344,1	- 16,6	- 360,7	(- 12,7)
9 mois	1.175,4	1.452,3	- 276,9	12,8	113,3	- 100,5	- 377,4	- 14,5	- 391,9	(- 12,3)
10 mois	1.321,5	1.595,5	- 274,0	14,2	123,3	- 109,1	- 383,1	+ 1,0	- 382,1	(- 18,0)
11 mois	1.424,9	1.701,5	- 276,6	15,4	133,0	- 117,6	- 394,2	- 15,1	- 409,3	(- 19,2)
12 mois	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989 1 mois	140,0	221,7	- 81,7	1,4	21,2	- 19,8	- 101,5	+ 26,1	- 75,4	(- 13,3)
2 mois	247,2	387,6	- 140,4	2,5	34,0	- 31,5	- 171,9	+ 10,7	- 161,2	(+ 30,6)
3 mois	365,8	587,2	- 221,4	3,9	47,8	- 43,9	- 265,3	+ 1,1	- 264,2	(- 2,4)
4 mois	581,4	758,7	- 177,3	5,2	61,2	- 56,0	- 233,3	+ 1,0	- 232,3	(- 8,9)
5 mois	688,0	923,6	- 235,6	6,4	70,5	- 64,1	- 299,7	- 8,4	- 308,1	(- 34,4)
6 mois	829,1	1.125,9	- 296,8	8,0	81,6	- 73,6	- 370,4	+ 4,8	- 365,6	(+ 16,3)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1988 5 premiers mois	1989 5 premiers mois	1988 6 premiers mois	1989 6 premiers mois
A. Recettes courantes²	1.080,3	1.216,2	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	644,4	688,0	778,9	829,1
I. Recettes fiscales	1.022,1	1.141,2	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	622,6	662,2	752,0	794,3
1. Impôts directs	609,4	696,7	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	384,5	404,4	464,8	480,7
dont :												
— précompte professionnel ³	394,0	430,7	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	236,3	246,1	294,2	302,3
— versements anticipés	114,8	133,5	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	78,7	92,9	80,8	94,9
— impôts des sociétés (rôles)	1,7	7,7	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 7,6	- 8,5	- 7,1	- 9,0
— impôts des personnes physiques (rôles)	15,0	28,2	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	4,4	1,1	3,4	- 0,1
— précompte mobilier	65,6	74,9	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	61,7	61,2	79,8	78,8
2. Douanes et accises	97,0	111,1	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	59,3	63,7	71,5	77,2
3. T.V.A. et enregistrement	315,7	333,4	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	178,8	194,1	215,7	236,4
II. Recettes non fiscales	58,2	75,0	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	21,8	25,8	26,9	34,8
B. Recettes en capital⁴	13,9	13,6	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	6,8	6,4	8,2	8,0
I. Recettes fiscales	12,2	11,4	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	6,5	5,8	7,8	7,1
II. Recettes non fiscales	1,7	2,2	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	0,3	0,6	0,4	0,9
C. Recettes totales [A + B]	1.094,2	1.229,8	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	651,2	694,4	787,1	837,1
I. Recettes des Voies et Moyens	1.025,5	1.163,9	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	605,4	412,3	732,7	503,7
II. Recettes cédées	35,7	36,9	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	25,5	27,9	30,8	33,8
III. Recettes ristournées plus recettes affectées⁵	33,0	29,0	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	20,3	253,7	23,6	298,8
IV. Moyens propres des communautés et régions	—	—	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,8

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁴ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁵ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total général
	Solde net à financer du Trésor ¹	Nouvelle dette des communautés et des régions ²	Autres ³	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)
1980	- 297	—	- 36	- 333	- 58	- 8	- 399
1981	- 455	—	- 62	- 517	- 63	- 7	- 587
1982	- 509	- 2	- 71	- 581	- 27	+ 23	- 585
1983	- 524	+ 1	- 66	- 589	- 27	+ 13	- 603
1984	- 504	...	- 36	- 540	- 12	+ 39	- 512
1985	- 571	...	- 44	- 615	- 10	+ 49	- 576
1986 12 mois	- 556	...	- 46	- 601	- 15	+ 32	- 584
1987 3 mois	- 251	...	- 32	- 283	+ 25	- 2	- 260
6 mois	- 413	...	- 42	- 454	+ 10	- 5	- 450
9 mois	- 443	...	- 81	- 524	+ 15	- 12	- 520
12 mois	- 431	...	- 98	- 529	- 3	+ 11	- 521
1988 3 mois	- 250	...	- 34	- 283	+ 21	- 24	- 287
6 mois	- 344	...	- 44	- 388	+ 4	- 28	- 412
9 mois	- 392	...	- 71	- 463	+ 10	- 31	- 484
12 mois	- 434	...	- 61	- 495	- 7	+ 15	- 486
1989 3 mois	- 264	...	- 25	- 289	+ 2	- 14	- 301

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements						Total général (7) = (1) + (6)	Formation d'actifs financiers en franc belge (8)	Solde ² (9) = (7) - (8)
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge			à plus d'un an (5)	total (6) = (4) + (5)			
		à un an au plus							
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹ (2)	autres (3)	total (4) = (2) + (3)					
1980	+ 95	+ 25	+ 148	+ 173	+ 131	+ 304	+ 398	- 1	+ 399
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 109	+ 347	+ 571	- 16	+ 587
1982	+ 243	+ 31	+ 189	+ 221	+ 151	+ 371	+ 615	+ 30	+ 585
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 386	+ 491	+ 625	+ 22	+ 603
1984	+ 155	+ 12	+ 66	+ 78	+ 337	+ 416	+ 571	+ 59	+ 512
1985	+ 34	- 18	+ 53	+ 35	+ 561	+ 596	+ 631	+ 55	+ 576
1986 12 mois	+ 62	+ 28	+ 285	+ 313	+ 234	+ 547	+ 610	+ 25	+ 584
1987 3 mois	- 11	- 25	+ 188	+ 162	+ 110	+ 273	+ 262	+ 2	+ 260
6 mois	- 20	- 74	+ 174	+ 100	+ 371	+ 471	+ 451	+ 2	+ 450
9 mois	+ 14	- 108	+ 235	+ 127	+ 406	+ 533	+ 547	+ 26	+ 520
12 mois	+ 32	- 82	+ 217	+ 135	+ 385	+ 521	+ 553	+ 32	+ 521
1988 3 mois	- 49	- 32	+ 131	+ 99	+ 234	+ 333	+ 284	- 3	+ 287
6 mois	- 42	- 11	+ 184	+ 173	+ 272	+ 444	+ 402	- 10	+ 412
9 mois	+ 36	- 28	+ 83	+ 55	+ 386	+ 441	+ 477	- 7	+ 484
12 mois	+ 20	- 21	+ 37	+ 17	+ 493	+ 510	+ 529	+ 43	+ 486
1989 3 mois	- 3	- 55	+ 312	+ 257	+ 28	+ 285	+ 282	- 19	+ 301

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes					Actifs financiers en franc belge (6)	Dettes nettes		Ajustements ² (9)	Déficit financier net des pouvoirs publics ³ (10) = (8) - (9)
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge			Total général (5) = (1) + (4)		Encours (7) = (5) - (6)	Variations nominales (8)		
		à un an au plus ¹ (2)	à plus d'un an (3)	total (4) = (2) + (3)						
1980	159	582	2.078	2.660	2.819	375	2.443	+ 420	+ 21	399
1981	404	827	2.187	3.014	3.418	359	3.058	+ 615	+ 27	587
1982	683	1.055	2.338	3.393	4.076	389	3.687	+ 626	+ 42	585
1983	868	1.193	2.724	3.917	4.785	411	4.373	+ 683	+ 81	603
1984 Anc. série ⁴	1.063	1.278	3.061	4.339	5.401	470	4.931	+ 557	+ 45	512
Nouv. série ⁴	1.063	1.259	3.063	4.322	5.384	452	4.932			
1985	1.031	1.303	3.624	4.926	5.957	507	5.451	+ 522	- 54	576
1986 Décembre	1.048	1.601	3.858	5.460	6.508	532	5.975	+ 526	- 58	584
1987 Mars	1.021	1.765	3.972	5.738	6.759	534	6.225	+ 250	- 10	260
Juin	1.017	1.697	4.233	5.930	6.947	534	6.413	+ 437	- 12	450
Septembre	1.053	1.725	4.268	5.993	7.046	559	6.487	+ 512	- 8	520
Décembre	1.070	1.733	4.248	5.981	7.050	564	6.487	+ 512	- 10	521
1988 Mars	1.025	1.833	4.481	6.314	7.339	561	6.778	+ 292	+ 5	287
Juin	1.042	1.907	4.519	6.426	7.468	554	6.914	+ 428	+ 16	412
Septembre	1.125	1.789	4.634	6.423	7.548	557	6.991	+ 505	+ 21	484
Décembre	1.108	1.752	4.741	6.493	7.600	607	6.993	+ 507	+ 21	486
1989 Mars	1.107	2.011	4.768	6.779	7.885	588	7.298	+ 304	+ 3	301

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).

² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.

⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
1977	40	37	3	15	13-07-1977
				0	05-10-1977
				15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987 Mars	221	37	184	210	05-01-1983
Juin	173	37	136	210	05-01-1983
Septembre	139	37	102	180	23-09-1987
Décembre	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Mars	134	37	97	160	30-03-1988
Juin	154	37	117	160	30-03-1988
Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988
Juin	94	37	57	130	08-06-1989
Août	68	37	31	130	08-06-1989

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,2	—	0,0	0,0	0,3	226,9	—	55,8	14,5	0,0	3,0	300,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.011,3	—	28,1	22,1	0,0	0,0	1.079,6
Obligations	15,1	2,0	0,0	0,0	0,8	11,0	16,1	—	27,7	0,5	63,9	0,0	137,1
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	—	625,1	749,2	202,0	0,0	1.579,9
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	283,9	0,0	0,0	—	3,4	1,3	6,0	0,0	322,6
(Actions et parts)	(1.519,6)	(13,0)	(28,9)	(11,4)	(0,2)	(0,0)	(7,2)	(—)	(8,4)	(0,3)	(67,3)	(0,0)	(1.656,3)
Total ...	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	271,9	3,0	3.419,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	16,7	—	0,0	8,0	0,0	0,0	26,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	31,3	0,5	0,0	0,1	0,7	0,0	19,3	3,2	20,4	13,6	13,7	0,0	102,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	53,0	27,6	0,0	18,7	28,3	7,1	17,0	151,7
Autres emprunts à plus d'un an	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	17,6	8,4	—	2,2	81,8	1,2	0,0	116,5
Divers	31,2	0,7	22,5	2,1	0,7	7,4	0,6	—	0,0	0,0	0,0	20,4	85,6
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,5)	(28,9)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(1,9)	(1,1)	(2,6)	(0,7)	(82,9)
Total ...	68,1	1,2	22,5	2,2	1,4	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	22,0	37,4	483,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	27,5	0,0	—	1,6	0,0	2,6	94,6	0,0	0,0	0,0	0,0	57,4	183,7
Certificats à un an au plus	—	3,6	—	0,7	0,5	528,1	779,3	216,3	249,8	166,5	0,0	0,0	1.944,8
Obligations accessibles à tout placeur	670,8	13,8	—	15,1	22,5	38,4	671,5	38,0	467,6	319,8	230,1	0,0	2.487,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	436,7	207,7	0,0	101,3	136,2	9,7	0,0	891,6
Divers	0,0	26,2	—	0,0	36,8	0,1	3,5	0,0	19,9	14,3	3,2	0,0	104,0
Total ...	698,3	43,6	—	17,4	59,8	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	243,0	57,4	5.611,7
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	89,6	—	0,0	13,0	0,0	0,0	102,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,3	0,1	0,0	0,4	0,6	0,0	22,2	2,5	25,4	36,2	16,1	0,0	124,8
Obligations accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,2	70,2	0,0	64,3	26,2	9,6	14,2	200,7
Obligations non accessibles à tout placeur	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	68,1	479,1	0,0	0,0	557,9
Autres emprunts à plus d'un an	16,3	2,0	34,0	0,0	0,0	0,0	9,3	—	0,0	16,6	0,0	0,0	78,2
Divers	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
(Actions et parts)													
Total ...	37,6	12,8	34,0	0,4	0,6	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	25,7	14,2	1.064,3
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	—	0,0	0,0	—	0,0	6,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	0,0	20,2	6,0	7,9	0,0	47,1
Réserves de sécurité sociale	58,8	—	—	—	—	20,8	—	—	—	—	—	—	79,6
Divers	171,5	0,2	18,5	0,0	0,0	0,0	3,0	—	2,0	14,6	2,4	56,2	268,4
Total ...	231,2	0,2	18,5	0,0	0,0	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	10,3	56,2	401,1
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	11,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	11,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,8	122,1	—	13,0	20,5	0,0	2,0	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	749,7	—	17,6	0,0	0,0	0,0	767,3
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.685,2	—	—	—	—	—	3.685,2
Obligations	103,8	0,0	0,0	0,1	0,3	—	436,2	0,0	73,6	18,2	15,3	0,0	647,5
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	117,3	—	—	—	22,4	—	—	—	—	—	139,7
Divers	0,0	16,9	38,2	0,0	4,0	—	18,0	—	136,5	3,3	0,0	0,0	216,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(23,8)	(—)	(0,8)	(—)	(11,5)	(0,0)	(39,4)
Total ...	103,8	16,9	155,5	0,1	4,3	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	2,0	5.628,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	938,8	10,6	2,7	36,5	8,8	—	—	0,0	28,9	5,0	9,2	0,0	1.040,5
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	17,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	39,6
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.836,9	—	—	—	—	—	—	5.836,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	113,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	113,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	607,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	607,3
Autres dépôts à un an au plus	513,4	0,1	—	0,0	6,6	—	—	—	0,0	9,1	0,0	0,0	529,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	479,8	0,0	0,0	0,0	—	0,0	479,8
Dépôts à plus d'un an	36,1	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	2,4	0,0	0,0	0,0	38,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	446,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	—	1,9	1,3	1,0	0,0	451,9
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	41,7	26,7	0,0	565,6	635,0
(Actions et parts)	(73,8)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,9)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(86,3)
Total ...	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	565,6	9.772,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	6,4	6,1	—	0,6	0,0	—	0,0	13,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	209,4	—	0,0	0,0	—	—	209,4
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,9	12,7	—	10,4	4,2	—	—	44,2
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	0,9	270,4
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	88,8	0,0	0,0	0,2	10,8	0,1	0,0	—	0,1	2,8	12,9	0,0	115,7
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,1	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	0,0	—	0,0	0,0	48,7	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	49,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	863,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	863,4
Autres dépôts à un an au plus	95,4	0,7	0,4	0,3	17,4	21,5	0,0	—	1,5	0,9	37,0	0,0	175,1
Dépôts à plus d'un an	100,9	0,0	—	0,0	0,0	3,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,9
Bons de caisse à un an au plus	70,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	601,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,0	—	1,6	0,5	2,7	0,0	607,4
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	77,9	0,0	1,1	24,3	0,0	95,8	83,8	0,0	5,3	1,1	0,0	84,6	373,9
(Actions et parts)	(16,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,9)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(21,2)
Total ...	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	84,6	2.363,3
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	19,6	0,0	—	0,7	0,2	—	0,1	—	0,1	0,0	0,8	0,0	21,5
Argent à très court terme (franc belge)	0,3	—	—	0,0	—	0,4	0,0	0,0	1,7	1,5	—	0,0	3,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	—	0,0	9,3	0,0	0,0	10,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	258,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	258,8
Autres dépôts à un an au plus	59,9	7,8	0,0	45,1	15,2	3,7	0,1	—	1,1	0,0	2,1	0,0	135,0
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	—	1,5	1,2	0,0	0,0	91,8
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	29,9	—	0,8	0,0	0,0	0,0	34,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	866,9	0,4	0,0	4,3	3,4	0,2	70,5	3,9	51,5	47,6	38,0	0,0	1.086,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,3	103,4	58,5	—	92,8	12,8	17,2	0,0	285,0
Divers	3,5	0,1	137,0	3,5	14,6	30,8	86,5	—	1,2	13,7	0,0	197,6	488,5
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total ...	1.297,2	8,3	137,0	53,6	33,7	142,4	247,3	3,9	150,7	86,1	58,1	197,6	2.415,9
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	92,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	92,7
Réserves mathématiques	710,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	710,1
Divers	9,3	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,1	0,0	0,0	2,3	12,0
(Actions et parts)	(6,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,3)	(0,0)	(6,7)
Total ...	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,3	814,8
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	—	800,9
Total des créances	7.836,7	135,2	390,1	135,1	446,2	7.330,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	741,7	1.021,2	33.045,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	179,9	—	66,8	13,0	0,2	3,5	264,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.225,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.298,5
Obligations	7,0	1,7	0,0	0,0	0,0	11,6	19,4	—	23,1	0,1	50,9	0,0	113,8
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,5	0,0	1.727,6
Divers	0,0	10,1	15,0	0,0	3	0,0	0,0	—	3,7	1,6	6,1	0,0	3
(Actions et parts)	(1.801,7)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(0,0)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(1.935,0)
Total ...	32,4	12,5	15,0	0,0	3	12,0	1.425,0	—	788,8	879,4	268,7	3,5	3
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	31,9	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,6	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	56,7	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	18,8	135,2
Autres emprunts à plus d'un an	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	8,7	—	7,0	74,1	1,2	0,0	118,3
Divers	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
Total ...	66,4	1,7	27,5	2,4	1,7	87,8	57,4	2,6	43,3	120,6	16,7	40,6	468,7
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur	719,7	13,2	—	15,7	22,7	71,1	773,1	32,5	537,6	350,7	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	416,6	177,7	0,0	123,9	149,1	11,6	0,0	878,9
Divers	0,0	18,6	—	0,0	36,6	0,0	3,4	0,0	22,4	21,2	3,1	0,0	105,3
Total ...	781,7	31,9	—	27,0	60,1	1.121,4	1.862,5	172,4	940,1	763,2	297,6	53,2	6.111,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur	39,2	0,1	0,0	0,4	0,6	0,0	20,3	2,8	24,9	45,1	13,5	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	9,3	73,0	0,0	71,5	26,2	9,5	0,0	189,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers	18,0	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	68,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	57,2	12,4	25,2	0,4	0,6	9,3	201,7	2,8	166,3	587,9	23,0	0,0	1.086,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,5	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,3	0,0	41,6
Réserves de sécurité sociale	3	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	3	3
Divers	3	0,4	12,1	0,0	0,0	0,0	4,3	—	0,7	14,7	2,5	3	3
Total ...	3	0,4	12,1	0,0	1,3	21,4	13,3	0,0	20,4	21,8	7,8	3	3
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations	133,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,6	23,4	15,2	0,0	692,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers	0,0	16,2	37,5	0,0	4,0	—	20,6	—	162,9	16,8	0,0	0,0	258,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(47,5)
Total ...	133,5	16,2	156,9	0,0	4,0	3,1	5.315,3	0,0	280,5	61,2	15,2	2,7	5.988,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	961,7	13,0	2,9	44,0	8,8	—	—	0,0	39,3	5,7	15,7	0,0	1.091,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	15,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	27,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	—	6.119,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6
Autres dépôts à un an au plus	580,0	0,1	—	0,0	6,6	—	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	508,8	0,0	0,0	0,0	—	0,0	508,8
Dépôts à plus d'un an	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	454,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	—	2,3	1,3	3,9	0,0	462,5
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	32,9	0,0	630,3	726,2
(Actions et parts)	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(91,4)
Total	2.860,7	13,1	3,5	44,0	15,4	6.131,7	525,4	0,0	105,1	47,5	19,6	630,3	10.396,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,6	23,5	—	7,7	0,0	—	—	47,8
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5
Total	—	—	2,8	0,0	—	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	0,7	185,5
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	98,1	0,0	0,0	0,2	9,5	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,2
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	58,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1
Autres dépôts à un an au plus	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2
Dépôts à plus d'un an	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1
Bons de caisse à un an au plus	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	605,1	0,0	—	0,1	0,0	1,5	2,7	—	3,0	0,3	1,8	0,0	614,5
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	124,3	117,8	0,0	11,0	3,0	0,0	97,0	467,6
(Actions et parts)	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)
Total	2.047,8	0,8	1,7	21,7	26,3	222,6	122,9	0,0	17,1	10,2	53,4	97,0	2.621,5
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	21,8	0,0	—	0,7	0,0	—	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9
Argent à très court terme (franc belge)	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	307,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	307,9
Autres dépôts à un an au plus	72,7	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	169,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	901,6	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	40,3	42,8	34,7	0,0	1.092,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,2	106,6	69,8	—	102,3	18,6	16,4	0,0	313,9
Divers	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	65,7	173,7	—	3,3	35,6	0,0	223,3	656,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total	1.397,1	10,1	131,5	71,8	33,8	176,7	342,0	4,4	153,7	101,4	54,8	223,3	2.700,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	99,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	99,7
Réserves mathématiques	765,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	765,3
Divers	10,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	3,5	14,0
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total	875,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	879,0
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	3	0,0	490,6	5,3	120,2	145,7	41,2	—	3
Total des créances	3	124,7	376,2	167,3	3	7.805,7	10.509,7	187,5	2.644,2	2.738,9	798,0	3	3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

³ Non encore disponible.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalemment monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	+ 0,2	—	0,0	0,0	+ 0,1	- 47,0	—	+ 11,0	- 1,5	+ 0,2	+ 0,5	- 36,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 7,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 222,5	—	- 0,8	- 2,0	0,0	0,0	+ 227,0
Obligations	- 8,1	- 0,3	0,0	0,0	- 0,8	+ 0,6	+ 3,3	—	- 4,6	- 0,4	- 13,0	0,0	- 23,3
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 42,8	+ 95,4	+ 9,5	0,0	+ 147,7
Divers	0,0	- 3,0	+ 0,1	0,0	^s	+ 93,0	0,0	—	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	0,0	^s
(Actions et parts)	(+ 186,5)	(+ 2,0)	(- 1,7)	(- 1,8)	(0,0)	(+ 47,3)	(+ 12,0)	(—)	(+ 2,4)	(0,0)	(- 16,3)	(0,0)	(+ 230,4)
Total ...	- 0,8	- 3,1	+ 0,1	0,0	^s	+ 93,7	+ 178,8	—	+ 48,7	+ 91,8	- 3,2	+ 0,5	^s
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7	- 4,6	—	0,0	+ 1,0	0,0	0,0	- 4,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,6	+ 0,5	0,0	0,0	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,6	+ 0,2	- 1,5	- 2,2	0,0	- 3,5
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,7	- 9,9	0,0	- 3,0	- 6,0	- 3,1	+ 1,8	- 16,5
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,8	+ 0,3	—	+ 4,8	- 7,7	0,0	0,0	+ 1,8
Divers	- 1,9	0,0	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,8	- 0,6	—	0,0	+ 2,8	0,0	+ 1,4	+ 8,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(- 0,1)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 1,2)
Total ...	- 1,7	+ 0,5	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,3	+ 8,6	- 15,2	- 0,6	+ 2,0	- 11,4	- 5,3	+ 3,2	- 14,4
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 34,5	0,0	—	+ 7,9	0,0	+ 3,4	- 3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	- 4,2	+ 38,1
Certificats à un an au plus	—	- 3,5	—	+ 1,1	+ 0,3	+ 102,8	+ 37,9	- 76,4	+ 6,4	+ 75,7	0,0	0,0	+ 144,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 48,9	- 0,6	—	+ 0,6	+ 0,2	+ 32,7	+ 101,6	- 5,5	+ 70,0	+ 30,9	+ 52,8	0,0	+ 331,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	- 14,7	- 29,1	0,0	+ 22,6	+ 12,9	+ 1,9	0,0	- 6,4
Divers	0,0	- 7,6	—	0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,1	0,0	+ 2,5	+ 6,9	- 0,1	0,0	+ 1,3
Total ...	+ 83,4	- 11,7	—	+ 9,6	+ 0,3	+ 124,1	+ 106,8	- 81,9	+ 101,5	+ 126,4	+ 54,6	- 4,2	+ 508,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,5	—	0,0	+ 10,5	0,0	0,0	+ 22,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 17,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,9	+ 0,3	- 0,5	+ 8,9	- 2,6	0,0	+ 22,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 6,9	+ 2,8	0,0	+ 7,2	0,0	- 0,1	- 14,2	+ 11,2
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 1,8	- 2,3	0,0	0,0	- 0,5
Divers	+ 1,7	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	0,0	- 2,1	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	- 9,9
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	+ 19,6	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	- 6,9	+ 10,3	+ 0,3	+ 8,5	+ 16,8	- 2,7	- 14,2	+ 22,5
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 3,7	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,6	0,0	0,0	0,0	+ 1,3	0,0	- 5,4	0,0	- 0,5	+ 1,1	- 2,6	0,0	- 5,5
Réserves de sécurité sociale	^s	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	^s
Divers	^s	+ 0,2	- 6,4	0,0	0,0	0,0	+ 1,3	—	- 1,3	+ 0,1	+ 0,1	^s	^s
Total ...	^s	+ 0,2	- 6,4	0,0	+ 1,3	+ 0,6	- 7,8	0,0	- 1,8	+ 1,2	- 2,5	^s	^s
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	- 5,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 5,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,3	- 38,8	—	- 0,8	+ 0,5	0,0	+ 0,7	- 38,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 8,2	—	+ 7,2	0,0	0,0	0,0	- 1,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 305,6	—	—	—	—	—	+ 305,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 27,1	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 27,1
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 27,6	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 27,6
Obligations	+ 138,8 ⁴	0,0	—	- 0,1	- 0,3	—	+ 3,2	0,0	+ 7,0	+ 5,2	- 0,1 ⁴	0,0	+ 153,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 5,3	—	—	—	- 3,3	—	—	—	—	- 3,2	- 1,2
Divers	+ 111,2	- 0,7	- 0,7	0,0	0,0	—	+ 2,6	—	+ 26,4	+ 13,5	0,0	+ 100,2	+ 252,5
(Actions et parts)	(+ 9,2) ⁴	(0,0)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(—)	(+ 13,7)	(—)	(+ 1,7)	(—)	(- 7,2) ⁴	(0,0)	(+ 17,3)
Total ...	+ 304,7	- 0,7	+ 4,6	- 0,1	- 0,3	+ 0,3	+ 255,2	0,0	+ 39,8	+ 19,2	- 0,1	+ 97,7	+ 720,3

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 22,9	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	0,0	- 9,9	- 1,9	0,0	+ 10,4	+ 0,7	+ 6,5	0,0	+ 50,6
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 11,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 319,5	-	-	-	-	-	-	+ 319,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 22,6	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	- 5,6	+ 17,0
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 83,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 83,3
Autres dépôts à un an au plus	+ 66,6	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	- 1,5	0,0	0,0	+ 65,1
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 29,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 29,0
Dépôts à plus d'un an	+ 7,6	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	- 0,9	0,0	0,0	0,0	+ 6,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,1	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	+ 0,3	-	+ 0,4	0,0	+ 2,9	0,0	+ 10,6
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 20,3	+ 6,2	0,0	+ 33,6	+ 60,1
(Actions et parts)	(+ 5,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(- 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 5,1)
Total ...	+ 210,1	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	- 0,1	+ 309,6	+ 27,4	0,0	+ 30,2	+ 5,4	+ 9,4	+ 28,0	+ 630,1
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	0,0	-	- 3,3	- 3,6	-	+ 0,4	0,0	-	0,0	- 6,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	- 81,8	-	0,0	0,0	-	-	- 81,8
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	- 0,3	+ 10,8	-	- 2,7	- 4,2	-	-	+ 3,6
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	- 0,2	- 0,2
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	- 3,6	- 74,6	-	- 2,3	- 4,2	-	- 0,2	- 84,9
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 9,3	0,0	0,0	0,0	- 1,3	+ 0,5	0,0	-	+ 0,1	+ 2,6	+ 1,3	0,0	+ 12,5
Argent à très court terme (franc belge)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	- 1,7	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,8	0,0	-	0,0	0,0	+ 7,4	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 9,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 91,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 91,7
Autres dépôts à un an au plus	+ 14,1	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,6	+ 15,1	0,0	-	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,4	0,0	+ 31,1
Dépôts à plus d'un an	- 1,3	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8
Bons de caisse à un an au plus	+ 15,4	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 3,6	0,0	-	0,0	0,0	+ 1,5	+ 1,7	-	+ 1,4	- 0,2	- 0,9	0,0	+ 7,1
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 14,2	0,0	+ 0,2	- 3,2	0,0	+ 28,5	+ 34,0	0,0	+ 5,7	+ 1,9	0,0	+ 12,4	+ 93,7
(Actions et parts)	(+ 3,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,6)
Total ...	+ 148,8	+ 0,1	+ 0,2	- 3,2	- 1,9	+ 53,5	+ 34,0	0,0	+ 8,6	+ 4,9	+ 0,8	+ 12,4	+ 258,2
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 2,2	0,0	-	0,0	- 0,2	-	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,4	0,0	+ 2,4
Argent à très court terme (franc belge)	+ 0,1	-	-	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	+ 0,2	- 0,1	-	0,0	+ 1,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7	-	0,0	- 6,8	- 0,0	0,0	- 7,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 49,1	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 49,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 12,8	+ 2,0	0,0	+ 17,6	+ 0,8	- 1,7	0,0	-	+ 3,0	0,0	+ 0,4	0,0	+ 34,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	- 0,1	- 0,7	0,0	0,0	- 1,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	+ 6,0	-	- 0,5	0,0	0,0	0,0	+ 3,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 34,7	- 0,2	0,0	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	- 9,4	+ 0,5	- 11,2	- 4,8	- 3,3	0,0	+ 5,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	+ 3,2	+ 11,3	-	+ 9,5	+ 5,8	- 0,8	0,0	+ 28,9
Divers	+ 0,8	0,0	- 5,5	+ 0,5	+ 0,1	+ 34,9	+ 87,2	-	+ 2,1	+ 21,9	0,0	+ 25,7	+ 167,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 99,9	+ 1,8	- 5,5	+ 18,2	+ 0,1	+ 34,3	+ 94,7	+ 0,5	+ 3,0	+ 15,3	- 3,3	+ 25,7	+ 284,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 7,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 7,0
Réserves mathématiques	+ 55,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 55,2
Divers	+ 1,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,2	+ 2,0
(Actions et parts)	(- 2,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,2)	(-)	(0,0)	(0,0)	(- 3,0)
Total ...	+ 63,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,2	+ 64,2
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	⁵	- 3,2	- 14,0	- 2,3	+ 23,3	+ 23,6	+ 8,6	-	⁵
Total des créances	⁵	- 10,5	- 10,7	+ 32,2	⁵	+ 611,0	+ 595,6	- 84,0	+ 261,4	+ 289,0	+ 56,3	⁵	⁵

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

⁵ Non encore disponible.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	351,7	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	271,9	3.053,9	3,0	3.419,9
2. Organismes publics d'exploitation	68,1	1,2	22,5	2,2	1,4	95,4	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	22,0	271,1	37,4	483,1
3. Etat (Trésor)	698,3	43,6	—	17,4	59,8	819,1	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	243,0	3.729,3	57,4	5.611,7
4. Secteur public non compris ailleurs	37,6	12,8	34,0	0,4	0,6	85,4	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	25,7	948,5	14,2	1.064,3
5. Sécurité sociale	231,2	0,2	18,5	0,0	0,0	249,9	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	10,3	74,2	56,2	401,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.068,4	73,4	89,9	20,0	349,8	1.601,5	1.133,4	3.296,0	260,0	1.800,0	2.148,1	572,9	8.077,0	168,2	10.980,1
7. Etranger	103,8	16,9	155,5	0,1	4,3	280,6	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	5.342,7	2,0	5.628,1
8. Organismes principalement monétaires	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	2.722,2	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	625,2	565,6	9.772,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	243,4	0,9	270,4
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	1.954,3	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	155,3	84,6	2.363,3
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.297,2	8,3	137,0	53,6	33,7	1.529,8	142,4	247,3	3,9	150,7	86,1	58,1	546,1	197,6	2.415,9
12. Autres institutions ¹	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	812,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	2,3	814,8
13. Total des intermédiaires financiers	6.664,5	19,7	144,7	115,0	77,6	7.021,5	6.193,8	1.062,4	3,9	245,2	137,7	120,9	1.570,1	851,0	15.636,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	39,7	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	761,2	—	800,9
15. Total des créances	7.836,7	135,2	390,1	135,1	446,2	8.943,3	7.330,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	741,7	15.751,0	1.021,2	33.045,5
Solde des créances et des dettes ...	4.416,8	-347,9	-5.221,6	-929,2	45,1	-2.036,8	1.701,9	133,1	1,1	19,5	34,0	-73,1	114,6	220,3	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	32,4	12,5	15,0	0,0	²	²	12,0	1.425,0	—	788,8	879,4	268,7	3.361,9	3,5	²
2. Organismes publics d'exploitation	66,4	1,7	27,5	2,4	1,7	99,7	87,8	57,4	2,6	43,3	120,6	16,7	240,6	40,6	468,7
3. Etat (Trésor)	781,7	31,9	—	27,0	60,1	900,7	1.121,4	1.862,5	172,4	940,1	763,2	297,6	4.035,8	53,2	6.111,1
4. Secteur public non compris ailleurs	57,2	12,4	25,2	0,4	0,6	95,8	9,3	201,7	2,8	166,3	587,9	23,0	981,7	0,0	1.086,8
5. Sécurité sociale	²	0,4	12,1	0,0	1,3	²	21,4	13,3	0,0	20,4	21,8	7,8	63,3	²	²
6. Total des secteurs nationaux non financiers	²	58,9	79,8	29,8	²	²	1.251,9	3.559,9	177,8	1.958,9	2.372,9	613,8	8.683,3	²	²
7. Etranger	133,5	16,2	156,9	0,0	4,0	310,6	3,1	5.315,3	0,0	280,5	61,2	15,2	5.672,2	2,7	5.988,6
8. Organismes principalement monétaires	2.860,7	13,1	3,5	44,0	15,4	2.936,7	6.131,7	525,4	0,0	105,1	47,5	19,6	697,6	630,3	10.396,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	185,5
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.047,8	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,3	222,6	122,9	0,0	17,1	10,2	53,4	203,6	97,0	2.621,5
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.397,1	10,1	131,5	71,8	33,8	1.644,3	176,7	342,0	4,4	153,7	101,4	54,8	656,3	223,3	2.700,6
12. Autres institutions ¹	875,3	0,0	0,0	0,0	0,2	875,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	879,0
13. Total des intermédiaires financiers	7.180,9	24,0	139,5	137,5	75,7	7.557,6	6.550,7	1.143,9	4,4	284,6	159,1	127,8	1.719,8	954,8	16.782,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	²	²	0,0	490,6	5,3	120,2	145,7	41,2	803,0	—	²
15. Total des créances	²	124,7	376,2	167,3	²	²	7.805,7	10.509,7	187,5	2.644,2	2.738,9	798,0	16.878,3	²	²
Solde des créances et des dettes ..	²	-344,0	-5.734,9	-919,5	²	²	1.817,1	113,4	2,0	22,7	38,3	- 81,0	95,4	²	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

² Non encore disponible.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 0,8	- 3,1	+ 0,1	0,0	²	²	+ 93,7	+ 178,8	—	+ 48,7	+ 91,8	- 3,2	+ 316,1	+ 0,5	²
2. Organismes publics d'exploitation	- 1,7	+ 0,5	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,3	+ 4,3	+ 8,6	- 15,2	- 0,6	+ 2,0	- 11,4	- 5,3	- 30,5	+ 3,2	- 14,4
3. Etat (Trésor)	+ 83,4	- 11,7	—	+ 9,6	+ 0,3	+ 81,6	+ 124,1	+ 106,8	- 81,9	+ 101,5	+ 126,4	+ 54,6	+ 307,4	- 4,2	+ 508,9
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 19,6	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	+ 10,4	- 6,9	+ 10,3	+ 0,3	+ 8,5	+ 16,8	- 2,7	+ 33,2	- 14,2	+ 22,5
5. Sécurité sociale	²	+ 0,2	- 6,4	0,0	+ 1,3	²	+ 0,6	- 7,8	0,0	- 1,8	+ 1,2	- 2,5	- 10,9	²	²
6. Total des secteurs nationaux non financiers	²	- 14,5	- 10,1	+ 9,8	²	²	+ 220,1	+ 272,9	- 82,2	+ 158,9	+ 224,8	+ 40,9	+ 615,3	²	²
7. Etranger	+ 304,7	- 0,7	+ 4,6	- 0,1	- 0,3	+ 308,2	+ 0,3	+ 255,2	0,0	+ 39,8	+ 19,2	- 0,1	+ 314,1	+ 97,7	+ 720,3
8. Organismes principalement monétaires	+ 210,1	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	- 0,1	+ 220,1	+ 309,6	+ 27,4	0,0	+ 30,2	+ 5,4	+ 9,4	+ 72,4	+ 28,0	+ 630,1
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,6	- 74,6	—	- 2,3	- 4,2	—	- 81,1	- 0,2	- 84,9
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 148,8	+ 0,1	+ 0,2	- 3,2	- 1,9	+ 144,0	+ 53,5	+ 34,0	0,0	+ 8,6	+ 4,9	+ 0,8	+ 48,3	+ 12,4	+ 258,2
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 99,9	+ 1,8	- 5,5	+ 18,2	+ 0,1	+ 114,5	+ 34,3	+ 94,7	+ 0,5	+ 3,0	+ 15,3	- 3,3	+ 110,2	+ 25,7	+ 284,7
12. Autres institutions ¹	+ 63,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 63,1	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	+ 1,2	+ 64,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 522,0	+ 4,3	- 5,2	+ 22,5	- 1,9	+ 541,7	+ 393,8	+ 81,5	+ 0,5	+ 39,4	+ 21,4	+ 6,9	+ 149,7	+ 67,1	+ 1.152,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	²	²	- 3,2	- 14,0	- 2,3	+ 23,3	+ 23,6	+ 8,6	+ 39,2	—	²
15. Total des créances	²	- 10,5	- 10,7	+ 32,2	²	²	+ 611,0	+ 595,6	- 84,0	+ 261,4	+ 289,0	+ 56,3	+ 1.118,3	²	²
Solde des créances et des dettes ..	²	+ 3,9	- 519,6	+ 9,7	²	²	- 109,3	- 34,5	+ 0,9	+ 3,2	+ 4,3	- 7,9	- 34,0	²	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Non encore disponible.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	- 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Anc. série ¹² ..	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	- 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
Nouv. série ¹² ..	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	- 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	- 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	- 165,4
1986	1.040,5	1.172,6	489,5	113,3	2.815,9	- 814,3	1.756,6	200,9	1.292,3	1.298,5	49,4	209,4	18,8	278,7	- 175,9
1987 Mars	1.042,8	1.219,1	492,0	119,5	2.873,4	- 863,5	1.899,9	198,6	1.323,9	1.333,4	45,1	184,4	27,6	298,2	- 240,8
Juin	1.134,7	1.217,5	498,0	127,3	2.977,5	- 890,7	1.928,7	207,7	1.418,1	1.424,6	43,7	136,3	29,1	326,3	- 221,7
Septembre	1.085,4	1.250,9	505,1	124,4	2.965,8	- 832,3	1.912,9	225,7	1.390,0	1.395,1	41,7	102,0	27,1	349,1	- 250,4
Décembre	* 1.091,0	1.313,4	* 506,7	130,2	* 3.041,3	- 816,4	1.853,5	204,9	1.444,1	1.451,1	49,8	127,6	25,8	* 376,6	* - 224,3
1988 Mars	* 1.092,3	* 1.346,7	* 516,4	156,8	* 3.112,2	* - 888,0	* 1.990,8	* 208,8	1.505,8	1.514,7	* 49,9	97,3	18,6	* 305,6	* - 176,5
Juin	* 1.173,4	* 1.336,8	* 526,3	146,0	* 3.182,5	* - 894,3	* 1.962,7	* 209,3	1.588,6	1.596,4	* 50,1	117,2	21,9	* 299,5	* - 172,6
Septembre	* 1.120,9	* 1.345,2	* 514,5	158,1	* 3.138,7	* - 1.011,4	* 1.993,0	* 219,7	1.657,9	1.666,2	* 49,9	98,9	36,2	* 263,7	* - 169,1
Décembre	* 1.152,4	* 1.378,0	* 506,1	151,2	* 3.187,7	* - 961,5	* 1.907,7	* 227,7	1.723,6	1.731,8	* 46,5	106,6	25,4	* 259,4	* - 147,6
1989 Mars	* 1.129,4	* 1.473,0	* 508,1	161,5	* 3.272,0	* - 1.045,9	* 2.137,9	* 218,7	1.782,2	1.790,0	* 47,5	52,0	21,7	* 245,1	* - 187,0

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,7	57,6	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	50,4	51,8
2. F.M.I. : — Participation	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	20,4	19,4	19,1	18,2	18,1	17,4	16,8	15,6	16,7
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	12,5	9,5	24,0	26,0	27,7	22,3	20,3	20,3	22,0
— Autres	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	5,4	4,4	4,4	3,6	3,5	1,5	3,2	3,2	4,9
3. Ecus	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	139,1	145,7	152,9	141,5	141,5	144,3	138,0	137,3	129,2
4. Accords internationaux	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,4	2,8	2,3	2,9	2,5	2,9	2,4	2,9	2,5
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	31,1	31,6	29,6	10,7	15,5	2,0	7,6	0,5	0,4	0,3	0,1	1,2	0,7	5,5	11,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	108,4	136,0	111,0	124,2	131,7	138,1	156,8	214,0	200,7
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	286,3	262,9	321,3	323,8	303,7	278,1	353,5	375,9	371,4	374,0	382,4	385,0	395,5	449,2	439,4
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,3	1,6	1,5	1,3	1,0	1,1	0,7	0,9	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,9	3,8	3,7	3,0	3,7	3,0	3,6	3,0	2,5
c) sur les banques de dépôts	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	8,0	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	17,4	17,4	21,0	21,1	21,2	21,2	24,6	24,6
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,2	37,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	13,2	10,5	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	41,2	42,3	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	7,2
c) avances	0,1	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	136,3	102,0	127,6	97,3	117,2	98,9	106,6	52,0	56,5
b) autres	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	3,6	8,6
— autres	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	63,1	76,5	63,0	80,1	64,5	41,7	56,7	72,3	55,2	51,6	47,1	52,7	55,1	52,6	66,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	644,6	648,9	652,2	623,6	649,9	637,1	657,9	676,8	703,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	9,3	6,5	6,6	6,2	6,7	5,8	6,4	5,0	5,0	4,3	5,3	4,5	10,2	* 4,5	* 4,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	12,2	24,8	55,1	6,5	7,0	6,1	6,7	5,3	5,3	4,6	5,6	4,8	10,5	4,8	4,3
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,1	12,7	12,6	16,3	14,8	14,6	14,1	12,7	15,0	13,2	14,4	13,1	15,8	* 15,0	* 15,1
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,2	* 0,2	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	370,1	369,5	383,3	381,9	379,9	400,5	414,4	401,6	410,7	397,2	419,2	406,9	414,6	*393,4	*419,5
— monnaie scripturale ⁵	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,1	0,5	0,7	0,7	2,8	1,4	0,3	0,4	0,3	0,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	246,0	254,6	278,8	292,1	250,8	202,8	208,6	228,2	220,0	205,5	208,6	211,6	216,1	*262,9	*263,3
TOTAL DU PASSIF ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	644,6	648,9	652,2	623,6	649,9	637,1	657,9	676,8	703,3

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-88	31-8-88	30-9-88	31-10-88	30-11-88	31-12-88	31-1-89	28-2-89	31-3-89	30-4-89	31-5-89	30-6-89	31-7-89
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	50,4	51,8	51,8	51,8	51,8
2. F.M.I. : — Participation	18,1	17,4	17,4	17,1	16,7	16,8	17,2	16,5	15,6	16,5	17,6	16,7	16,2
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	21,8	22,5	22,3	21,4	20,9	20,3	19,0	20,5	20,3	19,8	19,9	22,0	19,9
— Autres	3,9	1,5	1,5	1,5	1,5	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	4,9	4,9
3. Ecus	144,3	144,3	144,3	138,0	138,0	138,0	137,3	137,3	137,3	129,2	129,2	129,2	125,7
4. Accords internationaux	2,8	2,8	2,9	2,9	2,9	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,0	2,5	2,9
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	0,7	5,2	1,2	0,8	0,4	0,7	1,6	5,0	5,5	16,0	1,5	11,6	14,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	138,6	135,7	138,1	144,0	154,4	156,8	151,5	150,4	214,0	211,9	204,4	200,7	211,0
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	387,5	386,7	385,0	383,0	392,1	395,5	390,0	393,0	449,2	451,1	430,4	439,4	447,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,1	1,1	1,1	0,9	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,7	3,2	3,0	2,9	2,9	3,6	3,5	3,4	3,0	2,9	2,8	2,5	2,3
c) sur les banques de dépôts	0,0	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	28,3	10,2	21,9	17,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	21,0	21,0	21,2	21,2	21,2	21,2	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6
— autres	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	4,7	12,5	1,0	7,2	14,0
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	100,7	93,2	98,9	99,0	88,0	106,6	71,2	72,3	52,0	29,1	83,0	56,5	40,3
b) autres	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6	1,1	1,4	8,6	5,5
— autres	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	48,7	53,6	52,7	51,8	53,4	55,1	49,4	48,4	52,6	63,2	58,6	66,6	55,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	644,9	638,7	637,1	634,0	633,5	657,9	614,8	617,9	676,8	688,8	687,9	703,3	682,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-88	31-8-88	30-9-88	31-10-88	30-11-88	31-12-88	31-01-89	28-02-89	31-3-89	30-4-89	31-5-89	30-6-89	31-7-89
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	6,9	5,3	4,5	4,1	4,2	10,2	* 5,2	* 5,5	* 4,5	* 4,8	* 5,8	* 4,0	* 3,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	7,2	5,6	4,8	4,4	4,5	10,5	5,5	5,7	4,8	5,1	6,1	4,3	3,9
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	13,6	12,7	13,1	15,0	13,3	15,4	14,4	13,9	13,5	* 15,1	* 15,0	* 15,1	* 15,1
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	* 0,2	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	410,9	404,7	406,9	405,7	403,2	415,0	385,6	389,2	394,8	403,8	* 409,4	* 419,5	* 408,5
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,3	1,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,6
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	211,4	213,9	211,6	208,2	211,8	216,1	208,6	208,4	263,0	264,1	* 256,3	* 263,3	* 254,0
TOTAL DU PASSIF ...	644,9	638,7	637,1	634,0	633,5	657,9	614,8	617,9	676,8	688,8	687,9	703,3	682,6

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	2,4	1,0	0,4	4,7	2,0	2,1	0,8	0,8	0,0	0,0	0,0	2,1	1,8	0,0	0,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	2,7	1,0	0,4	4,8	2,0	2,2	1,2	1,6	0,0	0,0	0,0	2,1	1,8	0,0	0,2
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,5	1,6	1,8	1,6	1,9	2,0	2,2	2,3	1,9	2,2	2,0	2,2	2,1	2,4	2,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,9	4,8	2,2	3,0	1,3	1,5	4,9	1,0	1,4	3,3	0,3	2,0	0,6	0,7	2,3
c) sur les banques de dépôts	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	1,1	6,8	5,7	3,2	7,4	3,7	2,5	1,3	1,8	4,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	86,0	89,0	86,8	84,3	70,6	83,6	94,6	106,6	92,3	91,1	91,3	*105,5	* 91,1	* 93,4	*107,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,7	14,8	14,8	* 15,2	* 14,6	* 14,6	* 14,6	* 14,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,5	34,7	39,2	42,4	41,2 ⁶	47,1	45,7	55,3	68,5	51,7	55,4	56,3	65,5	64,6	59,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,4	0,8	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	1,0	1,9	0,8	0,6	0,3	2,7	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0	0,1
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	2,7	0,0	4,9	0,8	1,5	4,8	4,5	5,5	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,5	0,3	0,0	0,7	0,2	0,0	0,9	0,0	0,9	* 0,0	1,7	1,4	0,0	1,9
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	10,9	11,5	13,3	13,9	11,8	11,3	15,3	14,2	18,1	16,6	* 16,6	* 17,5	* 19,1	14,5	16,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	164,2	161,7	164,1	166,1	1148,6⁶	167,7	188,7	202,3	205,1	188,8	186,0	209,2	202,4	197,5	208,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,2	1,6	1,5	1,3	1,0	1,1	0,7	0,9
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	4,3	4,4	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,9	3,8	3,7	3,0	3,7	3,0	3,6	3,0
b) envers les organismes publics	2,8	4,8	2,2	3,0	1,4	1,5	4,9	1,0	1,4	3,3	0,3	2,0	0,6	0,7	2,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	6,7	10,7	7,7	8,5	8,6	5,8	10,4	10,4	7,6	7,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	14,7	15,7	15,4	15,5	15,6	14,4	15,1	14,3	14,4	14,7	14,9	15,7	16,1	15,4	15,3
— monnaie scripturale	91,8	95,2	97,3	96,2	90,3	105,6	116,1	131,0	115,1	*113,9	*116,9	*133,6	*115,2	*117,5	*130,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	41,3	34,7	37,9	40,1	29,5 ⁵	34,0	36,5	42,9	60,3	* 43,1	* 43,2	* 42,8	* 56,1	* 51,9	* 48,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	164,2	161,7	164,1	166,1	148,6 ⁵	167,7	188,7	202,3	205,1	188,8	186,0	209,2	202,4	197,5	208,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	456,2	468,6	439,4	476,8	540,6	540,4	507,0	530,2
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	17,9	18,9	17,8	16,4	30,5	19,2	21,3	18,0	14,3	15,9	15,7	16,3	15,8	16,8	16,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	4.056,3	4.255,8	4.380,0	4.226,1	4.482,2	4.628,4	5.007,1	4.797,6	5.226,9
b) en franc belge	100,2	116,1	140,0	167,5	191,5	220,2	251,6	252,3	248,6	262,5	274,6	281,5	288,6	294,2	325,1
Total des créances sur l'étranger	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.765,4	4.982,3	5.111,5	4.943,9	5.249,3	5.466,8	5.851,9	5.615,7	6.098,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,4	10,5	10,8	11,0	14,4	12,8	12,4	11,7	10,8	12,8	11,2	12,2	11,1	13,1	11,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0
b) sur les organismes publics	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	6,8	10,7	7,7	8,5	8,6	5,8	10,4	10,4	7,6	7,3
c) sur les banques de dépôts	239,6	309,5	399,5	469,5	437,1	517,2	463,9	479,1	514,0	514,8	549,0	522,9	581,9	518,3	580,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	135,9	239,3	337,4	481,1	482,2	553,3	745,2	814,1	820,3	781,1	860,7	814,1	863,9	783,1	998,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	355,4	335,6	392,5	482,3	499,2	615,1	642,2	758,9	745,9	740,9	800,3	806,3	823,1	818,3	820,7
— autres	51,5	85,9	113,8	155,9	249,1	266,6	170,8	142,6	147,8	133,8	127,9	126,6	104,5	102,6	97,7
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	21,1	20,7	24,1	23,3	25,6	39,4	51,4	52,4	51,3	54,2	53,5	51,8	55,1	59,8	59,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	44,0	45,8	20,0	9,9	14,7	18,6	16,8	18,0	17,8	15,1	13,1	12,9	12,9	22,8	22,2
— autres	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	77,1	87,0	81,9	88,1	84,1	86,3	87,9	85,7	80,1	77,0
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	16,2	15,5	16,6	13,5	17,8	15,5	14,0	12,8	12,8	13,1	12,5	12,8	11,7	11,6	11,3
b) effets commerciaux	172,0	160,6	160,6	167,0	201,1	191,2	220,3	181,1	173,3	174,0	169,8	184,5	172,6	172,6	160,5
c) avances	718,1	790,0	821,1	863,0	904,9	966,5	1.057,7	1.224,2	1.203,5	1.257,0	1.323,5	1.391,2	1.473,2	1.539,5	1.605,6
d) autres créances à un an au plus	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	14,4	15,5	17,0	23,3	23,2	18,6	19,3	17,8	17,2	18,6	19,4	20,2	19,2	16,4	15,6
— autres	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	29,5	25,9	24,5	31,2	30,5	29,9	30,7	30,1	31,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	2,4	7,7	10,0	2,6	21,1	16,8	16,1	29,1	22,2	25,0	17,1	15,1	31,7	19,9	21,7
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	17,8	62,8	73,9	96,4	98,6	129,4	173,0	221,6	256,7	297,6	248,8	244,4	230,3	231,9	237,2
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,2	70,9	75,4	64,8	56,3	65,9	63,5	67,5	67,0	59,9	69,3	68,1	70,6	71,9	61,0
— autres	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	67,2	68,5	66,8	73,8	71,5	74,7	73,3	75,7	75,6
D. Autres	218,9	311,2	377,4	438,5	544,0	588,8	619,4	570,6	537,4	614,4	649,6	754,0	764,2	763,2	790,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.767,8	9.897,4	9.854,0	10.369,2	10.707,1	11.277,9	10.954,2	11.783,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.579,1	5.670,4	5.507,2	5.820,1	6.055,6	6.528,8	6.235,9	6.786,9
b) en franc belge ¹	353,8	348,7	360,5	368,7	459,1	531,0	555,9	642,2	644,0	619,2	686,5	684,4	716,7	726,4	802,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.852,9	6.221,3	6.314,4	6.126,4	6.506,6	6.740,0	7.245,5	6.962,3	7.589,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2
b) envers les organismes publics	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	1,2	6,8	5,7	3,2	7,4	3,7	2,5	1,3	1,8	4,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	239,3	309,2	399,1	468,8	436,3	516,4	463,2	478,3	513,2	513,8	548,0	521,8	580,8	517,2	579,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	293,7	306,9	334,6	393,7	392,9	427,6	468,7	528,0	489,6	504,1	513,2	556,4	521,9	547,1	534,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,6	1,4	1,1	1,2	2,1	2,2	3,3	3,3	3,3	3,7	3,9	3,9	4,0	4,7	4,6
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	639,8	653,8	690,6	717,0	736,7	744,1	766,6	784,1
— autres dépôts	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	577,7	597,1	622,8	629,7	600,1	601,1	611,3	689,0
— à plus d'un an :															
— dépôts	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	41,3	44,6	45,2	47,4	47,1	41,8	37,3	32,2
— bons de caisse et obligations	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	456,7	460,5	461,5	469,0	479,2	472,8	468,8	475,9
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	127,3	124,4	130,2	156,8	146,0	158,1	151,2	161,5
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	25,3	32,3	41,7	55,8	83,8	89,5	112,0	120,2	134,2
D. Autres	286,7	364,5	408,2	436,8	516,8	579,3	649,5	654,6	650,0	690,7	688,9	782,5	793,3	764,1	782,7
TOTAL DU PASSIF ...	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.767,8	9.897,4	9.854,0	10.369,2	10.707,1	11.277,9	10.954,2	11.783,9

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,7	57,6	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	50,4	
2. F.M.I. : — Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	20,4	19,4	19,1	18,2	18,1	17,4	16,8	15,6	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	12,5	9,5	24,0	26,0	27,7	22,3	20,3	20,3	
— Autres	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	5,4	4,4	4,4	3,6	3,5	1,5	3,2	3,2	
3. Ecus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	139,1	145,7	152,9	141,5	141,5	144,3	138,0	137,3	
4. Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,4	2,8	2,3	2,9	2,5	2,9	2,5	2,9	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	456,2	468,6	* 439,4	* 476,8	* 540,6	* 540,4	* 507,0	* 530,2	
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation ...	27,2	51,0	49,8	50,7	43,2	36,8	24,1	26,4	14,8	* 16,3	* 16,0	* 18,5	* 18,8	* 17,5	* 21,9	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	4.091,0	4.364,2	4.516,0	4.337,1	4.606,4	4.760,1	5.145,2	4.954,3	5.440,8	
b) en franc belge	100,5	116,1	140,0	167,6	191,5	220,3	252,0	253,1	248,6	262,5	274,6	281,5	288,6	294,2	325,1	
Total des créances sur l'étranger	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	5.044,7	5.337,4	5.487,4	5.315,3	5.623,3	5.851,3	6.238,8	6.011,2	6.547,9	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	15,3	14,3	16,5	14,5	15,4	14,2	16,1	14,4	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	
b) sur les organismes publics	15,9	15,4	12,4	13,2	12,5	12,7	20,0	12,6	13,7	15,6	9,1	16,0	13,9	12,0	12,6	
c) sur les banques de dépôts	240,6	311,8	403,6	469,7	442,7	519,0	470,7	484,8	517,2	522,2	* 552,7	* 525,5	* 583,2	* 520,1	* 595,9	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat¹ :																
a) à un an au plus	258,9	365,3	461,2	602,4	589,8	673,9	876,8	957,7	949,6	909,2	989,0	* 956,6	* 992,0	* 913,5	* 1.143,3	(7)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	373,4	355,2	415,0	507,0	524,9	642,5	671,5	791,0	778,1	773,1	836,5	* 842,0	* 859,0	* 854,2	* 859,6	(7)
— autres	89,0	123,4	151,3	193,4	286,6	304,1	208,3	180,0	185,2	171,2	165,3	* 164,0	* 142,0	* 140,0	* 134,9	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics² :																
a) à un an au plus	65,6	55,4	63,3	65,7	66,8 ⁵	86,5	97,1	107,7	119,8	105,9	108,9	108,1	120,6	124,4	119,0	(8)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	45,3	47,4	21,0	10,5	15,4	19,3	17,6	18,8	18,6	15,9	* 13,9	* 13,7	* 13,6	* 23,5	* 22,9	(8)
— autres	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	77,1	87,0	81,9	88,1	84,1	* 86,3	* 87,9	* 85,7	* 80,1	* 77,0	(8)
3. Sur les entreprises³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	22,3	29,5	27,2	20,8	18,1	17,6	14,0	12,8	12,8	13,1	12,5	12,8	11,7	11,6	11,3	(9)
b) effets commerciaux	207,4	203,7	203,7	213,8	201,4	201,7	220,6	181,1	173,3	174,0	169,8	184,6	173,0	172,5	165,3	(9)
c) avances	718,6	790,1	821,5	863,4	905,0	966,5	1.057,7	1.224,2	1.203,9	1.257,0	1.323,5	1.391,2	1.473,2	1.539,5	1.605,6	(9)
d) autres créances à un an au plus	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	(11)
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	15,4	16,4	17,7	23,8	23,6	18,8	19,3	17,8	17,2	18,6	* 19,4	* 20,2	* 19,2	* 16,4	* 15,6	(11)
— autres	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	29,5	25,9	24,5	31,2	* 30,5	* 29,9	* 30,7	* 30,1	* 31,2	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	136,3	102,0	127,6	97,3	117,2	98,9	106,6	52,0	(12)
b) autres	12,3	7,7	10,0	16,2	21,1	17,2	18,8	29,1	27,1	25,8	18,6	21,9	36,2	25,4	21,7	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers⁴ :																
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	17,9	63,3	74,3	96,5	99,3	129,6	173,0	222,5	256,7	298,5	* 248,8	* 246,1	* 231,7	* 231,9	* 242,6	(14)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,4	71,1	75,7	65,1	56,6	66,2	63,8	67,8	67,3	60,2	* 69,5	* 68,2	* 70,7	* 72,0	* 61,1	(14)
— autres	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	67,2	68,5	66,8	73,8	* 71,5	* 74,7	* 73,3	* 75,7	* 75,6	(14)
D. Autres	313,3	385,8	467,2	515,4	635,9	664,6	676,4	641,5	627,8	686,2	* 717,8	* 818,5	* 835,8	* 832,6	* 858,7	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.155,7⁵	9.678,6	10.059,8	10.614,7	10.751,4	10.695,0	11.178,8	11.566,2	12.117,4	11.809,6	12.668,9	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-6-87	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.579,1	5.670,4	5.507,2	5.820,1	6.055,6	6.528,8	6.235,9	6.786,9	
b) en franc belge ¹	360,8	358,0	367,3	375,5	465,3	537,7	561,7	648,7	649,0	624,2	690,9	689,7	721,2	736,6	806,6	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.859,0	6.228,1	6.319,7	6.131,7	6.511,3	6.745,6	7.250,2	6.972,7	7.593,8	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	15,3	14,3	16,5	14,5	15,4	14,2	16,1	14,4	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	4,3	4,9	4,4	4,6	6,5	5,2	4,4	3,9	3,8	3,7	3,0	3,7	3,0	3,6	14,2	
b) envers les organismes publics	3,8	6,6	6,3	3,2	4,8	2,7	11,7	6,7	4,6	10,7	4,0	4,5	1,9	2,5	6,5	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	
— autres	248,4	315,8	405,3	474,7	443,6	523,5	474,1	486,0	521,7	522,6	553,8	532,6	591,2	525,0	586,6	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	378,9	385,8	384,9	398,8	397,5	394,3	415,6	428,7	416,0	425,4	412,1	434,9	423,1	430,5	410,2	(1)
— monnaie scripturale ³	385,9	403,0	432,3	490,1	483,6	533,4	585,0	655,3	605,1	618,3	630,4	690,3	637,4	664,9	665,7	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	41,9	36,1	39,6	42,1	32,3	37,0	39,9	50,7	64,3	47,3	49,8	48,1	60,4	57,0	53,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	639,8	653,8	690,6	717,0	736,7	744,1	766,6	784,1	(2)
— autres dépôts	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	577,7	597,1	622,8	629,7	600,1	601,1	611,3	689,0	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	41,3	44,6	45,2	47,4	47,1	41,8	37,3	32,2	(3)
— bons de caisse et obligations	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	456,7	460,5	461,5	469,0	479,2	472,7	468,8	475,9	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	127,3	124,4	130,2	156,8	146,0	158,1	151,2	161,5	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	0,7	0,8	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	25,3	32,5	41,7	55,8	84,3	89,5	112,0	120,2	134,2	(14)
D. Autres	539,9	610,5	662,8	715,6	808,9	830,1	852,3	863,2	878,2	910,7	894,4	991,1	1.004,9	980,3	1.045,7	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.155,7⁶	9.678,6	10.059,8	10.614,7	10.751,4	10.695,0	11.178,8	11.566,2	12.117,4	11.809,6	12.668,9	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

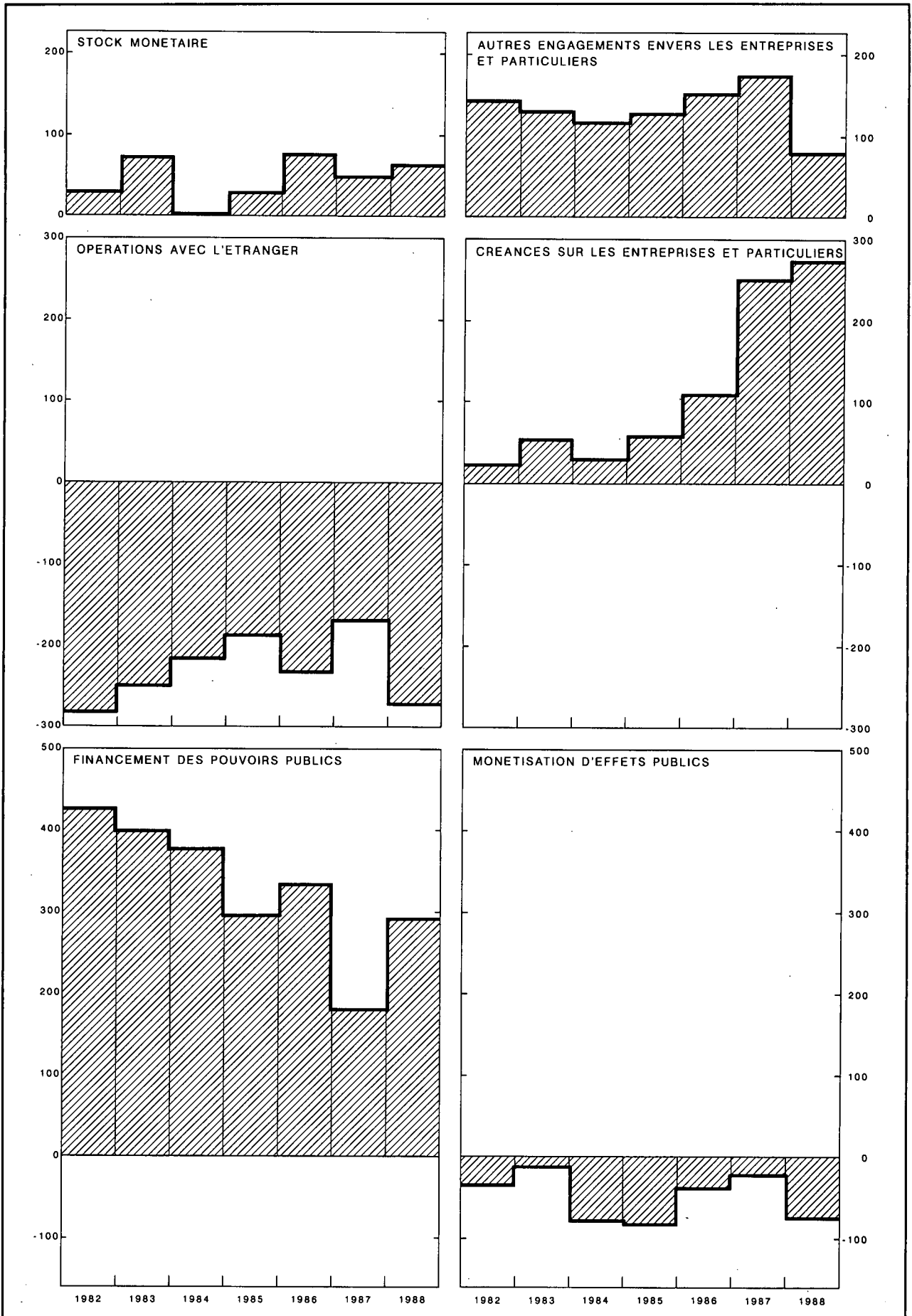
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 64,1	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,5	- 282,8	+ 24,3	- 2,1	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 28,6	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+ 205,9	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+ 158,5	- 188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,9	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,9	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987	+ 50,5	+ 140,8	+ 17,2	+ 16,9	+ 225,4	- 170,6	+ 152,6	- 0,5	- 0,8	- 0,9	+ 180,0	+ 1,7	- 23,0	- 2,5	+ 96,2	- 6,8
1988	+ 64,7	+ 59,0	+ 0,0	+ 21,0	+ 144,7	- 273,7	+ 281,6	- 6,4	- 0,1	- 46,3	+ 269,5	+ 22,6	- 62,5	- 13,5	- 136,1	+ 64,7
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 2,3	+ 46,5	+ 2,5	+ 6,2	+ 57,5	- 50,4	+ 35,0	- 3,3	+ 1,7	- 3,4	+ 107,7	- 3,2	+ 7,1	- 12,9	+ 18,2	- 39,0
2 ^e trimestre .	+ 91,9	- 1,6	+ 6,0	+ 7,8	+ 104,1	- 38,1	+ 91,1	- 1,0	+ 0,1	+ 3,1	+ 46,1	+ 7,8	- 10,5	+ 15,3	+ 28,4	- 38,2
3 ^e trimestre .	- 49,3	+ 33,4	+ 7,1	- 2,9	- 11,7	- 34,3	- 29,5	- 1,5	- 3,6	+ 1,3	+ 15,4	+ 17,1	- 12,9	- 2,0	+ 19,9	+ 18,4
4 ^e trimestre .	+ 5,6	+ 62,5	+ 1,6	+ 5,8	+ 75,5	- 47,8	+ 56,0	+ 5,3	+ 1,0	- 1,9	+ 10,8	- 20,0	- 6,7	- 2,9	+ 29,7	+ 52,0
1988 1 ^{er} trimestre .	*+ 1,0	*+ 33,3	*+ 9,8	+ 26,6	*+ 70,7	*- 5,6	+ 63,5	*- 0,6	- 0,1	- 1,7	*+ 115,6	*+ 11,9	*- 18,0	- 9,8	*- 69,7	*- 14,8
2 ^e trimestre .	*+ 81,0	*- 9,9	*+ 9,9	- 10,8	*+ 70,2	*- 127,6	+ 81,7	*- 0,7	+ 2,5	- 44,1	*+ 95,2	*- 0,1	*- 25,7	+ 12,6	*- 11,1	*+ 42,3
3 ^e trimestre .	*- 52,5	*+ 8,5	*- 11,8	*+ 12,1	*- 43,8	*- 132,4	+ 69,8	*+ 0,8	+ 1,0	- 0,5	*+ 79,7	*+ 9,7	*- 3,9	- 23,4	*- 35,2	*- 9,4
4 ^e trimestre .	*+ 35,1	*+ 27,2	*- 7,9	*- 6,9	*+ 47,5	*- 8,1	+ 66,5	*- 6,0	- 3,6	0,0	*- 21,0	*+ 1,1	*- 14,9	+ 7,0	*- 20,1	*+ 46,6
1989 1 ^{er} trimestre .	*- 23,0	*+ 95,0	*+ 2,0	*+ 10,3	*+ 84,4	*- 99,9	+ 58,2	*+ 1,8	- 9,5	+ 0,5	*+ 142,7	*- 8,5	*+ 6,9	+ 13,6	*- 14,3	*- 7,1

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	934,2
Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	964,7
1986	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,7	585,0	1.000,6	39,9	1.040,5
1987 Mars	14,5	401,1	402,9	0,4	121,0	474,6	596,0	998,9	43,9	1.042,8
Juin	14,3	428,5	428,7	0,3	131,0	528,0	659,3	1.088,0	46,7	1.134,7
Septembre	14,3	414,4	416,0	0,4	115,1	489,6	605,1	1.021,1	64,3	1.085,4
Décembre	14,7	425,6	425,4	0,3	*113,9	*504,1	*618,3	1.043,7	47,3	1.091,0
1988 Mars	14,9	410,4	412,1	0,3	*116,9	*513,2	*630,4	*1.042,5	*49,8	*1.092,3
Avril	15,1	419,6	420,6	0,2	*148,6	*517,3	*666,1	*1.086,7	*52,6	*1.139,3
Mai	15,5	426,8	427,7	0,4	*121,2	*533,2	*654,8	*1.082,6	*47,3	*1.129,8
Juin	15,7	433,6	434,9	0,3	*133,6	*556,4	*690,3	*1.125,2	*48,1	*1.173,4
Juillet	15,8	424,5	*426,7	0,4	*137,7	*541,3	*679,4	*1.106,0	*47,8	*1.153,9
Août	16,0	417,4	*420,7	0,4	*141,9	*512,0	*654,3	*1.075,0	*51,5	*1.126,5
Septembre	16,1	420,1	423,1	0,3	*115,2	*521,9	*637,4	*1.060,4	*60,4	*1.120,9
Octobre	15,2	420,7	*420,9	0,3	*118,4	*528,9	*647,6	*1.068,5	*64,6	*1.133,1
Novembre	15,3	416,5	*418,5	0,3	*117,4	*541,9	*659,5	*1.078,0	*59,3	*1.137,3
Décembre	15,4	430,4	*430,0	0,2	*117,5	*551,2	*668,9	*1.099,0	*57,0	*1.156,0
1989 Janvier	15,3	400,1	*401,0	0,2	*148,1	*546,2	*694,5	*1.095,4	*63,0	*1.158,4
Février	15,4	403,1	*404,6	0,3	*127,6	*524,8	*652,6	*1.057,3	*52,3	*1.109,6
Mars	15,3	408,4	*408,7	0,3	*130,8	*534,6	*665,7	*1.074,4	*53,5	*1.127,9

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²					
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total				(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2
1986	272,0	- 1.086,3	- 814,3	- 6,3	- 109,6	- 115,9	+ 16,3	+ 3,1	- 235,3
1987	366,0	- 1.182,4	- 816,4	+ 79,1	- 133,1	- 54,0	+ 117,4	- 0,8	- 170,6
1988	385,1	- 1.346,6	- 961,5	+ 25,5	- 146,4	- 120,8	+ 153,0	- 0,1	- 273,7
1987 1 ^{er} trimestre	277,4	- 1.140,9	- 863,5	+ 2,0	- 77,2	- 75,2	- 26,5	+ 1,7	- 50,4
2 ^e trimestre	346,8	- 1.237,5	- 890,7	+ 75,7	- 45,7	+ 30,0	+ 68,0	+ 0,1	- 38,1
3 ^e trimestre	370,7	- 1.203,0	- 832,3	+ 15,7	- 4,3	+ 11,4	+ 49,3	- 3,6	- 34,3
4 ^e trimestre	366,0	- 1.182,4	- 816,4	- 14,3	- 5,9	- 20,2	+ 26,6	+ 1,0	- 47,8
1988 1 ^{er} trimestre	369,4	* - 1.257,4	* - 888,0	+ 13,1	- 22,1	- 9,0	* - 3,3	- 0,1	* - 5,6
2 ^e trimestre	376,8	* - 1.271,1	* - 894,3	+ 0,6	- 45,2	- 44,6	* + 80,5	+ 2,5	* - 127,6
3 ^e trimestre	380,3	* - 1.391,7	* - 1.011,4	+ 5,3	- 109,6	- 104,2	* + 27,2	+ 1,0	* - 132,4
4 ^e trimestre	385,1	* - 1.346,6	* - 961,5	+ 6,5	+ 30,6	+ 37,0	* + 48,7	- 3,6	* - 8,1
1989 1 ^{er} trimestre	444,4	* - 1.490,4	* - 1.045,9	+ 9,4	- 126,1	- 116,7	* - 7,2	- 9,5	* - 99,9

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en franc belge des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paratétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions ⁸	
	Avoirs bruts au comptant					Engagements bruts au comptant					Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	-123,9	95,4	-93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	-130,9	52,0	-37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	-171,9	41,1	-22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	-167,7	115,3	+67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	-8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	+18,7
1987 1 ^{er} trimestre	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	-121,3	132,0	+0,7
2 ^e trimestre	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	-119,1	196,5	+70,8
3 ^e trimestre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	-136,5	210,0	+8,3
4 ^e trimestre	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,9
1988 1 ^{er} trimestre	57,3	47,8	141,5	124,2	2,9	373,7	4,6	0,0	23,6	28,2	-121,3	224,2	+10,7
2 ^e trimestre	57,3	49,3	141,5	131,7	2,5	382,3	5,6	0,0	23,6	29,2	-114,2	238,9	+3,3
3 ^e trimestre	57,3	41,3	144,3	138,1	2,9	383,9	4,7	0,0	23,6	28,3	-116,7	238,9	+4,3
4 ^e trimestre	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	+0,4
1989 1 ^{er} trimestre	50,4	39,1	137,3	214,0	2,9	443,7	4,8	0,0	23,6	28,4	-111,0	304,3	+11,1
1988 Juillet	57,3	43,7	144,3	138,7	2,8	386,8	7,2	0,0	23,6	30,8	-117,7	238,3	-0,2
Août	57,3	41,4	144,3	135,7	2,8	381,5	5,6	0,0	23,6	29,2	-116,7	235,7	+2,1
Septembre	57,3	41,3	144,3	138,1	2,9	383,9	4,7	0,0	23,6	28,3	-116,7	238,9	+2,4
Octobre	57,3	40,0	138,0	144,0	2,9	382,2	4,4	0,0	23,6	28,0	-114,3	239,9	+1,0
Novembre	57,3	39,1	138,0	154,4	2,9	391,7	4,5	0,0	23,6	28,1	-110,5	253,1	+4,4
Décembre	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	-5,0
1989 Janvier	57,3	39,4	137,3	151,5	2,9	388,4	5,5	0,0	23,6	29,1	-112,3	247,0	+7,0
Février	57,3	40,1	137,3	150,4	2,9	388,0	5,7	0,0	23,6	29,3	-111,1	247,5	+1,1
Mars	50,4	39,1	137,3	214,0	2,9	443,7	4,8	0,0	23,6	28,4	-111,0	304,3	+3,0
Avril	51,8	39,4	129,2	211,9	2,9	435,2	5,1	0,0	23,6	28,7	-103,1	303,4	-3,8
Mai	51,8	40,6	129,2	204,4	3,0	428,9	6,1	0,0	23,6	29,7	-98,5	300,7	+1,2
Juin	51,8	43,6	129,2	200,7	2,5	427,8	4,3	0,0	23,6	27,9	-98,5	301,4	+1,3
Juillet	51,8	40,9	125,7	211,0	2,9	432,2	3,9	0,0	23,6	27,5	-99,3	305,4	

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R. », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			Total
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987 Mars	215,4	211,8	140,7	17,0	748,6	1.333,5	122,7	747,4	16,2	886,3	2.219,8
Juin	229,8	218,5	168,5	17,6	790,2	1.424,6	122,6	794,4	15,0	932,0	2.356,6
Septembre ..	240,3	225,1	160,9	17,4	751,4	1.395,1	119,7	796,9	13,3	929,9	2.325,0
Décembre ...	255,7	230,7	164,3	17,1	783,3	1.451,1	119,3	732,2	12,8	864,3	2.315,4
1988 Mars	267,8	244,9	159,3	17,4	825,3	1.514,7	121,3	809,5	9,3	940,1	2.454,8
Juin	278,5	257,3	187,6	18,4	854,6	1.596,4	117,9	877,5	10,9	1.006,3	2.602,7
Septembre ..	298,3	266,7	179,4	17,3	904,5	1.666,2	121,2	839,6	8,0	968,8	2.635,0
Décembre ⁵ ..	320,9	278,1	180,4	17,7	934,7	1.731,8	119,8	824,7	13,1	957,6	2.689,4
1989 Mars	393,6	292,3	174,5	18,3	911,3	1.790,0	121,8	896,9	17,3	1.036,0	2.826,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) + (3) = (7) + (11) (7)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6) (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) + (10) (8) + (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
Décembre ...	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,3	7,9	12,8	184,5	1.391,2	1.588,5	0,0
Septembre ..	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,7	3,1	8,8	11,6	172,6	1.473,2	1.657,4	0,0
Décembre ³ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989 Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	7,0	5,5	12,5	11,3	160,6	1.605,6	1.777,5	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,5	37,1	21,0	77,8	750,4	849,2	1,2
Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,9	38,9	44,8	19,1	67,5	800,6	887,2	0,9
Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,5	40,6	15,7	66,8	806,8	889,3	0,7
Décembre ...	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,8	39,5	17,2	65,7	741,9	824,8	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	33,1	39,5	17,0	63,9	819,7	900,6	0,6
Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,8	32,0	38,8	17,6	62,7	887,2	967,5	0,9
Septembre ..	24,0	93,7	851,1	968,8	7,4	31,1	38,5	16,6	62,6	851,1	930,3	1,9
Décembre ³ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	31,2	40,0	18,0	64,4	835,2	917,6	2,9
1989 Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	12,0	42,5	54,5	17,6	54,3	909,6	981,5	6,5
C. Total												
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,8	46,8	32,7	246,7	1.893,6	2.173,0	1,3
Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,7	40,6	51,3	31,9	248,6	2.024,8	2.305,3	1,0
Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	36,4	46,1	28,5	240,1	2.010,3	2.278,9	0,7
Décembre ...	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,9	46,5	30,4	239,6	1.998,9	2.268,9	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	37,1	48,3	29,6	233,7	2.143,2	2.406,5	0,6
Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	12,4	34,3	46,7	30,4	247,2	2.278,4	2.556,0	0,9
Septembre ..	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	13,1	34,2	47,3	28,2	235,2	2.324,3	2.587,7	1,9
Décembre ³ ..	44,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	33,4	48,2	29,7	236,9	2.374,6	2.641,2	2,9
1989 Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	19,0	48,0	67,0	28,9	214,9	2.515,2	2.759,0	6,5

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliards a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,0	0,2	0,8	0,0	1,0	3,7
B. Crédits à l'étranger											
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,7	4,8	5,5	0,7	4,8	0,0	5,5	0,0
C. Total											
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,6	6,8	7,4	0,6	6,8	0,0	7,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,9	5,6	6,5	0,9	5,6	0,0	6,5	3,7

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987 Mars ⁴	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
Juin	17,6	182,8	1.224,2	1.424,6	4,8	1,7	6,5	12,8	181,1	1.224,2	1.418,1	0,1
Septembre	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
Décembre	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,2	7,8	12,8	184,6	1.391,2	1.588,6	0,0
Septembre	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,5	2,8	8,3	11,8	172,9	1.473,2	1.657,9	0,0
Décembre ³	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989 Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	6,8	4,7	11,5	11,5	161,4	1.605,6	1.778,5	3,7
B. Crédits à l'étranger												
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,0	36,6	21,0	78,3	750,4	849,7	1,2
Juin	25,0	106,4	800,6	932,0	5,2	31,3	36,5	19,8	75,1	800,6	895,5	1,0
Septembre	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,0	40,1	15,7	67,3	806,8	889,8	0,7
Décembre	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,4	39,1	17,2	66,1	741,9	825,2	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	32,8	39,2	17,0	64,2	819,7	900,9	0,6
Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,3	30,3	36,6	18,1	64,4	887,2	969,7	0,9
Septembre	24,0	93,7	851,1	968,8	6,6	29,0	35,6	17,4	64,7	851,1	933,2	1,9
Décembre ³	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	30,5	39,3	18,0	65,1	835,2	918,3	2,9
1989 Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	11,2	37,6	48,8	18,4	59,2	909,6	987,2	6,5
C. Total												
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987 Mars ⁴	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,3	46,3	32,7	247,2	1.893,6	2.173,5	1,3
Juin	42,6	289,2	2.024,8	2.356,6	10,0	33,0	43,0	32,6	256,2	2.024,8	2.313,6	1,1
Septembre	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	35,9	45,6	28,5	240,6	2.010,3	2.279,4	0,7
Décembre	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,5	46,1	30,4	240,0	1.998,9	2.269,3	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	36,8	48,0	29,6	234,0	2.143,2	2.406,8	0,6
Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	11,9	32,5	44,4	30,9	249,0	2.278,4	2.558,3	0,9
Septembre	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	12,1	31,8	43,9	29,2	237,6	2.324,3	2.591,1	1,9
Décembre ³	41,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	32,7	47,5	29,7	237,6	2.374,6	2.641,9	2,9
1989 Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	18,0	42,3	60,3	29,9	220,6	2.515,2	2.765,7	10,2

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Un transfert de 57,0 milliard a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

Références bibliographiques : *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3
Fonds Monétaire International :									
Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3
Écus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0
Monnaies étrangères	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5
Avances au F.M.I.	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5
Effets de commerce	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	10,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—
Banques	0,1	0,5	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5
Fonds publics	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—
Comptes transitoires	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5
Total de l'actif	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.
Billets en circulation	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	1,8	4,1	—	—	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,6	0,8	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,2	1,5	—	—	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	4,8	4,1	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1	0,8	0,5
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires ..	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9
Valeurs à payer	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6
Autres accords	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	6,8
Caisse de Pensions du Personnel	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—
Comptes transitoires	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2
Réserve extraordinaire	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6
Bénéfice net à répartir	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Total du passif	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1988 6 juin	1989 5 juin	1988 4 juillet	1989 10 juillet	1988 8 août	1989 7 août	1988 5 septembre	1989 4 septembre
Encaisse en or	57,3	51,8	57,3	51,8	57,3	51,8	57,3	51,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	17,4	17,6	18,1	16,2	17,6	16,1	17,4	16,1
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	23,8	19,8	27,7	21,3	21,7	19,9	22,4	19,5
Ecus	141,5	129,2	141,5	125,7	144,3	125,7	144,3	124,9
Monnaies étrangères	133,3	204,5	131,7	207,0	139,9	211,2	136,2	215,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	27,3	30,8	27,3	26,4	27,7	26,4	27,7	26,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Accords internationaux	2,9	3,0	2,5	2,6	2,9	2,9	2,8	2,9
Avances au F.M.I.	3,5	0,0	3,5	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
Dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R.	—	3,2	—	4,9	1,5	4,9	1,5	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	1,0	27,4	0,1	28,6	0,4	29,4	5,5	29,7
Avances sur nantissement	4,0	24,7	10,0	19,6	0,0	23,8	3,7	19,0
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes^b	114,2	50,8	112,7	58,5	106,2	37,3	98,5	33,1
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,1	0,9	1,1	0,9	1,1	0,9	1,2	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,9	2,8	3,7	2,5	3,3	2,3	3,2	2,2
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,2	3,4	3,2	3,4	3,2	3,4	3,2
Fonds publics	22,8	26,2	22,8	26,2	22,8	26,2	22,8	26,2
Immeubles, matériel et mobilier	6,8	8,1	6,8	8,1	6,8	8,1	6,8	8,1
Divers	11,8	19,8	20,8	24,9	12,0	20,4	23,3	29,3
	647,0	694,8	662,0	699,4	644,3	681,5	649,0	685,0
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux¹	12,1	10,3	11,8	9,7	11,2	7,1	10,7	2,6
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	160,0	160,0	160,0	130,0	160,0	130,0	160,0	130,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Enseignement des Communautés (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1988 6 juin	1989 5 juin	1988 4 juillet	1989 10 juillet	1988 8 août	1989 7 août	1988 5 septembre	1989 4 septembre
Billets en circulation	431,0	430,0	437,3	436,5	422,8	422,6	422,5	421,5
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	4,1	2,9	1,9	1,9	1,8	1,8	3,2	2,0
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	7,6	9,5	15,8	11,4	8,0	6,2	11,1	7,9
Accords d'aide financière	3,8	2,8	3,7	2,6	3,3	2,3	3,2	2,2
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	141,5	129,2	141,5	125,7	144,3	125,7	144,3	125,7
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,9
Divers	12,6	15,8	15,4	16,7	16,7	18,3	18,3	20,2
Réserve indisponible de plus-values sur or	—	54,8	—	54,8	—	54,8	—	54,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	22,4	25,8	22,4	25,8	22,4	25,8	22,4	25,8
	647,0	694,8	662,0	699,4	644,3	681,5	649,0	685,0
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Enseignement des Communautés ¹	12,1	10,3	11,8	9,7	11,2	7,1	10,7	2,6

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Enseignement des Communautés (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	98,0	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1987 1 ^{er} trimestre	1.209	305,8	99,8	523,0	1.097,7	539,1	1.097,7	3.257,5	97
2 ^e trimestre	1.206	308,3	102,1	544,4	1.037,6	541,1	1.037,6	3.160,7	97
3 ^e trimestre	1.204	284,7	96,1	474,6	908,2	488,7	908,2	2.779,7	97
4 ^e trimestre	1.203	281,7	94,0	494,7	908,8	471,1	908,8	2.783,4	97
1988 1 ^{er} trimestre	1.179	307,9	96,4	537,9	1.100,7	557,8	1.100,7	3.297,1	98
2 ^e trimestre	1.177	311,6	98,8	567,7	1.068,9	549,3	1.068,9	3.254,8	97
3 ^e trimestre	1.176	295,5	92,3	484,9	931,3	501,8	931,3	2.849,3	98
4 ^e trimestre	1.173	291,3	91,4	510,9	958,8	500,0	958,8	2.928,5	99
1989 1 ^{er} trimestre	1.151	318,7	102,1	571,9	1.194,9	568,9	1.194,9	3.530,6	98
1988 Avril	1.178	314,2	94,5	575,5	1.023,2	508,6	1.023,2	3.130,5	98
Mai	1.178	300,9	106,0	560,4	1.086,1	587,4	1.086,1	3.320,0	97
Juin	1.177	319,6	95,8	567,2	1.097,3	552,0	1.097,3	3.313,8	97
Juillet	1.177	320,4	94,1	502,9	900,0	516,4	900,0	2.819,3	97
Août	1.177	292,0	91,0	489,1	947,4	492,1	947,4	2.876,0	99
Septembre	1.176	274,2	91,8	462,8	946,4	496,8	946,4	2.852,4	98
Octobre	1.177	299,6	87,5	499,1	914,8	467,7	914,8	2.796,4	99
Novembre	1.176	272,1	91,8	464,8	898,6	480,4	898,6	2.742,4	98
Décembre	1.173	302,2	94,8	569,0	1.062,8	551,9	1.062,8	3.246,5	99
1989 Janvier	1.169	322,6	96,2	570,9	1.133,1	555,8	1.133,1	3.392,9	100
Février	1.165	312,8	111,5	575,2	1.217,7	568,3	1.217,7	3.578,9	98
Mars	1.151	320,8	98,4	569,4	1.234,0	582,6	1.234,0	3.620,0	98
Avril	1.150	342,8	94,5	570,4	1.005,5	547,6	1.005,5	3.129,0	98

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 mai	1989 31 mai	1988 30 juin	1989 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	16,2	15,9	16,2	16,7	16,4	15,9	17,2	17,6
Prêts au jour le jour	175,0	206,9	260,9	265,8	250,2	477,2	333,9	397,6
Banquiers	2.520,2	2.366,2	2.562,7	2.792,1	2.550,8	3.131,3	2.765,5	3.038,3
Maison-mère, succursales et filiales	1.338,9	1.509,1	1.627,8	1.897,9	1.631,2	1.835,7	1.614,3	2.021,5
Autres valeurs à recevoir à court terme	68,4	70,7	68,3	65,9	73,5	85,6	99,2	105,4
Portefeuille-effets	938,1	1.185,0	1.169,5	1.105,5	1.154,5	1.353,0	1.159,1	1.327,2
a) Effets publics	644,5	843,6	901,4	838,4	878,6	1.072,1	883,3	1.047,7
b) Effets commerciaux ^a	293,6	341,4	268,1	267,1	275,9	280,9	275,8	279,5
Reports et avances sur titres	4,3	6,8	5,4	6,1	5,0	7,8	5,2	7,7
Débiteurs par acceptations	54,8	46,0	39,0	44,5	42,9	48,4	42,8	49,6
Débiteurs divers	1.974,1	1.930,7	2.106,0	2.476,1	2.326,9	2.776,7	2.401,0	2.869,6
Valeurs mobilières	1.423,1	1.567,6	1.629,0	1.762,5	1.751,5	1.756,1	1.816,0	1.784,2
a) Fonds publics belges	985,5	1.027,0	1.086,2	1.135,2	1.139,5	1.099,9	1.154,1	1.125,9
b) Autres titres d'emprunt	419,0	523,2	510,0	581,8	572,6	606,0	619,4	607,7
c) Actions et parts de sociétés	2,2	2,4	16,1	15,6	15,1	15,2	15,3	15,0
d) Autres valeurs mobilières	16,4	15,0	16,7	29,9	24,3	35,0	27,2	35,6
Valeurs de la réserve légale	3,8	4,7	5,6	5,5	5,5	6,1	5,5	6,1
Participations	33,4	36,9	48,7	73,0	59,9	88,0	63,9	89,1
a) Filiales	17,3	21,4	32,8	46,5	36,8	60,3	37,9	61,2
b) Autres participations	16,1	15,5	15,9	26,5	23,1	27,7	26,0	27,9
Frais de constitution et de premier établissement	2,2	2,4	2,8	3,2	3,0	3,5	3,1	3,5
Immeubles	25,7	26,9	27,5	33,1	28,4	34,1	33,1	34,1
Participations dans les filiales immobilières	1,8	1,8	2,3	2,6	2,3	2,6	2,8	2,6
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	0,2	0,3	0,3
Matériel et mobilier	10,0	10,7	10,7	11,3	11,8	12,0	12,0	12,3
Divers	266,8	258,2	271,4	392,3	306,9	404,7	332,2	397,2
Total de l'actif	8.856,9	9.246,6	9.854,0	10.954,2	10.221,0	12.038,9	10.707,1	12.163,9
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	82,3	57,3	53,0	45,7	50,4	44,2	49,5	43,7
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,4	0,5	1,5	1,5	1,0	14,5	0,3	15,3

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

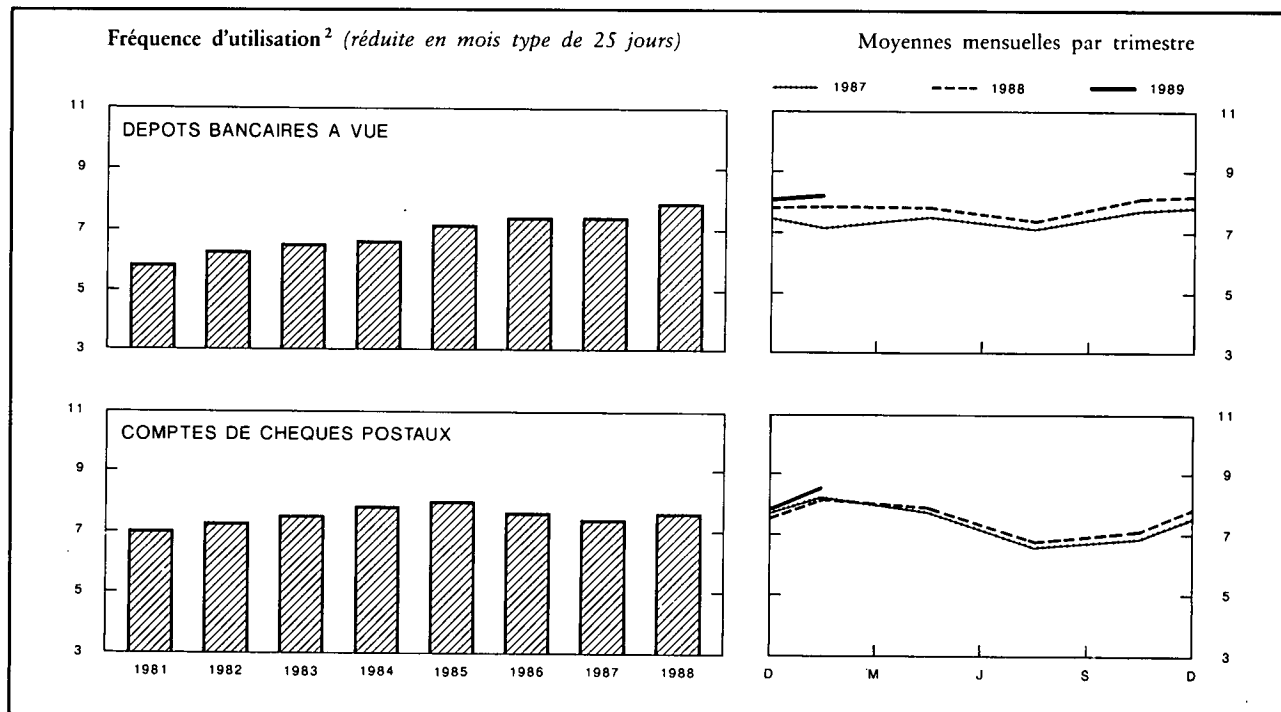
Passif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 mai	1989 31 mai	1988 30 juin	1989 30 juin
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	8,9	29,1	33,7	9,6	8,7	13,8	27,6	28,2
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	8,2	8,2	9,0	9,2	8,3	9,3	8,9	9,7
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,7	20,9	24,7	0,4	0,4	4,5	18,7	18,5
Emprunts au jour le jour	330,6	422,3	365,2	448,0	469,7	487,3	521,5	509,7
a) Couverts par des sûretés réelles	8,5	6,7	7,1	3,0	1,6	3,0	2,2	3,8
b) Non couverts par des sûretés réelles	322,1	415,6	358,1	445,0	468,1	484,3	519,3	505,9
Banquiers	4.354,7	4.433,3	4.684,7	4.856,4	4.600,8	5.483,7	4.824,9	5.444,9
Maison-mère, succursales et filiales	931,8	853,9	940,7	1.344,0	1.050,2	1.397,9	1.088,0	1.451,2
Acceptations	54,8	46,0	39,0	44,5	42,9	48,4	42,8	49,6
Autres valeurs à payer à court terme	61,9	81,7	81,4	69,5	86,3	98,8	118,0	111,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	7,4	5,6	4,9	5,4	5,1	5,5	5,1	5,2
Dépôts et comptes courants	2.164,3	2.399,2	2.647,8	2.983,8	2.850,5	3.202,3	2.927,0	3.262,5
a) A vue	557,8	618,5	662,4	731,1	726,3	774,7	770,8	827,9
b) A un mois au plus	495,0	580,2	675,7	734,7	700,1	806,0	709,7	788,1
c) A plus d'un mois	507,6	512,3	520,3	637,2	589,4	720,9	597,8	738,5
d) A plus d'un an	15,2	13,8	28,3	30,1	33,5	24,3	34,1	25,5
e) A plus de deux ans	49,8	58,0	58,7	70,0	63,8	78,7	64,8	77,3
f) Carnets de dépôts	536,9	613,2	698,3	776,4	733,4	793,6	745,7	801,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,0	3,2	4,1	4,3	4,0	4,1	4,1	4,0
Obligations et bons de caisse	444,0	450,3	461,6	470,7	473,2	480,8	478,1	482,1
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,3	1,4	1,5	1,6	1,8	1,3	1,8
Divers	304,1	289,9	335,9	416,2	351,7	466,6	374,6	461,3
<i>Total de l'exigible</i>	8.663,9	9.012,6	9.596,3	10.649,6	9.940,7	11.686,9	10.408,9	11.808,0
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	49,3	58,9	68,3	87,1	77,3	97,9	84,1	97,6
<i>Non exigible :</i>								
Capital	77,6	85,9	91,0	98,2	93,6	108,8	93,7	111,0
Fonds indisponible par prime d'émission	5,3	12,4	12,9	13,4	13,0	18,9	13,3	18,9
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,8	4,6	5,2	5,5	5,5	6,1	5,5	6,1
Réserve disponible	35,0	39,9	44,5	47,5	47,9	50,1	49,6	51,9
Autres réserves	11,5	20,4	22,8	40,0	29,1	50,5	38,1	50,6
Provisions	10,5	11,9	13,0	12,9	13,9	19,7	13,9	19,8
<i>Total du non exigible</i>	143,7	175,1	189,4	217,5	203,0	254,1	214,1	258,3
Total du passif	8.856,9	9.246,6	9.854,0	10.954,2	10.221,0	12.038,9	10.707,1	12.163,9

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1987 1 ^{er} trimestre	2.607,8	933,3	3.541,1	7,18	7,10	8,21
2 ^e trimestre	2.943,8	909,8	3.853,6	7,43	7,52	7,78
3 ^e trimestre	2.791,8	737,6	3.529,4	7,28	7,08	6,67
4 ^e trimestre	3.069,9	743,9	3.813,8	7,93	7,73	6,91
1988 1 ^{er} trimestre	3.131,5	912,5	4.044,0	8,05	7,84	8,15
2 ^e trimestre	3.349,1	902,6	4.251,7	7,83	7,84	7,91
3 ^e trimestre	3.115,1	731,5	3.846,6	7,66	7,46	6,83
4 ^e trimestre	3.521,4	755,5	4.276,9	8,40	8,17	7,18
1989 1 ^{er} trimestre	3.622,7	1.026,3	4.649,0	8,36	8,25	8,55
1988 Mai	3.398,8	1.011,7	4.410,5	7,54	7,86	8,31
Juin	3.360,5	893,9	4.254,4	8,06	7,75	8,08
Juillet	3.215,3	673,1	3.888,4	7,48	7,48	6,21
Août	2.968,2	749,8	3.718,0	7,43	7,15	7,10
Septembre	3.161,7	771,6	3.933,3	8,08	7,75	7,19
Octobre	3.186,9	698,4	3.885,3	7,93	7,63	6,83
Novembre	3.333,0	783,0	4.116,0	7,58	7,90	7,42
Décembre	4.044,4	785,1	4.829,5	9,70	8,98	7,27
1989 Janvier	3.577,4	904,7	4.482,1	8,37	8,05	8,08
Février	3.560,4	1.148,1	4.708,5	7,82	8,15	8,75
Mars	3.730,4	1.026,2	4.756,6	8,90	8,56	8,77
Avril	3.666,6	755,4	4.422,0	8,40	8,40	6,85
Mai	3.880,6			8,05	8,38	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

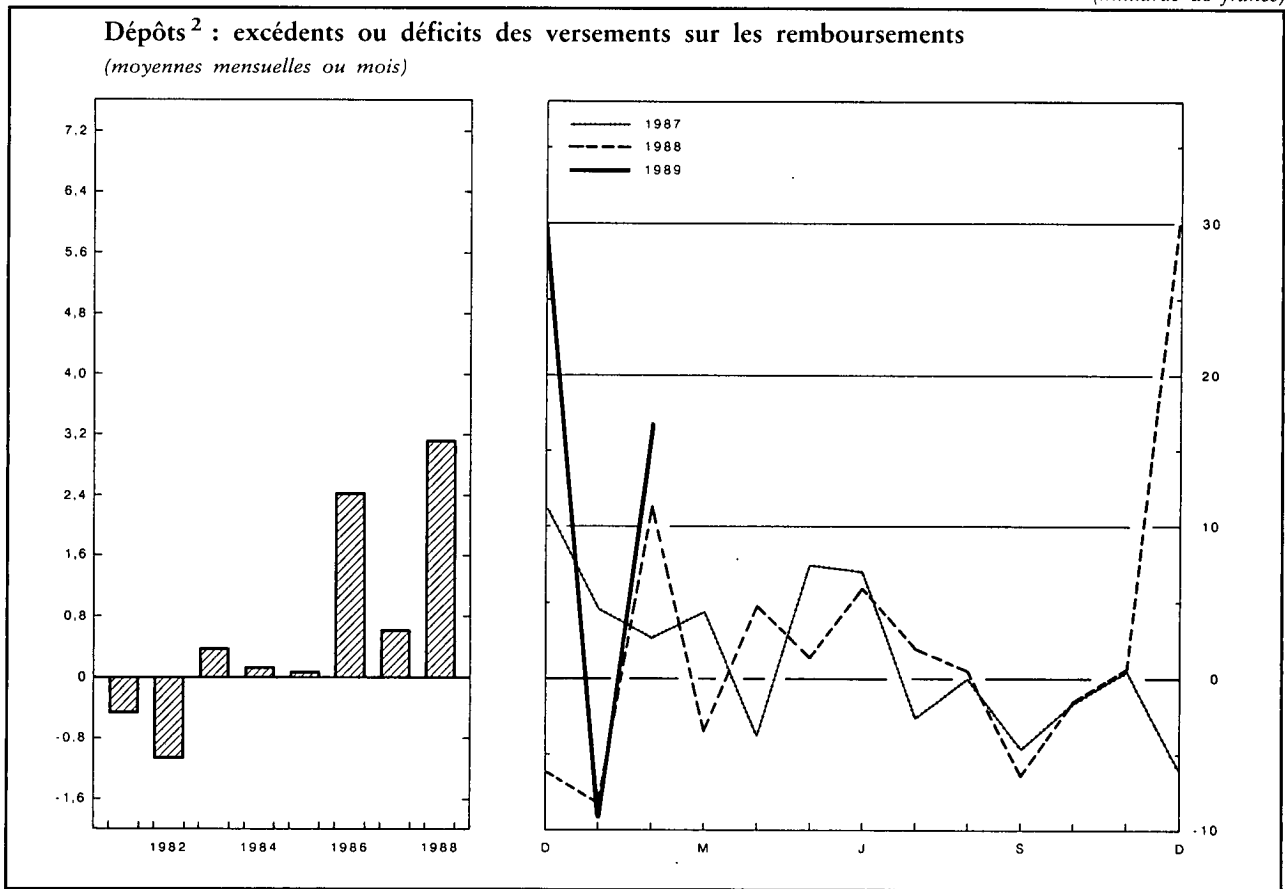
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Mars	21,8	208,6	0,0	0,0	50,6	6,6	0,0	168,5
Juin	42,4	175,6	0,0	0,0	37,9	0,0	5,9	175,6
Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 Janvier	41,9	202,4	0,0	0,0	58,8	0,0	0,0	186,1
Février	44,8	208,4	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	185,2
Mars	42,0	224,1	0,0	0,0	63,5	14,3	0,0	184,4
Avril	42,4	192,8	0,0	0,0	63,8	1,4	0,0	164,7
Mai	43,3	214,4	0,0	0,0	59,5	6,6	0,0	184,4
Juin	45,4	146,7	0,0	0,0	54,4	0,0	0,0	136,3
Juillet	43,7	133,3	0,0	0,0	53,8	0,0	0,0	121,8
Août	43,6	137,9	0,0	0,0	50,1	5,8	0,0	122,7
Septembre	48,1	112,8	0,0	0,0	47,2	7,4	0,0	102,0
Octobre	51,8	115,7	0,0	0,0	38,2	5,3	6,8	115,7
Novembre	42,7	132,8	0,0	0,0	49,9	2,3	0,0	119,4
Décembre	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Bons d'épargne ³		Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde ⁵		
				(fin de période)		
				(4)	(5)	
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1988	2.410,0	2.372,6	37,4	662,3	279,8	942,1
1986 4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	265,9	842,7
2 ^e trimestre	530,0	519,2	10,8	587,6	267,8	855,4
3 ^e trimestre	501,2	508,4	- 7,2	580,4	269,4	849,8
4 ^e trimestre	770,0	777,4	- 7,4	593,9	269,9	863,8
1988 1 ^{er} trimestre	567,2	567,3	- 0,1	600,0	275,9	875,9
2 ^e trimestre	598,3	586,1	12,2	612,2	277,2	889,4
3 ^e trimestre	592,5	596,4	- 3,9	608,3	277,0	885,3
4 ^e trimestre	652,0	622,8	29,2	662,3	279,8	942,1
1988 Février	192,1	180,7	11,4	603,4	274,5	877,9
Mars	196,5	199,9	- 3,4	600,0	275,9	875,9
Avril	196,6	191,8	4,8	604,8	276,3	881,1
Mai	202,8	201,4	1,4	606,2	275,8	882,0
Juin	198,9	192,9	6,0	612,2	277,2	889,4
Juillet	188,4	186,4	2,0	614,2	276,8	891,0
Août	206,6	206,1	0,5	614,7	276,5	891,2
Septembre	197,5	209,9	- 6,4	608,3	277,0	885,3
Octobre	204,2	205,6	- 1,4	606,9	278,1	885,0
Novembre	199,8	199,1	0,7	607,6	279,0	886,6
Décembre	248,0	218,1	29,9	662,3	279,8	942,1
1989 Janvier	255,8	264,7	- 8,9	653,5	281,8	935,3
Février	328,4	311,6	16,8	670,3	281,8	952,1

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1988 les intérêts capitalisés s'élevaient à 24,9 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1986	1987	1988
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,3	7,3	7,8
Prêts au jour le jour	2,7	1,7	5,8
Banquiers	119,3	136,0	153,2
Filiales	—	0,8	0,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,2	1,6	2,7
Portefeuille-effets	179,0	202,4	217,2
a) effets publics	(168,9)	(193,1)	(208,3)
b) effets commerciaux	(10,1)	(9,3)	(8,8)
Reports et avances sur titres	0,7	0,8	0,9
Débiteurs par acceptation	0,2	0,0	0,3
Débiteurs divers	396,8	417,8	446,1
Valeurs mobilières	381,2	418,9	449,9
a) fonds publics belges	(354,1)	(385,4)	(400,3)
b) autres titres d'emprunts	(27,1)	(33,0)	(43)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(0,4)	(0,4)
Participations	1,7	1,5	1,7
a) filiales	(0,9)	(0,5)	(0,7)
b) autres participations	(0,8)	(1,0)	(1,0)
Immeubles	12,1	12,0	12,0
Matériel et mobilier	1,5	1,5	1,4
Divers	45,8	60,0	63,3
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.149,5	1.262,3	1.362,6
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,3	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,3)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(0,0)	(0,0)
Emprunts au jour le jour	3,3	9,6	5,7
Banquiers	133,6	169,2	175,3
Acceptations	0,2	0,0	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	1,8	6,1	6,9
Dépôts et comptes courants	657,5	701,6	765,9
a) à vue et à un mois au plus	(561,0)	(583,2)	(626,1)
b) à plus d'un mois	(96,5)	(118,4)	(139,7)
Obligations et bons de caisse	265,3	269,9	279,8
Divers	65,7	80,5	97,0
Total de l'exigible ...	1.128,5	1.238,4	1.332,0
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	—	1,5	2,8
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,8	21,9	26,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	1,2	0,5	1,6
Total du passif ...	1.149,5	1.262,3	1.362,6

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1986	1987	1988
ACTIF			
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	—	0,4	0,4
— Autres immobilisations corporelles	—	0,0	0,0
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,6	1,6	2,5
— Titres à revenu fixe	59,2	59,1	62,0
— Autres valeurs mobilières	—	0,0	0,0
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,1	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	0,0	—	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	28,2	33,0	38,1
— Avances sur contrats	0,1	0,2	0,2
— Autres prêts	4,1	5,6	7,3
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,3	0,3
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,1	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	0,8	0,6	0,5
Placements de trésorerie	—	0,1	0,1
Valeurs disponibles	0,1	2,4	2,3
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	4,6	4,7	4,8
Total de l'actif ...	99,7	109,7	120,2
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,2	0,5	0,8
Réserves disponibles	14,3	15,5	16,7
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,8	0,8	0,9
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	69,4	77,0	85,8
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,2	0,3	0,3
Provisions pour prestations à régler	0,3	0,4	0,5
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	12,5	11,3	11,5
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,3	0,2	0,2
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,7	0,9	1,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,1	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,4	0,4
Compte courant	0,0	—	—
Rentes à transférer	—	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	0,0	1,2	1,4
— Autres crédettes	0,6	1,0	0,5
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	99,7	109,7	120,2

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
ACTIF									
IMMOBILISE	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6
2. garantis par banques et organismes financiers ..	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7
3. dont le risque est à charge de l'Institution	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9
Crédits commerciaux	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6
Autres ¹	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2
2. autres ²	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6
Débiteurs divers	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9
Fonds publics et participations	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6
Divers	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9
Total de l'actif ...	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5
PASSIF									
NON EXIGIBLE	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9
EXIGIBLE :									
Obligations	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9
Bons de caisse	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7
Dépôts et emprunts divers	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3
Effets réescomptés	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2
Créditeurs divers	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6
Provisions pour charge et risques divers	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3
2. Autres ³	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,5
Total du passif ...	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIÉS PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 30 avril	1989 30 avril	1988 31 mai	1989 31 mai
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,1	3,0	3,3	3,5	2,9	3,1	3,2	3,4
Prêts au jour le jour	2,5	3,7	4,5	3,4	3,6	6,4	1,6	5,5
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	41,8	64,8	101,0	144,5	99,7	176,0	109,9	179,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,4	7,3	7,8	7,8	6,2	7,8	5,1	7,0
Effets de commerce et factures	5,0	4,5	4,4	4,3	4,4	4,3	4,3	4,7
Débiteurs par acceptations	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	120,0	147,8	179,2	213,8	192,9	226,4	193,8	231,5
Portefeuille-titres et participations	608,4	683,6	744,8	849,7	791,9	872,0	795,6	874,3
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(66,6)	(71,6)	(75,5)	(73,4)	(72,8)	(96,1)	(72,4)	(92,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(281,0)	(321,7)	(374,1)	(449,9)	(415,0)	(450,8)	(415,8)	(449,9)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(180,5)	(192,5)	(193,3)	(188,9)	(198,2)	(188,5)	(196,0)	(189,8)
c) Obligations de sociétés belges	(24,5)	(22,5)	(21,5)	(22,3)	(21,2)	(22,8)	(22,0)	(22,6)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,9)	(14,2)	(15,1)	(16,2)	(15,0)	(17,4)	(15,0)	(17,4)
e) Autres valeurs	(42,9)	(61,1)	(65,3)	(99,0)	(69,7)	(96,4)	(74,4)	(101,8)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	265,7	290,1	307,1	338,2	312,2	350,8	314,9	355,5
Actionnaires ou sociétaires	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4	2,0	2,4	2,0
Débiteurs divers	6,9	6,3	7,7	8,8	9,1	11,3	8,4	13,3
Divers	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du disponible et réalisable	1.064,0	1.214,6	1.362,6	1.576,7	1.425,6	1.660,4	1.439,5	1.677,1
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	9,2	9,0	9,6	10,1	9,7	10,1	9,7	10,2
Leasing immobilier	0,5	0,6	1,3	1,6	1,3	1,6	1,3	1,6
Matériel et mobilier	1,9	2,4	2,6	2,9	2,8	2,8	2,8	2,8
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	11,8	12,2	13,7	14,8	14,0	14,8	14,0	14,9
Comptes transitoires ¹	49,5	53,7	60,5	63,0	53,9	58,0	55,9	61,5
Total de l'actif	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.493,5	1.733,2	1.509,4	1.753,5
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées .	1.040,4	1.189,2	1.334,0	1.540,4	1.382,9	1.603,2	1.397,5	1.624,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.023,8	1.167,7	1.315,8	1.515,6	1.361,1	1.581,0	1.375,5	1.602,0

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIÉS PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 30 avril	1989 30 avril	1988 31 mai	1989 31 mai
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	506,2	605,0	710,4	803,3	725,1	826,5	733,2	838,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	142,1	149,1	171,2	212,8	190,1	227,7	193,4	232,0
c) de cinq ans ou plus	250,4	251,2	232,0	210,7	223,6	204,7	221,1	203,0
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,7	8,4	6,5	6,7	6,6	6,8	6,6	6,8
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,8	2,9	3,1	3,0	2,1	2,3	2,4	2,4
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,2	0,0	0,1	1,3	0,5	1,5	0,9	1,7
b) auprès de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	107,2	130,7	158,1	250,3	181,1	276,2	183,5	280,8
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	0,6	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,1	0,0	0,6	0,4	0,7	1,0	0,8	0,9
Autres engagements à un mois maximum	3,4	3,2	3,5	3,5	2,3	4,7	2,3	3,1
Créditeurs divers	2,3	2,9	3,4	4,7	5,3	6,4	5,0	7,5
Provisions pour charges	4,9	4,8	5,1	5,2	5,7	5,4	4,9	5,4
Divers	2,4	10,5	11,5	1,0	2,8	1,0	2,8	1,1
Total de l'exigible	1.029,4	1.169,0	1.305,6	1.503,0	1.346,0	1.564,4	1.357,0	1.583,0
Fonds propres :								
a) capital	20,9	22,8	25,4	31,2	28,3	30,7	29,1	31,0
b) réserve légale	1,3	1,5	1,6	1,7	1,7	2,1	1,8	2,1
c) autres réserves	18,8	24,7	31,8	43,7	33,3	45,6	33,5	45,7
Comptes de redressements d'actifs	9,9	12,2	15,0	17,2	15,3	17,4	15,3	17,4
Comptes transitoires ¹	45,0	50,3	57,4	57,7	68,9	73,0	72,7	74,3
Total du passif	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.493,5	1.733,2	1.509,4	1.753,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 30 avril	1989 30 avril	1988 31 mai	1989 31 mai
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	0,8	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	23,0	13,6	11,9	11,5	11,7	11,5	11,7	11,5
Opérations de leasing et autres débiteurs divers .	2,6	3,2	3,7	4,4	3,8	4,6	3,8	4,7
Autres crédits	4,1	4,3	4,5	7,1	5,8	6,8	5,9	6,8
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	10,0	8,7	7,4	9,8	8,1	9,7	8,1	9,7
b) Autres valeurs	0,5	0,5	0,9	0,5	1,0	1,2	1,0	1,1
Divers	1,6	1,3	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,1
Total de l'actif ...	42,6	32,2	30,0	34,9	32,0	35,5	32,0	35,5
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	4,2	4,2	5,0	6,0	5,6	6,0	5,8	6,2
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	7,1	5,6	6,4	7,6	7,1	8,3	7,2	8,5
c) de cinq ans ou plus	17,8	11,6	9,9	9,4	9,8	8,7	9,8	8,6
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	3,4	1,3	1,0	0,9	1,0	0,8	1,0	0,8
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	4,2	4,0	2,4	5,4	3,3	6,1	2,9	5,7
Fonds propres	2,1	1,8	1,9	2,1	2,1	2,3	2,1	2,3
Divers	3,8	3,7	3,4	3,5	3,1	3,3	3,2	3,4
Total du passif ...	42,6	32,2	30,0	34,9	32,0	35,5	32,0	35,5
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération	10	7	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIIIe année, tome I, n° 4, avril 1988.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 30 avril	1989 30 avril	1988 31 mai	1989 31 mai
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,1	3,0	3,3	3,5	2,9	3,1	3,2	3,4
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	45,1	69,1	106,0	148,4	103,9	183,0	112,0	185,7
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	288,7	303,7	319,1	349,7	323,9	362,3	326,6	367,0
Opérations de leasing et autres débiteurs divers .	10,0	10,2	12,8	14,9	14,3	17,7	13,6	19,8
Autres crédits	136,8	164,5	195,9	233,1	209,3	245,4	209,2	250,1
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	538,1	594,5	650,2	722,0	694,2	745,0	692,3	742,2
b) Autres valeurs	80,7	98,3	102,9	138,0	106,9	137,9	112,4	142,9
Divers	65,4	69,4	76,6	79,8	70,1	74,3	72,1	77,9
Total de l'actif ...	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.525,5	1.768,7	1.541,4	1.789,0
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans.....	510,4	609,2	715,4	809,3	730,6	832,5	739,0	844,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	149,2	154,7	177,6	220,4	197,3	236,0	200,6	240,5
c) de cinq ans ou plus	268,2	262,8	241,9	220,1	233,4	213,4	230,9	211,6
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	10,2	9,8	7,6	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
b) Autres intermédiaires financiers	112,3	134,9	161,2	257,4	185,6	284,8	188,1	289,0
Fonds propres	43,0	50,7	60,7	78,7	65,5	80,6	66,5	81,1
Divers	74,6	90,6	102,4	95,8	105,4	113,6	108,6	114,7
Total du passif ...	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.525,5	1.768,7	1.541,4	1.789,0

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créiteurs	Débiteurs	
	Emprunts dont les charges sont :	supportées par les emprunteurs									remboursées aux emprunteurs par l'Etat
à fin de période										
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1987 1 ^{er} trimestre ...	10,1	1,9	4,1	15,5	22,7	557,4	15,7	22,7	52,5	211,0
2 ^e trimestre ...	9,0	1,4	2,5	10,6	25,6	556,7	17,8	21,5	47,3	162,3
3 ^e trimestre ...	9,3	1,6	3,7	15,1	25,2	557,5	17,2	23,1	53,3	261,6
4 ^e trimestre ...	15,0	1,9	2,6	16,5	26,6	561,2	19,1	24,0	46,4	227,3
1988 1 ^{er} trimestre ...	12,0	1,5	2,3	13,8	31,8	557,6	19,7	26,7	42,9	233,7
2 ^e trimestre ...	10,5	1,5	3,0	16,7	31,4	562,4	18,9	23,0	37,7	182,0
3 ^e trimestre ...	12,6	1,5	1,6	17,2	30,7	564,2	18,2	23,4	45,9	231,5
4 ^e trimestre ...	14,0	1,6	2,1	16,4	31,0	569,2	17,3	24,5	34,4	250,0
1989 1 ^{er} trimestre ...	12,1	1,7	3,9	18,7	30,8	570,9	14,5	24,7	42,0	257,1
1988 Avril	3,3	0,5	0,5	5,4	31,2	554,3	20,3	23,6	38,2	63,2
Mai	3,2	0,4	0,7	4,0	32,1	556,8	19,3	23,4	36,7	61,1
Juin	4,0	0,6	1,8	7,3	31,4	562,4	18,9	22,1	38,3	57,7
Juillet	3,2	0,6	0,8	4,3	32,2	555,9	18,7	26,5	47,1	84,1
Août	5,8	0,5	- 0,2	7,7	30,9	563,1	16,9	21,1	45,1	54,2
Septembre	3,6	0,4	1,0	5,2	30,7	564,2	18,2	22,6	45,6	93,2
Octobre	3,4	0,6	0,6	5,5	30,1	561,2	17,7	23,0	52,3	108,4
Novembre	4,6	0,4	0,6	4,7	30,9	564,9	16,1	24,9	37,1	52,3
Décembre	6,0	0,6	0,9	6,2	31,0	569,2	17,3	25,7	34,4	89,3
1989 Janvier	3,3	0,5	2,3	6,0	31,6	561,6	15,5	31,1	38,1	97,1
Février	4,2	0,7	0,4	5,9	31,4	566,5	14,3	21,1	45,3	76,2
Mars	4,6	0,5	1,2	6,7	30,8	570,9	14,5	21,8	42,6	83,8
Avril	2,4	0,2	1,3	3,9	30,9	565,2	15,1	21,5	40,8	67,1

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
A. Actifs réglementaires ¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9
Obligations organisations internationales	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1
Certificats immobiliers sociétés belges	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3
Actions sociétés belges	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2
Immeubles	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5
Certificats fonds communs de placement	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0
Numéraire	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0
Avances sur polices	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6
Primes restant à encaisser	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8
Créances sur intermédiaires	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0
Total A	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7
Total B	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7
TOTAL GENERAL (A + B)	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9
Encaissement affaires directes	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4
Provisions techniques affaires directes	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS *

1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶ (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total ⁶ (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1983	- 3,1	+ 3,5	+ 19,3	+ 22,8	+ 2,6	+ 22,3	+ 759,5	+ 781,8	
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 19,9	+ 40,5	+ 2,8	+ 58,9	+ 601,4	+ 660,3	
1985	+ 8,9	+ 23,9	+ 14,8	+ 38,7	+ 7,3	+ 54,9	+ 773,3	+ 828,2	
1986 *	- 5,8	+ 13,0	+ 6,0	+ 19,0	+ 12,2	+ 25,4	+ 904,5	+ 929,9	
1987 *	+ 4,7	+ 17,9	+ 10,3	+ 28,2	- 1,3	+ 31,6	+ 920,9	+ 952,5	
1988 *	+ 16,5	+ 17,2	+ 3,6	+ 20,8	+ 5,7	+ 43,0	+ 1.162,2	+ 1.205,2	
1986 1 ^{er} trimestre . *	- 3,0	+ 32,3	- 17,8	+ 14,5	+ 2,7	+ 14,2	+ 272,9	+ 287,1	
2 ^e trimestre . *	- 13,1	- 21,7	+ 5,6	- 16,1	+ 2,3	- 26,9	+ 356,0	+ 329,1	
3 ^e trimestre . *	+ 20,5	+ 5,4	- 13,3	- 7,9	+ 3,4	+ 16,0	+ 73,7	+ 89,7	
4 ^e trimestre . *	- 10,2	- 3,0	+ 31,5	+ 28,5	+ 3,8	+ 22,1	+ 201,9	+ 224,0	
1987 1 ^{er} trimestre . *	- 6,6	+ 35,6	- 27,3	+ 8,3	0,0	+ 1,7	+ 299,4	+ 301,1	
2 ^e trimestre . *	+ 2,7	- 20,0	+ 18,2	- 1,8	- 0,7	+ 0,2	+ 398,3	+ 398,5	
3 ^e trimestre . *	+ 25,6	+ 14,7	- 16,5	- 1,8	+ 0,7	+ 24,5	+ 56,3	+ 80,8	
4 ^e trimestre . *	- 17,0	- 12,4	+ 35,9	+ 23,5	- 1,3	+ 5,2	+ 166,9	+ 172,1	
1988 1 ^{er} trimestre . *	- 5,1	+ 30,1	- 31,0	- 0,9	+ 3,2	- 2,8	+ 374,6	+ 371,8	
2 ^e trimestre . *	- 1,0	- 20,0	+ 12,4	- 7,6	+ 1,2	- 7,4	+ 362,3	+ 354,9	
3 ^e trimestre . *	+ 7,4	+ 11,1	- 15,6	- 4,5	+ 0,5	+ 3,4	+ 171,2	+ 174,6	
4 ^e trimestre . *	+ 15,2	- 4,0	+ 37,8	+ 33,8	+ 0,8	+ 49,8	+ 254,2	+ 304,0	
1989 1 ^{er} trimestre . *	- 15,9	+ 26,4	- 29,5	- 3,1	- 0,2	- 19,2	+ 457,2	+ 438,0	
1987 10 prem. mois *	+ 1,0	+ 25,4	- 10,8	+ 14,6	+ 2,7	+ 18,3	+ 818,1	+ 836,4	
1988 10 prem. mois *	+ 10,6	+ 16,9	- 27,2	- 10,3	+ 3,5	+ 3,8	+ 972,4	+ 976,2	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ B.N.B., Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G., banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'O.C.P.	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	64,6	502,4	876,6	71,1	947,6
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,1	959,2	68,0	1.027,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	78,6	552,7	938,0	83,6	1.021,6
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	83,2	557,3	942,6	58,2	1.000,8
1985	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	92,0	612,9	996,6	67,1	1.063,7
1986 Mars	379,4	0,3	77,8	410,6	38,7	87,8	615,1	994,5	64,1	1.058,6
Juin	405,8	0,3	85,1	463,5	47,4	110,1	706,4	1.112,2	51,0	1.163,2
Septembre	394,1	0,2	77,3	428,6	44,6	96,4	647,1	1.041,3	71,5	1.112,7
Décembre	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	99,8	675,6	1.079,2	61,3	1.140,5
1987 Mars	392,8	0,3	83,7	453,4	47,1	103,9	688,5	1.081,3	54,7	1.136,0
Juin	417,5	0,3	91,1	508,4	52,1	122,4	774,5	1.192,0	57,4	1.249,4
Septembre	406,6	0,4	82,4	465,7	50,8	103,7	703,0	1.109,6	83,0	1.192,6
Octobre	411,3	0,4	78,5	474,2	54,1	102,5	709,7	1.121,0	62,3	1.183,3
Décembre	411,6	0,3	77,4	477,7	46,7	108,3	710,3	1.121,8	66,0	1.187,9
1988 Mars	401,8	0,3	79,6	485,1	53,1	104,2	722,3	1.124,2	60,9	1.185,1
Juin	423,4	0,3	93,4	528,1	56,1	123,3	801,2	1.224,6	59,9	1.284,5
Septembre	412,2	0,3	79,1	493,8	55,1	112,3	740,5	1.152,7	67,3	1.220,0
Octobre	410,1	0,3	78,3	502,3	57,9	110,6	749,3	1.159,5	76,6	1.236,1
Décembre	415,6	0,2	78,4	519,2	59,6	116,3	773,7	1.189,3	82,5	1.271,8
1989 Mars	398,4	0,3	88,0	502,9	68,7	121,1	780,9	1.179,3	66,6	1.245,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la B.N.B., après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³				Total général	
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5, 6}	Actifs à plus d'un an ^{5, 7}	Total	A un an au plus ⁵ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹		Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,6	+ 145,5	+ 333,6	+ 561,7	- 15,3	+ 84,0	+ 68,7	+ 23,6	+ 1,6	+ 14,5	+ 89,4	+ 129,1	+ 759,5
1984	- 21,2	+ 232,2	+ 201,4	+ 412,4	- 9,4	+ 104,5	+ 95,1	- 1,6	+ 10,2	+ 14,7	+ 70,6	+ 93,9	+ 601,4
1985	+ 54,0	+ 209,4	+ 281,0	+ 544,4	- 1,8	+ 90,1	+ 88,3	+ 18,4	+ 8,5	+ 5,8	+ 107,9	+ 140,6	+ 773,3
1986	+ 82,6	+ 406,9	+ 74,9	+ 564,4	+ 32,2	+ 112,7	+ 144,9	- 5,5	+ 6,7	+ 68,2	+ 125,8	+ 195,2	+ 904,5
1987	+ 42,6	+ 343,5	+ 148,2	+ 534,3	+ 53,5	+ 89,7	+ 143,2	- 1,1	+ 19,9	+ 91,1	+ 133,5	+ 243,4	+ 920,9
1988	+ 67,5	+ 190,6	+ 261,7	+ 519,8	+ 31,5	+ 194,8	+ 226,3	+ 8,5 ¹²	+ 6,0	+ 125,8	+ 275,8	+ 416,1 ¹²	+ 1.162,2 ¹²
1986 1 ^{er} trimestre	- 2,1	+ 85,0	+ 66,7	+ 149,6	+ 25,6	+ 26,0	+ 51,6	+ 3,9	- 0,3	+ 3,1	+ 65,0	+ 71,7	+ 272,9
2 ^e trimestre	+ 117,7	+ 45,9	+ 30,0	+ 193,6	- 4,3	+ 37,4	+ 33,1	+ 11,5	+ 2,3	+ 27,0	+ 88,5	+ 129,3	+ 356,0
3 ^e trimestre	- 70,9	+ 109,9	+ 8,4	+ 47,4	+ 7,5	+ 29,8	+ 37,3	- 20,6	+ 1,1	+ 2,3	+ 6,2	- 11,0	+ 73,7
4 ^e trimestre	+ 37,9	+ 166,1	- 30,2	+ 173,8	+ 3,4	+ 19,5	+ 22,9	- 0,3	+ 3,6	+ 35,8	- 33,9	+ 5,2	+ 201,9
1987 1 ^{er} trimestre	+ 2,1	+ 142,4	+ 8,3	+ 152,8	+ 24,3	+ 24,9	+ 49,2	- 2,6	+ 5,3	+ 13,4	+ 81,3	+ 97,4	+ 299,4
2 ^e trimestre	+ 110,7	+ 46,1	+ 123,4	+ 280,2	+ 11,2	+ 6,9	+ 18,1	+ 7,0	+ 5,0	+ 9,0	+ 79,0	+ 100,0	+ 398,3
3 ^e trimestre	- 82,4	+ 44,1	+ 10,5	- 27,8	- 6,3	+ 32,4	+ 26,1	- 13,5	+ 0,1	+ 38,3	+ 33,1	+ 58,0	+ 56,3
4 ^e trimestre	+ 12,2	+ 110,9	+ 6,0	+ 129,1	+ 24,3	+ 25,5	+ 49,8	+ 8,0	+ 9,5	+ 30,4	- 59,9	- 12,0	+ 166,9
1988 1 ^{er} trimestre	+ 2,4	+ 84,5	+ 76,5	+ 163,4	+ 27,3	+ 58,1	+ 85,4	- 1,0	+ 3,5	+ 34,5	+ 88,8	+ 125,8	+ 374,6
2 ^e trimestre	+ 100,4	+ 20,6	+ 36,5	+ 157,5	+ 4,2	+ 36,9	+ 41,1	+ 20,5	+ 1,1	+ 36,6	+ 105,5	+ 163,7	+ 362,3
3 ^e trimestre	- 71,9	+ 22,8	+ 86,5	+ 37,4	+ 22,7	+ 43,8	+ 66,5	- 17,6	- 1,5	+ 22,8	+ 63,6	+ 67,3	+ 171,2
4 ^e trimestre	+ 36,6	+ 62,8	+ 62,2	+ 161,6	- 22,7	+ 56,0	+ 33,3	+ 6,6 ¹²	+ 2,9	+ 31,9	+ 17,9	+ 59,3 ¹²	+ 254,2 ¹²
1989 1 ^{er} trimestre	- 10,0	+ 162,2	+ 83,7	+ 235,9	+ 58,3	+ 80,9	+ 139,2	.	- 0,1	+ 45,5	+ 36,7	+ 82,1 ¹³	+ 457,2 ¹³
1987 10 premiers mois	+ 41,8	+ 257,7	+ 143,6	+ 443,1	+ 39,9	+ 63,7	+ 103,6	- 7,7	+ 11,0	+ 70,4	+ 197,7	+ 271,4	+ 818,1
1988 10 premiers mois	+ 37,7	+ 122,0	+ 221,8	+ 381,5	+ 58,9	+ 153,0	+ 211,9	+ 8,5	+ 4,0	+ 95,2	+ 271,3	+ 379,0	+ 972,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Pour les deux derniers mois, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

¹³ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge					En monnaies étrangères ³					Total général
	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Total	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 7}		Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total		A l'étranger	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)	(11) = (7) + (10)	
1983	+ 111,5	+ 35,2	+ 10,5	+ 1,3	+ 158,5	- 13,0	+ 145,5	- 10,1	- 5,2	- 15,3	+ 130,2
1984	+ 115,3	+ 57,1	+ 6,1	+ 1,0	+ 179,4	+ 52,8	+ 232,2	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 222,8
1985	+ 163,0	+ 6,8	+ 14,0	+ 2,2	+ 186,0	+ 23,4	+ 209,4	- 1,3	- 0,5	- 1,8	+ 207,5
1986 *	+ 209,6	+ 84,3	+ 54,1	+ 7,1	+ 355,0	+ 51,9	+ 406,9	- 0,4	+ 32,6	+ 32,2	+ 439,1
1987 *	+ 226,0	+ 74,9	+ 15,5	+ 4,4	+ 320,7	+ 22,8	+ 343,5	+ 26,4	+ 27,1	+ 53,5	+ 397,0
1988 *	+ 187,4	- 20,0	+ 15,8	+ 1,5	+ 184,6	+ 6,0	+ 190,6	+ 20,2	+ 11,3	+ 31,5	+ 222,2
1986 1 ^{er} trimestre	+ 17,3	+ 42,7	+ 9,1	+ 4,9	+ 74,1	+ 10,9	+ 85,0	+ 17,4	+ 8,2	+ 25,6	+ 110,6
2 ^e trimestre	+ 34,3	- 23,0	+ 12,1	+ 4,0	+ 27,4	+ 18,5	+ 45,9	- 16,6	+ 12,3	- 4,3	+ 41,6
3 ^e trimestre	+ 38,0	+ 36,9	+ 15,4	- 0,7	+ 89,6	+ 20,3	+ 109,9	+ 12,3	- 4,8	+ 7,5	+ 117,4
4 ^e trimestre	+ 120,1	+ 27,6	+ 17,4	- 1,2	+ 163,9	+ 2,2	+ 166,1	- 13,5	+ 16,9	+ 3,4	+ 169,5
1987 1 ^{er} trimestre	+ 40,3	+ 64,8	+ 10,6	+ 0,7	+ 116,4	+ 26,0	+ 142,4	+ 9,7	+ 14,6	+ 24,3	+ 166,7
2 ^e trimestre	+ 40,7	- 14,3	+ 3,9	+ 4,7	+ 35,1	+ 11,0	+ 46,1	+ 7,9	+ 3,3	+ 11,2	+ 57,3
3 ^e trimestre	+ 27,3	+ 14,2	- 0,8	+ 1,1	+ 41,8	+ 2,3	+ 44,1	+ 0,1	- 6,4	- 6,3	+ 37,8
4 ^e trimestre	+ 117,6	+ 10,1	+ 1,8	- 2,1	+ 127,4	- 16,5	+ 110,9	+ 8,7	+ 15,6	+ 24,3	+ 135,2
1988 1 ^{er} trimestre	+ 27,8	+ 35,9	+ 6,2	- 1,6	+ 68,3	+ 16,2	+ 84,5	+ 24,3	+ 3,0	+ 27,3	+ 111,8
2 ^e trimestre	+ 48,8	- 30,1	+ 2,7	+ 4,7	+ 26,1	- 5,5	+ 20,6	- 12,2	+ 16,4	+ 4,2	+ 24,8
3 ^e trimestre	+ 23,7	- 12,6	+ 6,0	+ 1,8	+ 18,8	+ 4,0	+ 22,8	+ 10,8	+ 11,9	+ 22,7	+ 45,5
4 ^e trimestre	+ 87,1	- 13,1	+ 0,9	- 3,5	+ 71,5	- 8,7	+ 62,8	- 2,7	- 20,0	- 22,7	+ 40,0
1989 1 ^{er} trimestre	+ 26,2	+ 109,3	+ 2,8	+ 3,9	+ 142,3	+ 19,9	+ 162,2	+ 22,5	+ 35,8	+ 58,3	+ 220,5
1987 10 premiers mois *	+ 117,2	+ 88,5	+ 14,1	+ 7,7	+ 227,5	+ 30,2	+ 257,7	+ 25,7	+ 14,2	+ 39,9	+ 297,7
1988 10 premiers mois *	+ 95,2	- 6,2	+ 15,5	+ 4,5	+ 109,1	+ 12,9	+ 122,0	+ 31,5	+ 27,4	+ 58,9	+ 180,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMÉDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers ⁴ (4)	Total (5) = (1) à (4)			(6)	(7) = (5) + (6)
1982	1.135,1	506,9	73,3	9,5	1.724,9	127,5	1.852,3
1983	1.246,6	542,0	83,8	10,9	1.883,4	129,7	2.013,1
1984	1.362,0	599,1	89,9	11,8	2.062,8	139,2	2.202,0
1985	1.524,9	605,9	103,9	14,0	2.248,8	126,1	2.374,8
1986 Mars	1.542,2	648,6	113,0	18,9	2.322,8	141,6	2.464,4
Juin	1.576,5	625,7	125,2	22,9	2.350,2	122,8	2.473,0
Septembre	1.614,5	662,6	140,6	22,3	2.439,9	131,9	2.571,7
Décembre	1.734,6	690,2	158,0	21,1	2.603,8	116,0	2.719,8
1987 Mars	1.774,8	755,0	168,6	21,8	2.720,2	122,8	2.843,0
Juin	1.815,6	740,7	172,5	26,5	2.755,3	131,7	2.886,9
Septembre	1.842,9	755,0	171,7	27,6	2.797,1	132,3	2.929,4
Octobre	1.851,8	778,7	172,1	28,8	2.831,3	139,0	2.970,3
Décembre	1.960,5	765,0	173,5	25,5	2.924,5	136,8	3.061,3
1988 Mars	1.988,3	800,9	179,7	23,9	2.992,8	163,6	3.156,3
Juin	2.037,1	770,8	182,4	28,6	3.018,9	156,3	3.175,3
Septembre	2.060,8	758,1	188,4	30,4	3.037,7	168,2	3.205,9
Octobre	2.055,7	758,9	189,0	30,0	3.033,5	173,8	3.207,4
Décembre	2.147,9	745,0	189,3	26,9	3.109,1	163,3	3.272,4
1989 Mars	2.174,1	854,3	192,1	30,9	3.251,4	188,0	3.439,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations ⁵	Actions ⁶	Divers ⁷	Total	Obligations	Actions ⁸	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	
1983	+ 274,6	+ 45,5	+ 13,5	+ 333,6	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	+ 417,6
1984	+ 180,8	+ 21,7	- 1,1	+ 201,4	+ 108,5	- 4,0	+ 104,5	+ 305,9
1985	+ 276,5	+ 7,9	- 3,4	+ 281,0	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+ 371,1
1986 *	+ 73,4	+ 15,4	- 13,9	+ 74,9	+ 81,9	+ 30,8	+ 112,7	+ 187,6
1987 *	+ 162,7	- 8,3	- 6,2	+ 148,2	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+ 237,9
1988 *	+ 272,0	+ 24,9	- 35,2	+ 261,7	+ 213,3	- 18,5	+ 194,8	+ 456,5
1986 1 ^{er} trimestre . *	+ 74,3	- 6,8	- 0,8	+ 66,7	+ 12,6	+ 13,4	+ 26,0	+ 92,7
2 ^e trimestre . *	+ 17,2	+ 19,0	- 6,2	+ 30,0	+ 23,6	+ 13,8	+ 37,4	+ 67,4
3 ^e trimestre . *	+ 9,9	0,0	- 1,5	+ 8,4	+ 27,1	+ 2,7	+ 29,8	+ 38,2
4 ^e trimestre . *	- 28,0	+ 3,2	- 5,4	- 30,2	+ 18,6	+ 0,9	+ 19,5	- 10,7
1987 1 ^{er} trimestre . *	+ 19,0	- 8,9	- 1,8	+ 8,3	+ 20,0	+ 4,9	+ 24,9	+ 33,2
2 ^e trimestre . *	+ 114,4	+ 8,5	+ 0,5	+ 123,4	+ 7,0	- 0,1	+ 6,9	+ 130,3
3 ^e trimestre . *	+ 29,9	- 19,7	+ 0,3	+ 10,5	+ 26,1	+ 6,3	+ 32,4	+ 42,9
4 ^e trimestre . *	- 0,6	+ 11,8	- 5,2	+ 6,0	+ 36,1	- 10,6	+ 25,5	+ 31,5
1988 1 ^{er} trimestre . *	+ 135,6	- 57,7	- 1,4	+ 76,5	+ 52,7	+ 5,4	+ 58,1	+ 134,6
2 ^e trimestre . *	+ 14,6	+ 28,8	- 6,9	+ 36,5	+ 45,8	- 8,9	+ 36,9	+ 73,4
3 ^e trimestre . *	+ 54,6	+ 43,3	- 11,4	+ 86,5	+ 43,2	+ 0,6	+ 43,8	+ 130,3
4 ^e trimestre . *	+ 67,2	+ 10,5	- 15,5	+ 62,2	+ 71,6	- 15,6	+ 56,0	+ 118,2
1989 1 ^{er} trimestre . *	+ 59,5	+ 37,6	- 13,4	+ 83,7	+ 60,3	+ 20,6	+ 80,9	+ 164,6
1987 10 prem. mois *	+ 158,3	- 12,3	- 2,4	+ 143,6	+ 56,5	+ 7,2	+ 63,7	+ 207,3
1988 10 prem. mois *	+ 230,3	+ 16,3	- 24,8	+ 221,8	+ 156,1	- 3,1	+ 153,0	+ 374,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L., après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès des intermédiaires financiers nationaux.

⁸ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'U.E.B.L.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total				
									Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
									(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,1	+ 119,5	+ 61,3	+ 58,0	+ 107,7	+ 39,8	+ 46,9	+ 231,0	+ 216,0	+ 447,0		
1984	- 4,9	- 13,2	+ 67,6	+ 37,3	+ 67,3	+ 71,9	+ 46,0	+ 28,6	+ 162,8	+ 137,8	+ 300,6		
1985	- 0,6	+ 11,6	+ 120,5	+ 56,1	+ 74,2	+ 75,9	+ 32,9	+ 35,0	+ 238,5	+ 167,0	+ 405,5		
1986	+ 19,3	+ 8,8	+ 173,8	+ 6,6	+ 138,1	+ 11,8	+ 97,2	+ 0,3	+ 437,2	+ 18,7	+ 455,9		
1987	+ 8,4	- 3,1	+ 197,2	+ 15,4	+ 90,0	+ 42,1	+ 97,2	+ 1,7	+ 389,8	+ 59,3	+ 449,1		
1988	+ 3,2	+ 1,6	+ 121,4	- 1,7	+ 61,7	+ 71,2	+ 84,4	+ 21,6	+ 272,3	+ 91,1	+ 363,4		
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 5,6	+ 55,1	+ 13,9	+ 22,2	+ 39,6	+ 10,5	+ 12,6	+ 89,4	+ 66,1	+ 155,5		
2 ^e trimestre	+ 25,9	+ 7,8	+ 21,4	- 1,6	+ 46,9	- 5,2	+ 26,3	- 0,9	+ 128,5	- 7,7	+ 120,7		
3 ^e trimestre	- 11,8	- 7,8	+ 34,1	- 5,4	+ 3,6	- 10,1	+ 12,9	- 4,9	+ 31,0	- 20,4	+ 10,6		
4 ^e trimestre	+ 9,3	+ 3,1	+ 63,1	- 0,2	+ 65,3	- 12,6	+ 47,4	- 6,4	+ 188,3	- 19,2	+ 169,1		
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,1	+ 3,0	+ 76,7	+ 2,7	+ 32,0	+ 9,2	+ 26,6	- 4,9	+ 128,2	+ 7,1	+ 135,2		
2 ^e trimestre	+ 25,0	+ 7,2	+ 67,6	+ 5,9	+ 28,3	+ 10,7	+ 25,6	+ 1,4	+ 153,7	+ 18,0	+ 171,7		
3 ^e trimestre	- 11,0	- 8,5	- 12,9	+ 7,6	- 16,3	+ 13,3	+ 8,2	+ 3,4	- 40,5	+ 24,4	- 16,0		
4 ^e trimestre	+ 4,6	- 4,8	+ 65,8	- 0,8	+ 46,0	+ 8,8	+ 36,8	+ 1,8	+ 148,4	+ 9,8	+ 158,2		
1988 1 ^{er} trimestre	- 9,9	+ 2,4	+ 79,9	+ 9,2	+ 11,2	+ 39,1	+ 11,4	+ 11,5	+ 94,9	+ 59,9	+ 154,8		
2 ^e trimestre	+ 20,8	+ 14,5	+ 17,6	+ 9,5	+ 32,1	+ 11,9	+ 29,3	+ 0,8	+ 114,4	+ 22,2	+ 136,6		
3 ^e trimestre	- 11,8	- 13,9	- 11,3	- 12,6	- 8,8	- 0,8	+ 3,4	- 1,6	- 42,4	- 15,0	- 57,4		
4 ^e trimestre	+ 4,1	- 1,5	+ 35,2	- 7,8	+ 27,2	+ 21,0	+ 40,3	+ 10,8	+ 105,4	+ 23,9	+ 129,3		
1989 1 ^{er} trimestre	- 17,0	+ 9,5	+ 87,3	+ 2,1	+ 54,6	+ 26,1	+ 20,4	+ 4,7	+ 154,8	+ 32,9	+ 187,7		
1987 10 premiers mois	+ 8,7	- 2,4	+ 166,9	+ 12,5	+ 47,0	+ 32,3	+ 74,8	+ 0,4	+ 295,1	+ 45,2	+ 340,3		
1988 10 premiers mois	- 2,0	+ 1,4	+ 91,7	+ 0,6	+ 33,3	+ 66,0	+ 53,8	+ 12,4	+ 178,2	+ 79,0	+ 257,2		

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,5	1.222,3	322,3	690,1	912,4	366,8	321,1	2.728,9	1.555,9	4.284,8
1983	375,0	88,4	1.354,2	383,7	748,1	1.020,2	406,6	368,1	2.972,3	1.771,9	4.744,2
1984 Ancienne série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	815,4	1.092,1	452,6	396,7	3.140,0	1.909,7	5.049,7
Nouvelle série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	820,0	1.089,0	452,6	396,7	3.144,7	1.906,7	5.051,3
1985	369,4	86,8	1.535,5	477,1	894,2	1.164,9	485,5	431,7	3.371,4	2.073,6	5.445,0
1986 Mars	365,4	92,4	1.588,7	490,9	916,4	1.204,5	496,0	444,3	3.458,9	2.139,7	5.598,7
Juin	391,3	100,3	1.607,9	489,3	963,4	1.199,3	522,3	443,4	3.585,2	2.132,0	5.717,2
Septembre	379,5	92,5	1.638,8	483,9	967,0	1.189,3	535,2	438,4	3.613,0	2.111,6	5.724,6
Décembre	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.032,4	1.176,7	582,6	432,0	3.799,0	2.092,3	5.891,3
1987 Mars	378,6	98,6	1.773,4	486,4	1.064,4	1.185,9	609,3	427,1	3.924,3	2.099,4	6.023,7
Juin	403,6	105,8	1.842,0	492,3	1.092,7	1.196,6	634,8	428,5	4.078,9	2.117,4	6.196,3
Septembre	392,6	97,3	1.829,6	499,9	1.076,4	1.210,0	643,0	432,0	4.039,0	2.141,8	6.180,8
Octobre	397,5	93,2	1.863,8	496,2	1.079,4	1.209,0	657,4	432,4	4.091,3	2.137,5	6.228,8
Décembre	397,2	92,5	1.891,3	499,1	1.122,4	1.218,8	679,9	433,7	4.183,2	2.151,7	6.334,8
1988 Mars	387,3	94,9	1.973,5	508,4	1.133,6	1.257,9	691,2	445,3	4.280,5	2.211,6	6.492,1
Juin	408,1	109,4	1.996,1	517,9	1.165,7	1.269,9	720,5	446,1	4.399,9	2.233,8	6.633,7
Septembre	396,3	95,5	1.985,9	505,3	1.156,9	1.269,1	723,9	444,5	4.358,5	2.218,8	6.577,3
Octobre	395,2	93,9	1.988,5	499,7	1.155,7	1.284,8	733,6	446,1	4.366,9	2.230,6	6.597,5
Décembre	400,4	94,1	2.018,9	497,4	1.184,1	1.290,0	764,3	455,3	4.461,7	2.242,7	6.704,4
1989 Mars	383,3	103,6	2.108,4	499,5	1.238,7	1.316,2	784,6	460,0	4.618,7	2.275,7	6.894,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique et à un meilleur recensement des obligations et des bons de caisse détenus par les sociétés et les particuliers.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9)=(5)+(8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5)=(3)+(4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8)=(6)-(7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3)=(1)-(2)							
		(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)	(8)=(6)-(7)			(9)=(5)+(8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,8
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,8
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,4
	1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	19,9	68,7	384,7	71,0
	1986	289,4	107,0	182,4	—	182,4	25,1	71,5	-46,4	136,0	289,0
	* 1987	453,4	186,1	267,3	—	267,3	94,4	77,9	16,5	283,8	102,0
	* 1988	549,1	174,0	375,1	—	375,1	35,1	44,5	- 9,4	365,7	33,7
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	43,2	6,2	37,0	86,6	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,5	9,1	29,4	124,2	- 1,4
	1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	23,6	16,0	7,6	56,4	0,0
	* 1987	89,3	43,4	45,9	—	45,9	40,9	35,5	5,4	51,3	0,0
	* 1988	90,0	40,3	49,7	—	49,7	25,0	17,8	7,2	56,9	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	1985	0,0	16,8	-16,8	48,8	32,0	8,9	11,5	- 2,6	29,4	10,6
	1986	0,0	12,7	-12,7	16,5	3,8	30,9	13,3	17,6	21,4	12,2
	* 1987	0,0	23,5	-23,5	11,9	-11,6	49,6	22,1	27,5	15,9	3,4
	* 1988	0,0	0,7	- 0,7	50,7	50,0	27,7	13,9	13,8	63,8	11,4
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	1985	30,0	4,9	25,1	54,0	79,1	10,0	0,2	9,8	88,9	6,6
	1986	0,0	10,9	-10,9	8,0	- 2,9	20,0	0,9	19,1	16,2	22,4
	* 1987	22,6	23,6	- 1,0	25,0	24,0	0,0	0,2	- 0,2	23,8	- 1,5
	* 1988	18,0	2,0	16,0	19,3	35,3	8,2	1,8	6,4	41,7	3,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	-10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	-13,2	—
	1986	30,0	19,6	10,4	—	10,4	6,7	12,7	- 6,0	4,4	—
	* 1987	0,0	3,5	- 3,5	—	- 3,5	9,0	11,4	- 2,4	- 5,9	—
	* 1988	0,0	21,2	- 21,2	—	-21,2	5,1	12,6	- 7,5	-28,7	—
Total 1 à 5 : Total des émissions en franc belge du secteur public belge	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	131,1	23,5	107,6	465,7	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	1985	665,5	253,0	412,5	102,8	515,3	148,0	49,3	98,7	614,0	—
	1986	404,6	186,6	218,0	24,5	242,5	106,3	114,4	- 8,1	234,4	—
	* 1987	565,3	280,1	285,2	36,9	322,1	193,9	147,1	46,8	368,9	—
	* 1988	657,1	238,2	418,9	70,0	488,9	101,1	90,6	10,5	499,4	—

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en franc belge

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
							580,1		
1988	Février ..	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^{ème} série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre .	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
	Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76
							517,1		
1989	Janvier ..	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34
	Juin	12	Etat belge 1989-97, 2 ^{ème} série	8,25	100,00	8 ans	87,5	—	8,25

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,3	—	131,5	1.313,2	3.793,0
1986	2.487,6	102,7	—	124,8	1.320,4	4.035,5
1987 *	2.819,3	99,3	—	146,9	1.330,1	4.395,6
Titres non accessibles à tout placeur						
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,6	80,7	55,8	85,2	146,6	495,9
1984	230,5	88,9	53,6	123,1	151,6	647,7
1985	433,2	82,3	52,4	137,5	147,4	854,3
1986	386,3	76,4	47,0	170,0	166,5	846,2
1987 *	381,2	73,9	41,6	164,2	194,1	855,0
Total						
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,5	189,6	55,8	141,1	1.298,3	3.530,3
1984	2.082,4	187,7	53,6	221,4	1.380,3	3.925,4
1985	2.689,2	174,6	52,4	269,0	1.462,1	4.647,3
1986	2.873,9	179,1	47,0	294,8	1.486,9	4.881,7
1987 *	3.200,5	173,2	41,6	311,1	1.524,2	5.250,6

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.689,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985	1.872,2	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,0
1986	1.859,3	14,5	19,9	27,2	784,2	47,6	575,1	296,7	411,0	4.035,5
1987 *	1.962,5	14,6	20,6	26,8	883,8	42,3	638,5	343,2	463,3	4.395,6
Titres non accessibles à tout placeur										
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	41,1	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,9
1984	41,7	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,7
1985	54,6	0,1	0,1	0,4	266,3	—	282,4	43,6	206,8	854,3
1986	58,2	0,0	0,1	0,4	257,8	—	281,0	51,4	197,3	846,2
1987 *	53,3	0,0	0,1	1,5	236,1	—	317,5	47,2	199,3	855,0
Total										
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.628,6	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.530,3
1984	1.731,4	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.925,4
1985	1.926,8	14,4	18,0	25,2	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.647,3
1986	1.917,5	14,5	20,0	27,6	1.042,0	47,6	856,1	348,1	608,3	4.881,7
1987 *	2.015,8	14,6	20,7	28,3	1.119,9	42,3	956,0	390,4	662,6	5.250,6

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

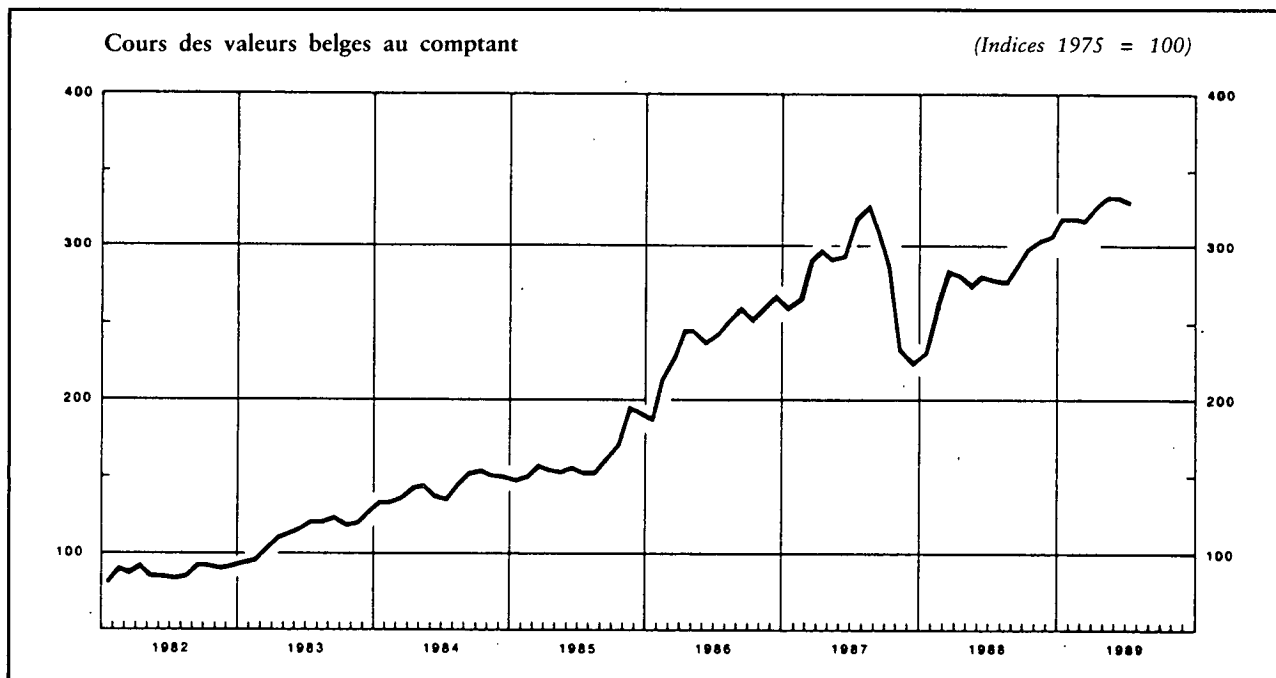
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1988	1.227	281	276	3,2	2,8	.	464
1987 2 ^e trimestre	1.013	295	276	3,0	2,9	555	513
3 ^e trimestre	1.373	319	306	2,8	2,4	628	540
4 ^e trimestre	1.066	248	243	4,0	3,5	453	425
1988 1 ^{er} trimestre	2.382	260	249	3,3	3,1	358	416
2 ^e trimestre	753	279	262	3,3	3,0	340	450
3 ^e trimestre	870	282	304	3,2	2,6	374	489
4 ^e trimestre	903	303	288	3,0	2,3	343	500
1989 1 ^{er} trimestre	1.038	318	298	2,9	2,3	538	544
2 ^e trimestre	1.130	322	310	2,9	2,4	437	579
1988 Juillet	627	279	263	3,3	2,7	433	491
Août	626	278	264	3,3	2,7	360	494
Septembre	1.356	287	274	3,1	2,4	328	482
Octobre	897	299	285	3,0	2,3	434	503
Novembre	917	302	288	3,0	2,4	298	497
Décembre	896	307	290	2,9	2,3	297	501
1989 Janvier	1.074	319	300	2,8	2,2	576	531
Février	1.142	319	299	2,9	2,3	589	545
Mars	899	317	294	2,9	2,4	450	556
Avril	1.038	327	305	2,8	2,2	379	566
Mai	1.210	334	313	2,8	2,4	434	575
Juin	1.143	334	311	3,0	2,5	499	597
Juillet	1.136	330	302	2,9	2,5	362	597

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique ; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

VII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴	
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Banques d'épargne	Divers			Total
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1980	0,9	0,5	1.141,4	1.142,8	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.503,1	101,0
1981	0,5	0,5	1.223,2	1.224,2	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.641,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.250,0	1.251,2	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.714,5	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.308,1	1.309,0	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.810,5	122,0
1984	0,3	0,2	1.337,6	1.338,1	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.862,1	120,3
1985	0,0	0,2	1.383,1	1.383,3	442,4	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,3	2.959,6	108,4
1986	0,0	0,2	1.469,0	1.469,2	454,1	395,4	383,4	429,4	3,2	1.665,5	3.134,7	109,8
1987 Mars	0,0	0,2	1.493,6	1.493,8	462,9	407,5	384,9	433,7	2,7	1.691,7	3.185,5	106,7
Juin	0,0	0,2	1.581,1	1.581,3	475,6	418,1	395,8	459,4	2,6	1.751,5	3.332,8	106,2
Septembre	0,0	0,0	1.546,3	1.546,3	480,7	429,4	387,3	454,6	2,7	1.754,7	3.301,0	103,8
Décembre	0,0	0,0	1.589,0	1.589,0	484,4	442,9	396,3	465,6	2,6	1.791,8	3.380,8	97,1
1988 Mars	* 0,0	0,0	1.632,8	1.632,8	488,0	450,2	394,2	473,6	2,3	1.808,3	3.441,1	94,6
Juin	* 0,0	0,0	1.752,9	1.752,9	492,5	462,7	402,6	488,6	2,5	1.848,9	3.601,8	92,9
Septembre	* 0,0	0,0	1.823,8	1.823,8	494,0	475,4	403,3	501,7	2,8	1.877,2	3.701,0	90,4
Décembre	* 0,0	0,0	1.882,3	1.882,3	503,4	490,6	422,2	518,6	2,4	1.937,2	3.819,5	76,1
1989 Mars	* 0,0	0,0	1.940,5	1.940,5	513,9	503,2	423,7	531,9	2,4	1.975,1	3.915,6	74,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1987 2 ^e trimestre	27,7
3 ^e trimestre	26,3
4 ^e trimestre	26,8
1988 1 ^{er} trimestre	25,3
2 ^e trimestre	26,8
3 ^e trimestre	30,3
4 ^e trimestre	31,5
1989 1 ^{er} trimestre	! 29,8
2 ^e trimestre	37,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

**XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES
PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT
DU LOGEMENT¹**

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat		Construction ou transformation		Total	Achat		Construction ou transformation		Total
1981	42,4		26,8		69,2	53,6		39,7		93,3
1982	37,8		20,1		57,9	44,1		27,5		71,6
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1987 1 ^{er} trimestre ...	16,7	2,5	2,7	6,8	28,7	27,4	4,8	2,5	15,6	50,3
2 ^e trimestre ...	17,4	2,8	2,6	5,6	28,4	27,9	4,9	2,4	12,2	47,4
3 ^e trimestre ...	15,5	2,5	2,5	5,0	25,5	25,6	4,4	2,4	11,9	44,3
4 ^e trimestre ...	17,1	2,6	2,4	5,6	27,7	28,3	4,9	2,2	13,3	48,7
1988 1 ^{er} trimestre ...	18,7	3,2	2,8	7,0	31,7	31,9	6,0	2,7	16,4	57,0
2 ^e trimestre ...	19,4	3,4	3,3	7,6	33,7	35,3	6,2	3,3	19,2	64,0
3 ^e trimestre ...	18,7	3,0	3,1	8,7	33,5	37,4	5,6	3,1	21,4	67,5
4 ^e trimestre ...	18,5	3,0	2,6	6,2	30,3	37,6	5,9	2,8	16,3	62,6
1989 1 ^{er} trimestre ...	25,1	4,0	4,4	13,6	47,1	50,6	8,2	4,5	34,6	97,9
1988 Avril	5,9	1,1	1,1	2,4	10,5	10,5	2,0	1,0	6,2	19,7
Mai	6,1	1,1	1,0	2,4	10,6	11,1	2,0	1,1	6,1	20,3
Juin	7,4	1,2	1,2	2,8	12,6	13,7	2,2	1,2	6,9	24,0
Juillet	6,2	1,0	1,0	2,7	10,9	12,9	1,8	1,0	6,6	22,3
Août	5,9	0,9	1,1	3,1	11,0	12,5	1,7	1,1	7,8	23,1
Septembre	6,6	1,1	1,0	2,9	11,6	12,0	2,1	1,0	7,0	22,1
Octobre	6,3	1,0	1,0	2,2	10,5	14,5	2,1	1,0	6,1	23,7
Novembre	6,1	1,0	0,8	1,9	9,8	11,4	1,9	0,9	4,8	19,0
Décembre	6,1	1,0	0,8	2,1	10,0	11,7	1,9	0,9	5,4	19,9
1989 Janvier	6,5	1,1	1,0	2,8	11,4	12,7	2,2	1,0	7,2	23,1
Février	7,1	1,1	1,1	3,4	12,7	14,0	2,2	1,2	8,5	25,9
Mars	11,5	1,8	2,3	7,4	23,0	23,9	3,8	2,3	18,9	48,9
Avril	6,5	1,0	1,3	4,6	13,4	13,8	2,1	1,4	12,1	29,4

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	80,7	82,5	85,8	92,1	50,5	53,0	60,3	62,5
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	39,4	40,3	44,7	48,0	15,7	15,4	14,9	16,9
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	202,5	211,8	217,6	235,3	92,0	88,4	92,3	107,1
Textile, habillement et cuir	102,9	111,4	124,3	135,3	54,4	55,0	61,9	70,1
Industrie chimique ⁴	261,7	288,2	317,1	339,5	81,4	83,8	82,8	105,9
Métallurgie de base	123,4	133,5	135,3	142,3	54,7	51,0	59,1	59,9
Fabrications métalliques	413,0	446,6	458,6	498,3	177,6	185,9	186,8	228,7
Produits minéraux non métalliques et bois	107,4	118,7	122,3	134,2	57,2	39,0	64,4	71,2
Papier, carton et imprimerie	57,3	71,4	77,4	85,2	30,3	33,0	41,0	48,4
Pétrole	141,3	128,5	118,9	136,2	21,6	17,5	20,5	24,1
Diamant et orfèvrerie	55,3	47,9	45,8	54,7	33,5	29,8	26,6	34,8
Autres	2,7	3,1	3,9	3,9	1,2	1,9	2,3	2,0
Construction et affaires immobilières de génie civil	109,3	119,2	137,0	161,7	66,8	70,3	76,3	93,5
Production et distribution d'énergie et d'eau	126,5	141,2	158,4	160,9	43,3	58,7	82,9	86,7
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	102,0	115,7	129,8	162,8	60,8	67,9	70,7	84,6
Commerce de détail	120,2	137,8	162,3	194,5	79,4	90,6	113,4	130,6
Transports, entrepôts et communications	196,2	213,0	211,2	242,1	131,4	134,3	132,9	151,0
Services financiers ⁵	209,7	227,6	287,1	415,4	79,3	107,4	134,6	192,4
Autres services aux entreprises ⁶	66,3	75,2	120,8	151,1	33,5	40,5	62,3	79,2
Autres services aux particuliers ⁷	147,7	177,8	202,1	228,9	128,2	149,5	169,6	188,1
Total	2.665,5	2.891,4	3.160,4	3.622,4	1.292,8	1.372,9	1.555,6	1.837,7

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent

les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Communauté Economique Européenne ...	679,5	813,9	829,6	1.139,0	290,1	326,1	293,0	374,2
Royaume-Uni	286,7	317,5	316,3	487,8	104,8	100,1	56,1	85,9
République Fédérale d'Allemagne	119,2	117,2	103,4	146,1	41,7	28,6	39,9	51,8
France	91,1	93,0	85,3	89,4	52,3	42,3	31,0	32,9
Pays-Bas	77,2	75,1	101,6	121,8	29,2	29,3	45,9	51,8
Italie	61,1	60,7	69,6	74,1	33,8	27,3	28,1	33,4
Luxembourg	27,4	38,2	43,4	64,9	17,6	14,5	11,3	20,0
Danemark	6,1	13,4	12,0	29,0	2,9	6,2	7,3	10,5
Irlande	6,0	1,9	5,3	3,2	4,2	1,0	0,4	0,6
Grèce	4,7	4,4	5,3	5,2	3,6	3,2	4,0	4,0
Espagne	—	66,2	62,3	81,7	—	54,1	50,1	60,7
Portugal	—	26,3	25,1	35,8	—	19,5	18,9	22,6
Autre pays d'Europe	178,8	82,5	87,8	106,2	108,4	32,4	32,7	39,3
dont : Espagne	64,9	—	—	—	55,3	—	—	—
Suisse	48,4	46,6	46,4	61,1	11,9	16,3	12,2	15,0
Norvège	4,3	6,0	4,7	5,5	1,5	2,2	1,0	1,5
Suède	13,3	8,6	8,3	13,4	4,6	1,4	0,3	3,3
Etats-Unis et Canada	335,6	328,1	323,4	423,4	93,7	96,2	105,0	132,3
Pays exportateurs de pétrole	80,4	64,0	57,9	56,6	65,0	52,7	46,6	42,1
Autres pays de l'Hémisphère occidental ...	275,6	203,5	172,4	151,1	192,0	125,0	90,2	79,8
dont : Brésil	71,0	62,7	51,8	42,7	51,3	36,0	25,4	17,8
Mexique	58,7	38,9	25,9	20,2	54,3	33,9	21,8	17,5
Autres pays d'Afrique	54,5	51,3	41,6	49,0	39,0	36,4	34,7	35,8
dont : Afrique du Sud	4,1	3,6	3,4	4,8	3,6	2,6	2,7	3,4
République du Zaïre	15,9	18,4	15,1	19,1	11,5	11,8	13,2	12,4
Australie et Nouvelle Zélande	86,4	117,2	123,9	114,5	50,3	70,8	88,0	72,5
Autres pays d'Asie	154,6	179,7	184,3	146,4	49,9	60,8	84,0	82,1
dont : Japon	79,2	97,8	94,4	55,1	11,4	17,2	32,9	34,4
Total	1.845,4	1.840,2	1.820,9	2.186,2	888,4	800,4	774,2	858,1

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation; initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et

remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1987	5,9	0,0	3,0	4,1	1,3	2,2	1,3	8,9
1988	4,8	0,0	2,7	3,2	1,1	1,9	1,3	7,5
1987 2 ^e trimestre	6,5	0,0	3,1	4,3	1,2	2,8	1,3	9,6
3 ^e trimestre	5,6	0,0	2,8	3,8	1,2	2,1	1,3	8,4
4 ^e trimestre	5,6	0,0	3,0	3,6	1,8	1,8	1,4	8,6
1988 1 ^{er} trimestre	5,3	0,0	2,9	3,7	1,2	1,8	1,5	8,2
2 ^e trimestre	4,6	0,0	2,6	3,1	1,0	1,9	1,2	7,2
3 ^e trimestre	4,9	0,0	2,3	3,1	1,3	1,6	1,2	7,2
4 ^e trimestre	4,5	0,0	2,7	2,9	1,0	2,0	1,3	7,2
1989 1 ^{er} trimestre	4,8	0,2	2,7	3,2	1,3	1,8	1,4	7,7
2 ^e trimestre	5,4	0,0	3,8	3,8	0,2	3,6	1,6	9,2
1988 Août	4,5	0,0	2,4	3,1	1,2	1,5	1,1	6,9
Septembre	4,3	0,0	2,0	3,2	0,3	1,4	1,4	6,3
Octobre	4,1	0,0	2,4	2,9	0,7	1,6	1,3	6,5
Novembre	3,9	0,0	2,5	2,8	0,7	1,8	1,1	6,4
Décembre	5,4	0,0	3,2	2,8	1,7	2,7	1,4	8,6
1989 Janvier	4,7	0,0	3,3	3,0	1,5	2,2	1,3	8,0
Février	5,3	0,0	2,8	3,1	2,2	1,8	1,0	8,1
Mars	4,4	0,4	2,2	3,4	0,0	1,6	2,0	7,0
Avril	4,6	0,1	3,3	3,8	0,2	2,5	1,5	8,0
Mai	5,9	0,0	3,6	3,2	0,2	4,7	1,4	9,5
Juin	5,5	0,0	4,8	4,4	0,5	3,7	1,7	10,3
Juillet	5,4	0,0	3,2	3,6	1,0	3,0	1,0	8,6
Août	4,2	0,0	2,8	3,2	0,2	2,5	1,2	7,1

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. (4)	
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1987	269,4	4,5	33,6	1,8	309,3
1988	250,8	5,5	30,4	1,0	287,7
1987 2 ^e trimestre	264,5	4,5	34,8	1,7	305,5
3 ^e trimestre	255,2	4,3	32,9	1,7	294,1
4 ^e trimestre	249,9	6,1	32,3	0,5	288,8
1988 1 ^{er} trimestre	247,6	7,5	32,1	0,3	287,5
2 ^e trimestre	258,6	5,8	31,3	0,8	296,5
3 ^e trimestre	252,9	4,0	29,2	2,2	288,3
4 ^e trimestre	244,0	5,0	28,9	0,7	278,6
1989 1 ^{er} trimestre	239,8	4,4	28,2	3,3	275,7
2 ^e trimestre	229,4	10,9	23,8	11,6	277,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en franc belge accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger. A partir du premier trimestre de 1989, cette localisation tient compte des effets commerciaux qui, à l'intervention de l'I.R.G., ont été pris en pension dans le cadre des adjudications de crédits par la Banque.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne					
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)	Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Juin	141,0	10,4	130,6	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Septembre ..	144,9	7,0	137,9	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	252,9	77,9	26,8
Décembre ...	147,2	8,6	138,6	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
1988 Mars	149,7	8,3	141,4	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Juin	152,8	7,3	145,5	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Juillet	152,8	7,3	145,5	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Août	152,8	7,2	145,6	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Septembre ..	155,8	6,2	149,6	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	272,4	81,3	31,2
Octobre	154,9	7,2	147,7	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	271,0	81,3	31,2
Novembre ..	154,9	6,5	148,3	29,2	0,4	28,8	15,5	0,0	15,5	271,0	81,3	31,2
Décembre ...	159,2	7,4	151,8	29,6	0,2	29,4	16,0	0,0	16,0	276,3	81,7	32,4
1989 Janvier	159,2	6,1	153,1	29,6	0,3	29,3	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Février	159,2	7,6	151,6	29,6	0,3	29,3	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Mars	159,2	7,5	151,7	29,6	0,1	29,5	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Avril	159,2	5,1	154,1	29,6	0,1	29,5	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Mai	159,2	4,4	154,8	29,6	0,1	29,5	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Juin	159,7	5,1	154,6	29,0	0,0	29,0	16,2	0,0	16,2	276,7	80,8	32,9
Juillet	160,9	4,2	156,7	29,0	0,1	28,9	15,0	0,0	15,0	276,7	80,8	32,9

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

A partir de décembre 1988, le montant global des plafonds de réescompte sera maintenu au niveau du montant du 1^{er} décembre 1988. Les plafonds de réescompte individuels seront revus, dans le cadre de ce montant fixe, au début des mois de juin et décembre d'après une clef de répartition basée sur l'ancien mode de calcul.

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en franc belge en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en franc belge à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles	à court terme	à long terme
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il

ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

A partir de décembre 1988, le montant global des quotas d'avances sera maintenu au niveau du montant du 1^{er} décembre 1988. Les quotas individuels seront revus, dans le cadre de ce montant fixe, au début des mois de juin et décembre d'après une clef de répartition basée sur l'ancien mode de calcul.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XVIII - 4. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates d'adjudication	Cessions-rétrocessions d'effets commerciaux			Avances à terme fixe sur nantissement d'effets publics			Total de l'encours existant ¹
	Taux	Montants adjugés	Encours existant ¹	Taux	Montants adjugés	Encours existant ¹	
		(millions de francs)			(millions de francs)		
1989 15 mars	7,50	4.850	4.850	7,94	10.150	10.150	15.000
22 mars	7,50	7.150	12.000	7,94	6.800	16.950	28.950
29 mars	7,50	9.475	16.625	7,88	8.000	14.800	31.425
5 avril	7,38	10.275	19.750	7,75	7.475	15.475	35.225
12 avril	7,38	12.050	22.325	7,75	24.950	32.425	54.750
19 avril	7,38	10.375	22.425	7,81	12.675	37.625	60.050
26 avril	7,50	12.625	23.000	7,94	14.825	27.500	50.500
3 mai	7,50	9.925	22.550	7,94	13.400	28.225	50.775
10 mai	7,50	9.275	19.200	7,94	8.700	22.100	41.300
17 mai	7,50	11.075	20.350	7,94	2.525	11.225	31.575
24 mai	7,63	10.800	21.875	8,06	9.025	11.550	33.425
31 mai	7,75	10.875	21.675	8,19	3.050	12.075	33.750
7 juin	7,75	11.875	22.750	8,19	9.850	12.900	35.650
14 juin	7,75	9.650	21.525	8,13	3.825	13.675	35.200
21 juin	7,88	13.375	23.025	8,25	24.275	28.100	51.125
28 juin	7,88	10.350	23.725	8,25	6.250	30.525	54.250
5 juillet	7,88	14.875	25.225	8,25	13.325	19.575	44.800
12 juillet	7,88	11.650	26.525	8,25	7.350	20.675	47.200
18 juillet	7,88	11.675	25.325	8,25	8.450	15.800	41.125
26 juillet	7,88	11.625	25.300	8,25	14.250	22.700	48.000
2 août	7,88	14.400	26.025	8,25	9.550	23.800	49.825
9 août	7,88	10.775	25.175	8,25	11.000	20.550	45.725
16 août	7,88	13.950	24.725	8,25	9.250	20.250	44.975
23 août	7,88	14.275	28.225	8,25	10.200	19.450	47.675
30 août	7,88	13.800	28.075	8,25	8.750	18.950	47.025

¹ Les adjudications étant liquidées en chambre de compensation deux jours ouvrables après la conclusion de l'opération, il s'agit de l'encours existant à la date de liquidation (date de valeur) et non à la date d'adjudication reprise à la première colonne (date de transaction).

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte	Avances en compte courant et prêts ¹
Taux en vigueur au 31-12-1981	15,00	17,00
1982 7 janvier	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet	9,50	10,00
1 ^{er} août	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet	7,25	7,50
4 décembre	7,00	7,25
1988 28 janvier	6,75	7,00
3 mars	6,50	6,75
1 ^{er} juillet	6,75	7,00
14 juillet	7,00	7,25
11 août	7,25	7,50
29 août	7,50	7,75
17 novembre	7,25	7,50
15 décembre	7,50	7,75
19 décembre	7,75	8,00
1989 20 janvier	7,75	8,50
23 janvier	8,25	8,50
21 avril	8,25	9,00
24 avril	8,75	9,00
29 juin	8,75	9,50
30 juin	9,25	9,50

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1981	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre	14,00
9 septembre	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre	9,00
23 décembre	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50
4 décembre	7,25
1988 28 janvier	7,00
3 mars	6,75
1 ^{er} juillet	7,00
14 juillet	7,25
11 août	7,50
29 août	7,75
17 novembre	7,50
15 décembre	7,75
19 décembre	8,00
1989 20 janvier	8,50
21 avril	9,00
29 juin	9,50

¹ Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en franc belge.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
	Effets représentatifs de financements à court terme d'exportations « hors C.E.E. » et certifiés par la B.N.B.	Autres effets		1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
1982	10,15	11,40	11,00	1984	10,15	—	—
1983	8,65	9,90	9,75	1985	—	—	—
1984	9,90	10,90	10,50	1986	—	—	—
1985	8,65	9,65	9,25	1987 Mars	6,94	—	—
1986	6,90	7,90	7,25	Juin	—	—	—
1987 Mars	6,90	7,90	7,25	Septembre	—	—	—
Juin	6,40	7,40	6,75	Décembre	—	—	—
Septembre	6,15	7,15	6,55	1988 Mars	—	—	—
Décembre	5,90	6,90	6,45	Juin	—	—	—
1988 Mars	5,40	6,40	6,00	Août	—	—	—
Juin	5,40	6,40	6,00	Septembre	—	—	—
Août	6,40	7,40	7,40	Octobre	—	—	—
Septembre	6,40	7,40	7,40	Novembre	—	—	—
Octobre	6,40	7,40	7,15	Décembre	—	—	—
Novembre	6,15	7,15	6,90	1989 Janvier	—	—	—
Décembre	6,65	7,65	7,40	Février	—	—	—
1989 Janvier	7,15	8,15	7,60	Mars	—	—	—
Février	7,15	8,15	7,60	Avril	—	—	—
Mars	7,15	8,15	7,60	Mai	—	—	—
Avril	7,65	8,65	8,10	Juin	—	—	—
Mai	7,65	8,65	8,10	Juillet	—	—	—
Juin	8,15	9,15	8,25	Août	—	—	—
Juillet	8,15	9,15	8,25				
Août	8,15	9,15	8,25				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1981	11,41	1987 2 ^e trimestre	5,62	1988 Août	5,30
1982	11,41	3 ^e trimestre	5,21	Septembre	6,30
1983	8,07	4 ^e trimestre	4,89	Octobre	5,84
1984	9,45	1988 1 ^{er} trimestre	4,76	Novembre	5,66
1985	8,25	2 ^e trimestre	4,64	Décembre	4,96
1986	6,61	3 ^e trimestre	5,14	1989 Janvier	5,37
1987	5,56	4 ^e trimestre	5,44	Février	5,69
1988	4,99	1989 1 ^{er} trimestre	6,00	Mars	7,02
		2 ^e trimestre	6,56	Avril	6,68
				Mai	6,11
				Juin	6,86
				Juillet	6,76
				Août	7,49

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1985 10 décembre ...	8,65	6	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	1986 9 décembre ...	7,60	7,60	6
1987	6,75	6,75	6,75	6,85	7,25	1987 10 mars	7,60	7,60	7,60
1988	7,40	7,40	7,50	7,55	7,07	9 juin	7,20	7,25	7,30
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,40	7,40	7,40	7,40	7,68	8 septembre ..	6,85	6	6
2 ^e trimestre ...	6,65	6,70	6,75	6,90	7,13	8 décembre ...	6,90	6,95	6,95
3 ^e trimestre ...	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	1988 8 mars	6,15	6,25	6,30
4 ^e trimestre ...	6,75	6,75	6,75	6,85	7,15	14 juin	6,15	6,25	6
1988 1 ^{er} trimestre ...	6,10	6,10	6,10	6,15	6,32	8 août	7,45	7,50	6
2 ^e trimestre ...	6,00	6,05	6,10	6,15	6,15	13 septembre ..	7,55	7,60	7,65
3 ^e trimestre ...	7,15	7,20	7,35	7,45	7,31	11 octobre	7,35	7,45	7,50
4 ^e trimestre ...	7,40	7,40	7,50	7,55	7,45	8 novembre ...	7,25	7,30	7,35
1989 1 ^{er} trimestre ...	7,90	8,10	8,20	8,30	8,03	13 décembre ...	7,25	6	6
2 ^e trimestre ...	8,20	8,35	8,50	8,50	8,42	1989 10 janvier	7,60	6	6
1988 Août	7,15	7,30	7,50	7,55	7,37	14 février	8,00	8,00	6
Septembre	7,15	7,20	7,35	7,45	7,52	14 mars	8,40	6	6
Octobre	7,10	7,15	7,25	7,30	7,36	10 avril	8,20	6	6
Novembre	7,10	7,15	7,15	7,20	7,21	9 mai	8,30	6	6
Décembre	7,40	7,40	7,50	7,55	7,55	13 juin	8,45	6	6
1989 Janvier	7,40	7,50	7,70	7,75	7,62	11 juillet	8,35	8,35	6
Février	8,05	8,25	8,40	8,50	8,26	8 août	8,35	8,35	8,35
Mars	7,90	8,10	8,20	8,30	8,37				
Avril	8,00	8,20	8,30	8,30	8,26				
Mai	8,25	8,50	8,65	8,70	8,40				
Juin	8,20	8,35	8,50	8,50	8,57				
Juillet	8,20	8,35	8,50	8,50	8,50				
Août	8,20	8,35	8,45	8,45	8,45				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANC BELGE DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50
1988 15 février	0,50	3,75	4,00	4,50	5,00	6,20
1989 16 mars	0,50	4,00	4,25	5,00	5,50	6,50
19 juin	0,50	4,00	4,25	5,25	6,00	7,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	
1988 16 février	3,75		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979. En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Octobre	7,27	7,17	8,14	8,11	7,65
1988 Janvier	7,29	7,37	8,04	8,03	7,65
Avril	6,84	6,77	7,65	7,49	7,13
Juin	7,07	7,05	7,89	7,82	7,38
Juillet	7,04	7,01	7,84	7,74	7,35
Août	7,22	7,20	8,03	7,96	7,54
Septembre	7,41	7,47	8,26	8,16	7,78
Octobre	7,29	7,39	8,03	8,09	7,61
Novembre	7,15	7,21	7,89	7,92	7,43
Décembre	7,24	7,36	8,03	8,07	7,57
1989 Janvier	7,37	7,44	8,05	8,10	7,65
Février	7,40	7,51	8,13	8,15	7,72
Mars	7,89	7,91	8,45	8,53	8,15
Avril	7,98	8,18	8,48	8,57	8,23
Mai	7,81	7,96	8,29	8,34	8,02
Juin	7,96	8,03	8,37	8,43	8,15

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

**XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60
1988 12 février	6,20	7,00	7,30	7,30
1989 16 mars	6,50	7,50	7,75	7,75
19 juin	7,25	7,50	7,75	7,75

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ¹		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février					10	7,75	13	11,50						
Mars					3	7,50								
Juillet							28	12,00						
Août														
Septembre ...	4	6,00			6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre ...					25	8,00			25	4,50				
Novembre ...					4	7,75			4	4,25	4	2,50		
Décembre ...			4	2,50	4	7,75								
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
Août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								
Décembre ...					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février	24	7,00												
Mars							6	13,50						
Avril			20	4,50					20	6,25	13	4,50		
Mai													31	3,25
Juin			30	5,00	30	8,75			30	6,75	30	5,50		

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1985	11,31		9,49		1988 Août	11,81		10,03	
1986	10,81		8,49		Septembre	11,81		10,58	
1987	8,38		8,66		Octobre	11,81		10,54	
1988	12,81		11,19		Novembre	12,81		10,84	
1986 4 ^e trimestre	10,81		8,49		Décembre	12,81		11,19	
1987 1 ^{er} trimestre	9,81		7,05		1989 Janvier	12,81		11,43	
2 ^e trimestre	8,87		8,54		Février	12,81		11,86	
3 ^e trimestre	9,87		9,57		Mars	12,81		12,39	
4 ^e trimestre	8,38		8,66		Avril	12,81		12,62	
1988 1 ^{er} trimestre	8,38		8,78		Mai	13,75		12,40	
2 ^e trimestre	8,88		9,44		Juin	13,75		12,33	
3 ^e trimestre	11,81		10,58		Juillet	13,75		12,36	
4 ^e trimestre	12,81		11,19		Août	13,75			
1989 1 ^{er} trimestre	12,81		12,39						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 ; « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 9 juin	1989 8 juin	1988 7 juillet	1989 6 juillet
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	383,2	422,4	400,6	—	—	—	—	—
Or	210,2	218,3	223,3	205,9	223,4	205,9	213,2	200,4
Disponibilités à vue à l'étranger	87,0	108,3	94,6	82,4	96,8	96,4	107,1	82,7
Ecus	68,8	75,3	64,4	53,9	55,3	48,6	57,0	66,4
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes	17,2	20,5	18,3	18,3	17,7	17,5	18,7	17,7
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	63,2	73,5	73,7	69,9	74,9	67,2	74,1	67,3
Créances sur le Trésor	30,5	33,0	47,2	—	—	—	—	—
Monnaies divisionnaires	0,7	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,3	1,3
Comptes courants postaux	0,1	0,1	2,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ¹	23,6	25,3	36,5	36,9	49,6	34,7	49,6	34,7
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer	6,1	6,7	7,6	8,5	7,9	9,0	7,9	9,0
Créances provenant d'opérations de refinancement	242,7	182,4	339,6	—	—	—	—	—
Effets escomptés	83,6	72,5	61,0	—	—	—	—	—
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations	115,0	72,3	159,0	—	—	—	—	—
Avances sur titres	0,2	0,2	1,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Effets en cours de recouvrement	43,9	37,4	117,8	49,8	24,0	31,9	29,7	37,0
Titres d'Etat (bons et obligations)	—	—	—	56,6	19,9	25,8	32,6	38,7
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	—	—	—	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3
Effets privés	—	—	—	189,5	114,7	126,6	131,0	146,3
Divers	9,7	11,9	15,8	13,8	11,4	11,1	11,1	11,2
Total ..	729,3	723,2	876,9	787,4	697,6	676,6	734,0	713,4
PASSIF								
Billets en circulation	212,3	218,4	228,9	240,8	223,2	235,6	230,4	243,2
Comptes créditeurs extérieurs	11,6	12,7	21,7	—	—	—	—	—
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	2,7	4,2	13,5	6,5	4,7	6,5	5,1	6,3
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8,9	8,5	8,2	8,8	8,2	8,8	8,7	8,9
Compte courant du Trésor public	78,9	60,7	120,0	75,6	9,6	11,5	28,4	18,4
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	103,6	88,9	146,2	—	—	—	—	—
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	42,3	45,8	92,1	87,7	68,8	56,3	73,5	82,0
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	42,1	37,7	33,2	—	—	—	—	—
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	19,2	5,4	20,9	8,8	7,7	5,1	20,3	12,0
Reprise de liquidités	—	—	—	25,9	26,9	25,5	26,0	22,3
Ecus à livrer au FECOM	65,5	70,8	77,4	71,7	72,1	67,0	73,9	66,4
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	242,9	253,1	259,4	237,5	259,4	237,5	246,7	230,7
Capital et fonds de réserve	3,0	3,1	3,2	3,3	3,3	3,5	3,3	3,5
Divers	11,5	15,5	20,1	20,8	13,7	19,3	17,7	19,7
Total ..	729,3	723,2	876,9	787,4	697,6	676,6	734,0	713,4
¹ Montant maximum des concours au Trésor public	23,6	25,3	36,5	36,9	49,6	34,7	49,6	34,7

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1986 February 28	1987 February 28	1988 February 29	1989 February 28	1988 June 8	1989 June 7	1988 July 6	1989 July 5
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	12.3	12.9	13.3	14.1	13.8	14.6	14.1	14.9
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	12.3	12.9	13.3	14.1	13.8	14.6	14.1	14.9
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	1.3	1.7	9.7	7.0	14.1	7.9	13.6
Other Securities	10.3	11.6	11.6	4.4	6.8	0.5	6.2	1.3
Total ...	12.3	12.9	13.3	14.1	13.8	14.6	14.1	14.9
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	3.9	1.9	0.4	0.5	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.9	1.0	1.2	1.4	1.2	1.4	1.2	1.3
Reserves and Other Accounts	1.7	1.7	2.0	2.3	2.3	2.0	2.1	2.1
Total ...	6.5	4.6	3.6	4.2	3.6	3.5	3.4	3.5
Government Securities	0.5	0.5	0.5	0.8	0.7	1.0	0.7	1.2
Advances and Other Accounts	0.7	1.2	1.0	0.8	0.7	0.9	0.6	1.0
Premises, Equipment and Other Securities	5.3	2.9	2.1	2.6	2.2	1.6	2.1	1.3
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	6.5	4.6	3.6	4.2	3.6	3.5	3.4	3.5

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1984 December 31	1985 December 31	1986 December 31	1987 December 31	1988 June 8	1989 June 7	1988 July 6	1989 July 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.7	5.0	5.0	5.0	8.5	5.0	8.5
Coin	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.3	0.4
Loans and securities	173.2	194.3	223.0	235.2	235.9	232.9	238.0	231.7
<i>Loans</i>	3.6	3.1	1.6	3.8	3.3	2.1	3.1	0.7
<i>Acceptances</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	8.8	9.9	10.1	8.9	7.3	6.6	8.8	6.6
<i>U.S. Government securities</i>	160.8	181.3	211.3	222.5	225.3	224.2	226.1	224.4
Cash items in process of collection	6.8	11.7	10.3	8.0	6.9	8.1	10.5	6.3
Other assets	12.4	15.3	17.5	15.9	14.4	23.7	14.8	30.4
Total assets ...	208.5	237.6	267.4	275.6	273.7	284.7	279.7	288.4
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	168.3	181.4	195.4	212.9	216.2	230.0	219.6	232.6
Deposits	28.3	39.5	56.9	48.4	44.3	40.4	44.4	42.9
<i>Depository institutions</i>	21.8	28.6	48.1	41.8	40.6	34.7	39.6	35.7
<i>U.S. Treasury-general account</i>	5.3	9.4	7.6	5.3	3.2	5.2	4.2	6.8
<i>Foreign-official accounts</i>	0.3	0.5	0.3	0.3	0.2	0.2	0.3	0.2
<i>Other</i>	0.9	1.0	0.9	1.0	0.3	0.3	0.3	0.2
Deferred availability cash items ³	6.0	10.7	9.0	7.2	6.2	6.5	8.8	5.0
Other liabilities and accrued dividends ...	2.7	2.4	2.3	3.0	2.5	3.1	2.6	3.1
Capital accounts	3.2	3.6	3.8	4.1	4.5	4.7	4.3	4.8
Total liabilities and capital accounts.....	208.5	237.6	267.4	275.6	273.7	284.7	279.7	288.4

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK

(miljarden guldens)

	1985 31 dec.	1986 31 dec.	1987 31 dec.	1988 31 dec.	1988 6 juni	1989 5 juni	1988 4 juli	1989 10 juli
ACTIVA								
Goud	30,9	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,8	1,5
Reservepositie in het I.M.F.	2,7	1,9	1,6	1,5	1,5	1,6	1,6	1,4
Ecu's	14,0	10,7	12,6	11,7	11,6	11,5	11,7	11,5
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	12,0	11,6	14,0	18,5	17,0	20,8	14,8	20,5
Buitenlandse betaalmiddelen	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	1,8	0,6	0,3	0,5	0,7	0,5	0,4	0,5
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	2,1	1,4	2,6
Voorschotten in rekening-courant en beleningen	7,2	12,2	7,8	7,2	7,4	12,4	3,5	10,3
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Nederlandse munten	0,0	0,0	0,0	0,1	—	—	—	—
Belegging van kapitaal en reserves	1,6	1,7	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,0
Gebouwen en inventaris	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	—	—
Diverse rekeningen	1,5	1,8	0,8	1,2	1,0	1,0	0,9	1,0
Totaal ...	73,9	70,2	68,6	73,2	66,3	81,0	65,7	78,9
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	29,2	30,4	33,8	34,9	34,0	35,2	34,5	35,6
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	3,5	6,0	3,1	—	—	—	—	—
's Rijks schatkist	3,3	5,8	2,9	3,0	1,9	4,3	0,0	6,7
Banken in Nederland	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Andere ingezetenen	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingeze- tenen	0,3	0,5	0,2	—	—	—	—	—
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2
Andere niet-ingezetenen	0,2	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Kasreserverekeningen	—	—	—	1,7	0,0	8,6	0,0	4,1
Krediet van het I.M.F.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten	0,1	0,1	0,2	0,5	0,6	0,8	0,5	0,7
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,6	1,4	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,4
Waarderingsverschillen goud en deviezen	34,8	27,7	26,4	27,2	25,7	27,5	26,5	27,1
Herwaarderingsrekening	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Reserves	1,6	1,8	1,8	2,0	1,9	2,0	1,9	2,0
Kapitaal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Diverse rekeningen	2,4	1,9	1,4	1,8	0,2	0,4	0,3	0,6
Totaal ...	73,9	70,2	68,6	73,2	66,3	81,0	65,7	78,9
N.B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1987 31. Dez.	1988 31. Dez.	1988 7. Juni	1989 7. Juni	1988 7. Juli	1989 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	83,6	91,6	120,2	94,8	112,5	94,6	106,0	92,7
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	13,2	11,4	9,3	9,3	9,0	9,0	9,2	9,0
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	17,2	16,3	28,9	21,6	26,0	21,1	24,3	16,2
Devisen und Sorten	39,5	50,2	68,3	50,2	63,8	50,8	58,8	53,8
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4
Kredite an inländische Kreditinstitute	105,3	96,4	82,4	144,7	83,4	147,3	96,3	156,3
Inlandswechsel	44,1	40,5	33,8	33,5	33,0	34,2	45,2	98,1
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Wertpapiere	41,6	33,2	27,6	78,0	30,8	88,4	31,3	34,2
Auslandswechsel	17,3	20,3	20,2	22,0	19,5	23,4	19,4	23,6
Lombardforderungen	2,3	2,4	0,8	11,2	0,1	1,3	0,4	0,4
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	8,9	11,6	9,5	9,7	15,8	13,9	12,0	10,1
Kassenkredite (Buchkredite)	0,2	2,9	0,8	1,0	7,1	5,2	3,3	1,4
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	4,1	5,2	4,5	4,9	4,5	4,7	4,5	4,5
Deutsche Scheidemünzen	1,0	0,9	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,7
Postgiro Guthaben	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3	0,3
Sonstige Aktiva	11,3	12,5	10,6	11,5	8,1	7,8	7,5	7,1
Insgesamt ...	216,9	220,9	230,5	268,9	227,4	271,6	229,7	274,1
PASSIVA								
Banknotenumlauf	105,4	114,0	125,6	143,9	129,1	142,8	132,7	145,8
Einlagen von Kreditinstituten	55,8	55,9	60,5	61,2	57,1	59,8	53,4	55,7
auf Girokonten	55,8	55,9	60,5	61,2	57,1	59,8	53,4	55,7
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	2,3	1,1	4,7	3,5	0,7	0,5	1,4	2,1
Bund	1,2	0,4	3,9	2,7	0,1	0,1	0,2	1,0
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	1,1	0,7	0,8	0,7	0,5	0,4	1,1	1,1
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	1,6	3,3	3,3	5,0	3,7	3,8	2,3	3,4
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	0,7	2,4	2,5	4,3	3,0	3,2	1,7	2,8
Sonstige Einleger	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	8,8	4,8	5,2	4,7	4,9	5,5	5,4	5,5
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	14,6	19,9	17,1	24,0	15,6	39,4	16,5	41,7
Einlagen ausländischer Einleger	14,6	19,9	17,1	24,0	15,5	39,4	16,5	41,7
Sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,3	2,9	2,7	2,9	2,7	2,9	2,7	2,9
Sonstige Passiva	25,1	19,0	11,4	23,7	13,6	16,9	15,3	17,0
Insgesamt ...	216,9	220,9	230,5	268,9	227,4	271,6	229,7	274,1

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1987 31 décembre	1988 31 décembre	1988 10 mai	1989 10 mai	1988 10 juin	1989 9 juin
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Placements de devises	38,1	36,3	37,4	35,9	31,5	31,8	30,2	32,9
Moyens de paiements internationaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Crédits monétaires	—	—	—	—	—	0,2	—	0,2
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,8	2,7	2,3	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	3,0	3,2	3,1	0,8	0,0	0,1	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
autres	1,7	2,0	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3
Correspondants en Suisse	0,5	0,5	0,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,1	0,1	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
Total	58,5	57,0	57,7	53,9	46,2	47,2	44,9	48,2
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	25,8	27,0	27,3	29,0	25,5	26,4	25,5	26,2
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,1	14,9	17,0	6,7	5,6	3,4	5,2	3,3
autres engagements à vue	2,6	1,1	1,5	2,7	2,8	0,9	1,7	1,6
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	15,9	13,9	11,8	15,4	12,2	16,4	12,4	16,9
Total	58,5	57,0	57,7	53,9	46,2	47,2	44,9	48,2

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des Statuts)]

	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 mai	1989 31 mai	1988 30 juin	1989 30 juin
ACTIF								
Or	5,1	5,1	5,1	5,0	5,0	5,2	5,0	5,2
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Bons du Trésor	1,2	0,9	1,5	1,3	1,9	1,4	2,1	1,2
Dépôts à terme et avances	18,0	16,8	27,6	27,3	26,8	31,4	27,4	33,5
Or :								
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Monnaies								
à 3 mois au maximum	16,4	15,0	24,6	25,2	23,5	28,0	24,4	30,0
à plus de 3 mois	1,6	1,7	2,9	1,9	3,1	3,2	2,8	3,3
Titres du secteur public et autres titres à terme	3,5	2,6	4,0	3,5	3,5	5,3	3,9	5,4
à 3 mois au maximum	2,4	1,5	2,5	1,8	1,8	3,8	2,2	4,0
à plus de 3 mois	1,1	1,1	1,5	1,7	1,7	1,5	1,7	1,4
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	27,8	25,4	38,2	37,2	37,2	43,3	38,4	45,4
PASSIF								
Capital ¹ :								
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Dépôts (or)	4,4	4,5	4,5	4,5	4,5	4,7	4,5	4,7
Banques centrales :								
à vue	4,4	4,5	4,5	4,5	4,5	4,7	4,5	4,7
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :								
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	21,6	18,7	31,2	30,3	30,3	36,2	31,6	38,2
Banques centrales :								
à vue	0,8	1,3	1,2	1,1	1,6	2,7	2,7	4,2
à 3 mois au maximum	19,5	15,9	27,6	26,8	25,2	30,6	25,7	31,3
à plus de 3 mois	0,6	0,6	1,2	1,1	2,3	1,5	2,0	1,3
Autres déposants :								
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,7	0,9	1,2	1,3	1,2	1,4	1,2	1,4
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Divers	0,6	1,0	1,1	0,9	1,0	1,0	0,9	1,0
Dividende payable le 1 ^{er} juillet 1989	—	—	—	—	—	—	—	...
<i>Total du passif</i>	27,8	25,4	38,2	37,2	37,2	43,3	38,4	45,4
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUIN 1989

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

REFORMES INSTITUTIONNELLES

Loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, *Moniteur*, 17 juin 1989, p. 10882.

Extrait (Plan).

- Chap. 1^{er}. — Modifications de la nouvelle loi communale.
- Chap. 2. — Modifications de la loi électorale communale.
- Chap. 3. — Modifications de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.
- Chap. 4. — Modifications aux lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.
- Chap. 5. — Modifications à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.
- Chap. 6. — Dispositions relatives à l'emploi des langues dans les services de l'Exécutif de la région de Bruxelles-Capitale, des Collèges de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire flamande et du collège réuni de la Commission communautaire commune.
- Chap. 7. — Dispositions diverses applicables à la Région de Bruxelles-Capitale.
- Chap. 8. — Dispositions transitoires et finales.

Cette loi concerne les modifications à apporter dans les différentes lois susvisées suite à l'organisation de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

BOURSE.

Bourse de fonds publics et de change du Royaume.

Arrêté royal du 12 mai 1989 modifiant les règlements des Bourses de fonds publics et de change du Royaume, *Moniteur*, 15 juin 1989, p. 10714.

Cet arrêté royal apporte certaines modifications aux règlements de la Bourse de fonds publics et de change de Bruxelles, Anvers, Gand et Liège.

DROITS INTELLECTUELS.

Dessins et modèles. Loi uniforme Benelux. Règlement d'exécution.

Protocole, fait à Bruxelles le 31 mai 1989, portant établissement d'un règlement d'exécution, tel que visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, de la Convention Benelux en matière de dessins ou modèles. Règlement d'application de la loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, signé à La Haye le 28 avril 1989, *Moniteur*, 30 juin 1989, p. 11720.

Marques de produits. Loi uniforme Benelux. Règlement d'exécution.

Protocole, fait à Bruxelles le 31 mai 1989, portant établissement d'un règlement d'exécution, tel que visé à l'article 2, alinéa 1^{er} de la Convention Benelux en matière de marques de produits. Règlement d'application de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à La Haye le 28 avril 1989, *Moniteur*, 30 juin 1989, p. 11674.

ENERGIE.

Energie nucléaire.

(Voir 6 : « Importations — exportations — transit ».)

ENSEIGNEMENT.

Enseignement de l'Etat. Création d'un conseil de concertation auprès du Ministère de l'Education Nationale.

Arrêté ministériel du 5 juin 1988 créant le conseil de concertation de l'enseignement officiel, *Moniteur*, 20 juin 1989, p. 11030.

EXPANSION ECONOMIQUE

Développement régional. Fonds européen. Répartition des crédits d'engagement.

Décision 89/379/CEE de la Commission, du 10 mai 1989, fixant une répartition indicative entre les Etats membres de 85 % des crédits d'engagement du Fonds européen de développement régional (Feder) au titre de l'objectif n° 5 b) défini par le règlement (CEE) n° 2052/88 du Conseil, *Journal officiel* n° L 180 du 27 juin 1989, p. 54.

FORETS.

Le Journal officiel n° L 165 du 15 juin 1989 publie les règlements n° 1609/89 à 1615/89 relatifs à la mise en œuvre du programme d'action de la Communauté dans le domaine forestier.

INDUSTRIES EXTRACTIVES.

Région wallonne.

Décret du 27 octobre 1989 sur les carrières, *Moniteur*, 8 juin 1989, p. 10327. (Erratum, *Moniteur*, 29 juin 1989, p. 11597).

LOGEMENT.

Région wallonne. Code du Logement.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1989 portant exécution des articles 51 à 56 du Code du Logement tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes, *Moniteur*, 13 juin 1989, p. 10576.

MACHINES.

Directive 89/392/CEE du Conseil, du 14 juin 1989, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux machines, *Journal officiel* n° L 183 du 29 juin 1989, p. 9.

Résumé.

Il incombe aux Etats membres d'assurer, sur leur territoire, la sécurité et la santé des personnes et, le cas échéant, des animaux domestiques et des biens ainsi que, en particulier, celles des travailleurs, notamment vis-à-vis des risques découlant de l'utilisation des machines.

Le maintien ou l'amélioration du niveau de sécurité atteint dans les Etats membres constitue un des objectifs essentiels de la présente directive.

Les dispositions nationales existantes en matière de sécurité et de santé, assurant la protection contre les risques présentés par les machines, doivent être rapprochées pour garantir la libre circulation des machines sans que les niveaux de protection existants et justifiés dans les Etats membres ne soient abaissés; les dispositions en matière de conception et de construction des machines prévues par la présente directive, essentielles dans la recherche d'un milieu de travail plus sûr, seront accompagnées par des dispositions spécifiques concernant la prévention de certains risques auxquels les travailleurs peuvent être exposés pendant le travail, ainsi que par des dispositions fondées sur l'organisation de la sécurité des travailleurs sur le lieu de travail.

SYSTEMES STATISTIQUES ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION.

Comité du programme statistique des Communautés européennes. Création.

Décision 89/382/CEE, Euratom du Conseil, du 19 juin 1989, instituant un comité du programme statistique des Communautés européennes, *Journal officiel* n° L 181 du 28 juin 1989, p. 47.

Programme statistique des Communautés européennes.

Résolution du Conseil, du 19 juin 1989, relative à la mise en œuvre d'un plan d'actions prioritaires dans le domaine de l'information statistique : programme statistique des Communautés européennes (1989-1992), *Journal officiel* n° C 161 du 28 juin 1989, p. 1.

VALEURS MOBILIERES.

Loi du 9 mars 1989 modifiant le Code de commerce et l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, Moniteur 9 juin 1989, p. 10401. (Erratum, *Moniteur*, 27 juin 1989, p. 11445)

La loi a pour objet d'adapter le Titre V du Livre 1^{er} du Code de commerce ainsi que l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs aux dispositions de la directive du Conseil du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, à celles de la directive du Conseil du 17 mars 1980 portant coordination des conditions d'établissement, de contrôle et de diffusion du prospectus à publier pour l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs et à celles de la directive du Conseil du 15 février 1982 relative à l'information périodique à publier par les sociétés dont les actions sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'article 79 du Livre Ier, titre V, du Code de commerce, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935 et modifié par l'arrêté royal n° 70 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 79. L'article 75, 6 2, et les articles 75bis et 76 ne sont pas applicables aux achats et aux ventes effectués soit par l'Etat, la Communauté ou la Région, soit par une personne de droit public ou un organisme d'intérêt public figurant sur une liste arrêtée par le Roi, lorsqu'il s'agit :

1° de fonds publics de l'Etat belge ou qui sont garantis par celui-ci ;

2° de fonds publics de la Société nationale des Chemins de fer belges ou de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux ;

3° de titres d'emprunt des Communautés, des Régions, des provinces, des communes, des agglomérations ou des fédérations de communes belges ou de titres d'emprunt qui sont garantis par celles-ci ;

4° de titres d'emprunt du Crédit communal de Belgique. »

Art. 3. — L'article 102 du même titre, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935 et modifié par les arrêtés royaux n° 70 du 30 novembre 1939 et n° 61 du 10 novembre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Articles 102, § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté pris après avis des Comités de la cote et de la Commission bancaire :

1° fixer les conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle, et notamment déterminer les renseignements que le demandeur doit fournir au Comité de la cote, ainsi que le délai et les modalités suivant lesquels le Comité de la cote communique au demandeur sa décision portant sur la demande d'admission à la cote officielle ;

2° fixer les conditions de suspension et de radiation de la cotation ;

3° charger les Comités de la cote de veiller, selon les règles qu'Il détermine, à l'application des arrêtés pris en vertu des 1° et 2° ;

4° donner aux Comités de la cote, dans le but de protéger le public, le pouvoir de subordonner l'admission à la cote officielle d'une valeur mobilière déterminée à toute condition qui lui soit particulière et que le Comité a préalablement communiquée au demandeur de façon explicite ;

5° habiliter les Comités à la cote à accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations aux arrêtés pris en vertu des 1° et 2°;

6° autoriser les Comités de la cote à rendre public le fait qu'un émetteur ne respecte pas une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu des arrêtés pris en vertu des 1° et 2°.

§ 2. Le Roi fixe les rémunérations dues au Comité de la cote, d'une part, par les personnes qui demandent l'admission des valeurs mobilières à la cote officielle et, d'autre part, par les émetteurs dont les valeurs mobilières ont été admises à la cote officielle. »

Art. 4. — L'article 104 du même titre, modifié par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 104. La Commission d'appel des bourses de fonds publics et de change connaît des recours exercés contre les décisions du Comité de la cote.

Le recours peut être exercé :

1° par le commissaire du Gouvernement ;

2° par vingt agents de change au moins, agissant collectivement ;

3° par le demandeur en admission dont la demande a été rejetée ou sur la demande duquel il n'a pas été statué dans le délai fixé en exécution de l'article 102, § 1^{er}, 1° ;

4° par la société ou l'institution dont les valeurs mobilières font l'objet d'une suspension ou d'une radiation de la cote. »

Les articles 96, alinéa 6, et 98, sont d'application dans ces cas.

Art. 6. — L'article 105 du même titre, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 105. En ce qui concerne les titres cités à l'article 79 le Ministre des Finances arrête les règles relatives à l'admission à la cote, au mode et au contrôle de la cotation, ainsi qu'au courtage. Il peut notamment prescrire qu'il lui soit communiqué toutes les informations nécessaires à ces fins.

Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les règlements et hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres des services compétents du Ministère des Finances ou des autres services désignés par le Ministre des Finances, ne peuvent se livrer à aucune divulgation des faits dont ils ont eu connaissance par application du présent article.

L'alinéa 2 ne s'applique pas aux communications faites à des fins de contrôle et dans le cadre d'une collaboration mutuelle à des autorités étrangères compétentes en matière d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et de contrôle de leur cotation.

Les communications visées à l'alinéa 3 sont cependant limitées au cas où les autorités étrangères ne feront usage des informations reçues que pour l'instruction de demandes d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle, pour le contrôle de leur cotation ou pour l'exercice de poursuites répressives fondées sur les législations similaires à celles dont le Ministre des Finances surveille l'application.

Sans préjudice des alinéas 2, 3 et 4, le Ministre des Finances collabore avec les autorités similaires des Etats membres des Communautés européennes dans les matières et aux fins dans lesquelles cette collaboration est imposée par le droit de celles-ci. Le Roi peut prendre les mesures nécessaires pour réaliser ladite collaboration.

Les informations transmises aux membres des services compétents du Ministère des Finances ou des autres services désignés par le Ministre des Finances par les autorités étrangères visées à l'alinéa 3 ne peuvent être utilisées qu'aux fins énoncées à l'alinéa 4. »

Art. 7. — L'article 107 du même titre, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935 et modifié par l'arrêté royal n° 70 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 107. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté pris après avis de la Commission bancaire et des Comités de la cote :

1° déterminer les obligations qui incombent aux émetteurs de valeurs mobilières admises à la cote officielle, notamment en ce qui concerne le traitement des porteurs et l'information qui doit leur être donnée périodiquement ou en cas de faits ou décisions qui, s'ils étaient rendus publics, seraient de nature à influencer de manière sensible le cours en bourse ;

2° charger la Commission bancaire de veiller à l'application des arrêtés pris en vertu du 1°. A cet effet, Il peut notamment déterminer les documents qui devront être transmis à la Commission bancaire et habiliter celle-ci à exiger des émetteurs et des personnes chargées du contrôle de leurs comptes qu'ils lui transmettent les renseignements nécessaires à l'application des arrêtés pris en exécution du 1° et du 2° ainsi qu'à rendre public le fait qu'un émetteur ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu des arrêtés pris en exécution du 1° ou du 2° ou ne se conforme pas aux avis que la Commission bancaire lui a adressés ;

3° habiliter la Commission bancaire à accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations aux arrêtés pris en exécution des 1° et 2°.

§ 2. Le Roi fixe la rémunération due à la Commission bancaire par les émetteurs dont les valeurs mobilières ont été admises à la cote officielle. »

Art. 11. — L'article 29 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 29. § 1^{er}. Les opérations auxquelles le présent titre est applicable ne peuvent être réalisées qu'après qu'un prospectus, établi sous la responsabilité des personnes qui y sont désignées, ait été rendu public et qu'ait été publié un avis reproduisant le prospectus complet ou précisant où le prospectus complet est rendu public et où le public peut se le procurer.

§ 2. Le prospectus doit contenir les renseignements qui, selon les caractéristiques de l'opération concernée, sont nécessaires pour que le public puisse porter un jugement fondé sur la nature de l'affaire et sur les droits attachés aux titres.

Le prospectus doit également contenir l'indication qu'il est publié après avoir été approuvé par la Commission bancaire conformément à l'article 29ter § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'opération, ni de la situation de celui qui la réalise.

Tout fait nouveau significatif pouvant influencer le jugement du public et intervenant entre le moment où est donnée l'approbation prévue à l'alinéa 2, et celui de la clôture de l'opération doit faire l'objet d'un complément au prospectus. A défaut d'un tel complément, la Commission bancaire peut, si elle a connaissance d'un tel fait, suspendre l'opération jusqu'à ce qu'il soit rendu public. »

Art. 27. — Un article 509quater, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

« Article 590quater. § 1^{er}. Est punie d'une emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 10.000 francs ou d'une de ces peines seulement toute personne qui, ayant connaissance, par fonction ou profession, d'informations qui, si elles étaient rendues publiques, seraient, en raison de leur caractère suffisamment précis et certain, de nature à influencer de manière sensible le cours de titres admis à la cote officielle ou traités aux ventes publiques supplémentaires d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume, a, avant que ces informations soient rendues publiques :

1° acquis ou aliéné directement ou indirectement de tels titres en exploitant l'information dont elle a connaissance afin de réaliser un profit ou d'éviter une perte ;

2° recommandé à un tiers, sur base de cette information, l'alinéation ou l'acquisition de tels titres afin de lui permettre de réaliser un profit ou d'éviter une perte ;

3° ou communiqué à un tiers cette information afin de lui permettre de réaliser un profit ou d'éviter une perte.

Si les opérations visées au 1° ont eu lieu en bourse, le délinquant peut en outre être condamné à payer une somme correspondant à tout ou partie du profit acquis directement ou indirectement ou de la perte évitée. Cette somme est recouvrée comme l'amende.

§ 2. Le tribunal, ainsi que le procureur du Roi, peuvent, en tout état de la procédure, demander l'avis de la Commission bancaire, celui de la Commission de la bourse concernée et celui du Comité de la cote concerné.

Ces avis sont donnés dans le mois, sauf prorogation de ce délai par le tribunal ou par le procureur du Roi. A défaut d'avis donné dans ce délai éventuellement prorogé, la procédure continue.

Une copie de la demande d'avis et des avis reçus est jointe au dossier de la procédure. »

3. — REGLEMENTATION FISCALE

GENERALITES.

Création du Conseil supérieur des finances.

Arrêté royal du 20 juin 1989 relatif au Conseil supérieur des finances, *Moniteur*, 28 juin 1989, p. 11517.

Chapitre I^{er}. — Du Conseil supérieur des Finances.

Article 1^{er}. — Il est institué auprès du Ministère des Finances, un Conseil supérieur des Finances, ci-après dénommé le Conseil.

Art. 2. — Les attributions du Conseil sont de nature technique et consultative.

Sans préjudice des attributions de la section visée à l'article 9, le Conseil est chargé d'assister le Ministre des Finances dans l'élaboration et l'application des lois, des règlements, et de toutes mesures relatifs à la politique financière et à la politique fiscale.

Art. 3. — Dans le cadre de ses compétences, le Conseil délibère sur les objets qui lui sont soumis par le Ministre des Finances ou sur tous autres objets de nature financière ou fiscale.

Lorsque le Conseil s'est saisi lui-même d'une question, la majorité des deux tiers des membres est requise pour qu'une résolution soit adoptée.

Le Conseil remet au Ministre des Finances, à la demande de ce dernier, ou de sa propre initiative, des avis sur les objets dont il a délibéré.

Chapitre II. — De la composition du Conseil.

Art. 4. — Le président du Conseil est le Ministre des Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président, qui est désigné par le Ministre des Finances parmi les membres du Conseil.

Le président dirige les débats. Il ne participe pas au vote.

Art. 5. — Le Conseil se compose de :

1° six membres nommés par Nous en raison de leurs compétence et expérience particulières dans le domaine financier et économique, sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Budget, trois de ces membres étant présentés par la Banque Nationale de Belgique ;

2° quatre membres nommés par Nous sur proposition du Ministre des Finances et sur présentation respective du Ministre des Affaires économiques, du Ministre de la Prévoyance Sociale, du Bureau du Plan et de la Commission bancaire ;

3° six membres nommés par Nous, en raison de leurs compétence et expérience particulières dans le domaine financier et économique, sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Budget et sur présentation des Exécutifs des Communautés et des Régions :

- a) deux membres étant présentés par l'Exécutif flamand ;
- b) un par l'Exécutif de la Communauté française ;
- c) un par l'Exécutif régional wallon ;
- d) deux par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, l'un appartenant au rôle linguistique français et l'autre au rôle linguistique néerlandais ;

4° quatorze membres nommés par Nous selon les modalités déterminées par Nous parmi lesquels :

- a) cinq membres appartiennent aux secteurs des institutions financières, publiques ou privées ;
- b) six membres sont choisis en raison de leur compétence particulière dans le domaine fiscal, un étant présenté par l'Exécutif régional wallon, un par l'Exécutif flamand et un par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- c) trois membres sont choisis en raison de leur compétence particulière dans le domaine économique et financier ;

Art. 6. — Le mandat des membres du Conseil est de cinq ans. Il est renouvelable.

Chapitre III. — De l'organisation et du fonctionnement du Conseil

Section I. — Du bureau.

Art. 7. — Un bureau est chargé de préparer et d'organiser les travaux du Conseil. Il est présidé par le Président du Conseil ou, à son défaut, par le vice-président. Il comprend les membres du Conseil désignés à cette fin par le Ministre des Finances. Le bureau comprend au moins un représentant du Ministre des Finances, un représentant du Ministre du Budget, un membre du Conseil présenté par la Banque Nationale de Belgique et le membre du Conseil présenté par le Bureau du Plan.

Section II. — Des sections permanentes.

Art. 8. — Il est constitué, au sein du Conseil, trois sections permanentes :

- 1° la section permanente « Besoins de financement des pouvoirs publics » ;
- 2° la section permanente « Fiscalité et Parafiscalité » ;
- 3° la section permanente « Institutions et Marchés financiers ».

Art. 9. — § 1^{er}. La section permanente « Besoins de Financement des pouvoirs publics » est composée d'un président et de onze autres membres nommés par Nous sur proposition des Ministres des Finances et du Budget.

Parmi les onze membres visés à l'alinéa 1^{er} figurent obligatoirement :

- le représentant du Ministre des Finances au Bureau du Conseil ;
- les trois membres du Conseil présentés par la Banque Nationale de Belgique ;
- les six membres du Conseil visés à l'article 5, 3°.

La moitié des membres visés au présent paragraphe est d'expression française, l'autre moitié d'expression néerlandaise.

§ 2. La section remplit les missions visées par l'article 49, § 6, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Lorsque le Ministre des Finances demande l'avis de la section en vertu de l'article 49, § 6, alinéa 3, il précise le délai dans lequel cet avis doit être donné. Ce délai ne peut pas être inférieur à quinze jours. Dans des circonstances exceptionnelles dûment motivées, le délai peut être inférieur à quinze jours, sans être réduit à moins de trois jours ouvrables.

§ 3. Les membres de la section ne peuvent pas exercer les mandats de membre des Chambres législatives, de membre du Conseil d'une communauté ou d'une Région, de député permanent de bourgmestre ou d'échevin des communes de plus de trente mille habitants. Ils ne peuvent pas appartenir au cabinet d'un membre du gouvernement ou d'un Exécutif communautaire ou régional.

Art. 10. — § 1^{er} La section permanente « Fiscalité et Parafiscalité » comprend douze membres

- les six membres visés à l'article 5, 4°, b) ;
- le représentant du Ministre de la Prévoyance sociale ;
- le représentant du Bureau du Plan ;
- quatre membres désignés par le Ministre des Finances.

§ 2. Le président de la section est choisi par et parmi ses membres.

§ 3. La section est habilitée, dans les limites des compétences du Conseil, à émettre, à la demande du Ministre des Finances ou d'initiative, un avis sur tous les problèmes généraux en matière de fiscalité et de parafiscalité.

Art. 11. — § 1^{er}. La section permanente « Institutions et Marchés financiers » comprend douze membres

- les cinq membres visés à l'article 5, 4°, a) ;
- le représentant du Ministre des finances ;
- un des représentants de la Banque Nationale de Belgique ;
- le représentant de la Commission Bancaire ;
- quatre membres désignés par le Ministre des Finances.

§ 2. Le président de la section est choisi par et parmi ses membres.

§ 3. La section est habilitée à émettre, à la demande du Ministre des Finances ou de sa propre initiative, un avis sur tous les objets relatifs à l'organisation, au fonctionnement, à la coordination du fonctionnement des marchés financiers et des organismes financiers relevant tant du secteur privé que du secteur public ;

Art. 12. — A l'exception des avis donnés dans le cadre de l'application de l'article 49 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les avis ou les résolutions émanant des sections permanentes sont soumis au Conseil plénier.

Section III. — Des groupes de travail temporaires.

Art. 13. — Le Conseil peut constituer en son sein des groupes de travail temporaires dont il détermine la mission et la composition.

Section IV. — Du secrétariat ;

Art. 14. — Un secrétariat, dont les membres sont désignés par le Ministre des Finances, est chargé d'assister le Conseil, le bureau, les sections permanentes et les groupes de travail. Les membres de ce secrétariat sont choisis parmi le personnel du Service d'Etudes de la Documentation du Ministère des Finances. La direction du secrétariat est assurée par le Secrétaire général du Ministère des Finances.

Chapitre IV. — Dispositions générales.

Art. 15. — Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par le Ministre des Finances.

Ce règlement peut prévoir aux conditions qu'il détermine, l'attribution de jetons de présence, d'indemnités, ou le remboursement de frais, aux membres du Conseil ainsi qu'aux membres du personnel du secrétariat et aux experts éventuellement consultés.

Art. 16. — Le Conseil, le bureau, les sections permanentes et les groupes de travail peuvent entendre, au cours de leurs travaux, les personnes dont l'avis leur paraît utile. Ils peuvent, le cas échéant, recourir au concours d'experts.

Art. 17. — Chaque année le Conseil établit un rapport sur les activités. Ce rapport est publié au *Moniteur belge*.

Chapitre V. — Dispositions abrogatoires et finales.

Art. 18. — L'arrêté royal du 16 avril 1981 réorganisant le Conseil Supérieur des Finances est abrogé.

Art. 19. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus — Modifications.

Arrêté royal du 1^{er} juin 1989 modifiant, en matière de revenus de dépôts d'épargne, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 3 juin 1989, p. 9873.

Extrait.

Considérant que le mouvement de hausse des taux sur les marchés de l'argent et des capitaux implique une adaptation rapide de la rémunération des dépôts d'épargne par le biais d'une augmentation du taux de la prime de fidélité et de celui de la prime d'accroissement ;

Article 1^{er}. — A L'article 3bis, 4^o, littéra c, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, inséré par l'arrêté royal du 29 décembre 1983 et modifié par l'arrêté royal du 13 mars 1986, les mots « 35 p.c. » sont remplacés par les mots « 50 p.c. ».

Précompte professionnel.

Arrêté royal du 7 juin 1989 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, Moniteur 10 juin 1989, p. 10479.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS.

4.1. COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

BUDGET DES C.E.

Ressources propres.

Règlement (CEE, Euratom) n° 1552/89 du Conseil, du 29 mai 1989, portant application de la décision 88/376/CEE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés, *Journal officiel* n° L 155 du 7 juin 1989, p. 1.

Extrait.

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. — Les ressources propres aux Communautés prévues par la décision 88/376/CEE, Euratom, ci-après dénommées « ressources propres », sont mises à la disposition de la Commission et contrôlées dans les conditions prévues par le présent règlement (CEE, Euratom) n° 1553/89 du Conseil, du 29 mai 1989, concernant le régime uniforme définitif de perception des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée et de la directive 89/13/CEE, Euratom.

Art. 2. — 1. Aux fins de l'application du présent règlement, un droit des Communautés sur les ressources propres visées à l'article 2 paragraphe 1 points a) et b) de la décision 88/376/CEE, Euratom est constaté dès que le montant dû est communiqué par le service compétent de l'Etat membre au redevable. Cette communication est effectuée dès que le redevable est connu et que le montant du droit peut être calculé par les autorités administratives compétentes, dans le respect de toutes les dispositions communautaires applicables en la matière.

TITRE II. — Comptabilisation des ressources propres

Art. 6. — 1. Une comptabilité des ressources propres est tenue auprès du trésor de chaque Etat membre ou de l'organisme désigné par chaque Etat membre et ventilée par nature de ressources.

TITRE III. — Mise à disposition des ressources propres.

Art. 9. — 1. Selon les modalités définies à l'article 10, chaque Etat membre inscrit les ressources propres au crédit du compte ouvert à cet effet au nom de la Commission auprès de son trésor ou de l'organisme qu'il a désigné.

Ce compte est tenu sans frais.

2. Les sommes inscrites sont converties par la Commission et reprises dans sa comptabilité en écus conformément au règlement 86/610/CEE, Euratom, CECA de la Commission, du 11 décembre 1986, portant modalités d'exécution de certaines dispositions du règlement financier du 21 décembre 1977.

TITRE IV. — Gestion de la trésorerie.

Art. 12. — 1. La Commission dispose des sommes inscrites au crédit des comptes visés à l'article 9 paragraphe 1 dans la mesure nécessaire pour couvrir ses besoins de trésorerie découlant de l'exécution du budget.

4. La différence entre les avoirs globaux et les besoins de trésorerie est répartie entre les Etats membres, et ce dans toute la mesure du possible, proportionnellement à la prévision des recettes du budget en provenance de chacun d'eux.

TITRE V.

Modalités d'application de l'article 2 paragraphe 7 de la décision 88/376/CEE, Euratom.

TITRE VI.

Modalités d'application de l'article 7 de la décision 88/376/CEE, Euratom.

TITRE VII.

Dispositions relatives au contrôle.

TITRE VIII.

Dispositions relatives au comité consultatif des ressources propres.

TITRE IX.

Dispositions finales.

Règlement (CEE, Euratom) n° 1553/89 du Conseil, du 29 mai 1989, concernant le régime uniforme définitif de perception des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, *Journal officiel* n° L 155 du 7 juin 1989, p. 9.

Plan.

Titre I. — Dispositions générales.

Titre II. — Champ d'application.

Titre III. — Méthode de calcul.

Titre IV. — Dispositions relatives à la comptabilisation et à la mise à la disposition.

Titre V. — Dispositions relatives au contrôle.

Titre VI. — Dispositions finales.

4.2. ETAT BELGE

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget du Ministère de l'Agriculture. Année budgétaire 1988.

Loi du 3 avril 1989 contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 27 juin 1989, p. 11425.

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement. Année budgétaire 1986.

Loi du 12 avril 1989 contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 17 juin 1989, p. 10902.

Loi du 12 avril 1989 contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 20 juin 1989, p. 11009.

DETTES DE L'ETAT.

Bons de caisse. Emission.

Arrêté ministériel du 12 juin 1989 relatif à l'émission des Bons du Trésor 1989-1997, Tranche II, *Moniteur*, 16 juin 1989, p. 10763.

Emprunts publics. Adjudication.

Arrêté ministériel du 26 juin 1989 relatif à la deuxième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,25 p.c. — 1^{er} juin 1999 », *Moniteur*, 28 juin 1989, p. 11521.

Emprunts publics. Emission.

Arrêté royal du 7 juin 1989 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8,25 p.c. 1989-1997, 2^e série, *Moniteur*, 9 juin 1989, p. 10408.

Arrêté ministériel du 8 juin 1989 relatif à l'émission de l'emprunt 8,25 p.c. 1989-1997, 2^e série, *Moniteur*, 10 juin 1989, p. 19482.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS

COMMUNAUTE FLAMANDE.

Budget. Ajustement.

Décret du 8 mars 1989 portant ajustement du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 7 juin 1989, p. 10229.

Budget. Année budgétaire 1981. Règlement définitif.

Décret du 5 avril 1989 portant le règlement définitif du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1981, *Moniteur*, 22 juin 1989, p. 11184.

Budget. Crédits provisoires.

Décret du 5 avril 1989 ouvrant des crédits provisoires supplémentaires pour les mois d'avril, de mai et de juin à valoir sur le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 9 juin 1989, p. 10422.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Budget. Année budgétaire 1989.

Décret du 24 avril 1989 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1989. Dépenses d'éducation et de recherche, *Moniteur*, 23 juin 1989, p. 11269.

GENERALITES.

Financement des Communautés et des Régions.

Arrêté royal du 1^{er} juin 1989 portant exécution de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, *Moniteur*, 23 juin 1989, p. 11250.

Résumé.

Cet arrêté royal vise, plus particulièrement l'article 65 § 5 de la loi spéciale qui prévoit que les montants prévus pour les Communautés française et flamande seront majorés des moyens destinés au subventionnement des établissements et organisations du secteur privé qui opteront avant le 30 juin 1989 pour un statut communautaire.

Après concertation avec les Exécutifs concernés, le Roi a réglé par le présent arrêté les modalités d'exécution de cette disposition.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

EMPLOI.

Contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Arrêté royal du 21 juin 1989 portant création d'un régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 30 juin 1989, p. 11643.

GENERALITES.

Travail des femmes.

Arrêté royal du 2 juin 1989 modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1968 sur le travail des femmes, *Moniteur*, 21 juin 1989, p. 11135.

Une dérogation quant à l'interdiction d'occuper des femmes la nuit est accordée aux sociétés de taxis.

PROTECTION DU TRAVAIL.

(Voir 2 : « Machines ».)

Securité et santé des travailleurs.

Directive 89/391/CEE du Conseil, du 12 juin 1989, concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail, *Journal officiel* n° L 183 du 29 juin 1989, p. 1.

Extrait.

Article 1^{er}. — *Objet.*

1. La présente directive a pour objet la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail.

2. A cette fin, elle comporte des principes généraux concernant la prévention des risques professionnels et la protection de la sécurité et de la santé, l'élimination des facteurs de risque et d'accident, l'information, la consultation, la participation équilibrée conformément aux législations et/ou pratiques nationales, la formation des travailleurs et de leurs représentants, ainsi que des lignes générales pour la mise en œuvre desdits principes.

3. La présente directive ne porte pas atteinte aux dispositions nationales et communautaires, existantes ou futures, qui sont plus favorables à la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail.

Art. 18. — *Dispositions finales.*

1. Les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 décembre 1992.

Il en informent immédiatement la Commission.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DES ETATS MEMBRES DES C.E.

Prorogation.

Décision 89/371/CEE du Conseil, du 12 juin 1989, autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers, *Journal officiel* n° L 164 du 15 juin 1989, p. 42.

ACCORDS DE COOPERATION.

CEE — Malte.

Décision 89/378/CEE du Conseil, du 12 juin 1989, relative à la conclusion du protocole concernant la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et Malte, *Journal officiel* n° L 180 du 27 juin 1989, p. 46.

Protocole concernant la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et Malte, *Journal officiel* n° L 180 du 27 juin 1989, p. 47.

Information relative à la date d'entrée en vigueur du protocole concernant la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et Malte, signé à Bruxelles le 20 mars 1989, *Journal officiel* n° L 180 du 27 juin 1989, p. 53.

EUROCONTROL.

Adhésion par Malte.

1. Convention internationale de coopération pour la Sécurité de la Navigation aérienne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960, amendée par le Protocole, signé à Bruxelles le 12 février 1981 ; 2. Accord multilatéral relatif aux redevances de route, signé à Bruxelles le 12 février 1981. Adhésion par Malte, *Moniteur*, 6 juin 1989, p. 10001.

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

Licence d'importation.

Arrêté ministériel du 17 mai 1989 modifiant l'arrêté ministériel du 7 avril 1988 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, *Moniteur*, 7 juin 1989, p. 10129.

Transfert d'équipements nucléaires.

Arrêté royal du 12 mai 1989 relatif au transfert à destination de pays non dotés d'armes nucléaires, des matières nucléaires, des équipements nucléaires, des données technologiques nucléaires et leurs dérivés, *Moniteur*, 15 juin 1989, p. 10705.

7. — DIVERS

NORMALISATION.

Institut belge de normalisation.

Arrêté royal du 19 mai 1989 portant homologation de normes belges élaborées par l'Institut belge de normalisation (IBN), *Moniteur*, 13 juin 1989, p. 10557.

REGION BRUXELLOISE.

Comité de Coordination des institutions bruxelloises — Création.

Arrêté royal du 30 mai 1989 créant un Comité de Coordination des institutions bruxelloises, *Moniteur*, 10 juin 1989, p. 10477.

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Election.

Loi du 23 mai 1989 modifiant la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 1^{er} juin 1989, p. 9683.

Institutions bruxelloises. Institut bruxellois pour la Gestion de l'environnement.

Arrêté royal du 9 juin 1989 fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, *Moniteur*, 17 juin 1989, p. 10926.

REGION FLAMANDE.

Tutelle administrative des communes.

Décret du 7 juin 1989 fixant, pour la Région flamande, des règles relatives à l'organisation et à l'exercice de la tutelle administrative des communes, *Moniteur*, 29 juin 1989, p. 11593.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le présent décret règle une matière visée à l'article 107quater de la Constitution.

Art. 2. — Le présent décret s'applique à toutes les communes de la Région flamande, à l'exception des communes énumérées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 et de la commune des Fourons, dont la tutelle relève de la Région.

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUILLET 1989

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

CONSEIL D'ETAT.

Modifications.

Loi du 4 juillet 1989 modifiant l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, *Moniteur*, 25 juillet 1989, p. 12835.

DROIT JUDICIAIRE.

Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extra judiciaires en matière civile ou commerciale, et Annexe, faites à La Haye, le 15 novembre 1965. Adhésion. Dépôt de l'instrument d'adhésion du Canada, le 26 septembre 1988, *Moniteur*, 7 juillet 1989, p. 12119.

LEGISLATION ECONOMIQUE CONJONCTURELLE.

Loi-programme.

Loi-programme du 6 juillet 1989, *Moniteur*, 8 juillet 1989, p. 12153.

Plan

Titre Ier. — Dispositions en matière sociale.

Chapitre 1. — Dispositions générales.

Chapitre 2. — Dispositions concernant la législation applicable aux administrations affiliées auprès de l'Office National de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Chapitre 3. — Modifications de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique.

Chapitre 4. — Modifications de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Chapitre 5. — Mesures contre les activités des pourvoyeurs de main-d'œuvre.

Chapitre 6. — Modification de l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Titre II. — Emploi et Travail.

Chapitre 1. — Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux.

Chapitre 2. — Modification de la législation concernant l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

Chapitre 3. — Dispositions concernant les mesures en faveur de l'emploi.

Section 1. Modification de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Section 2. Modification concernant la réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi.

Chapitre 4. — Dispositions concernant les cotisations de sécurité sociale.

Chapitre 5. — Dispositions diverses.

Section 1. Financement du Fonds National de reclassement social des handicapés.

Section 2. Modification de l'article 628 du Code Judiciaire.

Titre III. — Pensions.

Chapitre 1. — Subvention de l'Etat au régime de pensions des travailleurs indépendants.

Chapitre 2. — Subvention de l'Etat au régime de pensions des travailleurs salariés.

Chapitre 3. — Assouplissement des règles de cumul d'une pension de survie avec une pension de retraite.

Titre IV. — Dispositions fiscales et financières.

Chapitre 1. — Pourvoyeurs de main-d'œuvre.

Chapitre 2. — Dispositions financières.

Section 1. Modifications de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux et la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Section 2. Compétence des Comités d'acquisition d'immeubles.

Section 3. Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Titre V. — Dispositions diverses.

Chapitre 1. — Régie des Télégraphes et des Téléphones.

Chapitre 2. — Société Nationale des Chemins de fer belges.

Chapitre 3. — Fonction publique.

REFORME DE L'ETAT.

Constitution. Modification.

Modification à la Constitution, *Moniteur*, 20 juillet 1989, p. 12713.

Des modifications ont été apportées à l'article 59ter relatif, notamment, à la composition et aux compétences du conseil et de l'exécutif de la Communauté germanophone.

Région bruxelloise.

Arrêté royal du 3 juillet 1989 relatif aux Ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande, de la Région wallonne et de la Région bruxelloise, *Moniteur*, 11 juillet 1989, p. 12226.

Extrait.

Article 1^{er}. — Il y a un Ministère de la Région bruxelloise, placé sous l'autorité du Ministre de la Région bruxelloise.

Art. 2. Il y a au Ministère de la Région bruxelloise, un administrateur général et deux administrateurs généraux adjoints, l'un du rôle linguistique français et l'autre du rôle linguistique néerlandais.

Art. 3. § 1er. L'arrêté royal fixant le cadre organique du Ministère de la Région bruxelloise est pris sur la proposition de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

§ 2. L'arrêté royal modifiant le cadre organique d'un ministère traditionnel dont des agents sont transférés au Ministère de la Région bruxelloise, est pris sur proposition du Ministre concerné.

Art. 4. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 2 juin 1982 remplaçant l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions ;

2° l'arrêté royal du 4 juin 1982 fixant des dispositions particulières relatives aux fonctionnaires généraux des ministères des Communautés et des Régions.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE.

AGRICULTURE.

Politique agricole commune. Montants compensatoires monétaires.

Règlement (CEE) n° 2300/89 de la Commission, du 28 juillet 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 3152/85 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune, *Journal officiel* n° L 220 du 29 juillet 1989, p. 8.

Règlement (CEE) n° 2301/89 de la Commission, du 28 juillet 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 3153/85 établissant les modalités de calcul des montants compensatoires monétaires, *Journal officiel* n° L 220 du 29 juillet 1989, p. 9.

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

Centrale des crédits à la consommation. Frais de consultation des données.

Arrêté ministériel du 4 juillet 1989 modifiant l'arrêté ministériel du 30 avril 1987 relatif aux frais de consultation des données recueillies par la Centrale des crédits à la consommation de la Banque Nationale de Belgique, *Moniteur*, 6 juillet 1989, p. 12060.

DROITS INTELLECTUELS.

Brevets européens.

Convention sur la délivrance de brevets européens, Règlement d'exécution et quatre Protocoles, faits à Munich le 5 octobre 1973. Décision du Conseil d'Administration de l'Organisation européenne des Brevets du 5 juin 1987 portant modification des règles 24 et 36 du Règlement d'exécution de la Convention sur le Brevet européen, *Moniteur*, 12 juillet 1989, p. 12289.

Convention sur la délivrance de Brevets européens, Règlement d'exécution et quatre Protocoles, faits à Munich le 5 octobre 1973. Décision du Conseil d'Administration de l'Organisation européenne des Brevets du 8 décembre 1988, modifiant les règles 17, 37, 58, 85bis et 85ter du Règlement d'exécution de la Convention sur le Brevet européen, *Moniteur*, 13 juillet 1989, p. 12329.

ECU

Règlement (CEE) n° 1971/89 du Conseil, du 19 juin 1989 modifiant l'article 1er du règlement (CEE) n° 3180/78 modifiant la valeur de l'unité de compte utilisée par le fonds européen de coopération monétaire, *Journal officiel* n° L 189 du 4 juillet 1989, p. 1.

Article 1^{er}. — A partir du 21 septembre 1989, la composition de l'écu, telle que définie à l'article 1er du règlement (CEE) n° 3180/78, est déterminée par :

— d'une part, les poids suivants :

	en %
mark allemand	30,1
livre sterling	13,0
franc français	19,0
lire italienne	10,15
florin néerlandais	9,4
franc belge	7,6
franc luxembourgeois	0,3
couronne danoise	2,45
livre irlandaise	1,1
drachme grecque	0,8
peseta espagnole	5,3
escudo portugais	0,8

— d'autre part, les cours de l'écu établis par la Commission à partir des cours du dollar des Etats-Unis constatés par les banques centrales des Etats membres sur leur marché des changes respectif, le mercredi 20 septembre 1989 à 14 h 15.

La Commission est chargée d'effectuer, le 20 septembre 1989, les calculs nécessaires pour déterminer les nouveaux montants monétaires nationaux correspondant aux poids définis par le présent règlement. Elle assure la communication de ceux-ci aux autorités monétaires ainsi que leur publication au *Journal officiel* des Communautés européennes.

ENSEIGNEMENT.

Enseignement secondaire. Organisation.

Arrêté du 5 avril 1989 de l'Exécutif flamand relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, *Moniteur*, 1er juillet 1989,, p. 11832.

EAU.

Région Bruxelles-Capitale.

Arrêté royal du 19 juin 1989 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par les substances dangereuses, nuisibles ou toxiques pour la Région de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 4 juillet 1989, p. 11889.

Arrêté royal du 19 juin 1989 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau pour la Région de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 4 juillet 1989, p. 11895.

HOPITAUX ET ENTREPRISES DU SECTEUR MEDICAL.

Fusions d'hôpitaux.

Arrêté royal du 31 mai 1989 précisant la description d'une fusion d'hôpitaux et des normes particulières qu'il doit respecter, *Moniteur*, 5 juillet 1989, p. 11975.

MARCHES PUBLICS.

Procédure de passation des marchés publics de travaux.

Directive 89/440/CEE du Conseil, du 18 juillet 1989, modifiant la directive 71/305/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, *Journal officiel* n° L 210 du 21 juillet 1989, p. 1.

NORMALISATION.

Homologation de normes belges.

Arrêté royal du 2 juin 1989 portant homologation de normes belges élaborées par l'Institut belge de normalisation (IBN), *Moniteur*, 4 juillet 1989, p. 11912.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Société nationale du logement. Emprunts.

Arrêté royal du 19 juin 1989 autorisant la Société nationale du logement à contracter sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'un montant effectif total de 10 milliards de francs, *Moniteur*, 5 juillet 1989, p. 11972.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

CEE — Technologie (Flair — Value — Mast — Monitor — Doses).

Décision 89/411/CEE du Conseil du 20 juin 1989, arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement dans le domaine de la science et des technologies de l'alimentation (1989 - 1993) (Flair), *Journal officiel* n° L 200 du 13 juillet 1989, p. 1.

Décision 89/412/CEE du Conseil, du 20 juin 1989, arrêtant un programme spécifique de diffusion et d'utilisation des résultats de la recherche scientifique et technologique (1989-1992) (programme Value), *Journal officiel* n° L 200 du 13 juillet 1989, p. 23.

Décision 89/413/CEE du Conseil, du 20 juin 1989, arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique en matière de science et de technologie marines (Mast), *Journal officiel* n° L 200 du 13 juillet 1989, p. 30.

Décision 89/414/CEE du Conseil, du 20 juin 1989, arrêtant un programme communautaire dans le domaine de l'analyse stratégique, des prévisions et de l'évaluation en matière de recherche et de technologie (programme Monitor), *Journal officiel* n° L 200 du 13 juillet 1989, p. 38.

Décision 89/415/CEE du Conseil, du 20 juin 1989, arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement de systèmes experts en statistiques (Doses), *Journal officiel* n° L 200 du 13 juillet 1989, p. 46.

EURATOM — Radioprotection.

Décision 89/416/Euratom du Conseil, du 20 juin 1989, arrêtant un programme de recherche et de formation pour la Communauté européenne de l'énergie atomique dans le domaine de la radioprotection (1990-1991), *Journal officiel* n° L 200 du 13 juillet 1989, p. 50.

TRANSPORT.

Transport de marchandises et de personnes.

Directive 89/438/CEE du Conseil, du 21 juin 1989, modifiant la directive 74/561/CEE concernant l'accès à la profession de transporteur de marchandises par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux, la directive 74/562/CEE concernant l'accès à la profession de transporteur de voyageurs par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux et la directive 77/796/CEE visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres de transporteur de marchandises et de transporteur de personnes par route et comportant des mesures destinées à favoriser l'exercice effectif de la liberté d'établissement des transporteurs, *Journal officiel* n° L 212 du 22 juillet 1989, p. 101.

3. — REGLEMENTATION FISCALE.

DOUANE ET ACCISES.

Tabac.

Arrêté ministériel du 20 juillet 1989 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur*, 27 juillet 1989, p. 12965.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Importation de biens. Exportations de biens et de services. Amendes fiscales.

Arrêté royal du 6 juillet 1989 modifiant l'arrêté royal n° 7 du 27 décembre 1977 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, l'arrêté royal n° 18 du 27 décembre 1977 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en matière de taxe sur la valeur ajoutée et l'arrêté royal n° 41 du 30 janvier 1987 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur*, 14 juillet 1989, p. 12390.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS.

4.2. ETAT BELGE.

COMPTABILITE DE L'ETAT.

Loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, et abrogeant la loi du 31 décembre 1986 portant réglementation des crédits provisoires, *Moniteur*, 18 juillet 1989, p. 12548.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget du Ministère des Affaires économiques. Année budgétaire 1988. Ajustement.

Loi du 12 juin 1989 ajustant le budget du Ministère des Affaires économiques de l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 6 juillet 1989, p. 12049.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique. Année budgétaire 1989.

Loi du 13 juillet 1989 contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 27 juillet 1989, p. 12937.

Budget du Ministère de la Justice. Année budgétaire 1989.

Loi du 6 juillet 1989 contenant le budget du Ministre de la Justice pour l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 14 juillet 1989, p. 12353.

Budget des Pensions. Année budgétaire 1989.

Loi du 20 juin 1989 contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 12 juillet 1989, p. 12274.

Budget des services du Premier Ministre. Année budgétaire 1988. Ajustement.

Loi du 5 juin 1989 ajustant le budget des Services du Premier Ministre de l'année budgétaire 1988, *Moniteur*, 1er juillet 1989, p. 11794.

Crédits provisoires.

Loi du 5 juillet 1989 ouvrant des crédits provisoires pour les mois de juillet, août, septembre et octobre de l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 7 juillet 1989, p. 12114.

DETTES DE L'ETAT.

Bons du Trésor.

Arrêté royal du 17 juillet 1989 relatif à l'émission des Bons du Trésor 1989-1997, tranche III, *Moniteur*, 28 juillet 1989, p. 13074.

Emprunts publics.

Arrêté ministériel du 17 juillet 1989 relatif à la troisième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,25 % — 1er juin 1999 », *Moniteur*, 25 juillet 1989, p. 12836.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

REGION WALLONNE.

Budget des dépenses et des recettes. Année budgétaire 1989. Ajustement.

Décret du 27 avril 1989 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1989. Partie Dotation, *Moniteur*, 19 juillet 1989, p. 12655.

Décret du 27 avril 1989 ajustant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1989, *Moniteur*, 19 juillet 1989, p. 12658.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

EMPLOI.

Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi. Création.

Loi spéciale du 6 juillet 1989 relative au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi, *Moniteur*, 28 juillet 1989, p. 13049.

Transfert de personnel.

Arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions, *Moniteur*, 28 juillet 1989, p. 13050.

Arrêté royal du 25 juillet 1989 réglant le passage des membres du personnel au Ministère de la Région bruxelloise, *Moniteur*, 28 juillet 1989, p. 13059.

Arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et des bâtiments scolaires provinciaux et communaux aux Communautés, *Moniteur*, 28 juillet 1989, p. 13069.

GENERALITES.

Formation professionnelle.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 3 mai 1989 modifiant l'arrêté du 14 juillet 1982 relatif à l'octroi de certains avantages aux personnes recevant une formation professionnelle, *Moniteur*, 21 juillet 1989, p. 12801.

Arrêté du 3 mai 1989 déterminant les conditions auxquelles les participants à la formation organisée dans un centre créé par l'Office flamand de l'Emploi et de la formation professionnelle, peuvent achever leur formation dans une entreprise, *Moniteur*, 21 juillet 1989, p. 12802.

Arrêté du 3 mai 1989 portant exécution de l'article 65, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la formation professionnelle, *Moniteur*, 21 juillet 1989, p. 12804.

Arrêté du 3 mai 1989 portant exécution de l'article 135 de l'arrêté du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle, concernant les modalités d'exécution du travail intérimaire, *Moniteur*, 21 juillet 1989, p. 12806.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES.

ACCORDS COMMERCIAUX DES CE.

CEE — Etats membres de l'AELE.

Le Journal officiel n° L 206 du 18 juillet publie les décisions n°s 431/89 à 436/89 du Conseil concernant la conclusion du 3e protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et les Républiques d'Autriche, de Finlande, d'Islande, de Norvège, le Royaume de Suède et la Confédération suisse à la suite de l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté.

La perception des droits de douane applicables en Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède et Suisse, conformément aux dispositions de l'article 3 et de l'article 5 paragraphe 3 du protocole additionnel à l'accord, aux produits importés d'Espagne est totalement suspendue.

SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN.

(voir section 2. « Ecu »).

7. — DIVERS

ELECTIONS.

Contrôle des dépenses électorales.

Loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, *Moniteur*, 20 juillet 1989, p. 12715.

GOVERNEMENT.

Comité de concertation.

Arrêté royal du 14 juillet 1989 portant désignation des cinq Membres du Gouvernement au sein du Comité de concertation institué par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, *Moniteur*, 19 juillet 1989, p. 12627.

Modifications.

Arrêté royal du 11 juillet 1989. Gouvernement. Modifications, *Moniteur*, 13 juillet 1989, p. 12328.

Article 1^{er}. — Article 1er. M. Ph. Moureau, Vice-Premier Ministre et Ministre des Réformes institutionnelles, chargé de la Restructuration du Ministère de l'Education nationale, est déchargé de ses fonctions de Ministre de la région bruxelloise.

Il est chargé de la Restructuration du Ministère de la Région bruxelloise.

Art. 2. Est acceptée la démission offerte par :

M. J.-L. Thys de ses fonctions de Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise ;

M. J. Valkeniers de ses fonctions de Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise.

INSTITUT BELGE DE NORMALISATION.

(Voir 2. « Normalisation »).

PERMIS DE CONDUIRE.

Accord Belgique — République du Botswana.

Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Botswana relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire nationaux, et Annexes, signé à Bruxelles le 17 avril 1989, *Moniteur*, 11 juillet 1989, p. 12235.

REGION BRUXELLOISE.

Centre d'informatique.

Arrêté royal du 4 juillet 1989 fixant les cadres linguistiques du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise, *Moniteur*, 29 juillet 1989, p. 13122.

Institutions bruxelloises. Comité de coopération.

Arrêté royal du 14 juillet 1989 portant fixation du nombre de membres et désignation de quatre Ministres au sein du comité de coopération institué par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, *Moniteur*, 19 juillet 1989, p. 12627.

Statut du personnel du Centre d'Informatique. Régime de pensions.

Arrêté royal du 19 juin 1989 rendant le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel du Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise, *Moniteur*, 5 juillet 1989, p. 11971.

REGION WALLONNE.

Exécutif. Règlement de fonctionnement. Modification.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1989 modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1989 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, *Moniteur*, 29 juillet 1989, p. 13135.

Exécutif. Répartition de compétences.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mai 1989 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 janvier 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes de l'Exécutif, *Moniteur*, 29 juillet 1989, p. 13132.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du pré-compte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

**

ACKAERT, J.

Fiscaliteit en politiek : het lokaal niveau. Een analyse in de 308 Vlaamse gemeenten.

(In : *RES PUBLICA, Brussel/Bruxelles, 1, 1989 01/03, p. 111-129.*)

BE 131

ALLERON, M. & BOZZI, J.

Dix ans de Système Monétaire Européen : bilan économique.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 27-36.*)

FR 5B

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

334.154.1 - 331.30 - 305.2 - 331.31

AGLIETTA, M.

Union monétaire et banque centrale.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 150-165.*)

FR 5B

ARTS, K.

1992 en « the two-handed approach » als paardemiddel tegen eurosclerose?

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 3, 1989 06, p. 295-315.*)

BE 64B

321.68 - 342.55 - 338.43

333.103. - 333.154. - 384.0

ALEN, A. & PEETERS, P.

België op zoek naar een coöperatief federaal staatsmodel.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR BESTUURSWETENSCHAPPEN EN PUBLIEKRECHT, Brussel, 6, 1989 06, p. 343-371.*)

BE 692

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

La banque et les télécommunications.
(Aspects et Documents, 88.)

Bruxelles, A.B.B., 1989, 33 p.

338.43 - 336.201. - 336.10
336.450. - 336.41

333.130.3 - 333.139.2

ALEN, A. & SEUTIN, B.

De fiscale bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR BESTUURSWETENSCHAPPEN EN PUBLIEKRECHT, Brussel, 5, 1989 05, p. 271-287.*)

BE 692

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Les fonds propres; harmonisation en perspective de « 1992 ».

(Aspects et Documents, 87.)
Bruxelles, A.B.B., 1989, 30 p.

338.755.6

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

BALASSE, A.

Le textile en Belgique ou le renouveau d'une industrie traditionnelle.

(In : WALLONIE 89, Namur, 2, 1989, p. 13-22.)

BE 186

BOURGUINAT, H.

L'Europe du grand marché et l'Ecu.

(In : REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 175-186.)

FR 5B

333.111.1

331.30 - 305.2

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

Loi organique. Statuts.

Bruxelles, B.N.B., 1988, 46 p.

BULLETIN...

L'économie belge en 1989 : confirmation des acquis mais la situation reste précaire.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 299, 1989 06, p. 1-11.)

BE 27CF

339.115. - 336.311.2 - 336.314.

333.52 - 368.03

BERLAGE, L.

België en de schulden van de Afrikaanse lage inkomenslanden.

(In : LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 49, 1989 05, p. 1-28.)

BE 92

BULLETIN...

Le financement du plan de pension : un choix de politique financière capital pour l'entreprise.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 299, 1989 06, p. 13-21.)

BE 27CF

333.113.

331.30 - 305.2

BORREMANS, D.

La création des sociétés régionales d'investissement.

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1237, 1989, p. 1-43.)

BE 28E

BULLETIN...

La conjoncture en péril.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 18, 1989 05 12, p. 1-8.)

BE 33

BULLETIN...

L'effet boule de neige.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 19, 1989 05 19, p. 1-7.)

BE 33

BULLETIN...

Vers une banque centrale européenne?

(In : BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 2229, 1989 04, p. 1-9.)

BE 34A

338.046.2

BULLETIN...

La succession dans les PME familiales. De problème à défi.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 20, 1989 05 26, p. 1-6.)

BE 33

334.154.1 - 334.151.6 - 338.722.5

BUTAULT, J.-P. et al.

Les effets combinés des coûts, des prix et de la productivité sur le revenu agricole en Europe.

(In : ECONOMIE ET STATISTIQUE - INSEE, Paris, 221, 1989 05, p. 55-62.)

FR 33A

332.18 - 658.47 - 347.731.
333.67 - 338.048.

BULLETIN...

Fusions et acquisitions. La quatrième vague.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 21, 1989 06 02, p. 1-6.)

BE 33

334.151.21

CAESAR, R.

Der Delors-Bericht : ein wegweisendes Dokument?

(In : WIRTSCHAFTSDIENST, Hamburg, 6, 1989 06, p. 271-276.)

DE 30A

333.432.8 - 333.451.1

BULLETIN...

Une nouvelle chance pour un système international de taux de change fixes.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 22, 1989 06 09, p. 1-7.)

BE 33

336.201. - 336.208.

CAHIERS...

Une réforme de la procédure fiscale?

(In : CAHIERS CEPESS, Bruxelles, 4, 1988 10/12, p. 1-45.)

BE 149AF

CAISSE HYPOTHECAIRE ANVERSOISE.

Valeur immobilière - 1989.

Antwerpen, AN-HYP, 1989, 85 p.

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Rapport sur l'union économique et monétaire dans la Communauté Européenne.

Bruxelles, Comité pour l'étude de l'union économique et monétaire, 1989, 44 p.

332.691.

CARNOY, F. et al.

Les mutations structurelles du marché de l'emploi 1970-1988.

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 2, 1989 05, p. 101-113.)

BE 131A

334.151.3 - 334.154.1

COOPERS & LYBRAND.

Tax harmonisation and 1992 in the European Community.

London, Financial Times Business Information, 1988, 72 p.

333.613.

COBBAUT, R.

Eléments de diagnostic de l'évolution du marché de Bruxelles, avant et après le krach d'octobre 1987 : la question de la surévaluation.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 2, 1989 04/05, p. 137-147.)

BE 10A

336.201.

COUTURIER, J.J.

Krachtlijnen van de belastinghervorming.

(In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 3, 1989 06, p. 231-249.)

BE 64B

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

COHEN, D.

La coopération monétaire européenne : du SME à l'union monétaire.

(In : REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 69-80.)

FR 5B

333.108.

COVILLE, G.

Hervé de Carmoy, général en Belgique.

(In : L'EXPANSION, Paris, 359, 1989 06 21, p. 124-129.)

FR 33B

333.841. - 331.031. - 333.139.2

338.6 - 338.043. - 332.620.
332.630.

COX, W.M. & ROSENBLUM, H.

Money and inflation in a deregulated financial environment : an overview.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF DALLAS - ECONOMIC REVIEW*, Dallas, 1989 05, p. 1-19.)

US 30D

DE VILLE, P. & GERMAIN, M.

Nouvelles technologies et emploi : approches macro-économiques.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 134, 1989 06, p. 1-47.)

BE 33Z

332.87

342.2 - 342.4 - 321.68
338.43 - 342.55 - 321.0
323.0

DELHAYE, J.-L.

Le groupement européen d'intérêt économique : une nouvelle forme de coopération au service des entreprises.

(In : *GESTION 2000*, Louvain-la-Neuve, 3, 1989 06/07, p. 167-192.)

BE 10A

DEWEERDT, M.

Het nieuwe België.
(Krantenboek, 35.)

Groot-Bijgaarden, De Standaard, 1989, 67 p.

334.151.21 - 334.151.25

331.30 - 305.2 - 333.111.2

DE MAIGRET, B.

The Ecu and monetary stability.

(In : *EUROPEAN AFFAIRS*, Amsterdam, 2, 1989, p. 30-35.)

NL 27

DEWEIRDT, E.

Het jaarverslag 1988 van de Nationale Bank van België.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 3, 1989 06, p. 317-330.)

BE 64B

336.201.

332.691. - 332.620. - 332.622.1

DEMEESTER-DE MEYER, W.

La réforme fiscale vue par et pour les femmes.

(In : *MINISTÈRE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION*, Bruxelles, 4, 1989 07/08, p. 17-34.)

BE 99

DE WITTE, H.

Werkloze jongeren : links, rechts of apathisch?

(In : *RES PUBLICA*, Brussel/Bruxelles, 1, 1989 01/03, p. 75-94.)

BE 131

DOCUMENTS...

Préserver les conditions pour la réussite de 1992. Les perspectives et les problèmes de politique économique pour 1989 et 1990. Communication de la Commission au Conseil conformément à la décision de la convergence du 18 février 1974 (74/120/CEE).

(In : DOCUMENTS - COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES. 10/POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE ET LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX, Bruxelles, 101, 1989 02 23, p. 1-22 + ann. & add.)

EEC 23

ENTREPRISE...

L'image de l'entreprise.

(In : L'ENTREPRISE ET L'HOMME, Bruxelles, 2, 1989, p. 56-59.)

BE 39

333.741.0 - 333.480. - 333.600.
333.610. - 333.632.0 - 333.633.0
333.662. - 333.110.

DOMBRECHT, M. & PLASSCHAERT, S.

Het financiewezen in België ; instrumenten, instellingen en markten.

(Ufsia Universitaire Reeks Economie.)

Deurne, MIM, 1989, XIX + 485 p.

334.151.28 - 334.154.1 - 334.151.26

EUROPA-BANKING...

Duwendag, D. : Europa-Banking ; ein Ueberblick.

(In : Europa-Banking.)

(Schriften zur Monetären Oekonomie, 27.)

Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988, 13-39 p.

338.046.2

334.151.28

ENTREPRENDRE...

Dossier PME : la qualité des hommes.

(In : ENTREPRENDRE, Bruxelles, 5, 1989 05, p. 11-29.)

BE 45

EUROPA-BANKING...

Gaddum, J.W. : Harmonisierung der Bankenaufsicht in der EG. (In : Europa-Banking.)

(Schriften zur Monetären Oekonomie, 27.)

Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988, 111-129 p.

385.41

334.151.20 - 334.151.26 - 333.110.

ENTREPRENDRE...

La place de la Belgique dans le réseau ferroviaire européen à grande vitesse.

(In : ENTREPRENDRE, Bruxelles, 5, 1989 05, p. 78-89.)

BE 45

EUROPA-BANKING...

Gleske, L. : Geld- und Währungspolitik bei vollständiger Integration der EG-Finanzmärkte. (In : Europa-Banking.)

(Schriften zur Monetären Oekonomie, 27.)

Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988, 43-55 p.

334.151.28 - 334.154.2 - 347.734.

333.630. - 333.631. - 333.632.0

333.601. - 333.602. - 333.605.

336.212.2

EUROPA-BANKING...

Herrhausen, A. : Bankpolitik auf dem Weg nach Europa. (In : Europa-Banking.)
(Schriften zur Monetären Oekonomie, 27.)
Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988,
235-250 p.

EUROPEAN BOND COMMISSION.

The European Bond Markets : an overview and analysis for issuers and investors.
Chicago, Ill., Probus Publishing Company, 1989,
III + 620 p.

334.151.20 - 334.151.27 - 334.151.25

382.22 - 307.61 - 307.334.

EUROPA-BANKING...

Kloten, N. & Bofinger, P. : Währungsintegration ueber eine Europäische Parallelwährung? (In : Europa-Banking.)
(Schriften zur Monetären Oekonomie, 27.)
Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988, 57-84 p.

FIELEKE, N.S.

International payments imbalances in the 1980s : an overview.
(In : FEDERAL RESERVE BANK OF BOSTON - NEW ENGLAND ECONOMIC REVIEW, Boston, 1989 03/04, p. 3-15.)
US 34A

334.151.27

368.40 - 336.451. - 336.62

EUROPA-BANKING...

Matthes, H. : Die Entwicklung des EWS mit Blick auf 1992. Thesen zum gegenwärtigen Stand der Debatte um das EWS. (In : Europa-Banking.)
(Schriften zur Monetären Oekonomie, 27.)
Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1988,
85-109 p.

FRASELLE, N.

La sécurité sociale au coeur de l'assainissement des finances publiques en Belgique.
(In : REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 7-8, 1988 07/08, p. 695-720.)
BE 141

333.630. - 333.631. - 333.632.0

333.601. - 333.602. - 333.605.

336.212.2

EUROPEAN BOND COMMISSION.

François, G. et al : The Belgian Bond Market. (In : The European Bond Markets.)
Chicago, Ill., Probus Publishing Company, 1989,
47-86 p.

339.115. - 336.311.2 - 336.314.

FRENKEL, M.

The international debt problem : an analysis of the Brady plan.
(In : INTERECONOMICS, Hamburg, 3, 1989 05/06, p. 110-116.)
DE 15

336.208. - 343.35

333.111.0 - 333.110. - 331.162.21

GEEROMS, H.

Belastingvermijding.

(In : *MINISTÈRE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 4, 1989 07/08, p. 237-328.*)

BE 99

GOODHART, C.

The evolution of central banks.

Cambridge, Mass., The MIT Press, 1988, VIII + 205 p.

333.100. - 333.131.30

GENERALE DE BANQUE.

Connaître la banque. Les crédits.
(Perspectives, 3.)

Bruxelles, Générale de Banque, 1988, 16 p.

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

GOODHART, C.

L'unification des monnaies européennes : une tentative de solution.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 139-149.*)

FR 5B

333.613.

GILLET, R.

Risque systématique de tendance du marché et krach boursier.

(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 2, 1989 04/05, p. 149-159.*)

BE 10A

333.101. - 333.480. - 333.611.

GOORDEN, T.

« La Belgique devrait valoriser davantage son savoir-faire dans l'usage de l'Ecu. » Interview exclusive de M. Philippe Maystadt, Ministre des Finances.

(In : *ENTREPRENDRE, Bruxelles, 4, 1989 04, p. 11-15.*)

BE 45

336.222. - 336.225. - 336.212.3
336.201.

GOBLET, P.

Fiscalité et marchands de biens.

(Bibliothèque de l'École Supérieure des Sciences Fiscales, 18.)

Bruxelles, Bruylant, 1987, VIII + 162 p.

339.115. - 333.432.8 - 333.164.0
336.311.2 - 382.254. - 382.256.
338.340. - 338.341.1

GROUP OF TEN.

The role of the IMF and the World Bank in the context of the debt strategy. (Report of meetings held in Washington on 14 April 1988, 3 April 1989 and in Paris on 12 May 1989.)

Washington, Group of Ten, 1989, 53 p.

HAGEMANN, R.P. & NICOLETTI, G.

Les effets économiques du vieillissement démographique et ses conséquences pour le financement des retraites publiques.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 12, 1989 04/06, p. 59-110.*)

OCDE 13A

HEYNDELS, B. & VUCHELEN, J.

De efficiëntie van belastinginning.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 122, 1989 04/06, p. 221-234.*)

BE 44E

334.151.23 - 334.151.27 - 334.154.1

HANKEL, W.

Europäische Währungsperspektiven.

(In : *EUROPA ARCHIV, Bonn, 11, 1989 06 10, p. 351-360.*)

DE 4

342.2 - 336.12 - 336.201.

HILGERS, J.

Vers une réforme de la gestion financière communale.

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 4, 1989 07/08, p. 329-355.*)

BE 99

333.432.8

HAYES, A.E.

The international monetary system - Retrospect and prospect.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK - QUARTERLY REVIEW, New York, Spécial, 1989, p. 29-34.*)

US 32

341.247.

HINNEKENS, L.

Het dubbelbelastingverdrag.

(In : *ALGEMEEN FISCAAL TIJDSCHRIFT, Brussel, 4, 1989 04, p. 91-101.*)

BE 510

351.0 - 350.0 - 354
330.543. - 650

HEBBELINCK, R.

Essai d'analyse des activités prestées par les différents services publics belges, et des possibilités de les rendre plus performantes.

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 4, 1989 07/08, p. 357-369.*)

BE 99

334.151.21 - 334.154.1 - 334.151.27

HOSKINS, W.L.

A market-based view of European monetary union.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF CLEVELAND - ECONOMIC COMMENTARY, Cleveland, 1989 04 01, p. 1-5.*)

US 31/I

338.43 - 321.68 - 342.2
342.4 - 336.020. - 336.030.
336.61 - 336.10

INSTALLE, M. et al.

Le financement des Communautés et des Régions.
(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1240-41, 1989, p. 1-91.)

BE 28E

334.151.25 - 333.825. - 333.450.

JAGER, H. & DE JONG, E.

The private Ecu's potential impact on global and European exchange rate stability.

(In : *GESTION 2000*, Louvain-la-Neuve, 3, 1989 06/07, p. 85-110.)

BE 10A

338.040. - 650

INSTITUT DE L'ENTREPRISE.

Image de l'entreprise.

Bruxelles, Institut de l'Entreprise, 1989, 48 p.

333.825.

JEANFILS, P.

Impact sur le marché des changes des variations du dollar et de l'intervention de la banque centrale.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 122, 1989 04/06, p. 175-219.)

BE 44E

321.68 - 336.020. - 336.030.
336.61 - 336.53 - 342.55
338.43

INTERREGIONALE WALLONNE DE LA FGTB.

Une révolution nommée fédéralisme.

Bruxelles, F.G.T.B., 1989, 79 p.

334.151.25 - 334.151.27

JELOWICKI, J.

Système Monétaire Européen. Dixième anniversaire.

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION*, Bruxelles, 4, 1989 07/08, p. 159-236.)

BE 99

334.151.21

ITTA, E.

Central Bank and European Monetary Constitution; will history repeat itself?

(In : *EBA NEWSLETTER*, Paris, 6, 1989 03, p. 29-34.)

FR 5

368.42

KESENNE, J.

De ronde tafel over de ziekteverzekering : de financieringsproblemen.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 5, 1989 05, p. 407-417.)

BE 71

KESENNE, S. & COUDER, J.

The economic impact of sport; an input-output approach for Belgium.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 89/228.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, 1989, 12 p.

KOEUNE, J.-C.

L'Ecu, monnaie européenne?

(In : *EBA NEWSLETTER, Paris, 6, 1989 03, p. 11-18.*)

FR 5

332.224. - 332.225. - 332.691.

334.151.21 - 334.151.27

KESENNE, S. & VAN DURME, P.

Basisinkomen en arbeidsaanbod.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Rapport, 89/229.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, 1989, 24 p.

KOLODZIEJAK, A.M.M. & MUIJZERS, A.P.M.

Het rapport van het Comité-Delors.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3705, 1989 05 03, p. 438-441.*)

NL 10

333.600.

336.212.2 - 336.214.

KESSLER, D.

L'Europe financière : bouleversement ou stabilité des parts de marché?

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE, Strasbourg, 34, 1989 07, p. 15-22.*)

LU 4

LAES, J.C.

Het stelsel van de meerwaarden na de fiscale hervorming.

(In : *ALGEMEEN FISCAAL TIJDSCHRIFT, Brussel, 5, 1989 05, p. 135-150.*)

BE 510

336.212.2 - 336.214.

307.330. - 339.0 - 306.17
333.53

KLEYNEN, G.

La taxation des dividendes et intérêts, hier, aujourd'hui et demain.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 5, 1989 05, p. 127-141.*)

BE 158FB

LAMBERT, M.-H. et al.

Les endettements des grands secteurs de l'économie. Pouvoirs publics, entreprises, particuliers.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 3, 1989 06, p. 147-236.*)

BE 131A

LE CACHEUX, J. et al.

Un chèque en blanc pour l'Europe monétaire?
(In : *OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES - LETTRE DE L'OFCE*, Paris, 64 bis, 1989 05 16, p. 1-6.)

FR 46A

LESAGE, A.

Mesures de la productivité industrielle belge depuis 1975.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 135, 1989 07, p. 1-19.)

BE 33Z

338.040.

334.154.1 - 334.151.26

LENTZEN, E. & VINCENT, A.

Groupes d'entreprises privés et publics en Wallonie.

(In : *CRITIQUE REGIONALE*, Bruxelles, 17, 1989 03, p. 31-44.)

BE 52

LIBERTE...

Cherot, J.-Y. & Roux, A. : Liberté de circulation des personnes et contrôle des changes dans la C.E.E. (In : Liberté de circulation des personnes en droit international.)

(Coopération et Développement, 14.)

Paris, *Economica*, 1988, 113-127 p.

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

338.43

LEONARD, J.

Intégration financière et union monétaire : la divergence des attitudes nationales.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE*, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 187-194.)

FR 5B

LIERMAN, F.

De ondernemingen van het arrondissement Aalst financieel doorgelicht.

Aalst, *Kamer van Koophandel en Nijverheid van Aalst en Gewest*, 1989, 35 p.

334.151.25

338.43

LEPROUX, L.

Bilan de la coopération européenne sur les taux de change.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE*, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 37-47.)

FR 5B

LIERMAN, F.

De ondernemingen van het arrondissement Halle-Vilvoorde financieel doorgelicht.

Halle-Vilvoorde, *Kamer voor Handel en Nijverheid van het Arrondissement Halle-Vilvoorde*, 1989, 35 p.

LIERMAN, F.

De ondernemingen van het arrondissement Sint-Niklaas financieel doorgelicht.

Sint-Niklaas, Kamer voor Handel en Nijverheid voor het Waasland, 1989, 34 p.

MAYSTADT, P.

Le grand marché européen et la fiscalité belge.

(In : MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 4, 1989 07/08, p. 5-15.)

BE 99

334.154.1

333.67 - 338.048. - 658.47

332.18 - 334.154.33

LIZIN, A.-M.

Le rôle du Secrétariat d'Etat à l'Europe 1992.

(In : SOCIALISME, Bruxelles, 212-213, 1989 03/06, p. 127-131.)

BE 155C

McDOUGALL, R.

L'effervescence du secteur des fusions et acquisitions en Europe.

(In : PROBLEMES ECONOMIQUES, Paris, 2129, 1989 06 14, p. 16-20.)

FR 51A

334.154.1 - 334.151.21 - 334.151.20
334.151.23

339.231.

LOUIS, J.-V. et al.

Dossier : Rapport sur l'union économique et monétaire dans la Communauté Européenne.

(In : AUJOURD'HUI L'ECU, Lyon, 34-35, 1989 05, p. 12-27.)

FR 2D

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

Mottouille, A. : Estimation du revenu agricole en 1988.

(Publications de l'I.E.A., 502.)

Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1989, 13 p.

333.613.

338.43 - 336.830. - 336.834.

MALDONADO, V.A.

Un autre krach boursier est-il envisageable? Analyse de la situation actuelle des marchés de valeurs mobilières.

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 2, 1989 05, p. 79-90.)

BE 131A

NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR KREDIET AAN DE NIJVERHEID.

Economische expansiesteun aan ondernemingen in het Gewest Vlaanderen. (1 maart 1989.)

Brussel, N.M.K.N., 1989, 77 p.

334.10 - 382.11 - 333.432.8

NEDERLANDSCHE...

International monetary co-operation.

(In : *DE NEDERLANDSCHE BANK - QUARTERLY BULLETIN*, Amsterdam, 4, 1989 03, p. 19-23.)

NL 30BE

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

PAPADIA, F.

Une approche de l'unification monétaire européenne.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE*, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 166-174.)

FR 5B

334.154.1 - 334.151.28

NIPSTAD, J.

EC liberalization of capital movements.

(In : *SVERIGES RIKSBANK - QUARTERLY REVIEW*, Stockholm, 1, 1989, p. 23-28.)

SE 2

333.21 - 333.710.

PASLEAU, S.

La politique de placement de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite (1955-1984).

(In : *REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - BELGISCH TIJDSCHRIFT VOOR NIEUWSTE GESCHIEDENIS*, Gand/Gent, 3-4, 1988, p. 499-541.)

BE 135

334.154.1 - 334.151.28

OLIVER, P. & BACHE, J.-P.

Free movement of capital between the member states : recent developments.

(In : *COMMON MARKET LAW REVIEW*, Dordrecht, 1, 1989 04/06, p. 61-81.)

NL 699

347.731. - 333.611.

PETERBROECK, J.

La nouvelle bourse.

(In : *L'ENTREPRISE ET L'HOMME*, Bruxelles, 2, 1989, p. 61-65.)

BE 39

338.76 - 304.5

OST, C.

Bruxelles, perspectives immobilières pour un avenir en construction.

(In : *LES DOSSIERS BRUXELLOIS - DE DOSSIERS BRUSSEL*, Bruxelles/Brussel, 1, 1989 04, p. 1-60.)

BE 199

333.67 - 338.048. - 658.47
332.18 - 347.728.6 - 334.154.33

PIRON, R. & DE DORLODOT, J.-B.

Concentrations d'entreprises et mesures de protection.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BBL*, Bruxelles, 2230, 1989 05/06, p. 1-10.)

BE 34A

PLASMAN, R.

Les politiques d'emploi en Belgique : analyse et estimation de leur impact macroéconomique.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles*, 122, 1989 04/06, p. 133-174.)

BE 44E

PROBLEMES...

La libéralisation des mouvements de capitaux en Europe : conséquences sur les taux de change et les taux d'intérêt.

(In : *PROBLEMES ECONOMIQUES, Paris*, 2129, 1989 06 14, p. 20-28.)

FR 51A

334.151.21

POEHL, K.O.

Perspectives de l'intégration monétaire en Europe.

(In : *REPERES - BULLETIN ECONOMIQUE ET FINANCIER, Luxembourg*, 16, 1989 03, p. 6-11.)

LU 5B

330.548. - 333.164.0 - 333.432.8

PROMISE...

Babai, D. : The World Bank and the IMF : rolling back the State or backing its role? (In : The promise of privatization : a challenge for U.S. policy.)

New York, Council on Foreign Relations, 1988, 254-285 p.

657.35 - 338.042. - 305.4

POULLET, G.

Calculs des coûts cumulés en Belgique sur base de la matrice input-output de 1980.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve*, 132, 1989 03, p. 1-27.)

BE 33Z

340.5 - 347.728.3 - 347.720.40
333.67

RAPPORTS...

Fredericq, S. & Wymeersch, E. : La prise de contrôle dans la société anonyme. (In : Rapports belges au XII^e congrès de l'Académie internationale de Droit comparé, 1.)

Anvers/Bruxelles, Edit. Juridiques et Fiscales Kluwer/Bruylant, 1986, 239-267 p.

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

334.154.1

PRATE, A.

Intégration monétaire et structures régionales.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris*, 8-9, 1989 03/06, p. 205-211.)

FR 5B

RAYMOND, R.

La création d'un marché unifié de capitaux dans la CEE.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris*, 8-9, 1989 03/06, p. 124-136.)

FR 5B

RECENTE...

De recente evoluties en knelpunten in de ruimtelijke ordening en de stedenbouw. (Verslagboek van de studiedag georganiseerd op 9 oktober 1987 aan de R.U.G.)

Brugge, Die Keure, 1988, XV + 277 p.

RUFFINI, P.-B.

Développement et limites de l'Ecu privé.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 81-103.*)

FR 5B

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

334.151.25 - 334.151.27

REVUE...

L'Europe monétaire.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 5-258.*)

FR 5B

SALMERON, M.L.L. & TARASCON, J.M.

La ECU : evolucion y perspectivas de futuro.

(In : *BOLETIN ECONOMICO - BANCO DE ESPANA, Madrid, 1989 05, p. 23-45.*)

ES 9

334.151.25 - 334.151.27 - 334.151.20

338.43 - 342.2 - 321.68

342.55 - 336.1 - 336.53

336.020. - 336.10

RIBOUD, J.

Monnaie européenne : de l'utopique au réalisable.
Paris, Revue Politique et Parlementaire, 1989, 243 p.

SAVAGE, R.

Les implications budgétaires de la réforme de l'Etat : une appréciation globale et désagrégée.

(In : *MINISTERE DES FINANCES - BULLETIN DE DOCUMENTATION, Bruxelles, 4, 1989 07/08, p. 35-158.*)

BE 99

334.154.1 - 334.151.28

371

ROLLET, P. & LELART, M.

Les incidences économiques de la libéralisation des mouvements de capitaux dans la CEE.

(In : *REVUE DU MARCHE COMMUN, Paris, 327, 1989 05, p. 280-288.*)

FR 58

SCHARPE, G.

Pologne.

(In : *INFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR, Bruxelles, 8, 1989 05, p. I-XXXII.*)

BE 25

SCHROEDER, W.

Instabiliteiten im EWS durch fortschreitende Liberalisierung in der EG?

(In : *WIRTSCHAFTSDIENST, Hamburg, 5, 1989 05, p. 258-264.*)

DE 30A

SOCIAAL-ECONOMISCHE RAAD VAN
VLAANDEREN.

Aanvullende nota bij het begrotingsadvies van 9 september 1988. (Brussel, 16 december 1988.)

Brussel, SERV, 1989, 21 p.

334.151.7 - 334.154.1 - 338.76

338.43

SECRETARIAT D'ETAT A L'EUROPE 1992.

Comment bâtir l'Europe? Impact de 1992 sur le secteur de la construction en Belgique.

(L'Europe en Poche.)

Bruxelles, Secrétariat d'Etat à l'Europe, 1989, 16 p.

SOCIAAL-ECONOMISCHE RAAD VAN
VLAANDEREN.

Jaarlijks rapport met betrekking tot de regionale ontwikkeling. (Brussel, 16 december 1988.)

Brussel, SERV, 1989, 32 p.

334.154.1 - 334.150.0

330.2 - 334.151.27

SECRETARIAT D'ETAT A L'EUROPE 1992.

Mettez l'Europe en poche; le guide du grand marché intérieur.

(L'Europe en Poche.)

Bruxelles, Secrétariat d'Etat à l'Europe, 1989, 16 p.

TOKYO CLUB FOUNDATION FOR
GLOBAL STUDIES.

Dupurat, M.-H. : Free capital movements and the European Monetary System. (In : Tokyo Club Papers, No. 2.)

Tokyo, Tokyo Club Foundation for Global Studies, 1989, 157-190 p.

332.11

330.2 - 334.151.27 - 334.151.20

SERROYEN, C.

De sectoriële onderhandelingen voor 1989-1990 : een balans.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 5, 1989 05, p. 389-405.*)

BE 71

TOKYO CLUB FOUNDATION FOR
GLOBAL STUDIES.

Jacquet, P. : The European Monetary System and European monetary integration. (In : Tokyo Club Papers, No. 2.)

Tokyo, Tokyo Club Foundation for Global Studies, 1989, 141-155 p.

330.2 - 333.432.8 - 334.151.27
382.242.0

352 - 650

TOKYO CLUB FOUNDATION FOR
GLOBAL STUDIES.

Sherman, H.C. : The international monetary system in a world of integrated financial markets : the European perspective. (In : Tokyo Club Papers, No. 2.)

Tokyo, Tokyo Club Foundation for Global Studies, 1989, 71-109 p.

UMANS, J.

Vers un management communal moderne (management, contrôle, organisation) selon les nouvelles conceptions.

(In : CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL, Bruxelles, 168, 1989 04, p. 23-29.)

BE 61AF

382.252. - 341.244.

657.2 - 657.33 - 347.728.1

TRIFFIN, R.

L'histoire de l'unification monétaire européenne : de l'UEP à nos jours.

(In : REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9, 1989 03/06, p. 13-18.)

FR 5B

UYTTERSCHAUT, L.

Geconsolideerde jaarrekening : een handleiding voor het samenvoegen van jaarrekeningen.

Deurne, Moderne Instructiemethoden, 1988, 356 p.

334.151.21 - 333.432.8 - 382.11

657.33 - 657.34 - 347.728.1
657.2

TRIFFIN, R.

L'interdépendance du politique et de l'économique dans le scandale monétaire mondial : diagnostic et prescription.

(In : REPERES - BULLETIN ECONOMIQUE ET FINANCIER, Luxembourg, 16, 1989 03, p. 12-22.)

LU 5B

UYTTERSCHAUT, L.

Jaarrekening van de onderneming : voorstelling en analyse.

Deurne, Moderne Instructiemethoden, 1988, 328 p.

333.721. - 333.18

339.115. - 336.311.2

TROGH, R.

De Belgische markt van het verbruikskrediet en de verbruikskredietcentrale.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEREWEZEN, Bruxelles/Brussel, 4, 1989 04, p. 241-250.)

BE 134

VAN DER BURG, H.

De internationale schuldenproblematiek.

(In : ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3706, 1989 05 10, p. 453-456.)

NL 10

VAN DER VEKEN, L. &
VAN KEYMEULEN, R.

Appréciation du personnel de cadre. Résultats
d'une enquête dans les entreprises belges.

(In : *GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 2, 1989*
04/05, p. 77-90.)

BE 10A

VISSOL, T.

Le SME : socle de l'union économique et monétaire.

(In : *REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE, Paris, 8-9,*
1989 03/06, p. 48-67.)

FR 5B

331.220. - 332.691.

334.151.20

VANTHEMSCHE, G.

De fysonomie van de werkloosheid in België tij-
dens de jaren 1930. (I)

(In : *REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE -*
BELGISCH TIJDSCHRIFT VOOR NIEUWSTE GESCHIE-
DENIS, Gand/Gent, 3-4, 1988, p. 269-344.)

BE 135

VOGEL-POLSKY, E. et al.

L'Europe sociale 1992 ; illusion, alibi ou réalité.
(L'Europe en Poche.)

Bruxelles, Secrétariat d'Etat à l'Europe, 1989, 149 p.

347.728.3

334.151.25 - 334.151.27

VERBANCK, P.

Inkoop van eigen aandelen.
(Fiscale Praktijkstudies, 9.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1988,
XI + 121 p.

WAUTERS, E.

L'Ecu : solution de remplacement européenne au
capricieux dollar ?

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,*
Bruxelles, 24, 1989 06 23, p. 1-7.)

BE 33

334.151.21 - 334.151.20 - 333.111.0

333.731. - 333.771.3

VERS...

Vers un système européen de banques centrales ;
projet de dispositions organiques. 1. (Rapport du
Groupe « Système Européen de Banques Centra-
les ».)

Bruxelles, CEPREM/Comité Spinelli, 1989,
XI + 116 p.

WEISS, U.

Eurocheque - into the third decade.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES - BANQUE INTERNA-*
TIONALE A LUXEMBOURG, Luxembourg, 1, 1989,
p. 5-10.)

LU 5

